

# NOTES TERRITORIALES

## SUR LES ZONES D'EMPLOI PICARDES





Ont contribué à la réalisation de ces fiches :

Insee Picardie :

M Thomas DAVOUST

Bernard DEHON

Joël DEKNEUDT

Jean-Marie DUFOUR

Christophe DZIKOWSKI

Julien FRAICHARD

Sgar :

Mme Colette DEGOUY

M Arnaud DEHEDIN

Dominique ROUSSEL

**Avant-propos**

Les notes territoriales ont été réalisées par l'Insee Picardie, à l'initiative du Secrétariat Général aux Affaires Régionales. L'objectif de la Préfecture est de disposer d'une synthèse de la situation démographique, économique et sociale des arrondissements de la région permettant d'appréhender les atouts et handicaps des territoires sans être familier de la région.

Une note territoriale a été réalisée pour chacune des 14 zones d'emploi de la région car les données sur l'emploi et le taux de chômage, indispensables au sujet, sont disponibles à ce niveau mais pas pour les arrondissements. Quatre thèmes sont abordés dans chaque note :

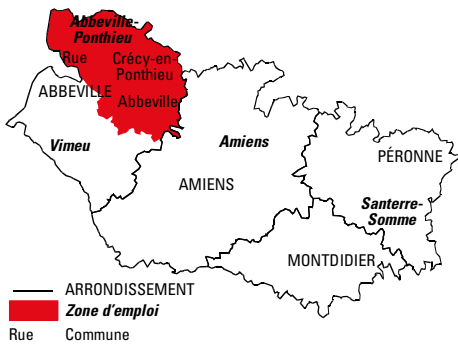
- La **démographie** traite de l'organisation urbaine du territoire et des évolutions démographiques.
- Le **système productif** recense les activités économiques présentes sur le territoire et mesure la sensibilité de la structure d'activité face à la conjoncture récente.
- Le **marché du travail** trace les évolutions de la population active, de l'emploi, du chômage et des navettes domicile-travail. L'équilibre entre ces composantes du marché du travail donne une vue dynamique du fonctionnement du territoire.
- Le **dynamisme et l'attractivité** économiques sont mesurés par le biais des créations d'entreprises et des emplois qu'elles génèrent. Ces données, significatives de la capacité d'un territoire à rebondir, permettent de comparer les territoires de la région et de l'ensemble du pays.

Les données utilisées pour la constitution de ces notes sont les plus récentes disponibles au moment de leur rédaction (de mai à juillet 2009). Les évolutions rapides de certains indicateurs (chômage par exemple) peuvent entraîner un vieillissement prématuré des données. De nombreux éléments fournis dans ce document peuvent être actualisés sur le site de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr).

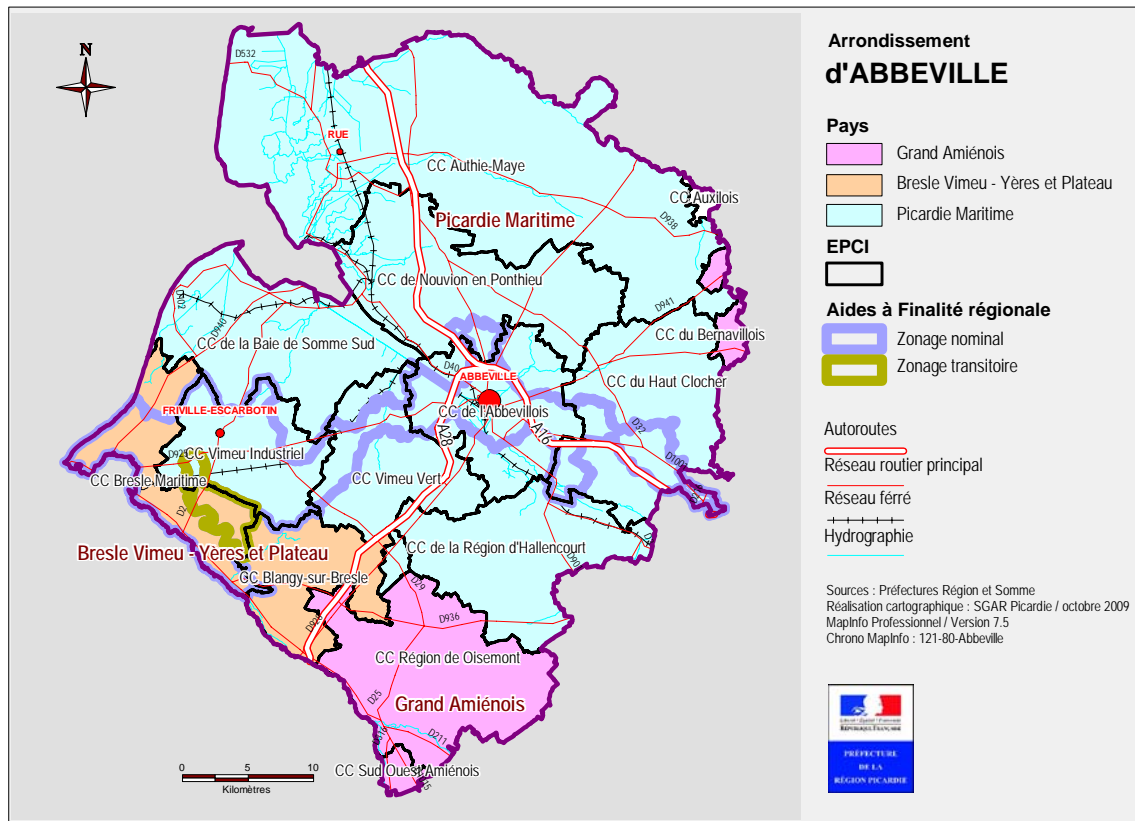
**Arrondissements et zones d'emploi de Picardie**



- I. ABBEVILLE - PONTIEU
- II. AMIENS
- III. BEAUVAIS
- IV. CHÂTEAU-THIERRY
- V. CHAUNY-TERGNIER-LA FÈRE
- VI. COMPIÈGNE
- VII. LAONNOIS
- VIII. SAINT-QUENTIN
- IX. SANTERRE-OISE
- X. SANTERRE-SOMME
- XI. SOISSONS
- XII. SUD-OISE
- XIII. THIÉRACHE
- XIV. VIMEU



Abbeville-Ponthieu est une des plus petites zones d'emploi de la région. Sa population est plus âgée et moins formée qu'en Picardie. La part d'emplois tertiaires est prépondérante. L'intensité des échanges domicile-travail avec les zones d'emploi environnantes a doublé depuis 1990. Les emplois sont moins qualifiés qu'en moyenne en Picardie. L'attractivité d'Abbeville-Ponthieu est au-dessous de la moyenne des zones d'emploi de taille comparable. Pourtant la zone d'emploi bénéficie de plusieurs atouts.



## DÉMOGRAPHIE

---

### ***Un seul pôle urbain dans un espace rural***

Abbeville-Ponthieu est une des plus petites zones d'emploi de la région, avec 64 000 habitants soit 11,4% de la population du département de la Somme. Entre 1999 et 2006, la population de la zone d'Abbeville-Ponthieu a augmenté de 1 300 habitants. Le taux d'évolution annuel de la population s'élève à 0,3% au cours de la période 1999-2006 contre 0,1% entre 1990 et 1999. La croissance récente de la population est soutenue par l'excédent migratoire surtout en raison de l'attractivité du littoral pour les personnes de plus de 50 ans.

L'organisation spatiale d'Abbeville-Ponthieu se caractérise par un grand espace rural ponctué de deux communes urbaines : Abbeville et Rue. La population vit en majorité dans des communes rurales.

L'agglomération d'Abbeville compte 25 600 habitants dont 24 000 pour la seule commune d'Abbeville, seconde commune du département de la Somme. Elle constitue le pôle de services, administratif et commercial de l'ensemble des deux zones d'emploi du littoral picard : Abbeville-Ponthieu et le Vimeu.

Beaucoup plus modeste, Rue compte 3 200 habitants.

Les personnes de 60 ans représentent 24% de la population, 5 points de plus que la moyenne régionale. Cette proportion est la plus élevée de la région après celle du Vimeu. Les mouvements migratoires renforcent la part des personnes âgées dans la population.

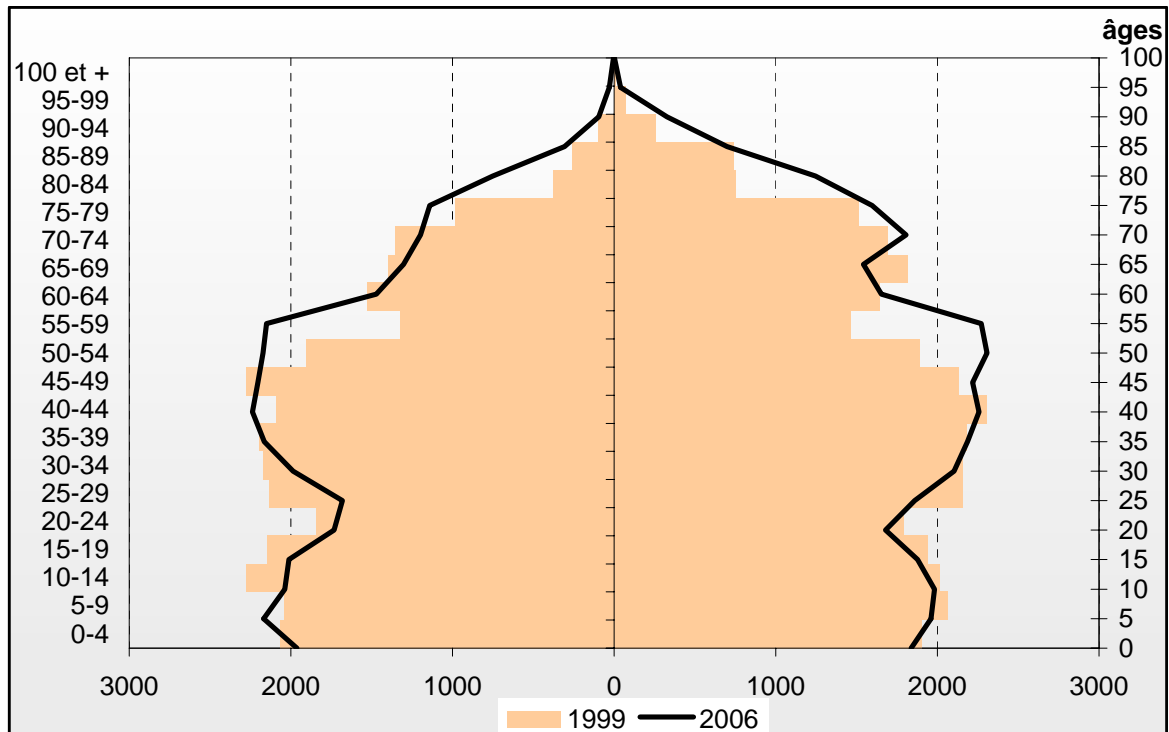
Plus âgée, la population est également moins formée qu'en Picardie. La part des moins diplômés (sans diplôme et CEP/BEPC) est supérieure de 6 points au niveau régional. La part des titulaires du baccalauréat est faible et la part de la population titulaire d'un CAP/BEP sont en revanche sous la moyenne régionale.

## Démographie

**Evolution de la population depuis 1990**

	1990	1999	2006
<b>Population</b>	<b>62 090</b>	<b>62 816</b>	<b>64 137</b>
	1990-1999	1999-2006	
Evolution de la population	<b>726</b>	<b>1 321</b>	
due au solde naturel	791	425	
due au solde migratoire	-65	896	
Taux d'évolution annuel moyen en %	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	
dû au solde naturel	0,1	0,1	
dû au solde migratoire	0,0	0,2	

Source : Insee, recensements

**Pyramide des âges de la population en 1999 et 2006**


Source : Insee, recensements

**Niveau de formation de la population**

Répartition de la population ayant achevé ses études selon le dernier diplôme obtenu

	<b>Abbeville-Ponthieu</b>	Picardie	<i>Ecart</i>
Sans diplôme	<b>27,5</b>	24,5	2,9
CEP / BEPC	<b>23,9</b>	20,7	3,2
CAP / BEP	<b>22,9</b>	24,8	-1,9
BAC Général	<b>5,7</b>	6,4	-0,7
BAC Professionnel	<b>6,8</b>	7,0	-0,2
Diplôme supérieur au BAC	<b>13,3</b>	16,6	-3,3
Ensemble	<b>100,0</b>	100,0	

Source : Insee, recensement 2006

## SYSTÈME PRODUCTIF

### ***Une orientation vers le médico-social, le commerce et le tourisme***

La zone d'Abbeville-Ponthieu est l'une des zones d'emploi picardes où la part d'emplois tertiaires est la plus élevée : 76,6% des emplois salariés, 5,2 points de plus qu'en moyenne régionale. Elle n'est devancée que par le Laonnois (77,2%).

La sphère publique représente un emploi sur trois de la zone contre un emploi sur quatre en Picardie ou en France. Cette forte surreprésentation s'explique par le développement des activités de santé et d'éducation à proximité du littoral. Plusieurs maisons de retraite et établissements d'éducation spécialisée ou de soins sont implantés dans la zone et la commune d'Abbeville dispose d'un centre hospitalier. L'Association de Valloires, important prestataire de services sociaux, a son siège à Abbeville.

L'orientation touristique de la zone se manifeste également par une forte représentation du tertiaire marchand à destination des particuliers. Le commerce représente 15% des salariés de la zone et les services aux particuliers 11%, soit respectivement 2 et 3 points de plus que la moyenne picarde. En revanche, les activités immobilières, financières et les transports sont moins implantés qu'en moyenne régionale.

Abbeville-Ponthieu est une des zones les moins industrielles de Picardie avec seulement 14% des emplois salariés dans l'industrie, soit 7 points de moins que la moyenne régionale. La métallurgie, l'industrie agro-alimentaire et l'industrie des produits minéraux concentrent les deux tiers des emplois industriels. Les établissements sont de plus petite taille et moins dépendants de centres de décisions externes que dans les autres zones d'emplois picardes. Par exemple, les Verreries de la Somme, les établissements Porquet (robinetterie) sont des entreprises picardes. Les groupes français sont plus présents qu'en moyenne régionale, parmi ces établissements figurent notamment l'usine Valéo spécialisée dans la fabrication de serrures automobile, l'usine Comap (articles de robinetterie) et les Pâtisseries Pasquier à Vron.

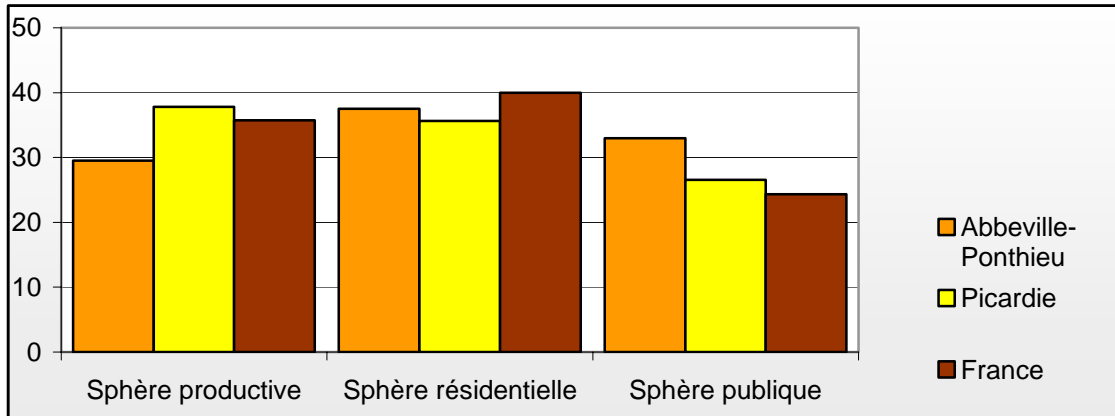
### **La zone d'emploi face à la crise**

Tournée vers les activités tertiaires peu touchées par la crise en 2008, cette zone semble moins en prise directe avec les aléas de la crise. Les activités en crise représentent 4,4% des activités contre 7,5% en Picardie. Cependant la zone comporte de grands établissements industriels qui dépendent de la filière automobile. L'usine d'Abbeville, Valéo Sécurité Habitacle spécialisée dans la fabrication de serrures, qui avait déjà subi un premier plan social avec le départ de 118 salariés est à nouveau en difficulté début 2009, l'activité a baissé de moitié par rapport à 2008.



## Système Productif

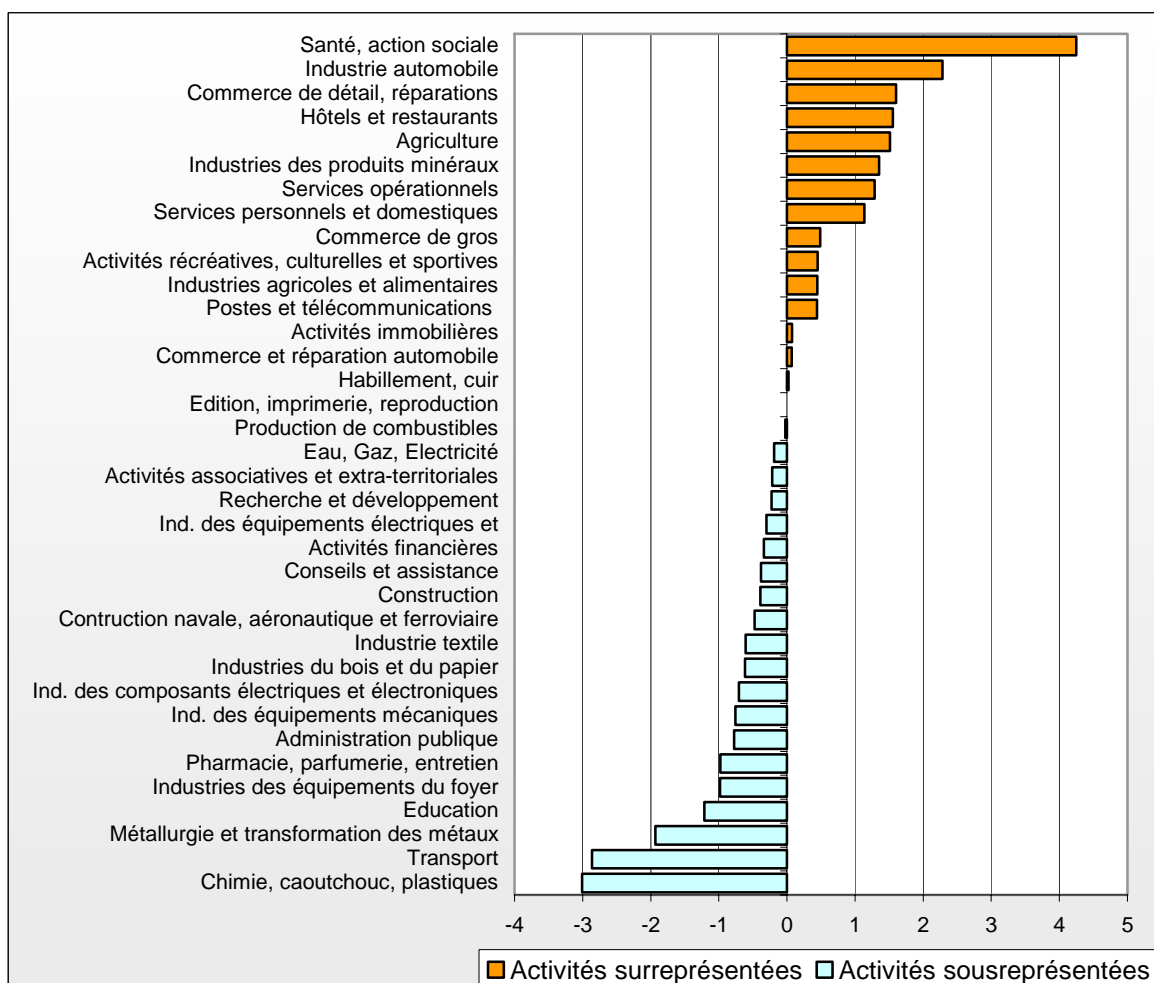
### Répartition de l'emploi salarié par sphère d'activité au 1<sup>er</sup> janvier 2007



Source : Insee, CLAP 2006

### Spécificité des activités économiques de la zone d'emploi

Différence entre la part de l'activité dans la zone et la part dans la région (en %)



Source : Insee, estimations d'emplois

## Marché du Travail

---

### ***L'emploi insuffisant pour retenir les actifs***

La population active s'élève à 28 000 personnes en 2006, alors que le nombre d'emplois est de 23 700. Au cours de la période étudiée, le nombre d'emplois offert dans la zone a augmenté de 2 100, plus rapidement que la population active. Cette double évolution a permis de résorber une partie du chômage : 3 700 personnes déclarent rechercher un emploi en 2006 contre 4 400 en 1999.

Entre 2002 et 2007, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 18% dans la zone. Cette baisse est plus forte chez les femmes. Elle est plus marquée chez les chômeurs de 25 à 49 ans (- 21%). Par contre les demandeurs seniors n'ont pas profité autant que leurs cadets de l'amélioration du marché du travail.

Les échanges domicile-travail avec les autres zones sont relativement équilibrés : 6 200 habitants d'Abbeville-Ponthieu partent travailler dans une autre zone, 5 600 personnes viennent travailler dans la zone d'emploi. Le nombre de navettes a pratiquement doublé depuis 1990, néanmoins le solde entre les emplois occupés à l'extérieur de la zone et les emplois occupés par des personnes venant d'autres zones d'emplois s'est maintenu au même niveau.

### **Un chômage au-dessus de la moyenne régionale**

Au quatrième trimestre 2008, le taux de chômage dans la zone d'emploi d'Abbeville-Ponthieu s'élève à 9,9%, 0,9% de plus que la moyenne régionale. Son taux de chômage est voisin de celui d'Amiens et du Laonnois, zones également à orientation tertiaire.

Dans la zone d'Abbeville-Ponthieu, la structure par âge des demandeurs d'emploi n'est pas très différente de celle de la région. Leur niveau de formation est par contre plus faible. La proportion de demandeurs d'emploi dont le niveau de formation est en dessous du bac est de 76,3% (+6,2 points par rapport à la région). Les titulaires d'un BEP ou CAP sont les plus nombreux, presque la moitié des demandeurs d'emploi.

### ***Plus d'ouvriers non qualifiés et d'employés qu'en moyenne régionale***

Les emplois sont moins qualifiés dans la zone d'Abbeville-Ponthieu qu'en moyenne en Picardie. Le taux d'encadrement est de 5,7% contre 8,2% dans la région. Les postes de professions intermédiaires sont aussi moins présents. A l'inverse, les employés sont surreprésentés, en raison du poids des activités tertiaires dans l'économie locale de même que les postes d'ouvrier non qualifié.

## Marché du Travail

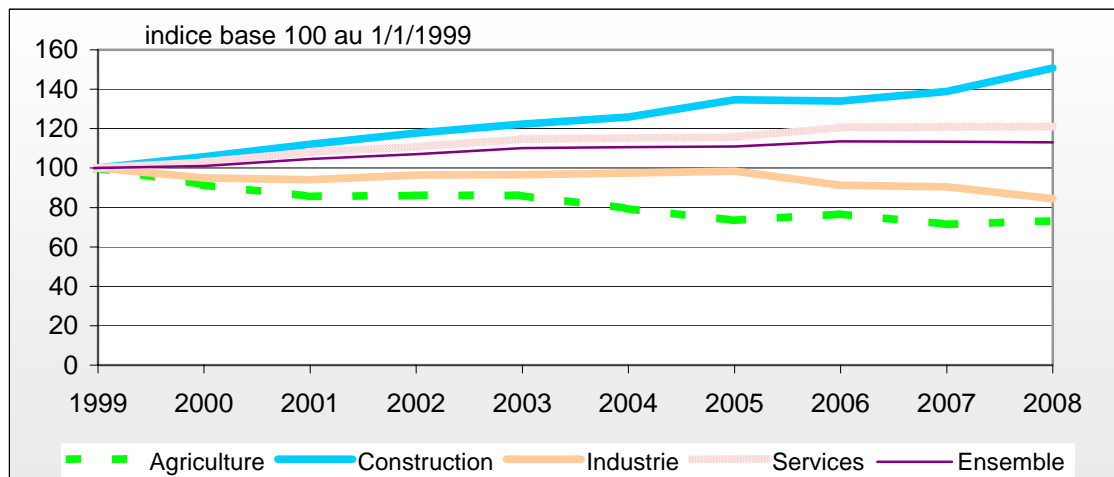
### Equilibrage du marché du travail depuis 1990

	1990	1999	2006
Population active résidente	26 000	26 700	28 000
Actif ayant un emploi dans la zone*	20 900	21 600	23 700
Chômeurs *	4 000	4 400	3 700
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	2 800	4 100	5 600
Habitants travaillant dans une autre zone	3 500	4 700	6 200
<b>Solde des navettes</b>	<b>-700</b>	<b>-600</b>	<b>-600</b>

\* selon la situation déclarée au recensement, différente de la situation selon la définition officielle du

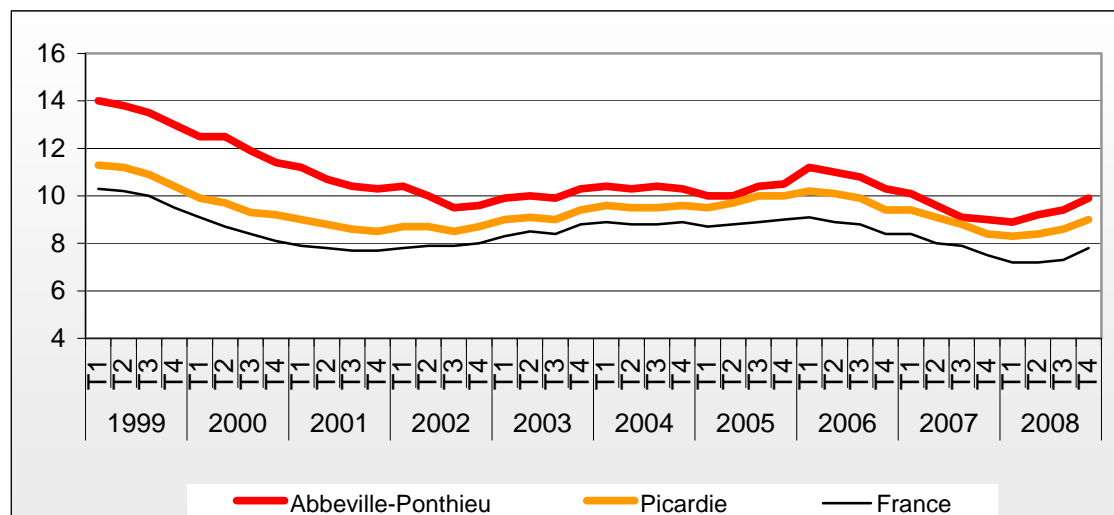
Source : Insee, recensements

### Évolution de l'emploi salarié



Source : Insee, estimations d'emplois

### Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage trimestriels localisés

## Attractivité - Dynamisme

---

### ***Faible attractivité de la zone d'emploi***

Abbeville-Ponthieu détient avec le Vimeu l'un des plus faibles taux de création d'établissements de la région, 2,5 points de moins que taux régional. Hormis dans l'industrie, le dynamisme de la création d'entreprises est plus faible qu'en moyenne régionale. Cette faiblesse est plus ou moins compensée par un taux de survie à 5 ans plus élevé des nouvelles entreprises.

La part des emplois dans les nouvelles entreprises atteint 13,2% quelques dixièmes de points en dessous de la moyenne régionale. Comparativement à la région, les nouvelles entreprises génèrent un peu moins d'emplois salariés au démarrage de l'entreprise, sauf dans les services.

Le taux de création d'établissements et le poids des nouvelles entreprises dans l'emploi situent Abbeville-Ponthieu à la douzième place des zones d'emploi de Picardie devant le Vimeu et la Thiérache. Dans le classement des 348 zones d'emploi de métropole, Abbeville-Ponthieu se positionne à la 308<sup>e</sup> place.

L'attractivité d'Abbeville-Ponthieu, mesurée par les créations d'entreprises et d'emplois, est un peu en dessous de la moyenne des zones d'emploi de taille comparable. Pourtant la zone d'emploi bénéficie de plusieurs atouts :

- Abbeville se trouve à la croisée des autoroutes A16 et A28 qui relie Calais, Boulogne-sur-Mer à Amiens et Rouen et le Havre.
- L'attractivité du littoral
- La chambre de commerce et d'industrie, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie et les services aux entreprises implantés à Abbeville en font un centre administratif pour l'activité industrielle de l'ensemble de la côte picarde, même si les industries sont davantage implantées dans le Vimeu que dans la zone d'Abbeville-Ponthieu.

## Attractivité - Dynamisme

**Dynamisme entrepreneurial**

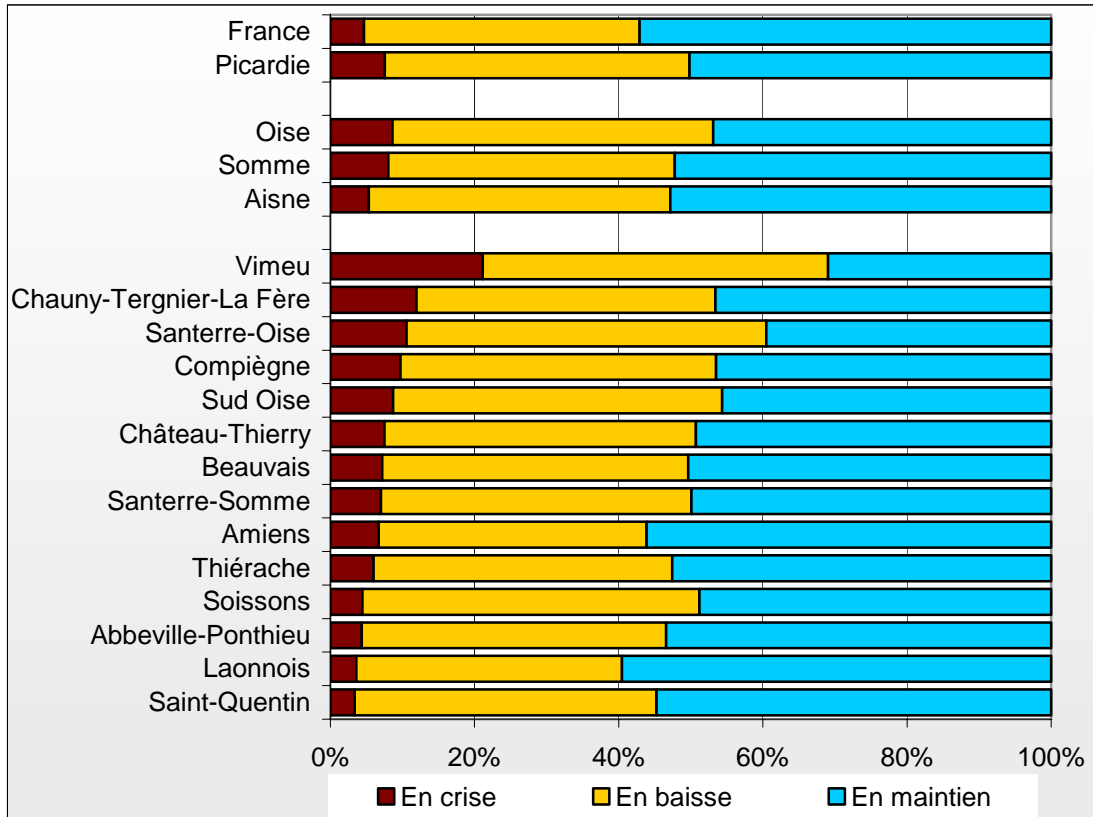
	Abbeville-Ponthieu	Picardie
Création d'établissements en 2008	<b>233</b>	7 321
Taux de créations	<b>9,1</b>	11,6
Part des nouveaux établissements dans l'emploi salarié	<b>13,2</b>	13,6

Source : Insee, REE Sirene - CLAP

Raison sociale	Commune	Activité principale exercée	Effectif salarié au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	Observations
<b>Etablissements du secteur privé</b>				
VALEO SECURITE HABITACLE	Abbeville	Fabrication d'équipements automobiles	250 à 499	Difficultés annoncées en 2008
LES VERRERIES DE LA SOMME	Abbeville	Fabrication de verre creux	250 à 499	
PATISSERIE PASQUIER NORD	Vron	Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	250 à 499	Création 20 postes en février 2009
CALL EXPERT	Abbeville	Centres d'appel	250 à 499	
SOC DES HYPERMARCHES NORMANDIE-PICARDIE	Abbeville	Hypermarchés	100 à 249	Suppression d'emplois en mars 2009
ASSOCIATION DE VALLOIRES	Argoules	Accueil des enfants handicapés	100 à 249	
COMAP INDUSTRIES	Abbeville	Fabrication d'articles de robinetterie	100 à 249	Suppression d'emplois en mars 2009
SOC FLANDRES PICARDIE LAIT	Abbeville	Fabrication de lait liquide et de produits frais	100 à 249	
SA SAINTE-ISABELLE	Abbeville	Activités hospitalières	100 à 249	Suppression d'emplois en mars 2009
LA POSTE	Abbeville	Postes nationales	100 à 249	
SCHLUMBERGER VECTOR SA	Abbeville	Construction de véhicules automobiles	100 à 249	Suppression d'emplois en mars 2009
ASS DEPT AMIS PARENTS ENFANTS INADAPTES	Abbeville	Aide par le travail, ateliers protégés	100 à 249	
<b>Etablissements du secteur public</b>				
CENTRE HOSPITALIER D'ABBEVILLE	Abbeville	Activités hospitalières	1 000 à 1 999	Suppression d'emplois en mars 2009
COMMUNE D'ABBEVILLE	Abbeville	Administration publique générale	250 à 499	
LYCEE DES METIERS BOUCHER DE PERTHES	Abbeville	Enseignement secondaire général	100 à 249	Suppression d'emplois en mars 2009
CENTRE HOSPITALIER D'ABBEVILLE	Abbeville	Accueil des personnes âgées	100 à 249	
HOPITAL LOCAL	Rue	Activités hospitalières	100 à 249	Suppression d'emplois en mars 2009
MAISON DE RETRAITE	Saint-Riquier	Accueil des personnes âgées	100 à 249	
ECOLE ST PIERRE NOTRE DAME DE FRANCE	Abbeville	Enseignement secondaire général	100 à 249	Suppression d'emplois en mars 2009
CENTRE HOSPITALIER D'ABBEVILLE	Abbeville	Activités hospitalières	50 à 99	

Source : Insee, Clap 2007

**Répartition des emplois selon l'évolution récente du chiffre d'affaires des secteurs**

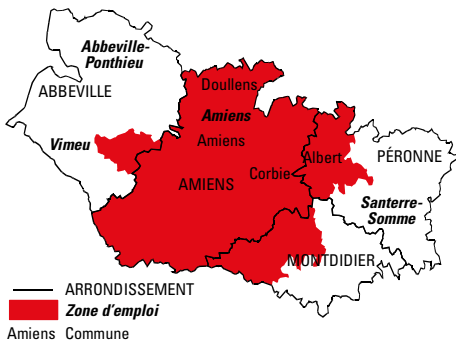


Note de lecture : Selon l'évolution nationale du chiffre d'affaires entre le 3ème trimestre 2008 et le 1er trimestre 2009, les activités économiques ont été réparties en 3 groupes. Un groupe de secteurs « en crise » avec une baisse de plus de 7% du chiffre d'affaires, comprenant l'industrie automobile, la chimie, caoutchouc, plastique, la métallurgie et transformation des métaux ainsi que la production de combustibles et de carburants, ce dernier en raison de la baisse du prix du pétrole.

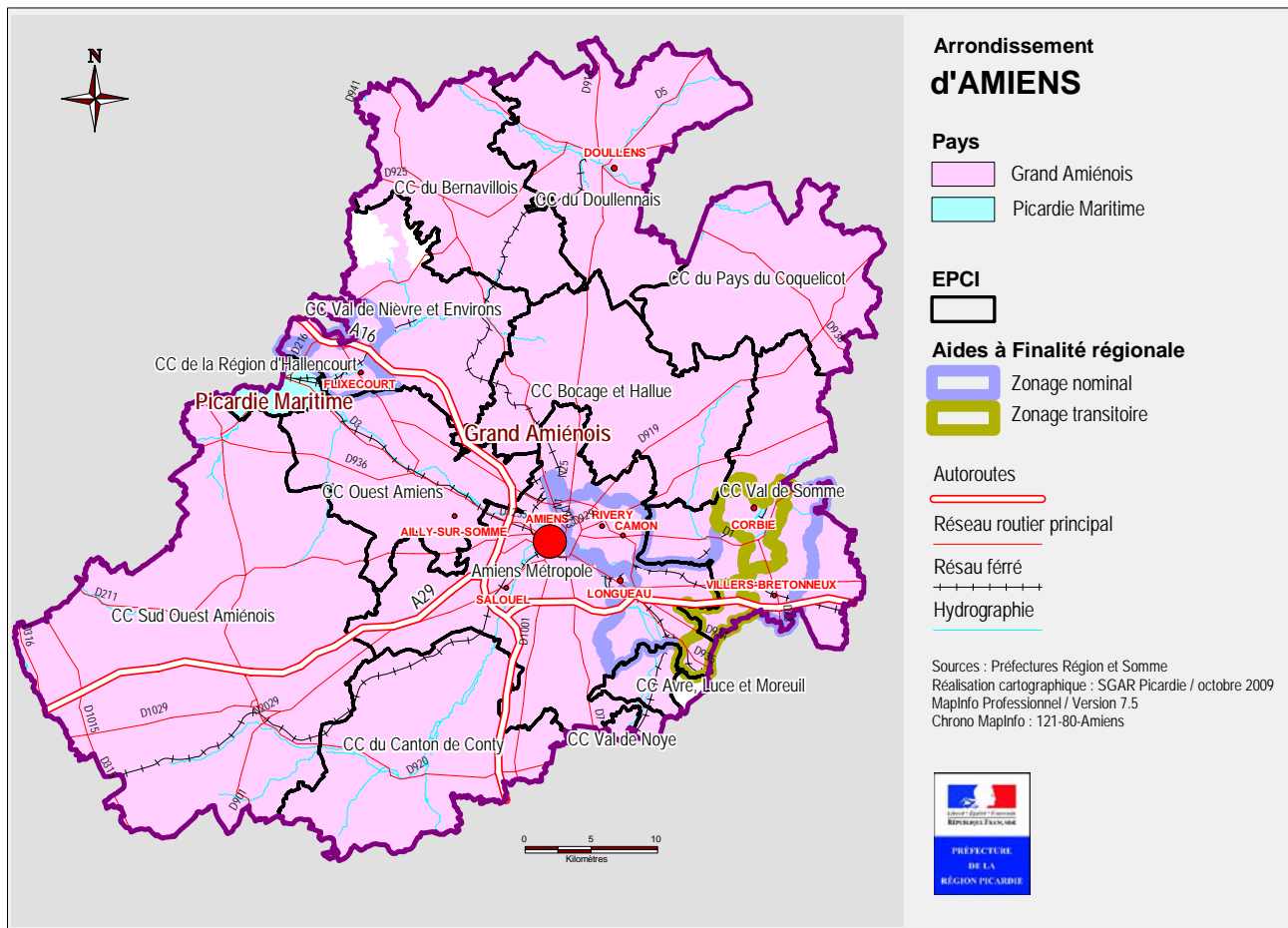
Des secteurs classés « en baisse » connaissent une fin d'année 2008 ou un début 2009 difficile, la baisse du chiffre d'affaires est toutefois moins importante que pour le groupe précédent. Il s'agit de la plupart des secteurs industriels, du commerce, des services opérationnels.

Le troisième groupe comprend les activités dont les chiffres d'affaires se maintiennent au moins l'un des deux trimestres observés : ce groupe compte les IAA, l'aéronautique et la parfumerie-entretien pour l'industrie, les activités de services et les services publics.

Source : Insee - Comptes Nationaux - Estimations d'emplois au 31/12/2007 provisoires



*Amiens est la seconde zone d'emploi la plus peuplée de Picardie. Orientée sur la sphère publique, son économie est plus tertiaire qu'en moyenne régionale mais son tissu économique est diversifié. Le marché du travail s'équilibre sur ses ressources internes. Le chômage est au-dessus de la moyenne régionale. Son attractivité économique est modeste pour une capitale de région mais la zone d'emploi d'Amiens est engagée dans une dynamique de développement*



## DÉMOGRAPHIE

---

### ***Amiens concentre deux tiers de la population urbaine***

La zone d'emploi Amiens compte 347 000 habitants, c'est la seconde zone d'emploi la plus peuplée de Picardie, avec 40 000 habitants de moins que le Sud-Oise.

Entre 1999 et 2006, la population de la zone s'est accrue de 5 000 habitants, à un rythme annuel de 0,2%. Cette croissance, proche de la moyenne régionale, est 3,4 fois moins rapide que la croissance de la population nationale. L'augmentation de la population est soutenue par le solde naturel (excédent des naissances sur les décès) qui compense le déficit migratoire. La croissance de la population est égale à celle des années quatre-vingt dix, le déficit migratoire comme le solde naturel sont restés au même niveau.

La zone est partagée entre un tissu rural spécialisé dans les grandes cultures agricoles et 17 agglomérations dont 16 de petite taille où vivent les deux tiers de la population. La commune d'Amiens concentre à elle seule, 40% de la population de la zone d'emploi. Albert est la seconde commune de plus de 10 000 habitants du territoire, suivent Corbie et Doullens, 6 300 habitants chacune.

Le taux de croissance démographique de l'aire urbaine d'Amiens (0,2%) se situe entre ceux de Rouen et Reims (0,1%) et celui de l'aire urbaine lilloise (0,3%). A Amiens comme à Reims, cette croissance profite davantage aux communes périurbaines qu'à la commune centre de l'agglomération (0,1%). Le dynamisme démographique de la périphérie d'Amiens est plus important à l'est, autour de Corbie, en raison du prix du foncier, de l'accès facilité par l'autoroute A29 et de l'amélioration de la desserte ferroviaire.

La zone d'emploi est relativement jeune, la part des moins de 20 ans et celle des 20-49 ans sont un point au-dessus de la moyenne régionale. Cette population est mieux formée qu'en moyenne régional : comme le Sud Oise ou Compiègne, la part des personnes ayant déclaré avoir un diplôme supérieur au baccalauréat est de 3 points plus élevée qu'en Picardie.



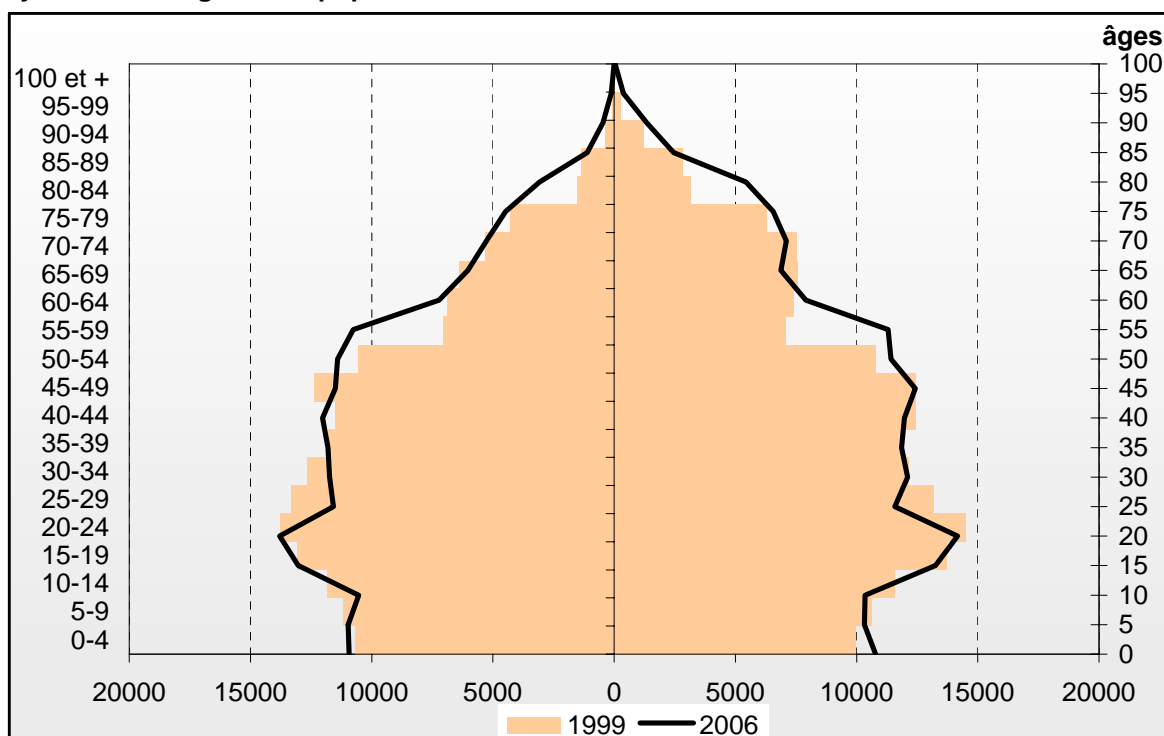
## Démographie

### Evolution de la population depuis 1990

	1990	1999	2006
<b>Population</b>	<b>334 328</b>	<b>342 008</b>	<b>347 493</b>
	1990-1999	1999-2006	
Evolution de la population	<b>7 680</b>	<b>5 485</b>	
due au solde naturel	12 310	10 758	
due au solde migratoire	-4 630	-5 273	
Taux d'évolution annuel moyen en %	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	
dû au solde naturel	0,4	0,4	
dû au solde migratoire	-0,2	-0,2	

Source : Insee, recensements

### Pyramide des âges de la population en 1999 et 2006



Source : Insee, recensements

### Niveau de formation de la population

Répartition de la population ayant achevé ses études selon le dernier diplôme obtenu

	Amiens	Picardie	Ecart
Sans diplôme	<b>23,1</b>	24,5	-1,4
CEP / BEPC	<b>20,2</b>	20,7	-0,5
CAP / BEP	<b>23,2</b>	24,8	-1,6
BAC Général	<b>6,6</b>	6,4	0,2
BAC Professionnel	<b>7,2</b>	7,0	0,2
Diplôme supérieur au BAC	<b>19,7</b>	16,6	3,1
Ensemble	<b>100,0</b>	100,0	

Source : Insee, recensement 2006

## SYSTÈME PRODUCTIF

### ***Un tissu économique diversifié***

Constituée autour de la plus grande agglomération picarde, la zone d'emploi d'Amiens est davantage tertiaire qu'en moyenne régionale. L'économie du territoire est orientée sur la sphère publique, caractéristique des pôles urbains où sont plus souvent implantés les services administratifs et les plus grands établissements publics d'éducation et de santé : activités soutenues dans le cas d'Amiens par sa fonction de préfecture de région. Les plus grands établissements sont les centres hospitaliers universitaires ou spécialisés, les administrations locales (mairie, conseil régional).

L'économie résidentielle, dont l'activité est orientée vers la population, se trouve naturellement soutenue par la densité de la population. Néanmoins, la place de cette économie dans l'activité économique Amiénoise n'est guère supérieure à la moyenne régionale : le commerce, l'hôtellerie-restauration et les services à la personne sont sous-représentés par rapport à l'ensemble de la région qui n'est pas suréquipée dans ces secteurs. La place de l'économie résidentielle est de 2 à 4 points supérieure dans les zones d'emplois de Reims ou de Lille et Rouen, capitales de leurs régions.

Bien que la sphère productive occupe une place plus modeste dans l'économie locale que dans les autres zones d'emploi de la région, l'industrie représente 18% des emplois, 3 points de moins que la moyenne régionale mais 1 point de plus que la moyenne nationale. La zone est spécialisée dans la chimie-plasturgie-caoutchouc, dans la construction aéronautique et l'industrie agroalimentaire. Entre 1999 et 2007, ces secteurs ont perdu relativement moins d'emplois que les autres industries, ce qui explique que l'emploi industriel a baissé de 12% sur la période contre 16% dans la région.

Le tissu industriel se caractérise par de nombreuses implantations de grands groupes nationaux ou internationaux, comme dans toutes les métropoles du Bassin parisien. Le taux de dépendance des entreprises s'élève à 60% contre 53% en moyenne régionale. Seule la zone de Compiègne a un niveau de dépendance plus élevé (64%). Ces établissements sont concentrés dans les deux métropoles les plus importantes, par exemple Goodyear Dunlop Tires France, Valéo Embrayages, Whirpool France Sas, Procter et Gamble à Amiens ou Aéroliia à Albert. On retrouve également une forte dépendance des établissements financiers dont les directions sont situées dans une autre région.

### ***La zone d'emploi face à la crise***

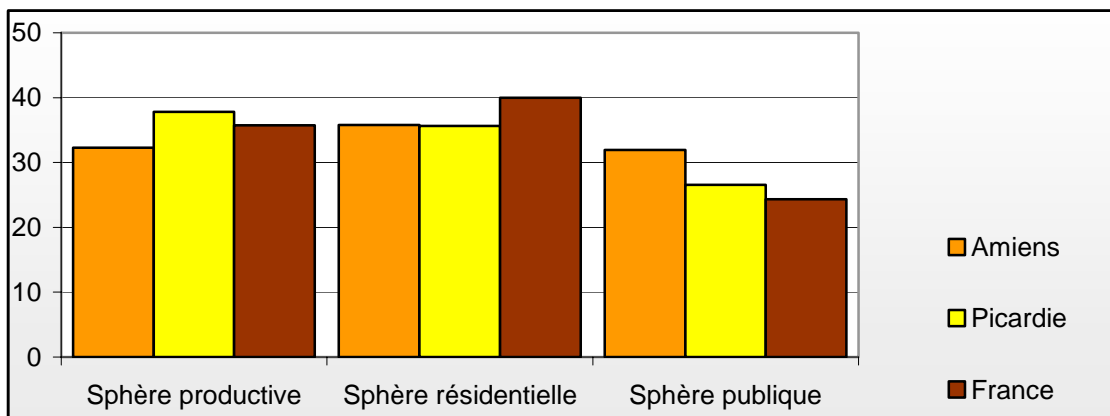
Au regard de l'évolution nationale récente des chiffres d'affaires des secteurs d'activité, la part des activités en crise représente 7% des emplois salariés contre 8% en Picardie. De grands établissements de la zone connaissent actuellement des difficultés, Goodyear Dunlop (licenciements) et Valeo-embrayages (chômage partiel) à Amiens par exemple subissent directement les effets de la crise dans l'automobile.

Les autres activités touchées par la crise en 2008 emploient 37% des salariés de la zone d'emploi. De nombreuses entreprises industrielles sont en difficultés, plusieurs dans le secteur de la chimie (peintures, vernis) telles que ACIA, Automotive, Prospa, Société française de galvanoplastie ou le mobilier (Manufacture française de sièges). En février 2009, OPF, sous-traitant d'AIRBUS est placé en liquidation judiciaire.

La sphère publique et les activités moins touchées par la crise emploient 56% des salariés, proportion la plus élevée de Picardie derrière le Laonnois.

## Système Productif

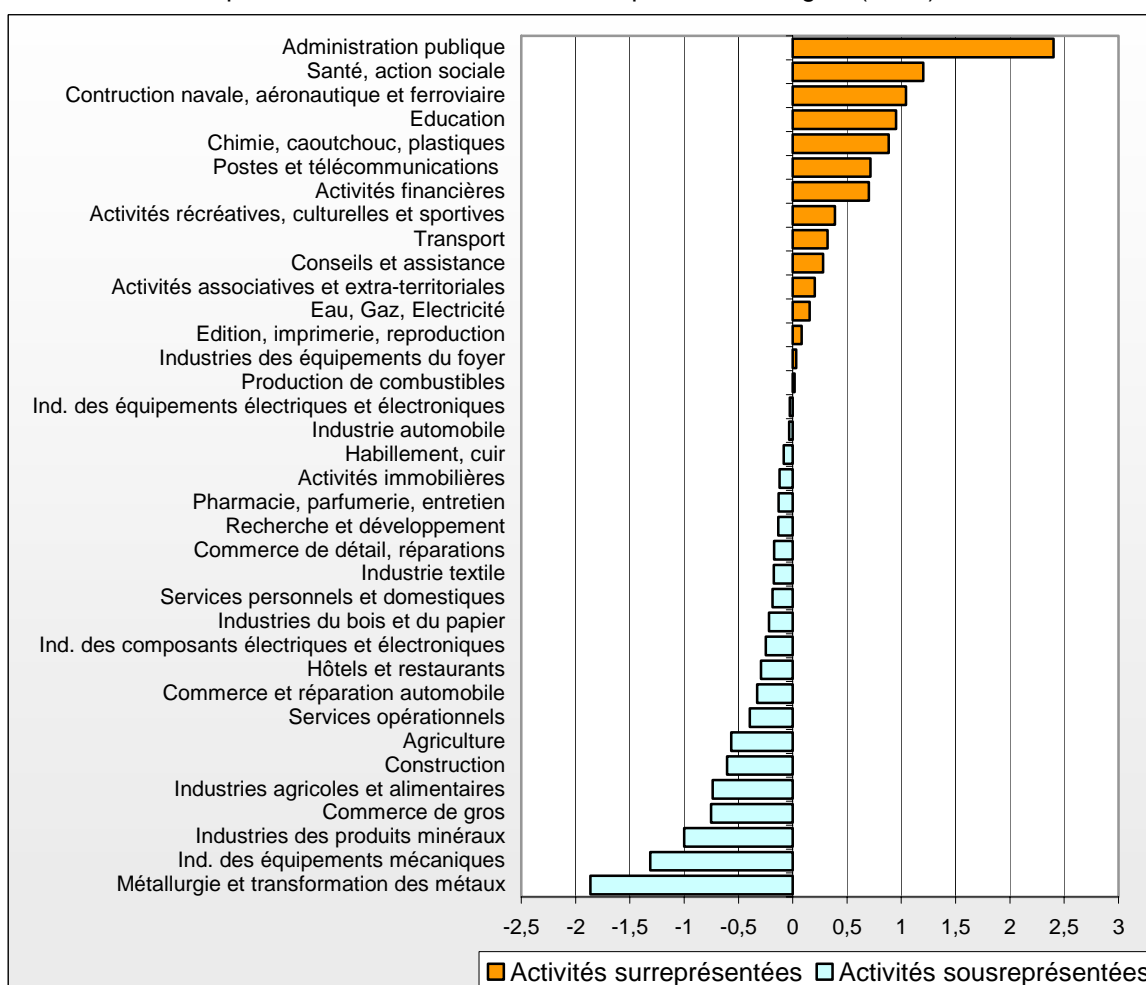
Répartition de l'emploi salarié par sphère d'activité au 1<sup>er</sup> janvier 2007



Source : Insee, CLAP 2006

### Spécificité des activités économiques de la zone d'emploi

Différence entre la part de l'activité dans la zone et la part dans la région (en %)



Source : Insee, estimations d'emplois

## Marché du Travail

---

### ***Un marché du travail qui s'équilibre sur les ressources internes***

La population active a augmenté de 8 500 personnes entre 1999 et 2006, à un rythme plus soutenu qu'entre 1990 et 1999. Au cours de la période, les emplois offerts dans la zone ont augmenté de 13 000, plus rapidement que la population active. Cette double évolution a permis de résorber une partie du chômage : 20 000 personnes déclarent rechercher un emploi en 2006 contre 24 000 en 1999. Déjà entre 1990 et 1999, la croissance plus rapide de la population active que de l'emploi s'était reportée sur la croissance du chômage : signe d'un marché du travail qui s'équilibre en interne.

L'ouverture du marché du travail de la zone d'emploi vers les territoires limitrophes est limitée par l'absence de pôles d'emplois importants à proximité à l'exception d'Arras. Les navettes domicile-travail vers l'extérieur ont toutefois augmenté par rapport à la période 1990-1999 :

- 16 000 amiénois travaillent hors de la zone d'emploi, 3 000 de plus qu'en 1999
- 15 000 personnes viennent dans la zone d'emploi pour travailler, 3 000 de plus qu'en 1999

L'intensité des échanges s'est accrue mais, le solde net est demeuré au même niveau : 2 000 sorties de plus que d'arrivées.

### ***Un chômage au-dessus de la moyenne régionale***

Au quatrième trimestre 2008, le taux de chômage est de 9,8 % dans la zone d'emploi d'Amiens, moins d'un point au-dessus de la moyenne régionale. Supérieur de 2 points à la moyenne nationale en 2008, l'écart avec la région tend à se réduire en raison de la place plus importante des activités épargnées par la crise dans la zone (administration et de santé).

Entre 2002 et 2007, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 16 % dans la zone. Cette baisse est plus marquée pour les chômeurs de longue durée (-29%) et les plus de 50 ans (-22%) ainsi que pour les femmes (-18%). Les demandeurs d'emploi sont un peu plus jeunes qu'en Picardie, les 25 à 49 ans y sont davantage représentés et la part des quinquagénaires est inférieure de 2 points à la moyenne régionale. Le niveau de formation est également plus élevé : 9% des demandeurs d'emploi ont un niveau d'études d'au moins 3 années après le bac ou plus, 3 points de plus que la moyenne de la région.

## Marché du Travail

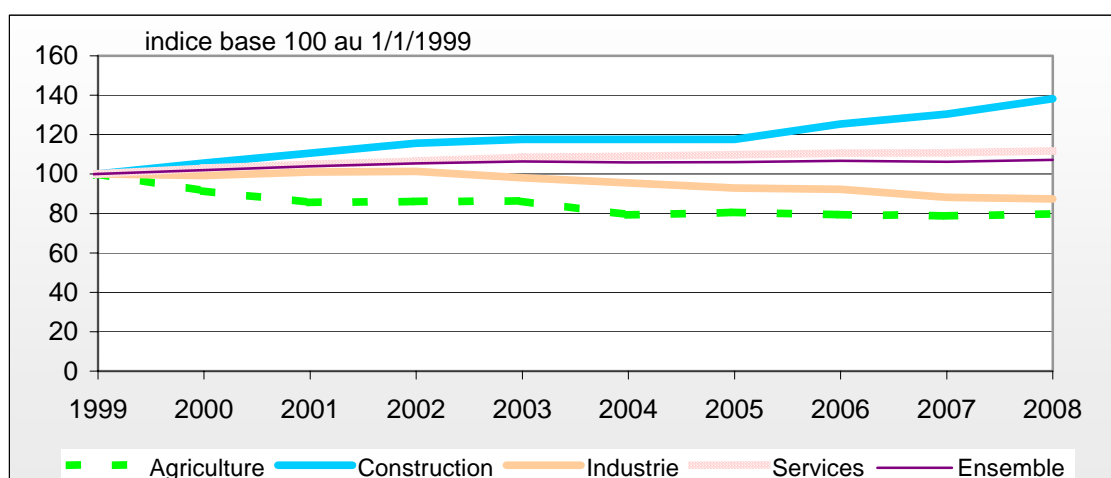
### Equilibrage du marché du travail depuis 1990

	1990	1999	2006
Population active résidente	144 000	152 300	160 800
Actif ayant un emploi dans la zone*	120 300	125 900	139 000
Chômeurs *	19 800	24 000	20 000
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	8 300	11 500	14 600
Habitants travaillant dans une autre zone	10 600	13 400	16 300
<b>Solde des navettes</b>	<b>-2 300</b>	<b>-1 900</b>	<b>-1 700</b>

\* selon la situation déclarée au recensement, différente de la situation selon la définition officielle du

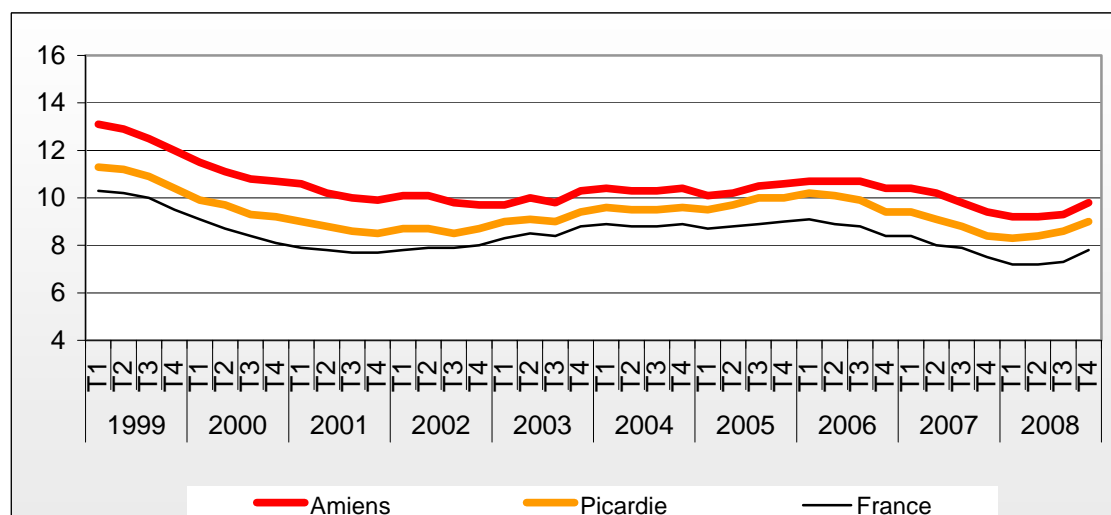
Source : Insee, recensements

### Évolution de l'emploi salarié



Source : Insee, estimations d'emplois

### Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage trimestriels localisés

## Attractivité - Dynamisme

---

### ***Une attractivité économique modeste pour une capitale de région***

Avec 1 200 nouveaux établissements en 2008, Amiens est la deuxième zone d'emploi de Picardie en terme de création d'établissements derrière le Sud Oise. Le taux de création s'élève à 11,3% au niveau de la moyenne régionale. Le dynamisme de la création d'entreprise est moins important que dans les autres zones d'emploi de l'Oise.

Les nouvelles entreprises de service et de commerce génèrent un peu plus d'emplois que dans le reste de la région, à contrario les nouvelles entreprises de l'industrie et de la construction sont de taille plus réduite. La part de l'emploi salarié dans les nouvelles entreprises est égale à la moyenne régionale.

Au regard des créations d'entreprises et des nouveaux emplois générés, Amiens se classe au sixième rang des zones d'emploi picardes et dans le deuxième tiers des 348 zones de métropole.

Parmi les 25 zones d'emploi de métropole dont la plus grande ville compte entre 100 000 et 200 000 habitants, Amiens se situe à la vingt-troisième place : derrière Brest et Mulhouse un peu plus attractives, et avant Limoges et Clermont-Ferrand qui le sont un peu moins.

Cette attractivité limitée résulte en partie de l'éloignement du centre urbain des grandes voies de transport qui traversent la région (A1, TGV). Le développement récent du réseau autoroutier Est-Ouest (A29) devrait favoriser le développement de l'activité économique

La zone d'emploi d'Amiens est engagée dans une dynamique de développement :

- autour de la plate-forme « aéro-industrielle Haute-Picardie » à Méaulte
- par le projet de requalification de la zone Gare-La Vallée au cœur d'Amiens
- par le pôle santé qui regroupera sur un seul site les centres hospitaliers nord et sud d'Amiens

## Attractivité - Dynamisme

**Dynamisme entrepreneurial**

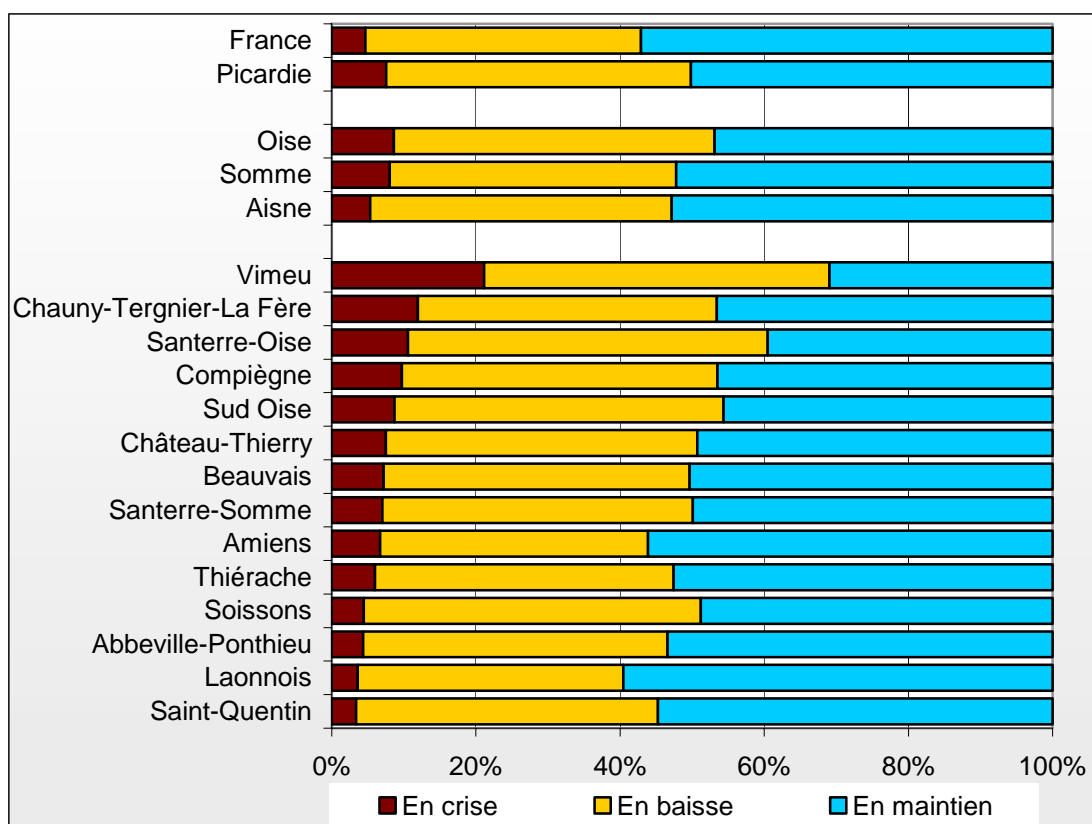
	Amiens	Picardie
Création d'établissements en 2008	1 200	7 321
Taux de créations	11,3	11,6
Part des nouveaux établissements dans l'emploi salarié	13,6	13,6

Source : Insee, REE Sirene - CLAP

Raison sociale	Commune	Activité principale exercée	Effectif salarié au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	Observations
<b>Etablissements du secteur privé</b>				
GOODYEAR DUNLOP TIRES FRANCE	Amiens	Fabrication de pneumatiques	1 000 à 1 999	Baisse de 800 emplois prévue en 2009
SOC NAT DES CHEMINS DE FER FRANCAIS	Amiens	Transports ferroviaires	1 000 à 1 999	Fermeture d'un atelier d'entretien au profil de Tergnier
AIRBUS FRANCE	Méaulte	Construction de cellules d'aéronefs	1 000 à 1 999	Établissement repris par Aéroolia en 2009
GOODYEAR DUNLOP TIRES FRANCE	Amiens	Fabrication de pneumatiques	1 000 à 1 999	
VALEO EMBRAYAGES	Amiens	Fabrication d'équipements automobiles	1 000 à 1 999	Chômage partiel en 2009
PROCTER & GAMBLE AMIENS	Amiens	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	500 à 999	Création de 50 emplois
FRANCE TELECOM	Amiens	Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles)	500 à 999	
SOC NAT DES CHEMINS DE FER FRANCAIS	Longueau	Transports ferroviaires	500 à 999	Fermeture d'un atelier d'entretien au profit de Tergnier
AUCHAN FRANCE	Dury	Hypermarchés	500 à 999	
WHIRLPOOL FRANCE SAS	Amiens	Fabrication d'appareils électroménagers	250 à 499	Plan de réduction de 150 postes
OMIEN 2	Amiens	Centres d'appel	250 à 499	Création de 150 emplois
FAVI-LE LAITON INJECTE	Hallencourt	Fonderie d'autres métaux non ferreux	250 à 499	
<b>Etablissements du secteur public</b>				
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (Hôpital Nord)	Amiens	Activités hospitalières	2 000 ou plus	
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (Groupe hospitalier Sud)	Salouël	Activités hospitalières	2 000 ou plus	
COMMUNAUTE AGGLO AMIENS METROPOLE	Amiens	Administration publique générale	1 000 à 1 999	
REGION PICARDIE	Amiens	Administration publique générale	1 000 à 1 999	
CTRE HOSPIT SPECIALISE PHILIPPE PINEL	Dury	Activités hospitalières	500 à 999	
COMMUNAUTE AGGLO AMIENS METROPOLE	Amiens	Administration publique générale	500 à 999	
DEPARTEMENT DE LA SOMME	Amiens	Administration publique générale	500 à 999	
COMMUNE D'AMIENS	Amiens	Administration publique générale	500 à 999	

Source : Insee, Clap 2007

Répartition des emplois selon l'évolution récente du chiffre d'affaires des secteurs



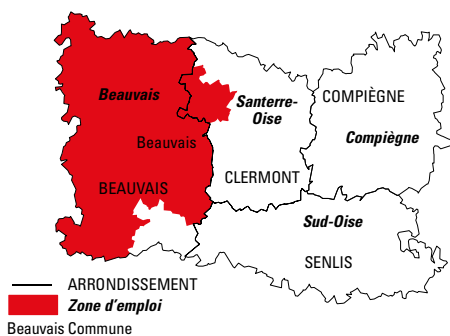
Note de lecture : Selon l'évolution nationale du chiffre d'affaires entre le 3ème trimestre 2008 et le 1er trimestre 2009, les activités économiques ont été réparties en 3 groupes. Un groupe de secteurs « en crise » avec une baisse de plus de 7% du chiffre d'affaires, comprenant l'industrie automobile, la chimie, caoutchouc, plastique, la métallurgie et transformation des métaux ainsi que la production de combustibles et de carburants, ce dernier en raison de la baisse du prix du pétrole.

Des secteurs classés « en baisse » connaissent une fin d'année 2008 ou un début 2009 difficile, la baisse du chiffre d'affaires est toutefois moins importante que pour le groupe précédent. Il s'agit de la plupart des secteurs industriels, du commerce, des services opérationnels.

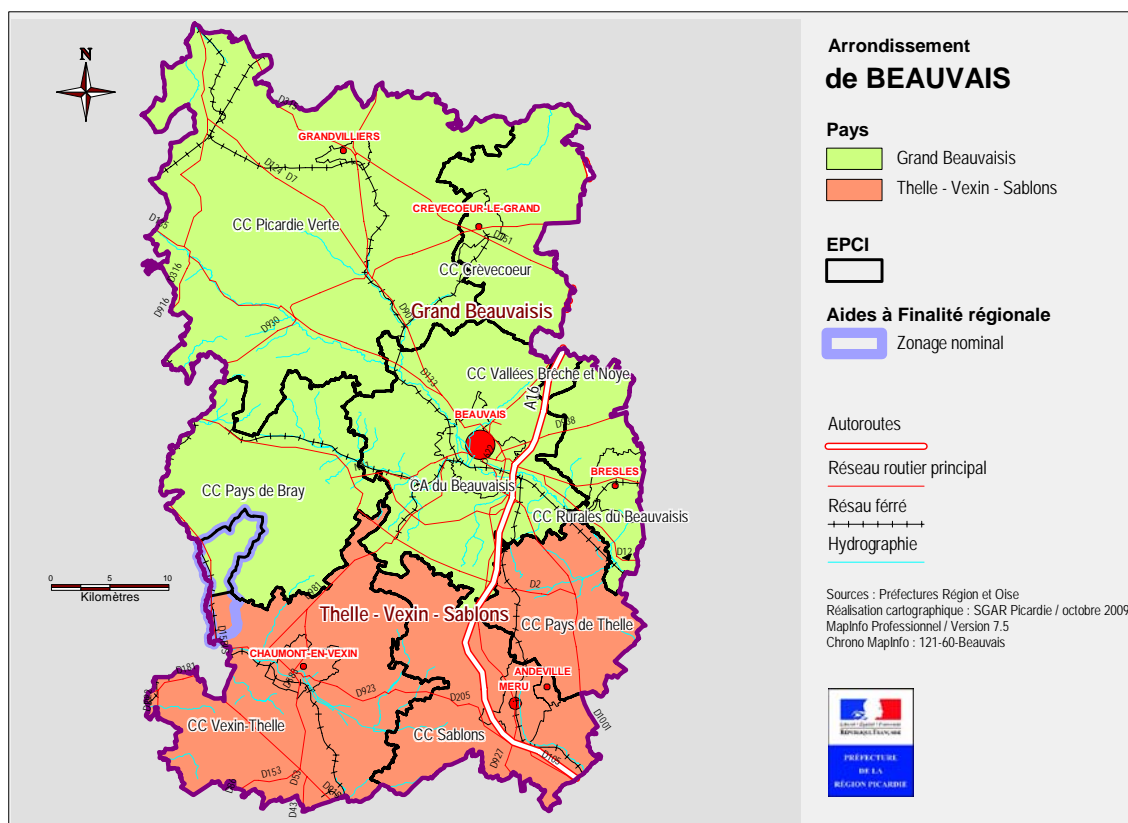
Le troisième groupe comprend les activités dont les chiffres d'affaires se maintiennent au moins l'un des deux trimestres observés : ce groupe compte les IAA, l'aéronautique et la parfumerie-entretien pour l'industrie, les activités de services et les services publics.

Source : Insee - Comptes Nationaux - Estimations d'emplois au 31/12/2007 provisoires





La zone d'emploi de Beauvais a connu derrière le Santerre-Oise la plus forte croissance de population entre 1999 et 2006. Son économie, très industrielle au début des années 2000, se rapproche progressivement de celle de la Picardie. Son marché du travail est largement ouvert sur les échanges avec le Sud-Oise et la région parisienne. Le chômage, inférieur à la moyenne régionale est en hausse. La ville de Beauvais concentre des emplois administratifs (Préfecture) et un aéroport (trafic annuel d'environ 2 000 000 passagers) qui jouent en faveur de l'attractivité de la zone d'emploi.



## DÉMOGRAPHIE

---

### ***Une croissance démographique tirée par les petites communes***

Avec plus de 193 000 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2006, la zone d'emploi de Beauvais représente près de 25% de la population de l'Oise et environ 10% de la population picarde. Derrière le Santerre Oise, le Beauvaisis a connu la plus forte croissance de population entre 1999 et 2006 avec une variation annuelle de 0,6%. Cette hausse est principalement due au solde naturel, accentuée par un solde migratoire positif, bien que moins important que lors des années antérieures.

Beauvais, avec 55 500 habitants, est la seule ville de plus de 10 000 habitants de la zone d'emploi et regroupe près de 30% de la population. La population de cette ville est restée stable entre les 2 recensements, elle s'est accrue d'une centaine d'habitants en 7 ans. Ce sont les petites communes qui ont tiré la croissance démographique : Ronchy-Condé, Saint-Aubin-en-Bray, Bailleul-sur-Thérain, Saint-Omer-en-Chaussée, Laversines sont les villes de plus de 500 habitants ayant une augmentation de 20% ou plus de leur population sur la période.

Cette structure du territoire implique une urbanisation moins élevée que celle rencontrée dans les autres zones de l'Oise : un peu plus de la moitié des habitants vivent en milieu rural. Dès les années 60, le solde migratoire positif et la natalité élevée, grâce à l'arrivée de jeunes couples d'accédants à la propriété et voulant fonder une famille, ont soutenu la hausse de la population.

Ce dynamisme démographique fait du Beauvaisis une zone jeune, où la part des moins de 20 ans est plus élevée qu'en région ou au niveau national : 28% de la population a moins de 20 ans et 18% des habitants ont 60 ans ou plus.

Cette population est un peu plus diplômée que la moyenne régionale. Cet écart se retrouve principalement au niveau des personnes ayant déclaré posséder un CAP/BEP, plus nombreuses dans le Beauvaisis. La part des personnes les plus formées est équivalente à celle de la Picardie.

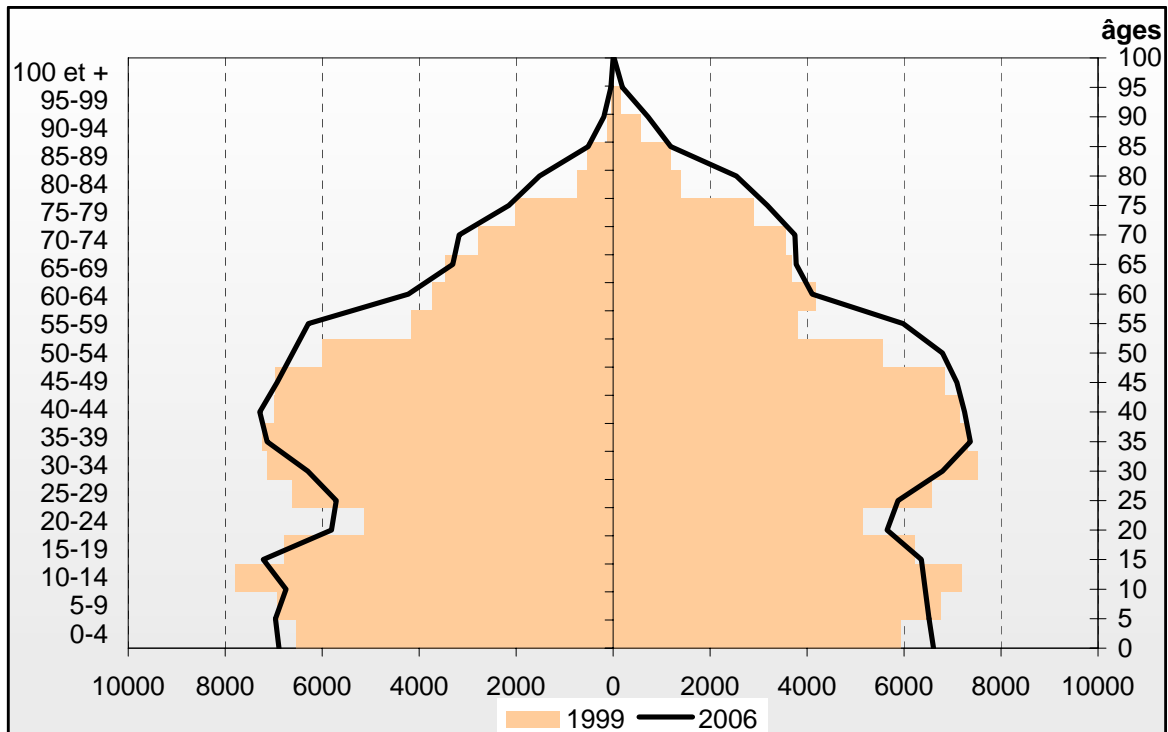
## Démographie

### Evolution de la population depuis 1990

	1990	1999	2006
<b>Population</b>	<b>174 196</b>	<b>185 390</b>	<b>193 152</b>
	1990-1999	1999-2006	
Evolution de la population	<b>11 194</b>	<b>7 762</b>	
due au solde naturel	9 231	7 480	
due au solde migratoire	1 963	282	
Taux d'évolution annuel moyen en %	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>	
dû au solde naturel	0,6	0,6	
dû au solde migratoire	0,1	0,0	

Source : Insee, recensements

### Pyramide des âges de la population en 1999 et 2006



Source : Insee, recensements

### Niveau de formation de la population

Répartition de la population ayant achevé ses études selon le dernier diplôme obtenu

	Beauvais	Picardie	Ecart
Sans diplôme	<b>23,8</b>	24,5	-0,7
CEP / BEPC	<b>19,8</b>	20,7	-0,9
CAP / BEP	<b>26,5</b>	24,8	1,7
BAC Général	<b>6,4</b>	6,4	0,0
BAC Professionnel	<b>7,1</b>	7,0	0,1
Diplôme supérieur au BAC	<b>16,4</b>	16,6	-0,2
Ensemble	<b>100,0</b>	100,0	

Source : Insee, recensement 2006

## SYSTÈME PRODUCTIF

### **Des activités industrielles diversifiées**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2007, la zone d'emploi compte un peu plus de 10 000 établissements pour environ 65 000 salariés. La structure par taille des établissements est sensiblement identique à celle de la Picardie. Plus de 90% des établissements ont moins de 10 salariés. Ces TPE sont réparties aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural : ainsi l'activité économique de la zone d'emploi n'est pas totalement concentrée sur Beauvais où sont implantés plus de 80% des établissements de 250 salariés ou plus.

L'économie du Beauvaisis, très industrielle au début des années 2000, se rapproche progressivement de celle de la Picardie : entre 2005 et 2008, la part de l'emploi salarié dans l'industrie a baissé de 3 points.

Le tissu industriel se caractérise par une grande diversité de taille et d'activité des entreprises. L'industrie des biens intermédiaires est l'activité industrielle la plus importante dans la zone. *La Société Autonome de verrerie Saverglas*, spécialisée dans la production et la décoration de bouteilles, carafes et flacons haut de gamme, est le plus gros employeur de ce secteur avec plus de 1 000 salariés. Le secteurs de la chimie, caoutchouc, plastiques très représenté dans les autres zones de l'Oise (Sud Oise/Compiégnois), l'est beaucoup moins dans le Beauvaisis.

L'industrie de biens d'équipement et l'industrie automobile représentent près de 28% des emplois industriels. Les plus grands établissements *AGCO*, *GIMA* ou *Robert- Bosch* sont contrôlés par un groupe étranger, comme plus d'un tiers des établissements de la zone d'emploi. Les groupes étrangers sont également présents dans d'autres secteurs d'activités : le suisse *Nestlé* pour la fabrication de glaces et de sorbets par exemple.

Comme dans la plupart des zones d'emploi de Picardie, la structure du Beauvaisis s'est tertiaisée entre 2005 et 2008 avec le développement des services aux entreprises (externalisation des tâches annexes, informatiques ou administratives) et des services administratifs. Les emplois administratifs continuent de se développer dans la zone. Les plus gros employeurs sont le Centre Hospitalier et la Mairie de Beauvais.

Les activités des transports, du commerce et des services à la personne sont sous-représentées par rapport à la région. D'autre part, l'absence de pôle de taille intermédiaire derrière Beauvais ne favorise pas le développement des commerces et services à la personne qui sont sous-représentés dans le territoire.

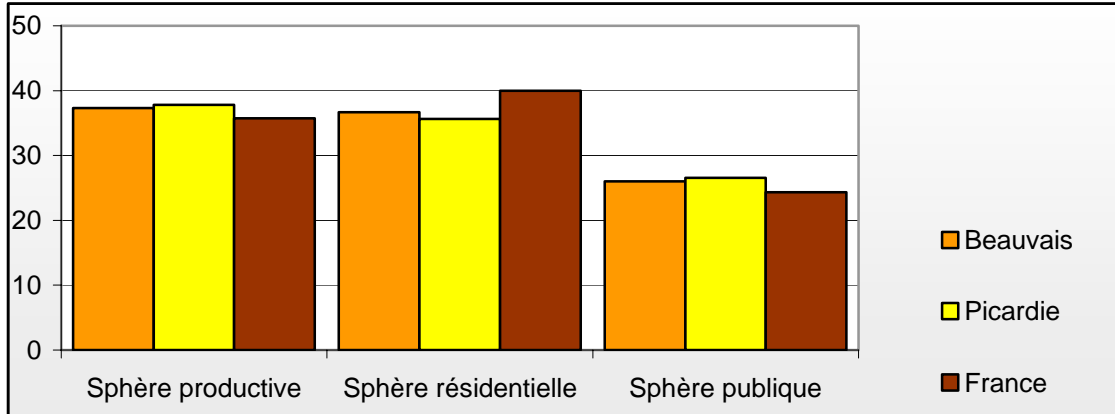
### **Le Beauvaisis face à la crise**

Le ralentissement de l'activité économique en 2008 impacte le Beauvaisis, même si la diversité de l'activité industrielle relativise les risques par rapport au Sud-Oise ou au Compiégnois. Les activités industrielles en lien avec la filière automobile, premières touchées par la crise, représentent 7% des emplois contre 9 à 10% à Compiègne ou dans le Sud-Oise. L'extension de la crise à d'autres secteurs en cours d'année concerne près de 50% des salariés de la zone d'emploi, 4 à 5 points de moins que dans les deux autres zones.

Néanmoins, de grands établissements ont déjà payé un lourd tribut à la conjoncture économique : le chômage partiel pour Gima, AGCO (matériel agricole) ou Faurécia (sièges automobiles) avant de perdre des emplois. A Beauvais, Bosch a été repris par Robert Bosch en mars 2009 et Worthington Creyssensac à Méru a annoncé un plan social de plus de 100 emplois.

## Système Productif

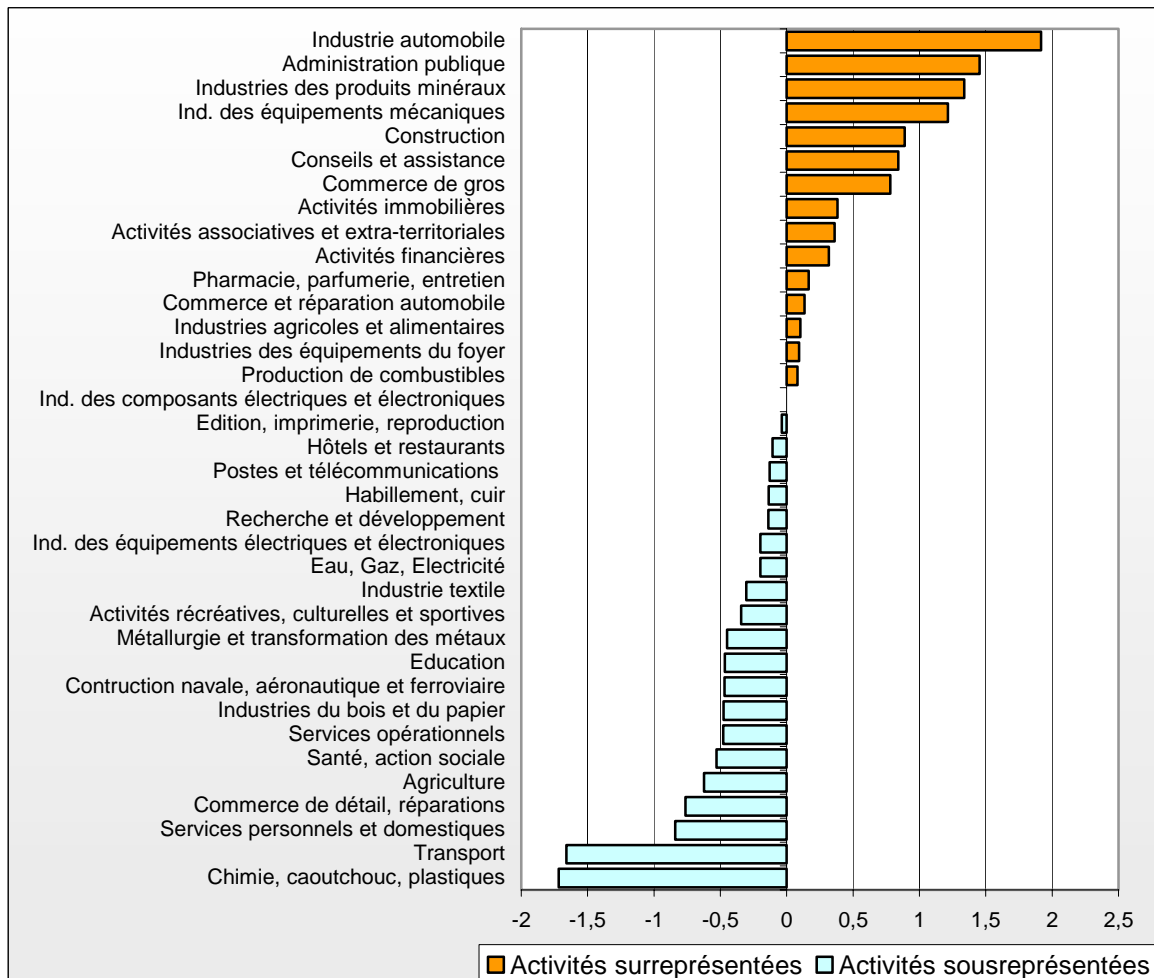
### Répartition de l'emploi salarié par sphère d'activité au 1<sup>er</sup> janvier 2007



Source : Insee, CLAP 2006

### Spécificité des activités économiques de la zone d'emploi

Différence entre la part de l'activité dans la zone et la part dans la région (en %)



Source : Insee, estimations d'emplois

## Marché du Travail

---

### ***Un marché du travail de plus en plus ouvert***

La population active du Beauvaisis s'élève à 93 300 personnes en 2006, alors que le nombre d'emplois est de 72 000. L'écart s'explique par l'intensité des déplacements domicile-travail : le marché du travail de la zone d'emploi est largement ouvert sur les échanges avec le Sud-Oise et la région parisienne.

Entre 1999 et 2006, la population active a augmenté de 5 400 personnes, au même rythme qu'entre 1990 et 1999 malgré une pression démographique beaucoup plus réduite<sup>1</sup>. Cette croissance est entretenue par l'installation d'actifs venant d'autres zones et qui y conservent leur emploi : les navettes domicile travail vers l'extérieur de la zone d'emploi se sont accrues de 600 par an. Près de 25% des actifs travaillent hors de la zone d'emploi, principalement en Île-de-France et dans le Sud-Oise.

La création nette d'emplois, 560 par an, s'est un peu infléchie, aussi la baisse du chômage entre 1999 et 2006 est relativement moindre dans le Beauvaisis que dans le Sud-Oise ou le Compiégnois. Ces emplois ont été pourvus en partie par les réserves locales de main-d'œuvre et en partie par l'augmentation des emplois de personnes externes au Beauvaisis, 20% des emplois de la zone sont occupés par des personnes qui résident en dehors du Beauvaisis.

La dynamique du marché du travail du Beauvaisis est similaire à celle du Sud-Oise. Comme dans cette zone, elle préserve ses qualités de la période 1990-1999 : croissance de l'emploi et de la population active (de type cercle vertueux) ainsi qu'une ouverture sur les marchés du travail externes qui réduit les risques locaux de chômage ou de pénurie de main d'œuvre.

### ***Chômage en hausse, comme dans l'ensemble de la région***

Comme dans l'ensemble des zones de l'Oise, le taux de chômage dans le Beauvaisis est inférieur à la moyenne régionale. Il reste toutefois supérieur à ceux de Compiègne et du Sud Oise. À l'exception du Laonnois ou de Soissons, les zones d'emploi de l'Oise résistent mieux à la conjoncture nationale de l'année 2008 que le reste de la région.

La baisse du chômage jusqu'à la fin de l'année 2007 a davantage profité aux hommes, aux demandeurs d'emplois de plus d'un an et aux seniors que dans le reste de la région.

En 2007, la structure de la demande d'emploi par qualification est sensiblement différente de la région. Les demandeurs d'emplois qualifiés, ouvriers comme employés, et dans une moindre mesure les demandeurs d'emploi d'encadrant (techniciens/ingénieurs, cadres/agents de maîtrise) sont proportionnellement plus nombreux dans la zone. Le Beauvaisis compte relativement moins de demandeurs d'emplois sans formation et autant avec un diplôme supérieur ou égal au bac : la catégorie BEP/CAP est surreprésentée comme dans l'ensemble de la population.

---

<sup>1</sup> arrivée des générations nombreuses de l'après guerre à la soixantaine et entrée sur le marché du travail de générations moins nombreuses

## Marché du Travail

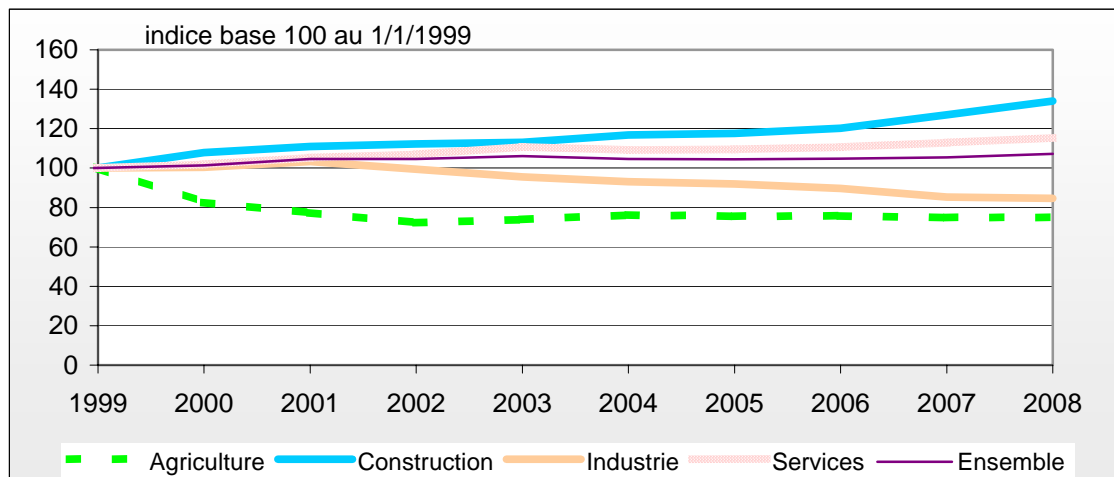
### Equilibrage du marché du travail depuis 1990

	1990	1999	2006
Population active résidente	81 200	87 900	93 300
Actif ayant un emploi dans la zone*	63 000	68 000	71 900
Chômeurs *	8 900	11 300	10 400
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	7 600	11 500	13 700
Habitants travaillant dans une autre zone	15 900	19 700	24 700
<b>Solde des navettes</b>	<b>-8 300</b>	<b>-8 200</b>	<b>-11 000</b>

\* selon la situation déclarée au recensement, différente de la situation selon la définition officielle du

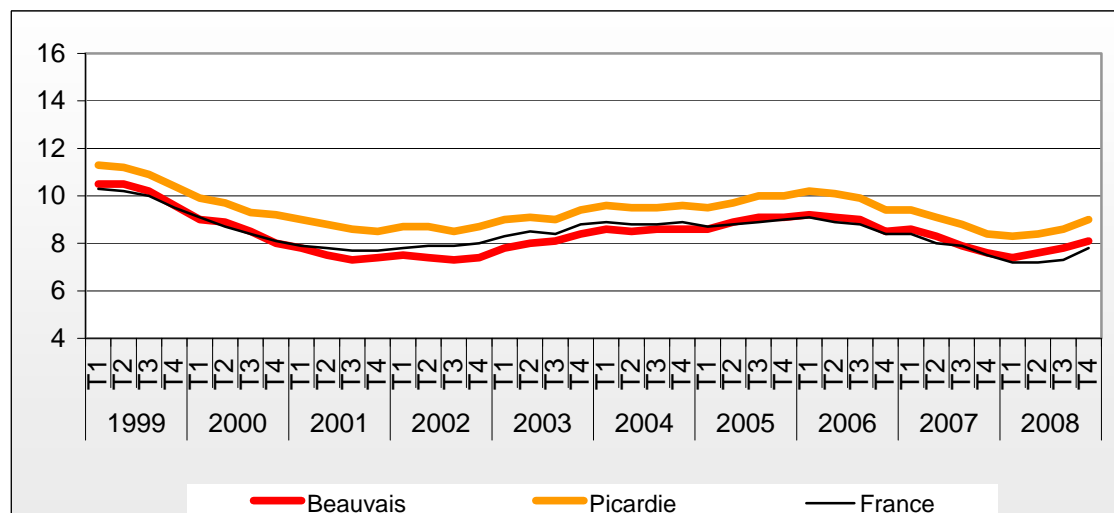
Source : Insee, recensements

### Évolution de l'emploi salarié



Source : Insee, estimations d'emplois

### Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage trimestriels localisés

## Attractivité - Dynamisme

---

### ***Un dynamisme concentré sur la ville centre***

Avec plus de 800 nouveaux établissements en 2008, le Beauvaisis arrive juste derrière le Sud Oise et Amiens en terme de création d'établissements. Les nouvelles unités de production, de construction et de services génèrent plus d'emplois salariés au démarrage que dans le reste de la région mais moins pour le commerce et l'industrie.

En considérant les créations d'établissements et les nouveaux emplois générés comme indicateur de l'attractivité économique, Beauvais se trouve au septième rang en Picardie et se classe dans le deuxième tiers des 348 zones de métropole.

Parmi les zones d'emploi comprenant une ville d'environ 50 000 habitants, Beauvais côtoie St Quentin, Évreux, Cholet, en bas d'un classement dominé par Chambéry ou Arles.

L'attractivité de la zone pour la création d'établissements et d'emploi dans ces établissements correspond au niveau attendu en fonction des caractéristiques démographiques, économiques et géographiques du territoire. Les créations d'établissements sont proportionnellement supérieures à la moyenne picarde. La ville de Beauvais concentre des emplois administratifs (Préfecture) et un aéroport avec un trafic annuel d'environ deux millions de passagers qui jouent en faveur de l'attractivité de la zone d'emploi. Cette attractivité est tempérée par le moindre développement des infrastructures dans la partie rurale du territoire, malgré la proximité de l'Île-de-France.



## Attractivité - Dynamisme

**Dynamisme entrepreneurial**

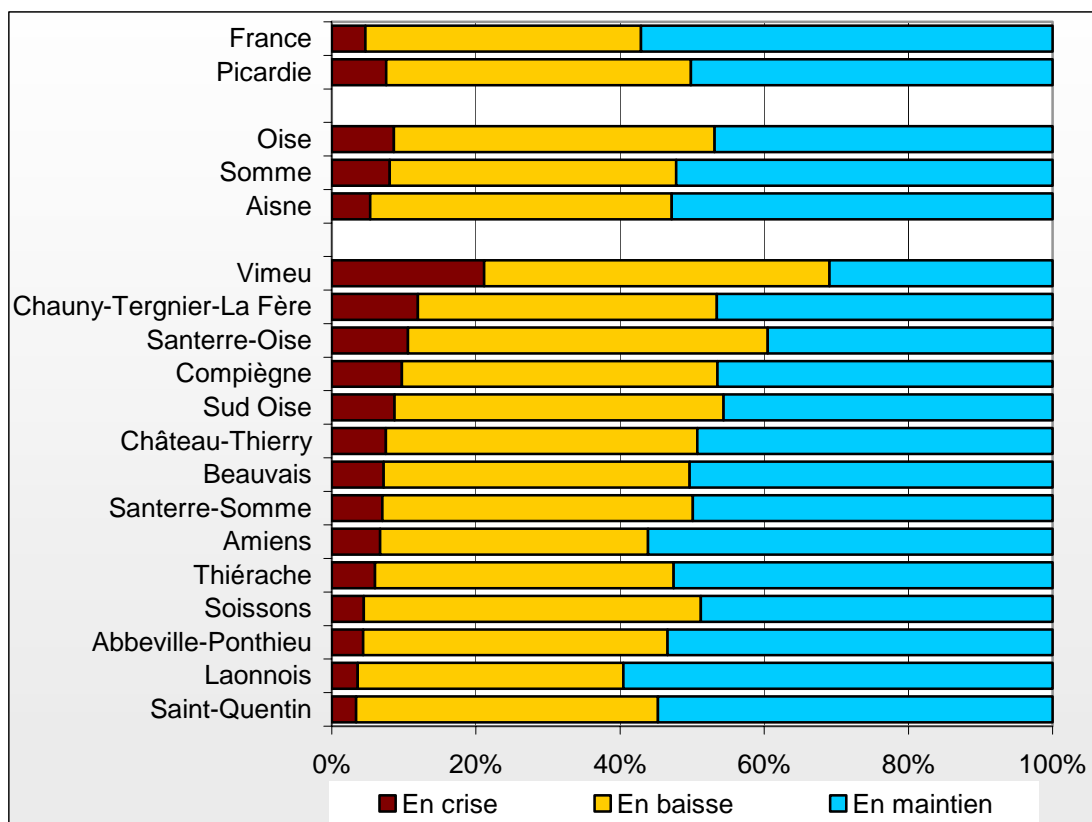
	Beauvais	Picardie
Création d'établissements en 2008	<b>801</b>	7 321
Taux de créations	<b>11,9</b>	11,6
Part des nouveaux établissements dans l'emploi salarié	<b>13,0</b>	13,6

Source : Insee, REE Sirene - CLAP

Raison sociale	Commune	Activité principale exercée	Effectif salarié au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	Observations
<b>Etablissements du secteur privé</b>				
SAVERGLASS	Feuquières	Fabrication de verre creux	1 000 à 1 999	Chômage partiel annoncé en mai 2009
AGCO S.A.	Beauvais	Fabrication de matériel agricole	1 000 à 1 999	Établissement touché par le chômage partiel
GROUPEMENT INTERNATIONAL MECANIQUE AGRIC	Beauvais	Fabrication d'équipements automobiles	500 à 999	Établissement touché par le chômage partiel
NESTLE GRAND FROID	Beauvais	Fabrication de glaces et sorbets	500 à 999	
ASS DEPART CENTRES SOCIAUX RURAUX OISE	Beauvais	Autres formes d'action sociale	500 à 999	
OFFICE PUBLIC AMENAGEMENT CONSTRUCT OISE	Beauvais	Location de logements	500 à 999	
RADIOSPARES SAS	Beauvais	Commerce de gros de composants et d'autres équipements électroniques	500 à 999	
CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTU	Beauvais	Banques mutualistes	250 à 499	
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE	Beauvais	Activités générales de sécurité sociale	250 à 499	
ISAGRI	Tillé	Autres activités de réalisation de logiciels	250 à 499	
PRESSE INFORMATIQUE	Cauvigny	Traitement de données	250 à 499	
AUCHAN FRANCE	Beauvais	Hypermarchés	250 à 499	
<b>Etablissements du secteur public</b>				
GENERAL	Beauvais	Activités hospitalières	1 000 à 1 999	
DEPARTEMENT DE L'OISE	Beauvais	Administration publique générale	1 000 à 1 999	
COMMUNE DE BEAUVAIS	Beauvais	Administration publique générale	500 à 999	
SCE DEPARTEMENTAL INCENDIE ET SECOURS	Beauvais	Protection civile	500 à 999	
SCE DEP DE L'EDUCATION NATIONALE	Beauvais	Tutelle des activités sociales	250 à 499	
DEPARTEMENT DE L'OISE	Beauvais	Autres formes d'action sociale	250 à 499	
PREFECTURE DE L OISE	Beauvais	Administration publique générale	250 à 499	

Source : Insee, Clap 2007

Répartition des emplois selon l'évolution récente du chiffre d'affaires des secteurs

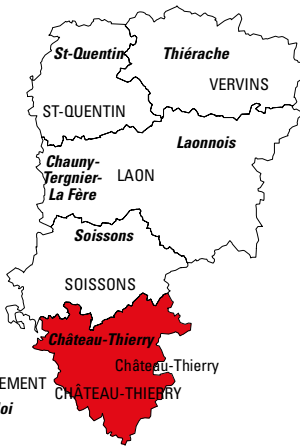


Note de lecture : Selon l'évolution nationale du chiffre d'affaires entre le 3ème trimestre 2008 et le 1er trimestre 2009, les activités économiques ont été réparties en 3 groupes. Un groupe de secteurs « en crise » avec une baisse de plus de 7% du chiffre d'affaires, comprenant l'industrie automobile, la chimie, caoutchouc, plastique, la métallurgie et transformation des métaux ainsi que la production de combustibles et de carburants, ce dernier en raison de la baisse du prix du pétrole.

Des secteurs classés « en baisse » connaissent une fin d'année 2008 ou un début 2009 difficile, la baisse du chiffre d'affaires est toutefois moins importante que pour le groupe précédent. Il s'agit de la plupart des secteurs industriels, du commerce, des services opérationnels.

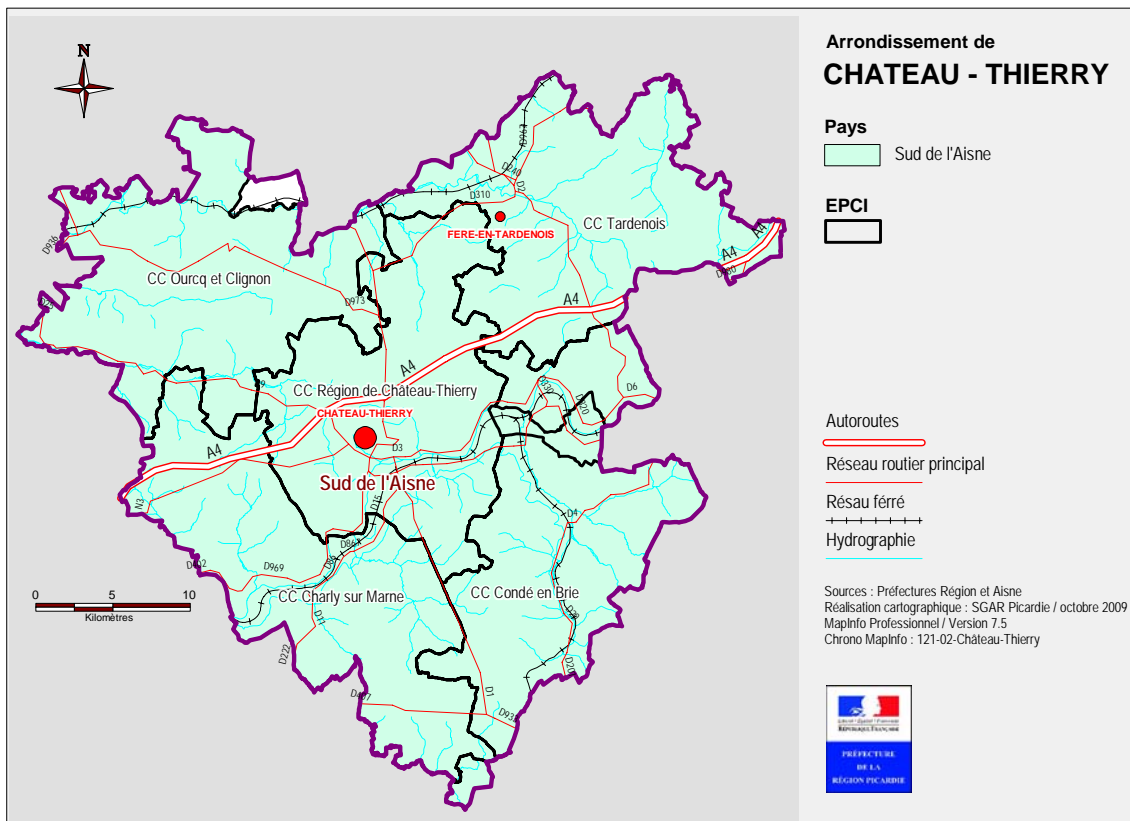
Le troisième groupe comprend les activités dont les chiffres d'affaires se maintiennent au moins l'un des deux trimestres observés : ce groupe compte les IAA, l'aéronautique et la parfumerie-entretien pour l'industrie, les activités de services et les services publics.

Source : Insee - Comptes Nationaux - Estimations d'emplois au 31/12/2007 provisoires



— ARRONDISSEMENT  
 Zone d'emploi  
 Château-Thierry Commune

*La croissance démographique de la zone d'emploi de Château-Thierry est un peu supérieure à la moyenne régionale. La proximité de la région parisienne attire de jeunes actifs. L'économie du territoire tournée vers l'agriculture (vignobles, élevages, grandes cultures) est de plus en plus influencée par l'Île-de-France, l'aéroport de Roissy et la plate-forme de transit de Vatry.*



## DÉMOGRAPHIE

---

### ***Une influence démographique francilienne***

La zone d'emploi de Château-Thierry compte 71 000 habitants dont un peu plus de la moitié réside en zone urbaine. Avec 15 000 habitants la commune de Château-Thierry est la plus importante de la zone. Viennent ensuite plusieurs communes qui comptent entre 2 000 et 3 500 : Fère-en-Tardenois (3 370 habitants), Charly (2 760 habitants), Nogent-l'Artaud (2 100 habitants), La Ferté-Milon (2 440 habitants) et Neuilly-Saint-Front (2 150 habitants).

La population de la zone d'emploi a augmenté de 5 000 habitants depuis 1990. Le rythme de croissance démographique est un peu supérieur dans la période récente (+0,5%) à celui observé entre 1990-1999 en raison d'une progression de l'excédent migratoire et du maintien d'un excédent naturel élevé.

Grâce à la proximité de la région parisienne la zone de Château-Thierry attire les jeunes actifs. Le maximum des arrivées se situe entre 25 et 35 ans. Ensuite, les arrivées demeurent supérieures aux départs de 25 jusqu'à plus de 60 ans, contrairement aux zones de l'Oise, où le solde migratoire devient négatif vers 50 ou 55 ans. Ce n'est qu'entre 15 et 25 ans, que les départs l'emportent sur les arrivées en l'absence d'établissements d'enseignement supérieur. Ces départs sont relativement plus nombreux que dans les autres zones de la région : la pyramide des âges est largement creusée entre 15 et 25 ans. Ceci explique que la population soit un peu plus âgée que la moyenne picarde.

En terme de qualification les habitants de la zone sont moins bien formés que dans le reste de la région. Seulement 27% des habitants sont titulaires du baccalauréat contre 30% dans la région. Mais peu de Castelthéodoriciens sortent du système scolaire sans diplôme.

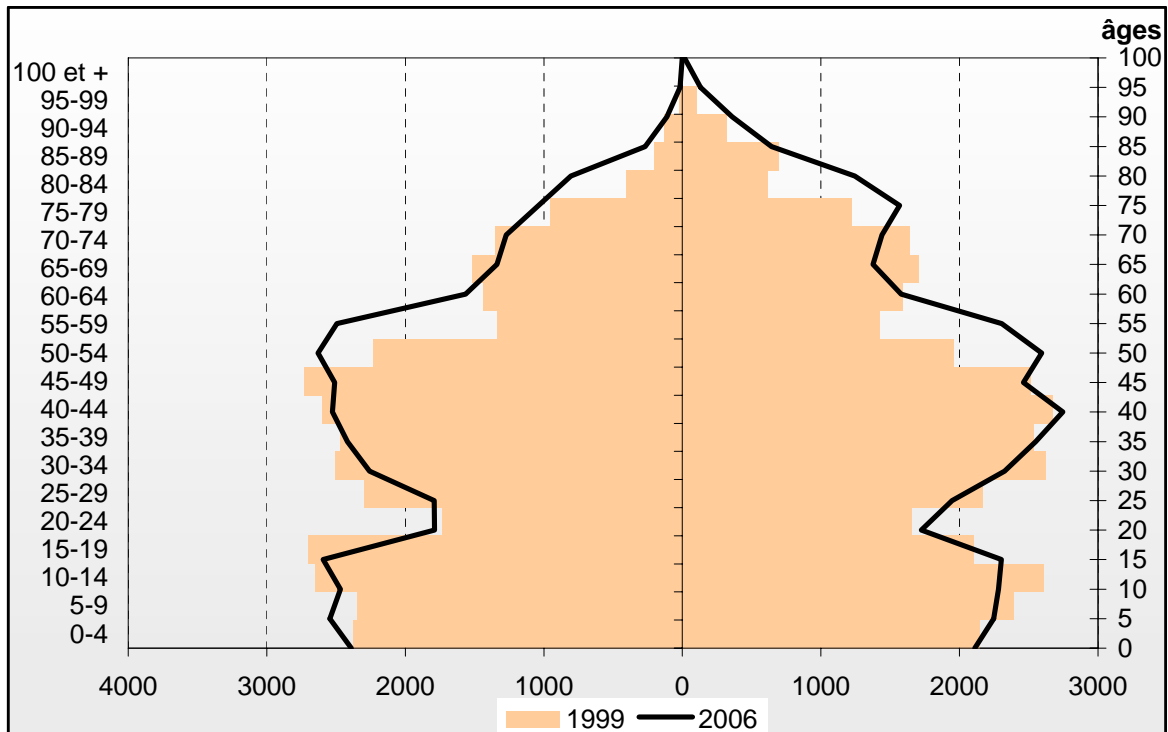
## Démographie

### Evolution de la population depuis 1990

	1990	1999	2006
<b>Population</b>	<b>66 077</b>	<b>68 550</b>	<b>70 832</b>
	1990-1999	1999-2006	
Evolution de la population	<b>2 473</b>	<b>2 282</b>	
due au solde naturel	1 814	1 552	
due au solde migratoire	659	730	
Taux d'évolution annuel moyen en %	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	
dû au solde naturel	0,3	0,3	
dû au solde migratoire	0,1	0,2	

Source : Insee, recensements

### Pyramide des âges de la population en 1999 et 2006



Source : Insee, recensements

### Niveau de formation de la population

Répartition de la population ayant achevé ses études selon le dernier diplôme obtenu

	Château-Thierry	Picardie	Ecart
Sans diplôme	<b>23,1</b>	24,5	-1,4
CEP / BEPC	<b>22,5</b>	20,7	1,8
CAP / BEP	<b>27,0</b>	24,8	2,2
BAC Général	<b>6,2</b>	6,4	-0,2
BAC Professionnel	<b>6,9</b>	7,0	-0,1
Diplôme supérieur au BAC	<b>14,4</b>	16,6	-2,2
Ensemble	<b>100,0</b>	100,0	

Source : Insee, recensement 2006

## SYSTÈME PRODUCTIF

### **Une économie essentiellement agricole**

Château-Thierry est la zone d'emploi de Picardie qui a la plus forte part d'emplois agricoles (plus de 5% de l'emploi total) grâce aux vignobles dans la vallée de la Marne et à la présence d'élevages et de grandes cultures.

L'économie résidentielle est un peu plus présente dans l'activité du territoire qu'en moyenne régionale en raison du secteur du bâtiment : deuxième secteur surreprésenté dans l'emploi derrière l'agriculture.

L'industrie est relativement peu développée mais très dispersée. D'une part, les établissements sont de taille modeste : Oxford Automotive (fabrication d'équipements automobiles) est le seul établissement industriel de plus de 250 salariés. D'autre part de nombreux secteurs industriels sont représentés les principaux sont :

- l'agroalimentaire avec Lu à Château-Thierry et Union Invivo à Chierry (alimentation animale)
- la métallurgie et transformation des métaux dont les établissements sont de taille modeste
- la chimie, caoutchouc plastique dont Le Moulage Automatique à Château-Thierry est le principal représentant.

Comme dans les autres zones d'emploi de la région, la part de l'industrie dans l'emploi salarié total à Château-Thierry a baissé de 4 points entre 1999 et 2007.

### **La zone d'emploi face à la crise**

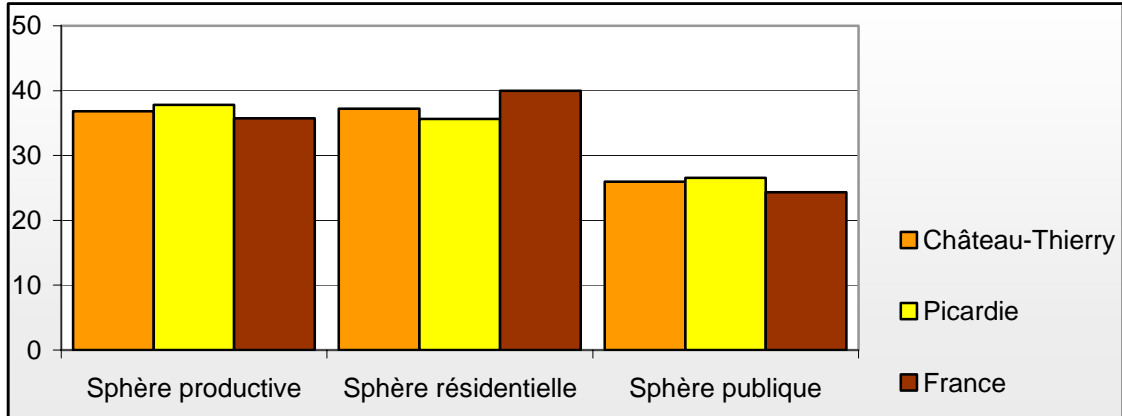
Au cours des années 2002 à 2006, la zone d'emploi était confrontée à une conjoncture économique défavorable en raison d'un positionnement sur des activités économiques en perte de vitesse et de la baisse des produits agricoles. L'année 2007 était plus favorable avec l'embellie sur les prix agricoles et la montée en puissance de la construction, secteur économique qui a eu la plus forte croissance entre 1997 et 2007.

Au regard de l'évolution du chiffre d'affaires des secteurs d'activité en 2008, le positionnement de Château-Thierry est moyen en raison de la diversité des activités industrielles. Les activités en crise représentent 7,5% des emplois, contre 8% en moyenne régionale. La moitié des emplois de la zone sont dans les secteurs en baisse au cours de l'année.

Bien que la structure des activités soit modérément sensible à la crise, les effets en sont visibles : le plus grand établissement du territoire, *Oxford Automotive* équipementier automobile, prévoit la suppression de 80 postes sur son site d'Essomes-sur-Marnes. Dans le secteur de la chimie-caoutchouc-plastique, l'usine *Woellner France* à Nogent-l'Artaud prévoit entre 15 et 20 licenciements. Le secteur de la construction est lui aussi touché par la crise à l'image de l'entreprise *Griallet* à La-Ferté-Milon qui a déposé le bilan en juillet 2008.

## Système Productif

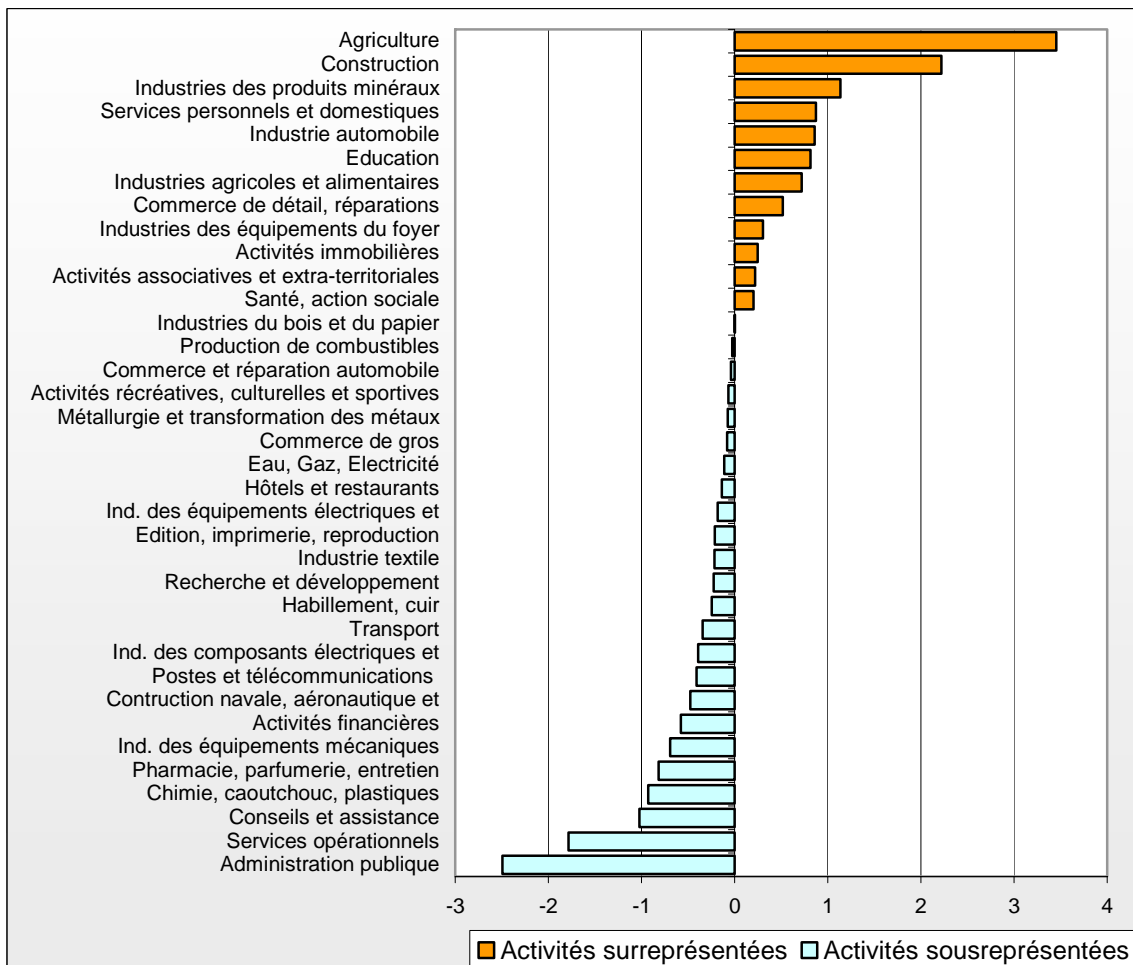
### Répartition de l'emploi salarié par sphère d'activité au 1<sup>er</sup> janvier 2007



Source : Insee, CLAP 2006

### Spécificité des activités économiques de la zone d'emploi

Différence entre la part de l'activité dans la zone et la part dans la région (en %)



Source : Insee, estimations d'emplois

## Marché du Travail

---

### ***Un marché du travail tourné vers l'Île-de-France***

En 2006, Château-Thierry compte 33 100 actifs soit 2 100 de plus qu'en 1999. Cette progression va de pair avec les installations de personnes qui travaillent en Île-de-France ou dans les territoires voisins. Aujourd'hui, près de 10 000 actifs de Château-Thierry travaillent dans une autre zone, 2 200 de plus qu'en 1999. Les emplois occupés par des non-résidents dans la zone sont stables : 3 300 personnes en 2006. Le solde des navettes se creuse entre 1999 et 2006, il est passé de moins 4 600 à moins 6 600.

La destination privilégiée des Castelthéodoriciens actifs est l'Île-de-France, en particulier les zones de Paris et de Meaux qui accueillent chacune 1 400 navetteurs et la zone de Saint-Denis (650 emplois). La zone d'emploi a aussi des échanges avec la Champagne-Ardenne, 1 300 actifs ont choisi cette région pour travailler, surtout à Reims ou Épernay. En retour, 630 Champenois viennent à Château-Thierry pour exercer leur activité. Le Soissonnais est la seule zone d'emploi picarde avec laquelle Château-Thierry a des échanges significatifs : 1 000 actifs dans chaque sens.

La croissance de la population active correspondant à l'augmentation des navettes vers l'extérieur de la zone d'emploi, la hausse modérée du nombre d'emplois a absorbé une partie du chômage : au cours de la période 1999-2006, le nombre de chômeurs est passé de 4 300 à 3 800.

### ***Un décrochage du chômage au cours de l'année 2003***

Au quatrième trimestre 2008, le taux de chômage de Château-Thierry est de 9.3%, légèrement au-dessus de la moyenne picarde (9%) et un point au-dessus du niveau national.

Jusqu'en 2003, le niveau du chômage était au niveau national soit un point en dessous de la moyenne régionale. Au cours de l'année 2003, la situation s'est détériorée. Depuis, le taux de chômage est voisin de celui de la région, un point au-dessus de la moyenne nationale.

Entre 2002 et 2007, le nombre de demandeurs d'emplois a diminué de 7% dans la zone, bien moins que dans le reste de la région. Les chômeurs de longue durée profitent le plus de cette baisse (-11%), par contre le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans ne diminue pas. Comme dans les zones voisines du Soissonnais et de Laon, les jeunes n'ont pas profité autant que leurs aînés de l'amélioration sur le marché du travail, contrairement aux autres zones d'emploi de la région.



## Marché du Travail

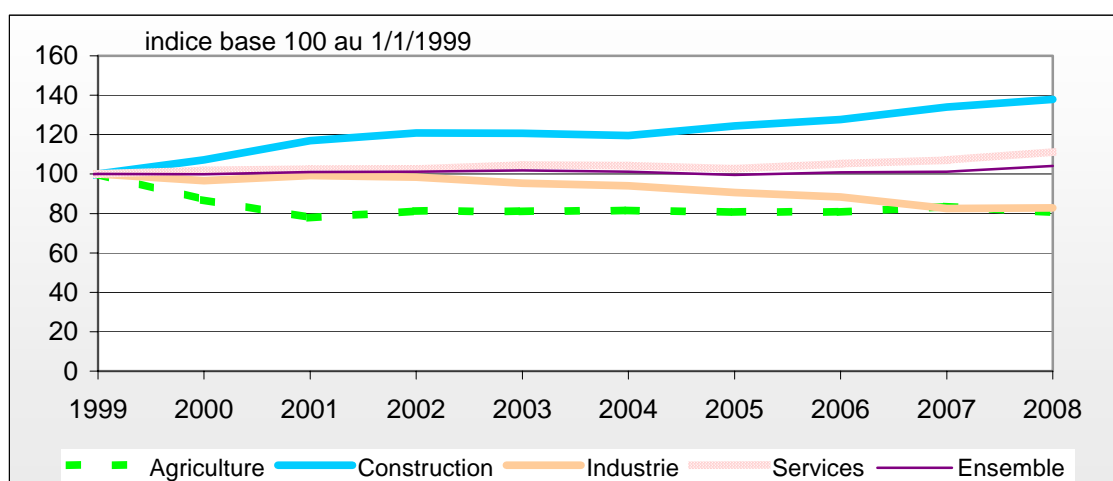
### Equilibrage du marché du travail depuis 1990

	1990	1999	2006
Population active résidente	28 800	31 000	33 100
Actif ayant un emploi dans la zone*	21 500	21 900	22 700
Chômeurs *	3 100	4 300	3 800
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	2 100	3 100	3 300
Habitants travaillant dans une autre zone	6 000	7 700	9 900
<b>Solde des navettes</b>	<b>-3 900</b>	<b>-4 600</b>	<b>-6 600</b>

\* selon la situation déclarée au recensement, différente de la situation selon la définition officielle du

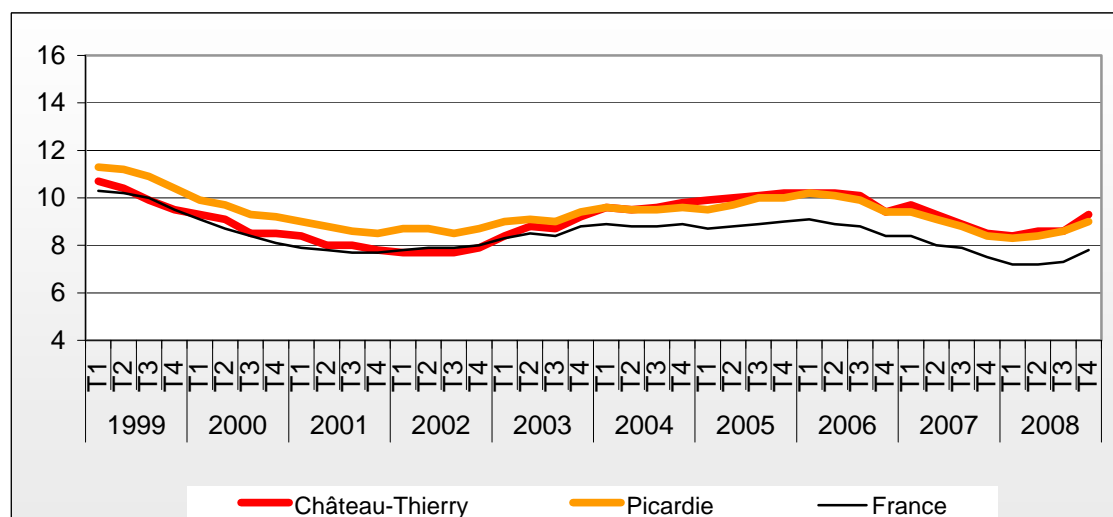
Source : Insee, recensements

### Évolution de l'emploi salarié



Source : Insee, estimations d'emplois

### Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage trimestriels localisés

## Attractivité - Dynamisme

---

### **Des créations de grande taille**

Le dynamisme de la création d'établissements de Château-Thierry se situe au niveau de la moyenne régionale (11,3% contre 11,6%) : 286 établissements ont été créés en 2008 dans la zone d'emploi. Château-Thierry se caractérise par un nombre de créations assez fort dans le commerce (11,8% contre 10,9% en moyenne régionale) et par le faible poids de l'industrie dans la zone. La place des nouvelles entreprises dans l'emploi salarié de la zone est supérieure à la moyenne picarde en raison d'une taille des entreprises dans l'industrie et les services relativement importante.

Un taux moyen de création d'établissements et une part relativement importante de ces nouveaux établissements dans l'emploi placent Château-Thierry au troisième rang des zones d'emplois picardes pour son attractivité économique. Elle se situe à égalité avec la zone de Soissons toute proche et derrière le Sud-Oise et Compiègne. Au niveau national Château-Thierry occupe un place médiane : 170<sup>ème</sup> sur 348.

Ce classement est conforme à la situation géographique et la structure urbaine de la zone d'emploi : parmi les zones d'emploi françaises dont la commune centre compte autour de 15 000 habitants, Château-Thierry se situe dans le premier tiers du classement en compagnie de Vitré (Ille-et-Vilaine), Montargis (Loiret) et de la zone voisine du Sud-Ouest-Champenois (Marne).

La proximité de l'Île-de-France influence la dynamique de la zone de Château-Thierry même si ce phénomène est plus récent que dans les zones d'emploi de l'Oise. Ces liens se fondent sur les navettes domicile-travail, les Franciliens qui s'installent dans la zone d'emploi et vont travailler à Paris sont de plus en plus nombreux. Le réseau routier offre deux axes de communication importants : l'autoroute A4 relie Reims à Paris et la RN3 relie Épernay à Paris tous deux via Château-Thierry.

La zone bénéficie aussi de la proximité de l'aéroport de Roissy et de la plate-forme de transit de Vatry. Cependant la zone d'emploi ne bénéficie pas directement d'un impact sur son système productif.

## ATTRACTIVITÉ - DYNAMISME

**Dynamisme entrepreneurial**

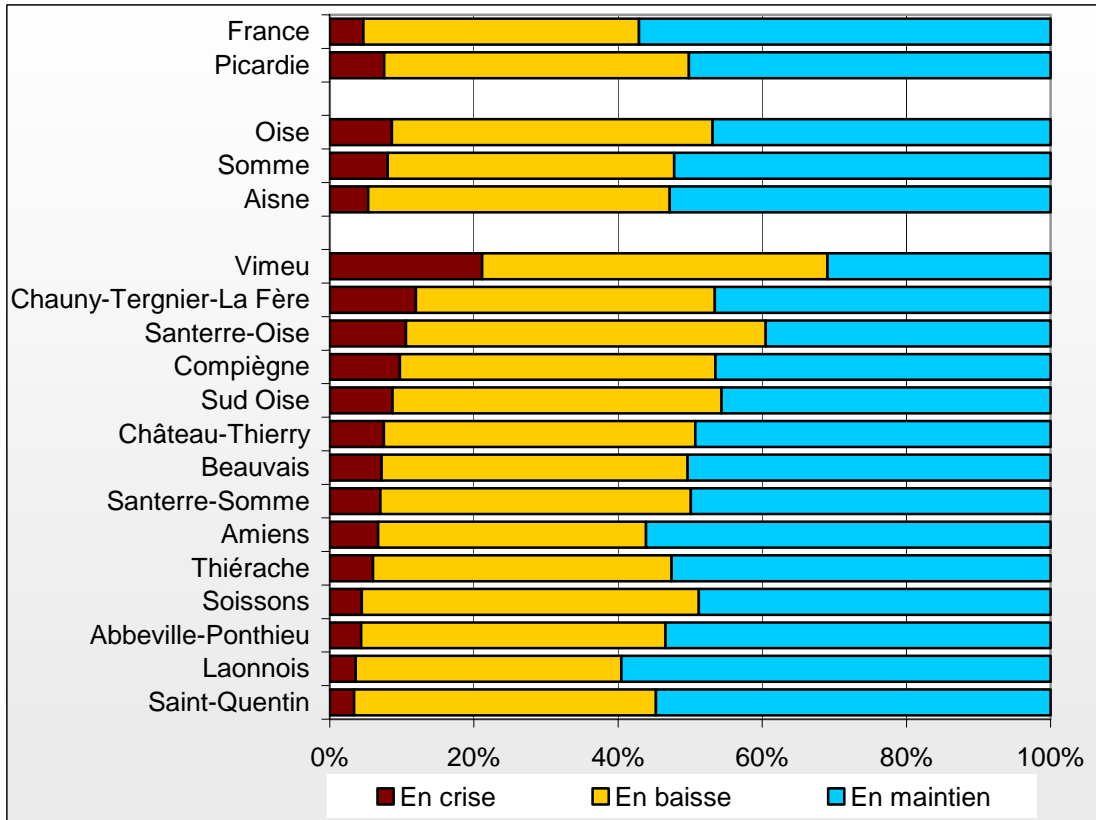
	Château-Thierry	Picardie
Création d'établissements en 2008	<b>286</b>	7 321
Taux de créations	<b>11,3</b>	11,6
Part des nouveaux établissements dans l'emploi salarié	<b>14,8</b>	13,6

Source : Insee, REE Sirene - CLAP

Raison sociale	Commune	Activité principale exercée	Effectif salarié au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	Observations
<b>Etablissements du secteur privé</b>				
LA RENAISSANCE SANITAIRE	Villiers-Saint-Denis	Activités hospitalières	500 à 999	
OXFORD AUTOMOTIV MECANISMES ESSOMES	Essômes-sur-Marne	Fabrication d'équipements automobiles	250 à 499	Suppression de 80 postes prévue
SO.CA.DI	Château-Thierry	Hypermarchés	250 à 499	
EUROKERA	Chierry	Façonnage et transformation du verre plat	250 à 499	
FM LOGISTIC	Époux-Bézu	Entreposage non frigorifique	250 à 499	
NOVACEL OPHTALMIQUE SAS	Château-Thierry	Fabrication de lunettes	250 à 499	
CONTINENT 2001	Château-Thierry	Hypermarchés	100 à 249	
WESTFALIA SEPARATOR MINERALOIL SYSTEMS S	Château-Thierry	Fabrication de matériel pour les industries chimiques	100 à 249	
UNION INVIVO	Chierry	Commerce de gros de céréales et aliments pour le bétail	100 à 249	
LU FRANCE LF SAS	Château-Thierry	Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation	100 à 249	
FM LOGISTIC	Étampes-sur-Marne	Organisation des transports internationaux	100 à 249	
LE MOULAGE AUTOMATIQUE	Château-Thierry	Fabrication d'emballages en matières plastiques	100 à 249	
<b>Etablissements du secteur public</b>				
CENTRE HOSPITALIER DE CHATEAU-THIERRY	Château-Thierry	Activités hospitalières	500 à 999	
COMMUNE DE CHATEAU THIERRY	Château-Thierry	Administration publique générale	250 à 499	
LYCEE POLYVALENT DES METIERS JEAN DE LA	Château-Thierry	Enseignement secondaire général	100 à 249	
DEPARTEMENT DE L AISNE	Château-Thierry	Autres formes d'action sociale	50 à 99	
LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE JULES VERNE	Château-Thierry	Enseignement secondaire général	50 à 99	
DIR INTERREGIONALE SCES PENITENTIAIRES	Château-Thierry	Justice	50 à 99	
COLLEGE NATIONALISE JEAN ROSTAND	Château-Thierry	Enseignement secondaire général	50 à 99	

Source : Insee, Clap 2007

Répartition des emplois selon l'évolution récente du chiffre d'affaires des secteurs

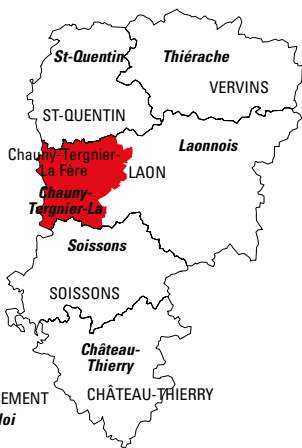


Note de lecture : Selon l'évolution nationale du chiffre d'affaires entre le 3ème trimestre 2008 et le 1er trimestre 2009, les activités économiques ont été réparties en 3 groupes. Un groupe de secteurs « en crise » avec une baisse de plus de 7% du chiffre d'affaires, comprenant l'industrie automobile, la chimie, caoutchouc, plastique, la métallurgie et transformation des métaux ainsi que la production de combustibles et de carburants, ce dernier en raison de la baisse du prix du pétrole.

Des secteurs classés « en baisse » connaissent une fin d'année 2008 ou un début 2009 difficile, la baisse du chiffre d'affaires est toutefois moins importante que pour le groupe précédent. Il s'agit de la plupart des secteurs industriels, du commerce, des services opérationnels.

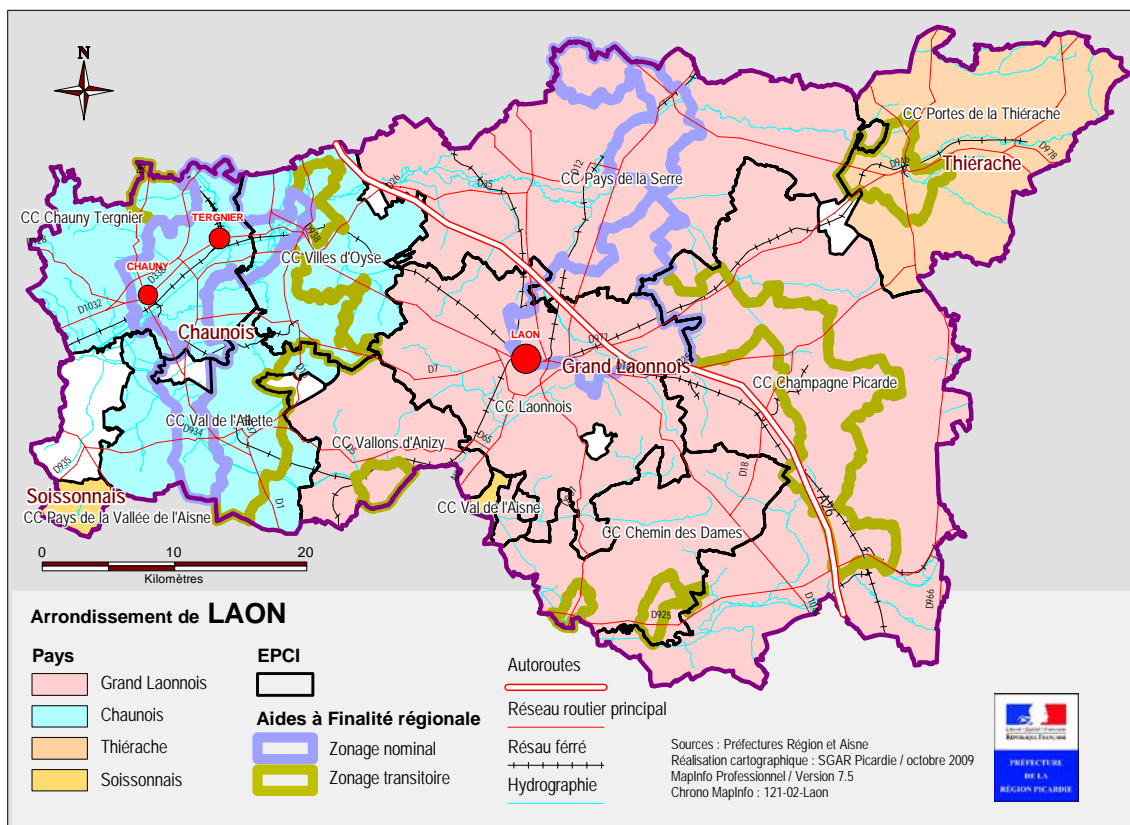
Le troisième groupe comprend les activités dont les chiffres d'affaires se maintiennent au moins l'un des deux trimestres observés : ce groupe compte les IAA, l'aéronautique et la parfumerie-entretien pour l'industrie, les activités de services et les services publics.

Source : Insee - Comptes Nationaux - Estimations d'emplois au 31/12/2007 provisoires



— ARRONDISSEMENT  
 Zone d'emploi  
 Chauny Commune

*Chauny-Tergnier-La Fère est l'une des zones d'emploi les moins peuplées de la région et la plus petite de l'Aisne. Elle est la deuxième zone la plus urbanisée de la région, 7 habitants sur 10 vivent en milieu urbain. La taille réduite de la zone d'emploi incite les actifs à se déplacer pour trouver un emploi. Les industries lourdes et le transport ont longtemps porté l'économie de ce territoire. Les activités liées au transport apparaissent les plus porteuses de l'attractivité et du développement économique de cette zone d'emploi.*



## DÉMOGRAPHIE

---

### ***Une zone urbaine multipolaire***

Avec 66 000 habitants, Chauny-Tergnier-La Fère est l'une des zones d'emploi les moins peuplées de la région et la plus petite de l'Aisne. Entre 1999 et 2006, la population de la zone a augmenté de 500 personnes alors qu'elle perdait des habitants sur la période 1990-1999. Ce retournement de situation est dû à l'évolution du solde migratoire. Nettement déficitaire entre 1990 et 1999 (-2 000), il est presque revenu à l'équilibre depuis 1999. Dans le même temps, on note une érosion du solde naturel qui atténue la progression de la démographie dans la zone.

Plus d'un quart des habitants de la zone a aujourd'hui moins de 25 ans contre 23% en moyenne régionale. Le fort excédent naturel des années 90 a permis un rajeunissement de la population locale malgré le nombre important de départs de jeunes : caractéristique partagée par toutes les zones d'emploi ne disposant pas d'établissements de formation supérieure.

La population de Chauny-Tergnier-La Fère est moins bien formée que dans le reste de la région : seulement 24% des résidents sont titulaires d'un baccalauréat contre 30% en Picardie. Par corrélation la part des personnes sans diplôme est 2 points supérieure à la moyenne régionale.

La zone d'emploi de Chauny-Tergnier-La Fère a la particularité d'être la deuxième zone la plus urbanisée de la région, 7 habitants sur 10 vivent en milieu urbain. Seul le Sud Oise (où 77% de la population vit en milieu urbain) la devance. Cette situation est due à la petitesse de la zone, seulement 600km<sup>2</sup>, mais aussi à l'articulation de la zone autour de trois communes relativement importantes, Tergnier (15 000 habitants), Chauny (13 000) et La Fère (3 000) et de leur banlieue.

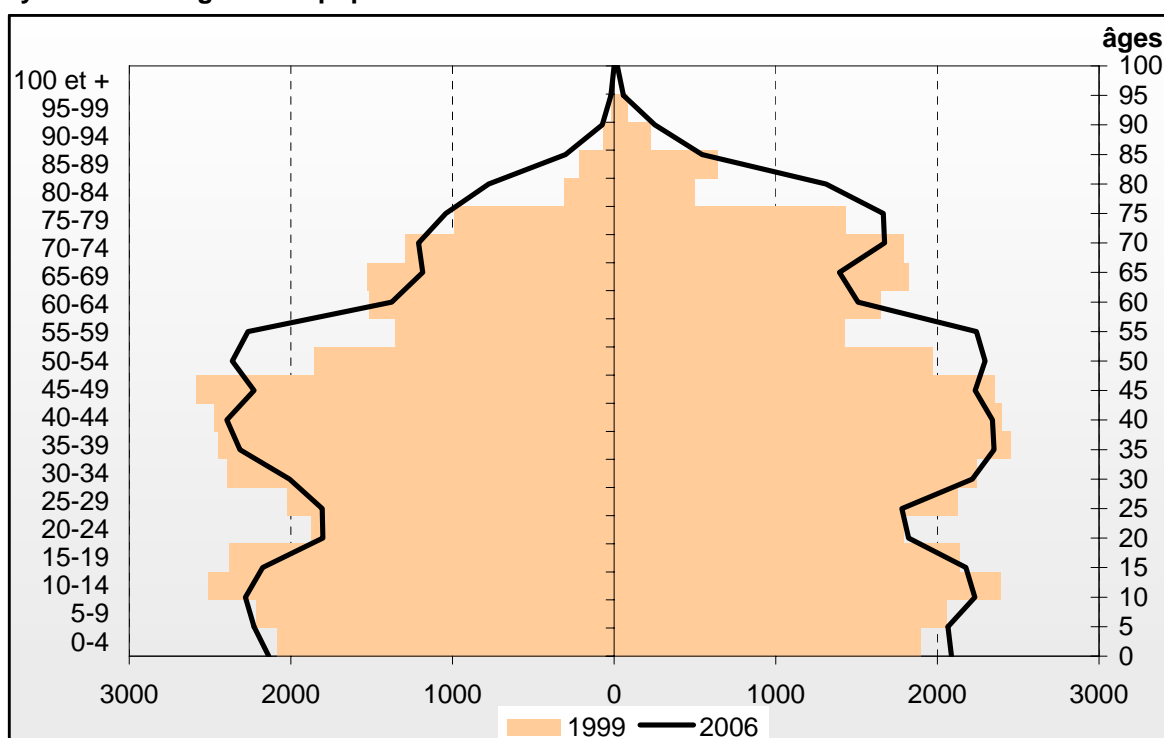
## Démographie

### Evolution de la population depuis 1990

	1990	1999	2006
<b>Population</b>	<b>66 752</b>	<b>65 973</b>	<b>66 457</b>
	1990-1999	1999-2006	
Evolution de la population	<b>-779</b>	<b>484</b>	
due au solde naturel	1 295	864	
due au solde migratoire	-2 074	-380	
Taux d'évolution annuel moyen en %	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	
dû au solde naturel	0,2	0,2	
dû au solde migratoire	-0,3	-0,1	

Source : Insee, recensements

### Pyramide des âges de la population en 1999 et 2006



Source : Insee, recensements

### Niveau de formation de la population

Répartition de la population ayant achevé ses études selon le dernier diplôme obtenu

	Chauny-Tergnier-La Fère	Picardie	Ecart
Sans diplôme	<b>26,4</b>	24,5	1,9
CEP / BEPC	<b>21,2</b>	20,7	0,5
CAP / BEP	<b>28,0</b>	24,8	3,2
BAC Général	<b>5,3</b>	6,4	-1,0
BAC Professionnel	<b>6,6</b>	7,0	-0,4
Diplôme supérieur au BAC	<b>12,4</b>	16,6	-4,2
Ensemble	<b>100,0</b>	100,0	

Source : Insee, recensement 2006

## SYSTÈME PRODUCTIF

### **Une zone spécialisée dans les industries lourdes et le transport**

La structure d'appareil productif est représentative des spécialisations historiques de la zone. Les trois villes ont chacune par leur histoire une très forte particularité : Chauny est fortement industrielle, La Fère s'est développée autour de sa garnison, et Tergnier, ville ferroviaire, autour de sa gare de triage. Ceci se traduit par une part élevée des industries lourdes, d'une part, et des transports, d'autre part, dans l'appareil productif.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2008, l'industrie sur la zone de Chauny-Tergnier-La Fère emploie 23.1% des salariés contre 20.7% en Picardie. La zone est spécialisée dans des industries lourdes comme la métallurgie, la transformation des métaux et les équipements mécaniques avec par exemple les établissements *DUFERCO COATING* (sidérurgie) à Beautor et *MAGUIN SAS* (fabrication de machines pour l'industrie agroalimentaire) à Charmes. La zone d'emploi est aussi spécialisée dans l'industrie automobile, *DUNLOP* emploie près de 300 personnes à Tergnier et la chimie-caoutchouc-plastique, *ROHM AND HAAS France SAS* à Chauny est le troisième employeur de la zone.

Avec la gare de fret de Tergnier, la *SNCF* est le premier employeur de la zone d'emploi ; elle y emploie 1 100 salariés. Au final ce secteur emploie 8% des salariés de Chauny-Tergnier-La Fère, 3 points au-dessus de la moyenne régionale grâce à la présence d'autres grands établissements comme *GIRAUD NORD* à Tergnier qui emploie une centaine de salariés dans l'organisation de transports internationaux.

En raison de la forte urbanisation de la zone, les administrations et services publics emploient 34.4% des salariés, trois points de plus que la moyenne picarde, cependant le commerce et les services restent en retrait. Ces chiffres résultent non seulement du poids de l'industrie dans l'appareil productif local mais aussi d'une densité relativement faible pour les équipements commerciaux et l'offre de services marchands. La zone souffre aussi de la concurrence des établissements des grands pôles urbains proches.

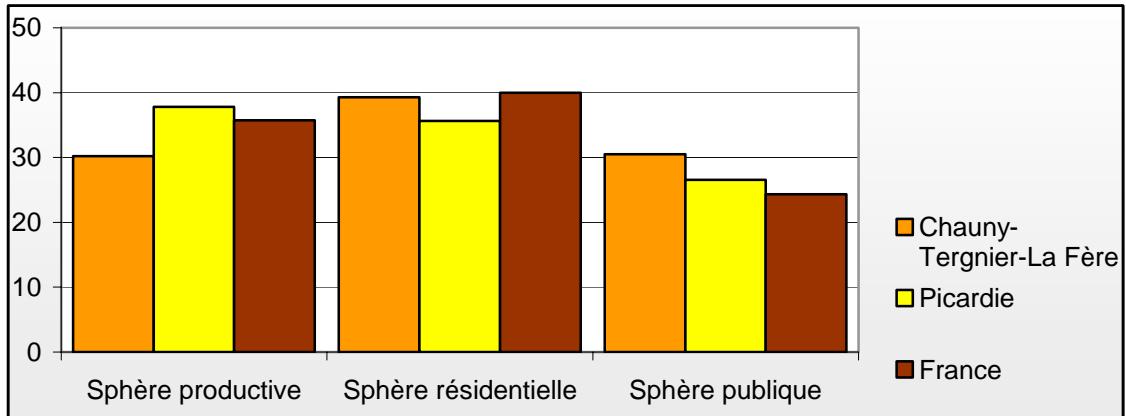
### **La zone d'emploi face à la crise**

Au regard de l'évolution récente du chiffre d'affaires des secteurs d'activités, la zone de Chauny-Tergnier-La Fère est exposée aux conséquences de la crise. En effet 12% des salariés œuvrent dans la métallurgie, la chimie-caoutchouc-plastiques ou dans l'automobile, trois des principaux secteurs en crise. La baisse de l'activité dans ces secteurs en crise se traduit par des restructurations. Des établissements prévoient de supprimer des emplois, une quarantaine annoncés pour *DUNLOP*, ramené à moins de 10 et une vingtaine pour *GIRAUD NORD* à Tergnier.



## Système Productif

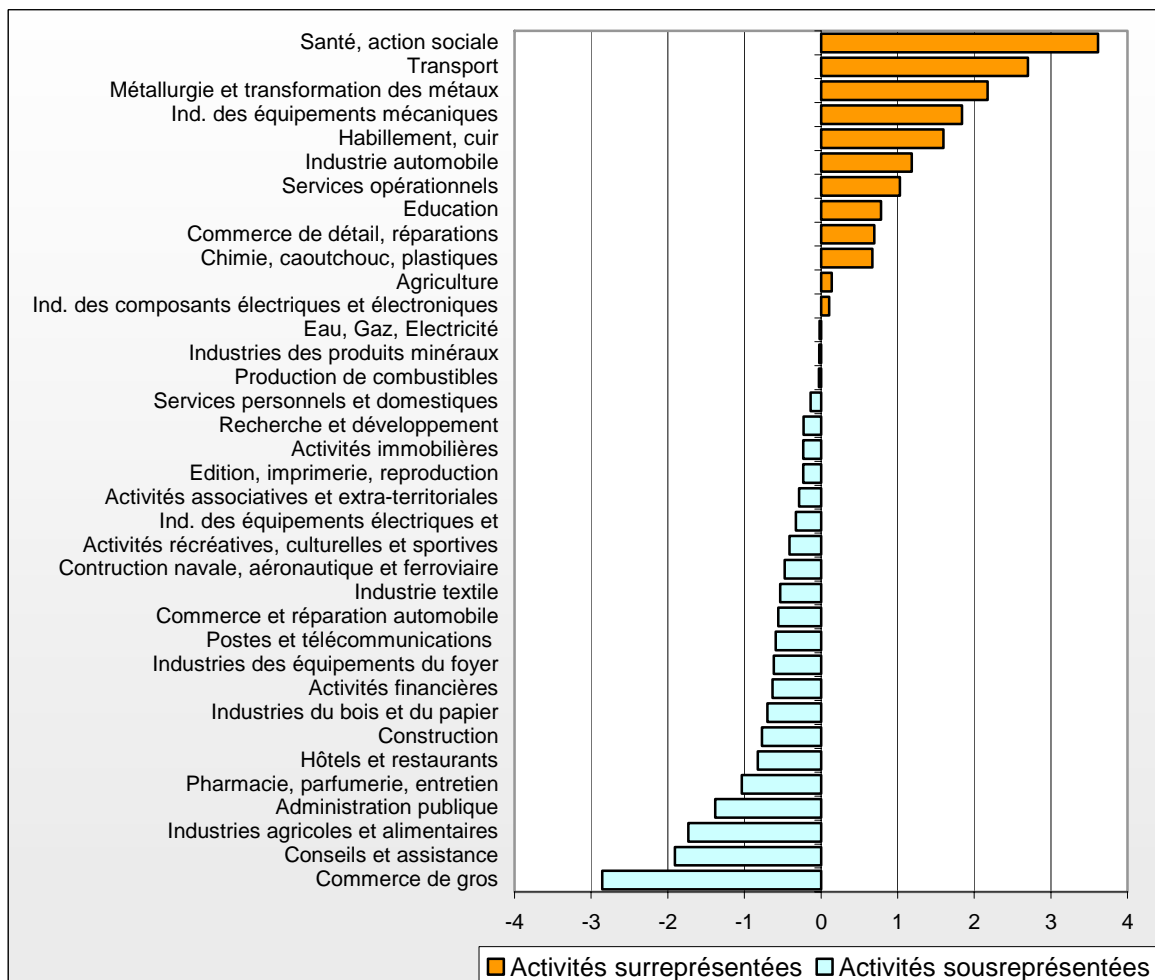
### Répartition de l'emploi salarié par sphère d'activité au 1<sup>er</sup> janvier 2007



Source : Insee, CLAP 2006

### Spécificité des activités économiques de la zone d'emploi

Différence entre la part de l'activité dans la zone et la part dans la région (en %)



Source : Insee, estimations d'emplois

## Marché du Travail

### ***Un marché intérieur réduit et une population active résidente mobile***

Chauny-Tergnier-La Fère compte 28 300 actifs en 2006 soit 1 000 de plus qu'en 1999. Cette progression, deux fois plus rapide que celle du nombre d'emploi dans la zone, est absorbée par la forte augmentation des navettes domicile travail. Le nombre des habitants travaillant dans une autre zone (8 500 personnes) a progressé de 2 000 entre 1999 et 2006, plus du double de la progression des emplois occupés par des non-résidents dans la zone (3 800 personnes). Le solde des navettes se creuse entre 1999-2006, il est passé de moins 3 600 à moins 4 700. Au final, les sorties ont plus que compensé les arrivées d'actifs, l'équilibre du marché du travail se fait par la baisse du nombre des chômeurs. Sur la période 1999-2006 leur nombre est passé de 4 700 à 4 100 sur la zone de Chauny-Tergnier-La Fère.

La taille réduite de la zone d'emploi incite, en effet, les actifs à se déplacer pour trouver un emploi : c'est le cas pour près de 30% des actifs de la zone. Trois zones d'emplois sont privilégiées, Saint-Quentin arrive en tête et accueille 1 700 Chaunois, vient ensuite le Laonnois avec 1 650 puis le compiégnois qui emploie 1 450 habitants de Chauny-Tergnier-La Fère. Les échanges avec la zone de Soissons sont moins intenses.

Du côté des entrées, l'attractivité de Chauny-Tergnier-La Fère se concentre sur les mêmes zones. Au total, 20% des emplois de la zone sont occupés par une personne qui n'y habite pas.

### ***Un chômage au-dessus de la moyenne régionale***

Au quatrième trimestre 2008 le taux de chômage de Chauny-Tergnier-La Fère est de 11.4%, 2.4 points de plus que la Picardie et 3.6 points au-dessus du niveau national. Depuis 1999, le taux de chômage est structurellement plus élevé dans la zone à cause de la faible qualification des résidents, de la petite taille du marché du travail domestique, et du faible développement des services. Entre 1999 et 2007 Chauny-Tergnier-La Fère a profité de l'embellie économique pour réduire son taux de chômage de 3 points. Cependant depuis le début de l'année 2008, le marché de l'emploi s'est dégradé : le taux de chômage a augmenté de plus d'un point au cours de l'année.

Entre 2002 et 2007, le nombre de demandeurs d'emplois a diminué de 20% dans la zone. Cette forte baisse concerne toutes les catégories, mais ce sont les chômeurs de longue durée qui en profitent le plus (-33%), alors que leur part augmente dans le reste de la région. Cependant, les demandeurs d'emplois de moins de 25 ans n'ont pas profité autant que leurs aînés de l'amélioration du marché du travail.

## Marché du Travail

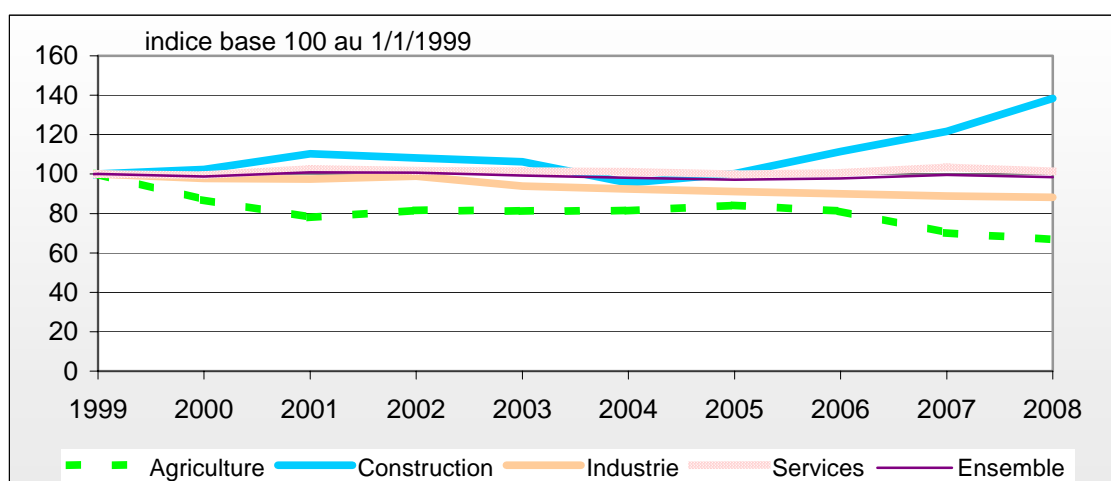
### Equilibrage du marché du travail depuis 1990

	1990	1999	2006
Population active résidente	26 800	27 300	28 300
Actif ayant un emploi dans la zone*	20 000	18 900	19 400
Chômeurs *	3 900	4 700	4 100
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	2 500	2 900	3 800
Habitants travaillant dans une autre zone	5 000	6 500	8 500
<b>Solde des navettes</b>	<b>-2 500</b>	<b>-3 600</b>	<b>-4 700</b>

\* selon la situation déclarée au recensement, différente de la situation selon la définition officielle du

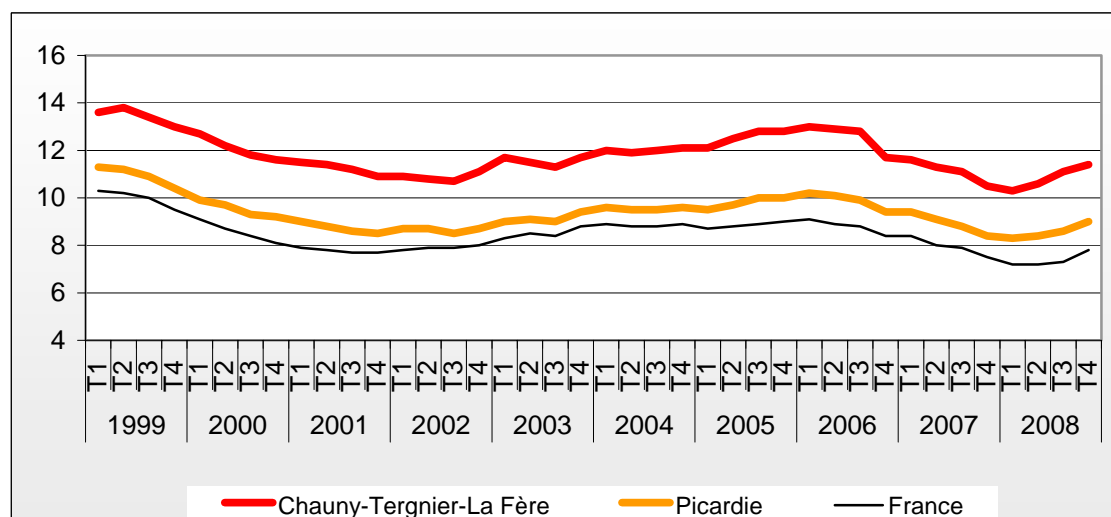
Source : Insee, recensements

### Évolution de l'emploi salarié



Source : Insee, estimations d'emplois

### Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage trimestriels localisés

## Attractivité - Dynamisme

### ***Le dynamisme économique soutenu par la construction et le transport***

Le dynamisme de la création d'établissements de Chauny-Tergnier-La Fère se situe au niveau de la moyenne régionale (11,5% contre 11,6%) : 235 établissements ont été créés en 2008 dans la zone d'emploi. Chauny-Tergnier-La Fère se caractérise par un nombre de créations important dans le secteur de la construction (21.3% contre 16.6% en moyenne régionale) et par le faible poids des services pour une zone aussi urbanisée.

Cependant, la part des nouvelles unités dans l'emploi salarié est plus modeste que dans le reste de la Picardie, et plus particulièrement pour les services où l'écart atteint cinq points. Ici encore la construction se distingue, près de 30% de l'emploi du secteur provient des nouveaux établissements contre seulement moins de 20% dans le reste de la région.

Un taux moyen de création d'établissements et une part modeste de ces nouveaux établissements dans l'emploi placent Chauny-Tergnier-La Fère au dixième rang des zones d'emplois picardes pour son attractivité économique, juste derrière le Saint-Quentinois et devant le Santerre-Somme. Au niveau national Chauny-Tergnier-La Fère occupe le 245<sup>ième</sup> rang sur 348 zones d'emplois.

Ce classement est conforme à la situation géographique et la structure urbaine de la zone d'emploi : parmi les zones d'emploi françaises dont la commune centre compte autour de 15 000 habitants, Chauny-Tergnier-La Fère se situe en place médiane.

La spécialisation de la zone dans le secteur des transports est un atout majeur pour l'économie locale. Chauny-Tergnier-La Fère est au carrefour de plusieurs modes de transport, la route, le rail et les voies fluviales.

L'attractivité et le développement économique du territoire sont portés par les acteurs territoriaux au travers du Pôle d'Animation et de Développement Économique (PADE). Une zone économique stratégique a été inaugurée fin 2008 afin de compléter l'offre immobilière (pépinière et hôtels d'entreprises).

## ATTRACTIVITÉ - DYNAMISME

**Dynamisme entrepreneurial**

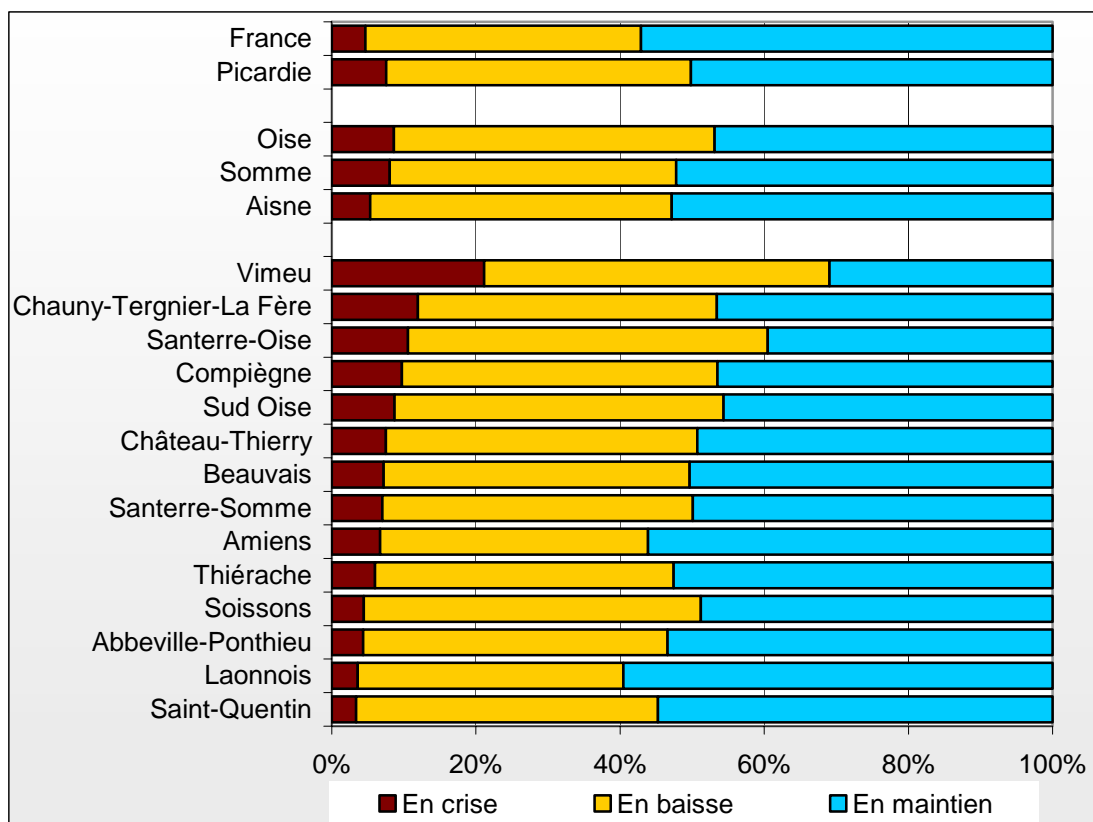
	Chauny-Tergnier-La Fère	Picardie
Création d'établissements en 2008	235	7 321
Taux de créations	11,5	11,6
Part des nouveaux établissements dans l'emploi salarié	12,2	13,6

Source : Insee, REE Sirene - CLAP

Raison sociale	Commune	Activité principale exercée	Effectif salarié au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	Observations
<b>Etablissements du secteur privé</b>				
SOC NAT DES CHEMINS DE FER FRANCAIS	Tergnier	Transports ferroviaires	1 000 à 1 999	
ROHM AND HAAS FRANCE SAS	Chauny	Fabrication de produits chimiques à usage industriel	250 à 499	
DUFERCO COATING	Beautour	Sidérurgie	250 à 499	
MAGNETTO WHEELS-FRANCE	Tergnier	Fabrication d'équipements automobiles	250 à 499	
AUCHAN FRANCE	Viry-Noureuil	Hypermarchés	250 à 499	
EURO CRM CALL SERVICES	Chauny	Centres d'appel	100 à 249	
CAMILLE FOURNET	Tergnier	Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie	100 à 249	
UN CHATEAU POUR L'EMPLOI	Coucy-le-Château-Auffrique	Autres services personnels	100 à 249	
ASS AIDE AUX ENFANTS INADAPTES	Chauny	Aide par le travail, ateliers protégés	100 à 249	
NEXANS WIRES	Chauny	Première transformation du cuivre	100 à 249	
MAGUIN SAS	Charmes	Fabrication de machines pour l'industrie agroalimentaire	100 à 249	
ESSEX	Chauny	Fabrication de fils et câbles isolés	100 à 249	Compression des effectifs en mars 2009
<b>Etablissements du secteur public</b>				
CENTRE HOSPITALIER DE CHAUNY	Chauny	Activités hospitalières	500 à 999	
CTRE REEDUCATION READAPTATION FONCTION	Saint-Gobain	Activités hospitalières	250 à 499	
CENTRE HOSPITALIER GERONTOLOGIQUE	Fère	Activités hospitalières	250 à 499	
COMMUNE DE TERGNIER	Tergnier	Administration publique générale	100 à 249	
LYCEE POLYVALENT D'ETAT GAY-LUSSAC	Chauny	Enseignement secondaire général	100 à 249	
COMMUNE DE CHAUNY	Chauny	Administration publique générale	100 à 249	

Source : Insee, Clap 2007

**Répartition des emplois selon l'évolution récente du chiffre d'affaires des secteurs**

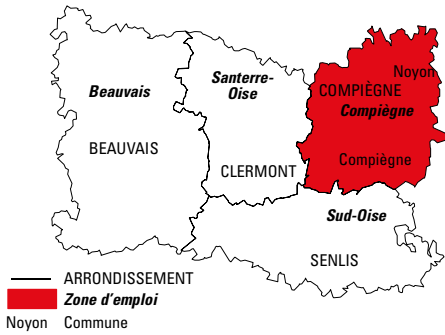


Note de lecture : Selon l'évolution nationale du chiffre d'affaires entre le 3ème trimestre 2008 et le 1er trimestre 2009, les activités économiques ont été réparties en 3 groupes. Un groupe de secteurs « en crise » avec une baisse de plus de 7% du chiffre d'affaires, comprenant l'industrie automobile, la chimie, caoutchouc, plastique, la métallurgie et transformation des métaux ainsi que la production de combustibles et de carburants, ce dernier en raison de la baisse du prix du pétrole.

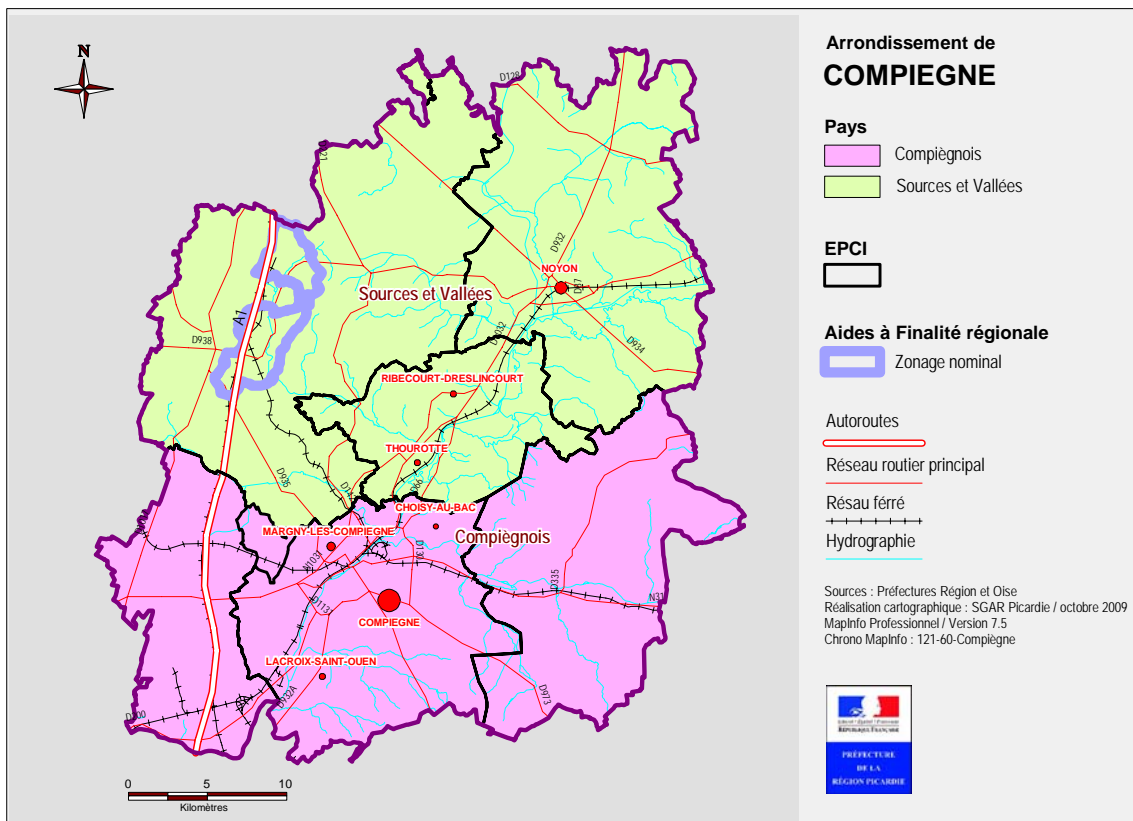
Des secteurs classés « en baisse » connaissent une fin d'année 2008 ou un début 2009 difficile, la baisse du chiffre d'affaires est toutefois moins importante que pour le groupe précédent. Il s'agit de la plupart des secteurs industriels, du commerce, des services opérationnels.

Le troisième groupe comprend les activités dont les chiffres d'affaires se maintiennent au moins l'un des deux trimestres observés : ce groupe compte les IAA, l'aéronautique et la parfumerie-entretien pour l'industrie, les activités de services et les services publics.

Source : Insee - Comptes Nationaux - Estimations d'emplois au 31/12/2007 provisoires



Organisé autour de deux communes de plus de 10 000 habitants, le Compiègnais est une zone d'emploi urbanisée où la population augmente depuis plus de 40 ans. L'industrie occupe une place privilégiée dans son économie. Son marché du travail est largement ouvert sur les échanges avec le Sud-Oise et la région parisienne. Le taux de chômage (7.5%) est le plus faible de la région derrière celui du Sud-Oise. Son attractivité économique est renforcée par la taille des nouveaux établissements. La réalisation de Seine-Nord Europe renforcera la pertinence des projets de développement portuaire à court terme, notamment à Longueuil-Sainte-Marie.



## DÉMOGRAPHIE

---

### ***Une croissance démographique soutenue***

Avec près de 180 000 habitants, la zone de Compiègne arrive au quatrième rang des zones d'emploi de la Picardie, juste derrière Beauvais. La population de la zone est en forte augmentation depuis 1962 même si on note un ralentissement depuis 1999. Depuis 1990, la croissance de la population est soutenue par l'excédent des naissances sur les décès car le solde migratoire est négatif.

La population est relativement jeune, la part des moins de 20 ans et celle des 20-49 ans sont un point au dessus de la moyenne régionale. Elle est également beaucoup mieux formée : comme pour le Sud Oise, la part des personnes avec un diplôme supérieur au baccalauréat est au-dessus de la moyenne régionale de plus de 3 points. Les moins diplômés (sans diplôme ou avec au plus un BEPC), représentent 41% de la population de la zone contre plus de 45% en Picardie.

Organisé autour de deux communes de plus de 10 000 habitants, le Compiégnois est une zone d'emploi urbanisée, près des deux tiers de la population résident dans l'espace urbain, facteur qui contribue au dynamisme de ce territoire. La ville centre, Compiègne compte plus de 40 000 habitants au dernier recensement ; plus de 70 000 avec son agglomération, ce qui représente plus de 40% de la population de la zone. Plus modeste, Noyon, forte de 14 000 habitants, est le second pôle urbain de la zone d'emploi, le reste du territoire appartient à l'espace rural.



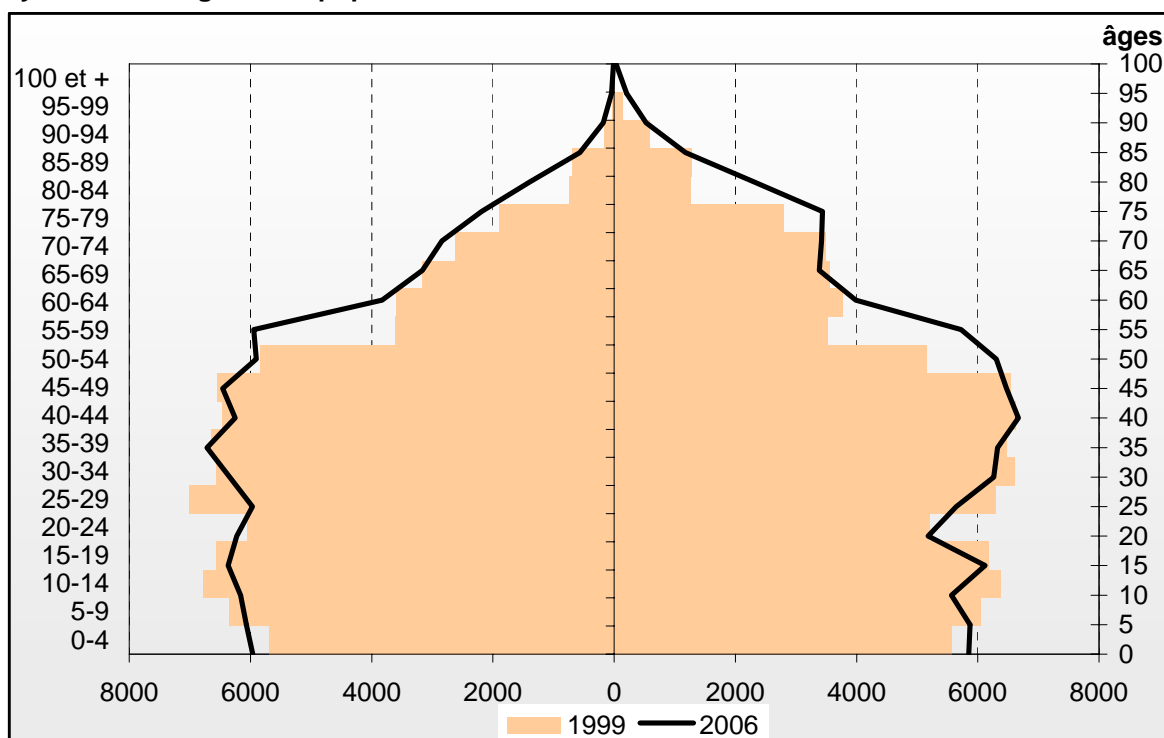
## Démographie

### Evolution de la population depuis 1990

	1990	1999	2006
<b>Population</b>	<b>166 072</b>	<b>173 889</b>	<b>179 296</b>
	1990-1999	1999-2006	
Evolution de la population	<b>7 817</b>	<b>5 407</b>	
due au solde naturel	9 581	7 109	
due au solde migratoire	-1 764	-1 702	
Taux d'évolution annuel moyen en %	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	
dû au solde naturel	0,6	0,6	
dû au solde migratoire	-0,1	-0,1	

Source : Insee, recensements

### Pyramide des âges de la population en 1999 et 2006



Source : Insee, recensements

### Niveau de formation de la population

Répartition de la population ayant achevé ses études selon le dernier diplôme obtenu

	Compiègne	Picardie	Ecart
Sans diplôme	<b>22,4</b>	24,5	-2,1
CEP / BEPC	<b>18,6</b>	20,7	-2,1
CAP / BEP	<b>25,3</b>	24,8	0,5
BAC Général	<b>6,8</b>	6,4	0,4
BAC Professionnel	<b>7,1</b>	7,0	0,1
Diplôme supérieur au BAC	<b>19,7</b>	16,6	3,1
Ensemble	<b>100,0</b>	100,0	

Source : Insee, recensement 2006

## SYSTÈME PRODUCTIF

### ***Une gamme variée d'activités***

Comme dans toutes les zones d'emploi du Sud de l'Oise, l'industrie occupe une place importante dans l'appareil productif de Compiègne. L'industrie emploie près du quart des salariés de la zone, contre seulement un cinquième en moyenne dans la région et 16% en France

L'industrie est présente dans des domaines variés : pharmacie-parfumerie-entretien, chimie caoutchouc plastique, industries des produits minéraux, travail des métaux. Les trois plus gros employeurs de la zone sont à l'image de cette diversité : Continental France à Clairoix dans la fabrication de pneumatiques, Beauté Recherche Institut à Lassigny dans la fabrication de parfum et Saint-Gobain à Thourotte dans le façonnage et la transformation du verre plat.

Les établissements industriels de la zone sont de grande taille, 55% des salariés occupent un poste dans un établissement de plus de 50 salariés, soit 2.5 points de plus que la moyenne picarde. Ces grands établissements industriels appartiennent à de grands groupes nationaux ou étrangers, la dépendance des établissements de la zone d'emploi à des centres de décision hors Picardie est parmi les plus élevées de la région.

Dans les secteurs du tertiaire, Compiègne rattrape son retard par rapport aux autres zones d'emploi picardes, mais reste encore en retrait. En particulier la sphère publique, malgré la présence de l'Université de Technologie de Compiègne est sous-représentée. Seuls les services aux entreprises et le commerce se situent légèrement au-dessus de la moyenne régionale.

### ***Une structure productive au cœur de la crise***

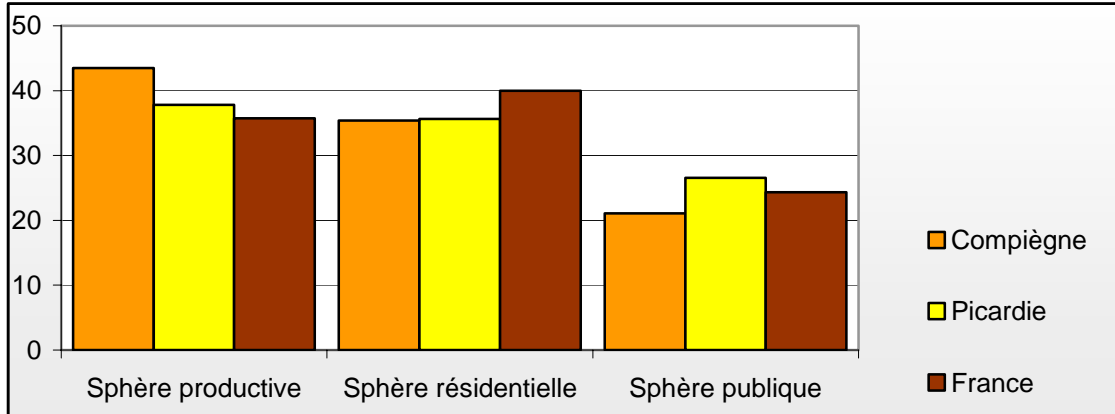
Dans la conjoncture actuelle, la présence de nombreux sous-traitants de grands groupes internationaux dans des secteurs en difficulté constitue une menace pour l'emploi dans la zone de Compiègne.

L'orientation de l'économie compiégnnoise vers des activités industrielles liées à l'automobile et la moindre proportion d'activités tertiaires placent la zone d'emploi au cœur de la crise économique actuelle. Les secteurs qui ont le plus souffert de la baisse de leur activité en 2008 emploient 10% des salariés de la zone : Continental à Clairoix en est la partie la plus médiatisée, mais de nombreuses autres comme Inergy Automotive Systems France (fabrication de réservoirs automobiles) à Venette ou Rieter (isolation de véhicules) à Remy ont supprimé une partie de leurs emplois.

La baisse de production, qui s'étend en fin d'année 2008 à la quasi-totalité des secteurs industriels, concerne la moitié des emplois du territoire. Le secteur de la pharmacie-parfumerie-entretien, très présent sur le territoire, et les industries agroalimentaires, sous représentées, semblent avoir mieux résisté jusqu'à présent, cependant Intersnack à Noyon, spécialisé dans la fabrication de biscuits salés, annonce une fermeture de site début 2010, une partie des emplois serait transférée à Vic-sur-Aisne et à l'étranger.

## Système Productif

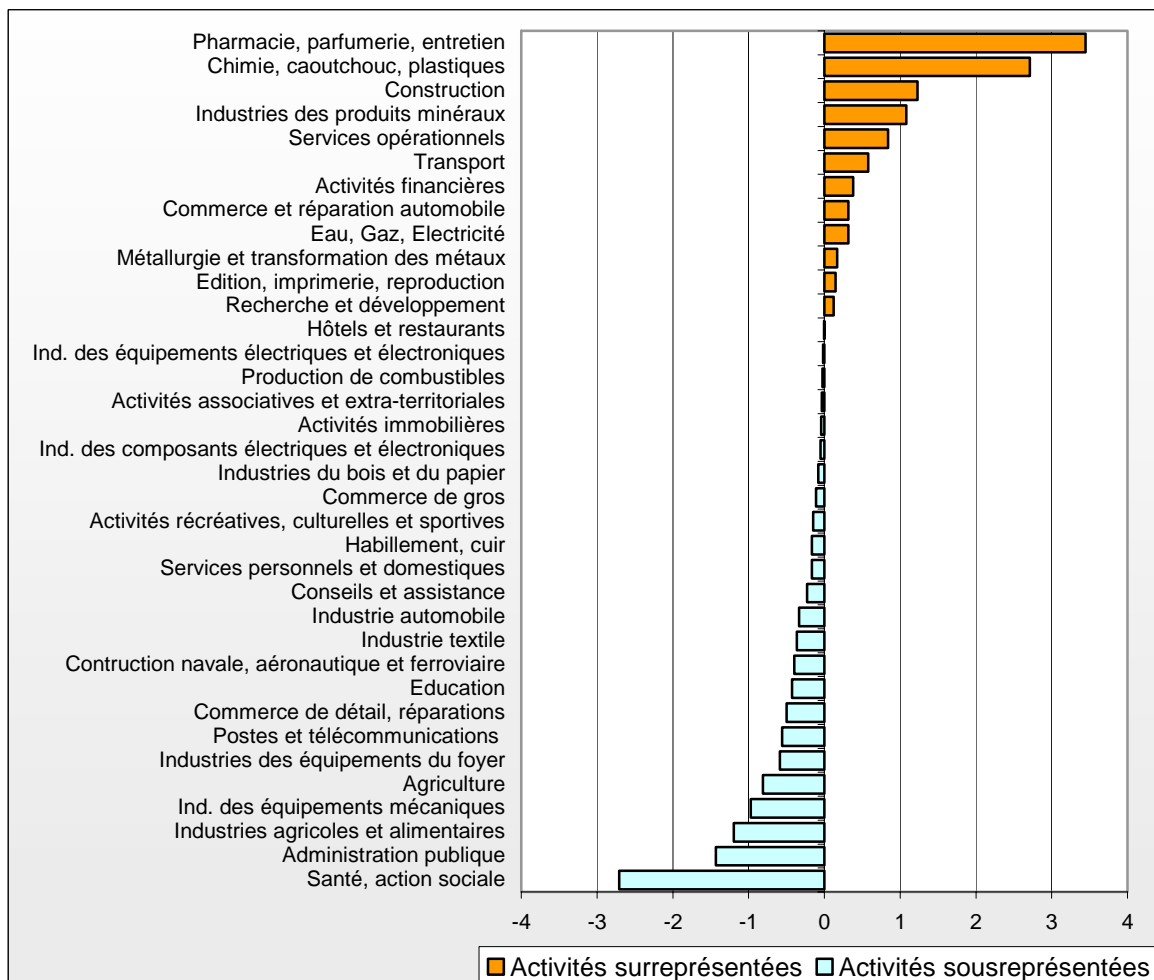
### Répartition de l'emploi salarié par sphère d'activité au 1<sup>er</sup> janvier 2007



Source : Insee, CLAP 2006

### Spécificité des activités économiques de la zone d'emploi

Différence entre la part de l'activité dans la zone et la part dans la région (en %)



Source : Insee, estimations d'emplois

## Marché du Travail

### ***Un marché du travail ouvert sur l'extérieur***

La population active du compiégnois s'élève à 86 000 personnes en 2006, alors que le nombre d'emplois est de 73 000. L'écart s'explique par l'intensité des déplacements domicile-travail : le marché du travail de la zone d'emploi est largement ouvert sur les échanges avec le Sud-Oise et la région parisienne.

Entre 1999 et 2006, la population active a augmenté de 6 000 personnes, à un rythme un peu moins soutenu qu'entre 1990 et 1999, malgré une pression démographique beaucoup plus réduite<sup>1</sup>. Cette croissance est entretenue par l'installation d'actifs qui travaillent en dehors du territoire : les navettes domicile travail vers l'extérieur de la zone d'emploi se sont accrues de près de 500 par an.

Cette croissance de la population active, s'est accompagnée d'une augmentation de l'emploi pratiquement équivalente : près de 500 de plus par an, au même niveau qu'entre 1990 et 1999. Ces emplois ont non seulement absorbé une partie du chômage de la zone mais ont ouvert les portes aux territoires environnants : environ 2 000 emplois de plus qu'en 1999 sont occupés par des personnes externes au Compiégnois.

Par rapport à la période 1990-1999, la dynamique du marché du travail du Compiégnois a entretenu ses qualités : croissance de l'emploi et de la population active (de type cercle vertueux) et ouverture sur les marchés du travail externes qui réduit les risques locaux de chômage ou de pénurie de main-d'œuvre. L'impact mécanique de la pyramide des âges sur la population active, qui s'est infléchi depuis le début des années 2000, explique le passage d'une décennie d'augmentation du chômage à une période où la croissance économique puise dans les abondantes réserves de main-d'œuvre.

### ***Une baisse de 28% du chômage de longue durée entre 2002 et 2007***

Le taux de chômage, de 7.5% au quatrième trimestre 2008, est le plus faible de la région derrière celui du Sud-Oise. L'avantage du Compiégnois sur la région s'accroît de nouveau pour atteindre 1.5 point fin 2008 alors qu'il se réduisait depuis le deuxième trimestre 2005.

Entre 2002 et 2007, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de plus de 15%. La baisse du chômage concerne tous les chômeurs, hommes, femmes jeunes ou seniors. La baisse la plus importante concerne les chômeurs de longue durée dont le nombre chute de presque 28%. Les chômeurs de longue durée représentent un quart des demandeurs d'emploi contre un tiers en 2002. Malgré une baisse de 17% des seniors à la recherche d'un emploi, leur part parmi les chômeurs demeure supérieure à la moyenne picarde.

À une meilleure qualification s'ajoute un meilleur niveau de formation initiale des résidents de la zone. Compiègne compte plus de bacheliers et encore plus de bac+2 que la moyenne régionale. La part des Compiégnois sortis du système scolaire sans diplôme reste plus faible qu'en moyenne et tend à se réduire comme dans l'ensemble de la Picardie.

---

<sup>1</sup> arrivée des générations nombreuses de l'après guerre à la soixantaine et entrée sur le marché du travail de générations moins nombreuses

## Marché du Travail

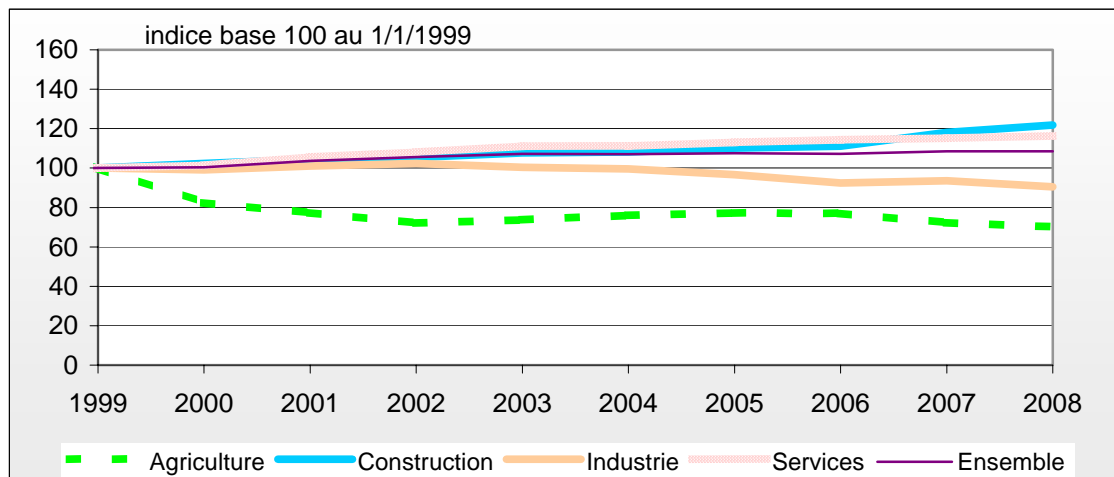
### Equilibrage du marché du travail depuis 1990

	1990	1999	2006
Population active résidente	72 500	79 700	85 900
Actif ayant un emploi dans la zone*	62 400	67 300	73 400
Chômeurs *	7 000	9 800	9 600
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	8 200	11 400	14 000
Habitants travaillant dans une autre zone	10 500	13 600	16 900
<b>Solde des navettes</b>	<b>-2 300</b>	<b>-2 200</b>	<b>-2 900</b>

\* selon la situation déclarée au recensement, différente de la situation selon la définition officielle du

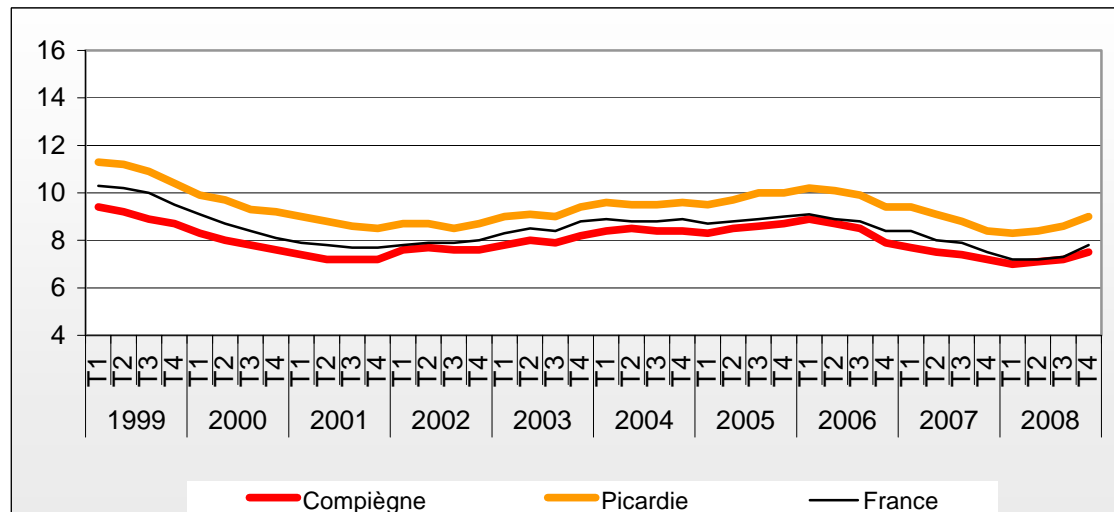
Source : Insee, recensements

### Évolution de l'emploi salarié



Source : Insee, estimations d'emplois

### Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage trimestriels localisés

## Attractivité - Dynamisme

### ***L'attractivité économique renforcée par la taille des nouveaux établissements***

Le taux de création d'établissements s'élève à 11,7% dans la zone d'emploi de Compiègne, proche de la moyenne régionale. Elle est la quatrième zone la plus dynamique de Picardie (derrière le Sud-Oise, Amiens et Beauvais) et concentre plus de 10% des créations régionales. L'intensité des créations est supérieure à la moyenne régionale dans les secteurs de la construction et des services.

La part des nouvelles entreprises dans l'emploi est supérieure de deux points à la moyenne régionale. Le dynamisme de Compiègne apparaît davantage dans la création de nouveaux emplois que dans le nombre d'entités créées. La taille des nouveaux établissements dans le Compiégnois est supérieure à la moyenne régionale dans la quasi-totalité des secteurs d'activité sauf la construction. Cette caractéristique contribue à une plus grande pérennité des entreprises créées : le taux de survie à trois ans s'élève à 78%, 8 points de plus que la moyenne régionale. À cinq ans, il demeure 4 points supérieur à la moyenne avec 58% des entreprises créées toujours en activité.

La zone de Compiègne est la deuxième zone d'emploi picarde la plus attractive en terme de création d'emplois et d'établissements, derrière le Sud-Oise. Au niveau national, elle se classe dans la première moitié des 348 zones de la métropole, au même niveau que de grands pôles urbains tels que Le Havre, Le Mans ou Besançon.

Parmi les 60 zones d'emplois métropolitaines dont la commune-centre compte entre 30 000 et 50 000 habitants, Compiègne se situe en milieu de classement au niveau de Châlons-en-Champagne, Tarbes, Albi-Carmaux, Angoulême, Chartres ou Dreux.

### ***Des infrastructures attractives***

L'attractivité économique de Compiègne est supérieure au niveau attendu en fonction de sa situation socio-économique et géographique. Ce dynamisme est lié aux voies de communication présentes sur le territoire : autoroute A1, proximité de Roissy et de la région parisienne.

Le sud de la zone d'emploi bénéficie aussi du voisinage du Sud-Oise : nombre d'établissements se sont implantés le long de la vallée de l'Oise, comme dans les zones voisines de Chauny-Tergnier-La Fère et du Sud-Oise. Au nord de la zone, le territoire rural autour de Noyon, est moins attractif.

En plus d'une situation géographique favorable, la zone d'emploi offre des infrastructures attractives. L'Université Technologique de Compiègne (UTC) propose des compétences de recherche et de transferts de technologie dans les domaines de la mécanique, biotechnologie, chimie et informatique. Un service de relations industrielles assure l'interface entre l'université et les entreprises. L'UTC participe activement à la dynamique régionale autour des pôles de compétitivité à vocation mondiale « Industries et agro-ressources » et « I-trans ».

Le nouveau Parc technologique des rives de l'Oise a pour vocation d'accueillir les entreprises innovantes et technologiques, les antennes compiégnoises des pôles de compétitivité qui travailleront sur leurs projets de recherche et de développement. Depuis le premier mars 2008, 15 entreprises innovantes et technologiques, issues pour la plupart de l'Université de Technologie de Compiègne, se sont déjà installées. De plus, l'UTC propose à ses jeunes diplômés souhaitant créer leur propre entreprise de les accueillir dans cette pépinière pour les aider à lancer leur activité.

Les infrastructures de transport, le maillage autoroutier, la proximité de l'aéroport de Roissy, le voisinage de la région parisienne et du Sud-Oise, le canal Seine Nord avec la future plate-forme du Noyonnais qui aura pour vocation d'être un des points d'accès aux services offerts par le canal. La réalisation de Seine-Nord Europe renforcera aussi la pertinence des projets de développement portuaire à court terme sur le Sud-Compiégnois, notamment à Longueuil-Sainte-Marie.

## ATTRACTIVITÉ - DYNAMISME

**Dynamisme entrepreneurial**

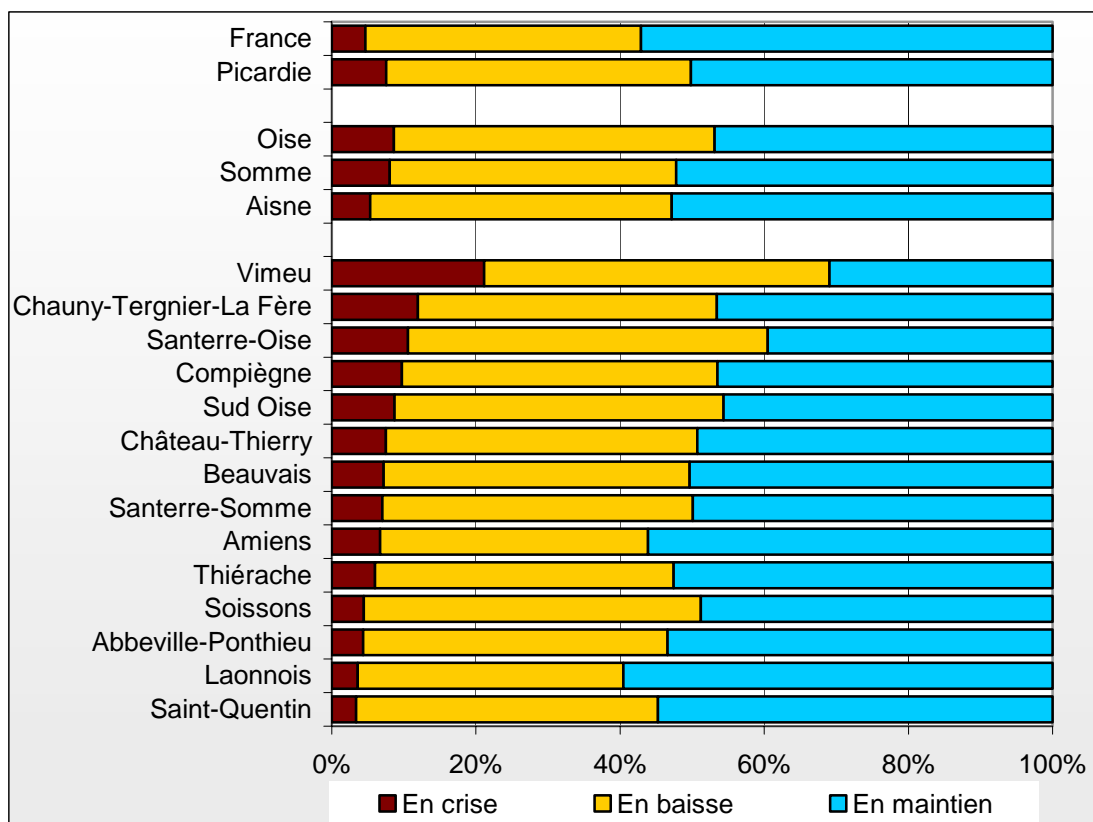
	Compiègne	Picardie
Création d'établissements en 2008	781	7 321
Taux de créations	11,7	11,6
Part des nouveaux établissements dans l'emploi salarié	15,6	13,6

Source : Insee, REE Sirene - CLAP

Raison sociale	Commune	Activité principale exercée	Effectif salarié au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	Observations
<b>Etablissements du secteur privé</b>				
CONTINENTAL FRANCE	Clairoix	Fabrication de pneumatiques	1 000 à 1 999	Fermeture programmée en mars 2010
BEAUTE RECHERCHE & INDUSTRIES	Lassigny	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	500 à 999	
SAINT-GOBAIN SEKURIT FRANCE	Thourotte	Façonnage et transformation du verre plat	500 à 999	
AVENTIS INTERCONTINENTAL	Compiègne	Fabrication de médicaments	500 à 999	
CARREFOUR HYPERMARCHES	Venette	Hypermarchés	500 à 999	
COLGATE-PALMOLIVE INDUSTRIEL	Compiègne	Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	500 à 999	Diminution de l'intérim fin 2008
SA A.M.BREZILLON	Noyon	Construction de bâtiments divers	500 à 999	
CLARIANT SPECIALTY FINE CHEMICALS	Trosly-Breuil	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	250 à 499	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS FRANCE	Venette	Fabrication de pièces techniques en matières plastiques	250 à 499	Difficultés annoncées fin 2008, début 2009
FM LOGISTIC	Longueil-Sainte-Marie	Transports routiers de marchandises interurbains	250 à 499	
CHANEL PARFUMS BEAUTE	Compiègne	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	250 à 499	
MATRA ELECTRONIQUE	Lacroix-Saint-Ouen	Fabrication de composants électroniques actifs	250 à 499	
<b>Etablissements du secteur public</b>				
GENERAL	Compiègne	Activités hospitalières	2 000 ou plus	
COMMUNE DE COMPIEGNE	Compiègne	Administration publique générale	500 à 999	
UNIVERSITE DE TECHNOLOGIE COMPIEGNE	Compiègne	Enseignement supérieur	500 à 999	
CENTRE HOSPITALIER DE NOYON	Noyon	Activités hospitalières	250 à 499	
COMMUNE DE NOYON	Noyon	Administration publique générale	100 à 249	

Source : Insee, Clap 2007

Répartition des emplois selon l'évolution récente du chiffre d'affaires des secteurs



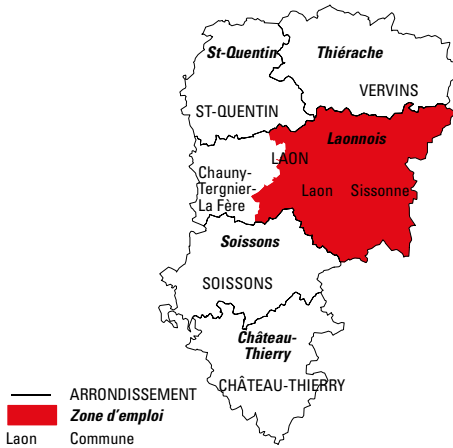
Note de lecture : Selon l'évolution nationale du chiffre d'affaires entre le 3ème trimestre 2008 et le 1er trimestre 2009, les activités économiques ont été réparties en 3 groupes. Un groupe de secteurs « en crise » avec une baisse de plus de 7% du chiffre d'affaires, comprenant l'industrie automobile, la chimie, caoutchouc, plastique, la métallurgie et transformation des métaux ainsi que la production de combustibles et de carburants, ce dernier en raison de la baisse du prix du pétrole.

Des secteurs classés « en baisse » connaissent une fin d'année 2008 ou un début 2009 difficile, la baisse du chiffre d'affaires est toutefois moins importante que pour le groupe précédent. Il s'agit de la plupart des secteurs industriels, du commerce, des services opérationnels.

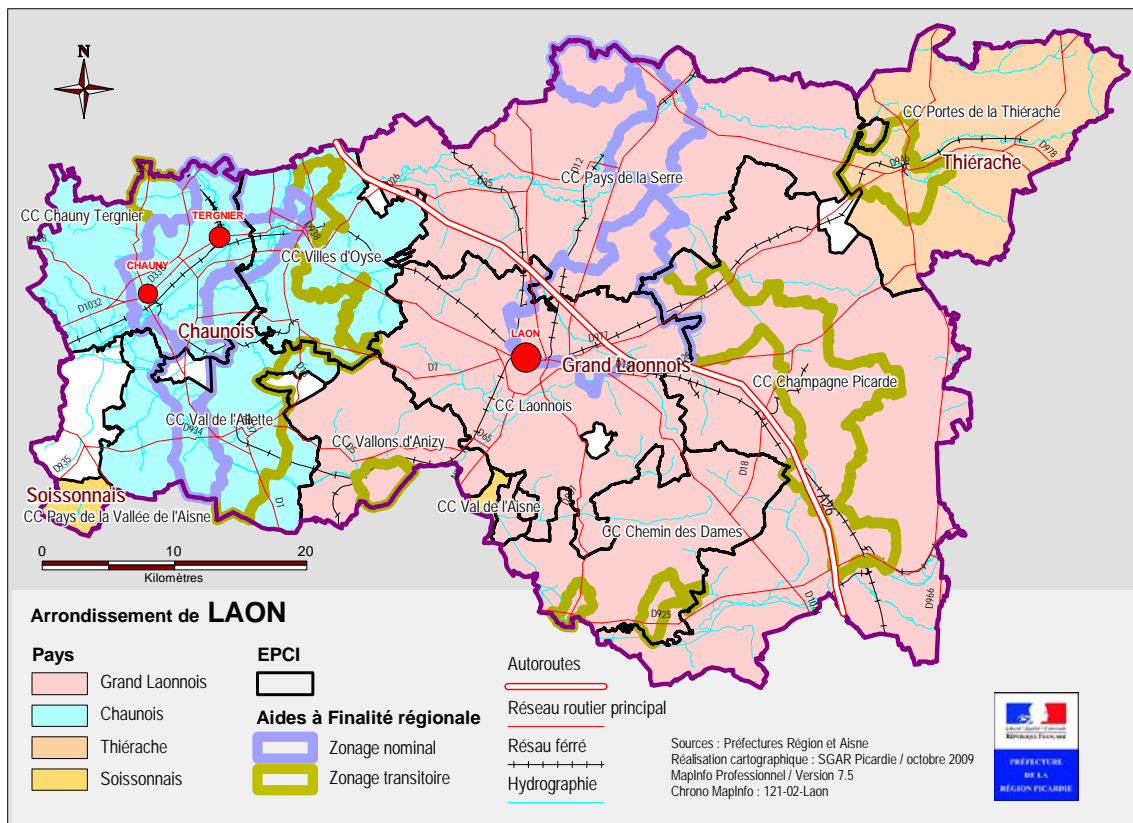
Le troisième groupe comprend les activités dont les chiffres d'affaires se maintiennent au moins l'un des deux trimestres observés : ce groupe compte les IAA, l'aéronautique et la parfumerie-entretien pour l'industrie, les activités de services et les services publics.

Source : Insee - Comptes Nationaux - Estimations d'emplois au 31/12/2007 provisoires





Depuis 7 ans, la population du Laonnois a progressé +2,4%, (Picardie +2,0). L'administration publique est le premier pourvoyeur d'emplois de la région. Entre 1999 et 2006, la population active a augmenté à un rythme beaucoup plus soutenu qu'entre 1990 et 1999. Les navettes travail-domicile vers l'extérieur du territoire se sont accrues. Trois fois plus d'emplois ont été créés qu'entre 1990 et 1999. Cependant, le taux de chômage reste très élevé (9,7%). L'atout de la zone d'emploi est la proximité de l'agglomération rémoise.



## DÉMOGRAPHIE

---

### ***La population de Laon augmente à nouveau***

Avec 99 180 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2006, la zone du Laonnois représente 18,5 % de la population axonnaise et 5,2 % de la population picarde. Plus d'un quart de la population est concentrée dans la ville de Laon (26 520 habitants).

La population de la zone a progressé en 7 ans (1999-2006) de +2,4%, soit un taux d'accroissement annuel de +0,3%. Cette progression, inférieure à celle observée sur le plan national (+0,7%), est du comparable à celle de la région la région. Le retour à la croissance démographique de la zone d'emploi contraste avec les années antérieures et la quasi-stabilité de la population département : +0,3% en 7 ans.

La ville de Laon, dont le nombre d'habitants diminuait depuis 1982, voit sa population croître à nouveau. La croissance démographique du Laonnois se situe dans une position intermédiaire entre le sud et le nord de l'Aisne. La majorité des communes au sud et au sud-est du territoire bénéficient d'une certaine attractivité résidentielle grâce à la proximité de Compiègne et de la métropole rémoise. A l'inverse, les communes du nord de la zone d'emploi perdent de la population. Au total, près de 40% des communes de la zone d'emploi ont perdu des habitants depuis 1999.

A l'instar de la Picardie, la population du Laonnois est relativement jeune, avec 27% de la population des ménages ayant moins de 20 ans en 2005. Toutefois, les plus de 60 ans sont plus nombreux qu'en moyenne en région : 19,2% contre 18,4%.

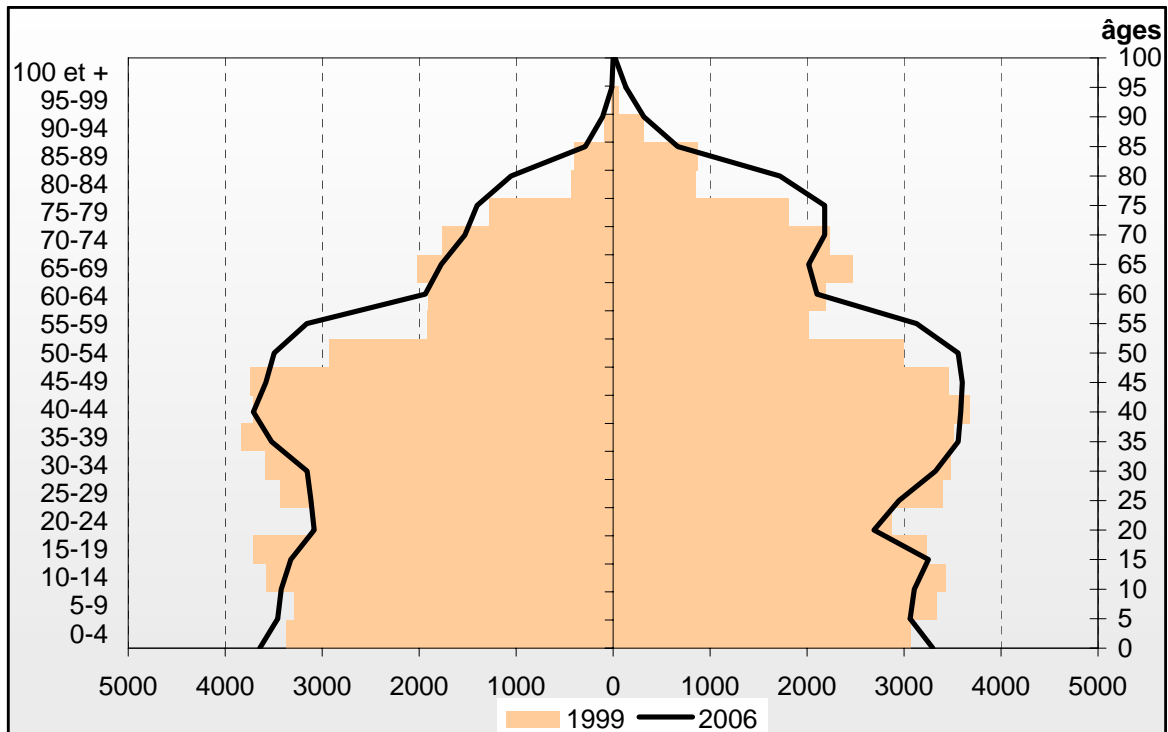
Le niveau de formation de la population est médian : à la fois les personnes sans diplôme et les personnes ayant un diplôme supérieur au baccalauréat sont relativement moins fréquentes qu'en moyenne régionale.

## Démographie

**Evolution de la population depuis 1990**

	1990	1999	2006
<b>Population</b>	<b>96 873</b>	<b>96 850</b>	<b>99 178</b>
	1990-1999	1999-2006	
Evolution de la population	<b>-23</b>	<b>2 328</b>	
due au solde naturel	3 172	2 682	
due au solde migratoire	-3 195	-354	
Taux d'évolution annuel moyen en %	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	
dû au solde naturel	0,4	0,4	
dû au solde migratoire	-0,4	-0,1	

Source : Insee, recensements

**Pyramide des âges de la population en 1999 et 2006**


Source : Insee, recensements

**Niveau de formation de la population**

Répartition de la population ayant achevé ses études selon le dernier diplôme obtenu

	Laonnois	Picardie	Ecart
Sans diplôme	<b>23,6</b>	24,5	-0,9
CEP / BEPC	<b>21,9</b>	20,7	1,2
CAP / BEP	<b>24,8</b>	24,8	0,0
BAC Général	<b>6,6</b>	6,4	0,2
BAC Professionnel	<b>7,7</b>	7,0	0,7
Diplôme supérieur au BAC	<b>15,4</b>	16,6	-1,2
Ensemble	<b>100,0</b>	100,0	

Source : Insee, recensement 2006

## SYSTÈME PRODUCTIF

### ***L'administration publique est le premier pourvoyeur d'emploi***

En 2007, la structure de l'emploi salarié se caractérise par une forte prédominance du secteur de l'éducation, santé, action sociale et administration, représentant globalement 41% des emplois, soit 10 points de plus qu'en région. En particulier, l'administration publique est le premier pourvoyeur d'emploi de la région (18% des emplois contre 11% en Picardie). Cette surreprésentation est liée au statut de préfecture de la ville de Laon.

L'agriculture, malgré son faible poids (2,7% de l'emploi), est aussi plus présente qu'en région (1,9%) et en France (1,5%). La vocation agricole du territoire se manifeste par les grandes cultures de betteraves et de pommes de terre et le centre de l'INRA, siège du pôle de compétitivité « industries et agro-ressources » qui œuvre à la valorisation non alimentaire du végétal.

La construction concentre 7,3% des emplois salariés du Laonnois, contre 6% en région et en France. Ce secteur joue un rôle moteur dans le Laonnois, avec de grands chantiers, tels que l'ouverture du Center Parcs, l'agrandissement du centre hospitalier. Ainsi, l'emploi dans la construction a progressé de +13% entre 2003 et 2006.

A l'inverse, l'industrie est très peu présente dans la zone, représentant seulement 13% des emplois salariés du Laonnois, contre 21% en région et 16% sur le plan national. C'est la zone d'emploi la moins industrielle de Picardie. De nombreux plans sociaux, plans de sauvegarde de l'emploi, délocalisations et restructurations, se sont enchaînés dans cette zone depuis le début des années 90. Ont été particulièrement touchés les secteurs des équipements du foyer (Atal à Laon), la chimie, caoutchouc, plastique et un peu plus récemment l'industrie des composants électriques (Câbles Pirelli à Laon) ainsi que l'industrie automobile (fermeture du site de production Valeo à Sissonne).

L'industrie agroalimentaire est le secteur le plus pourvoyeur d'emplois industriels (en lien avec le fort potentiel agricole de la zone), suivi de la métallurgie et transformation des métaux. On peut citer parmi les plus grandes entreprises de la zone : William Saurin (fabrication de plats préparés) à Pouilly Sur Serre, 330 salariés, et Crown Emballage France (fabrication d'emballages métalliques pour produits appertisés) à Laon, 350 salariés. Toutefois, ces deux secteurs perdent aussi régulièrement des emplois.

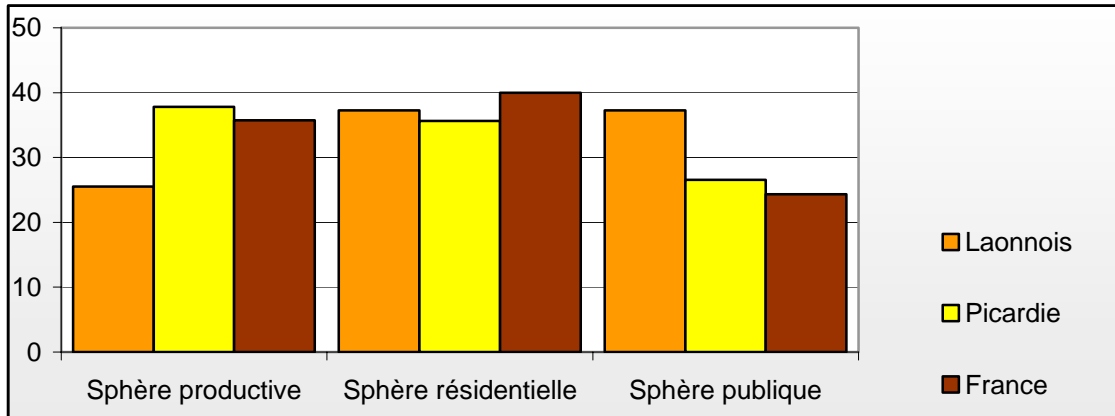
### ***Le Laonnois face à la crise.***

Les activités industrielles en lien avec l'automobile, premières touchées par la crise, ne représentent que 2% des emplois, quatre fois moins qu'en région. L'extension de la crise au cours de l'année à la sphère industrielle menace 40% des emplois du Laonnois soit 9 points de moins qu'en Picardie. La zone d'emploi est celle qui est la moins touchée de Picardie de par sa structure économique, orientée vers la sphère publique.

Malgré la faible part de l'industrie dans l'économie, et peut être en raison de cette faiblesse, la crise n'épargne pas le Laonnois : chômage partiel pour Hydro Aluminium Extrusion à Pinon, cessation d'activité envisagée de la Manufacture de Transformation du Textile à Montcornet (260 emplois) ou d'Impress à Laon (175 emplois). Des licenciements ont déjà eu lieu : liquidation judiciaire de Drapier à Laon, baisse d'effectifs chez Sonocas à Sissonne en fin d'année 2008.

## Système Productif

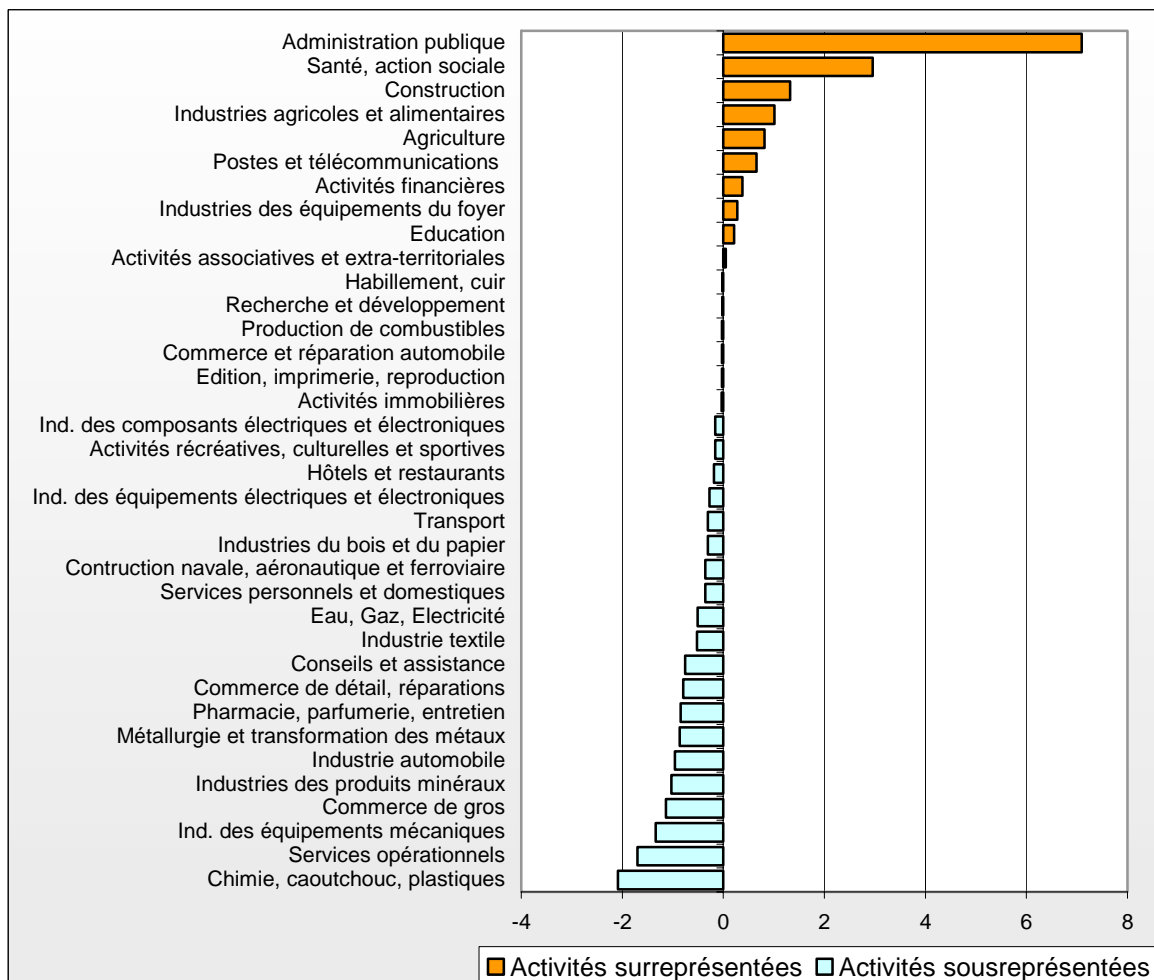
### Répartition de l'emploi salarié par sphère d'activité au 1<sup>er</sup> janvier 2007



Source : Insee, CLAP 2006

### Spécificité des activités économiques de la zone d'emploi

Différence entre la part de l'activité dans la zone et la part dans la région (en %)



Source : Insee, estimations d'emplois

## Marché du Travail

### **Trois fois plus d'emplois créés qu'entre 1990 et 1999**

En 2006, la population active du Laonnois s'élève à 45 700 personnes alors que le nombre d'emplois est de 38 200. Les déplacements domicile-travail s'intensifient, la zone d'emploi est de plus en plus ouverte sur les échanges à proximité et principalement avec la zone d'emploi Rémoise.

Entre 1999 et 2006, la population active a augmenté de 2 600 personnes, à un rythme beaucoup plus soutenu qu'entre 1990 et 1999. Cette croissance est entretenue par l'installation d'actifs travaillant dans d'autres zones : les navettes travail-domicile vers l'extérieur du territoire se sont accrues d'environ 400 par an. Ainsi, 3 500 habitants du Laonnois travaillent dans la zone d'emploi de Reims.

Cette croissance de la population active s'est accompagnée d'une augmentation de l'emploi dans les mêmes proportions : plus de 300 emplois ont été créés chaque année, soit trois fois plus qu'entre 1990 et 1999. Ces emplois ont absorbé une partie du chômage et ont ouvert les portes aux zones d'emplois environnantes : 7 400 actifs externes au Laonnois travaillent dorénavant dans la zone, 1 200 de plus qu'en 1999.

### **Le chômage**

Avec 9,7 % au quatrième trimestre 2008, le taux de chômage dans la zone d'emploi du Laonnois est très élevé. Il est supérieur de 0,8 point à la moyenne régionale, et de 1,9 point par rapport au niveau observé en France. L'écart avec la région a commencé à apparaître fin 2003.

Entre 2002 et 2007, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 5% dans la zone (16% en région) : baisse qui concerne les demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans (-8%). Le Laonnois est la zone d'emploi picarde dont l'effectif des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans a le plus augmenté : ils représentent 23,1% des chômeurs en 2007, contre 21,2% en 2002. Les seniors (50 ans et plus), constituent 16,2% des demandeurs d'emploi en 2007, ils sont légèrement surreprésentés par rapport à la région.

Les demandeurs d'emploi sont moins qualifiés qu'en région : les techniciens et cadres représentent moins de 7% des demandeurs d'emploi contre 9,5% en moyenne régionale. La part des ouvriers, qualifiés ou non, ainsi que celle des employés est plus importante que dans le reste de la Picardie.

## Marché du Travail

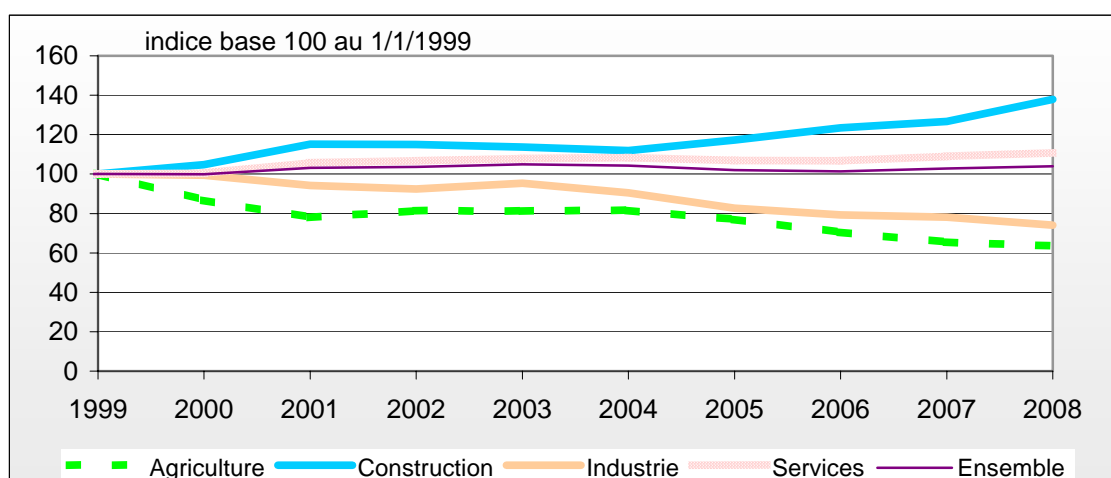
### Equilibrage du marché du travail depuis 1990

	1990	1999	2006
Population active résidente	42 200	43 100	45 700
Actif ayant un emploi dans la zone*	35 200	36 000	38 200
Chômeurs *	5 200	6 100	5 500
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	4 200	6 200	7 400
Habitants travaillant dans une autre zone	5 300	6 900	9 400
<b>Solde des navettes</b>	<b>-1 100</b>	<b>-700</b>	<b>-2 000</b>

\* selon la situation déclarée au recensement, différente de la situation selon la définition officielle du

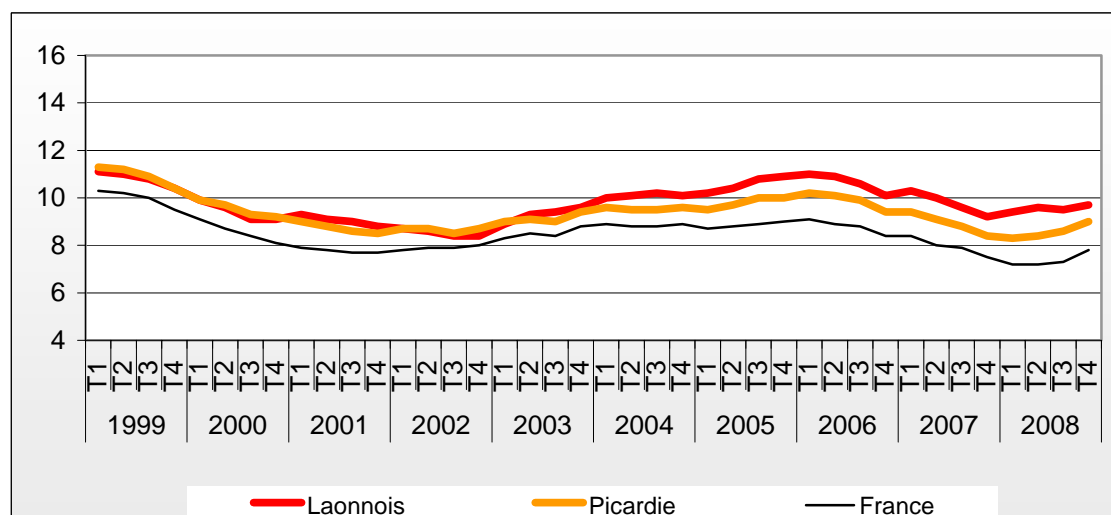
Source : Insee, recensements

### Évolution de l'emploi salarié



Source : Insee, estimations d'emplois

### Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage trimestriels localisés

## Attractivité - Dynamisme

---

### ***Un dynamisme économique moyen soutenu par l'agglomération rémoise***

En 2008, 324 établissements ont été créés dans le Laonnois. Le taux de création d'établissements est sous la moyenne picarde pour l'industrie et le commerce et au niveau de la région pour la construction et les services.

La place des nouvelles entreprises dans l'emploi salarié de la zone est aussi inférieure à la moyenne picarde. Les nouveaux établissements génèrent proportionnellement moins d'emplois salariés au démarrage que la moyenne régionale sauf pour les activités commerciales.

Au regard des créations d'établissements et d'emplois dans ces nouveaux établissements, la zone d'emplois de Laon se situe au milieu du classement picard et dans le deuxième tiers des 348 zones de métropole.

Parmi les 80 zones d'emploi de métropole dont la plus grande ville compte entre 20 000 et 40 000 habitants, Laon se situe à la cinquante-septième place d'un classement dominé par les villes du littoral (Draguignan, Sète, Salon-de-Provence ou Bordeaux-Arcachonnais). Ne bénéficiant pas de cet atout maritime, l'attractivité de Laon se situe à un niveau central par rapport aux autres zones d'emploi de structure similaire.

Les atouts de la zone d'emploi sont la proximité de l'agglomération rémoise soutenue par les infrastructures de transports et le statut de préfecture. En revanche, le Laonnois demeure encore en dehors de l'influence francilienne qui s'est renforcée ces dernières années aux frontières sud du territoire, dans les zones de Soissons et Château-Thierry.



## ATTRACTIVITÉ - DYNAMISME

**Dynamisme entrepreneurial**

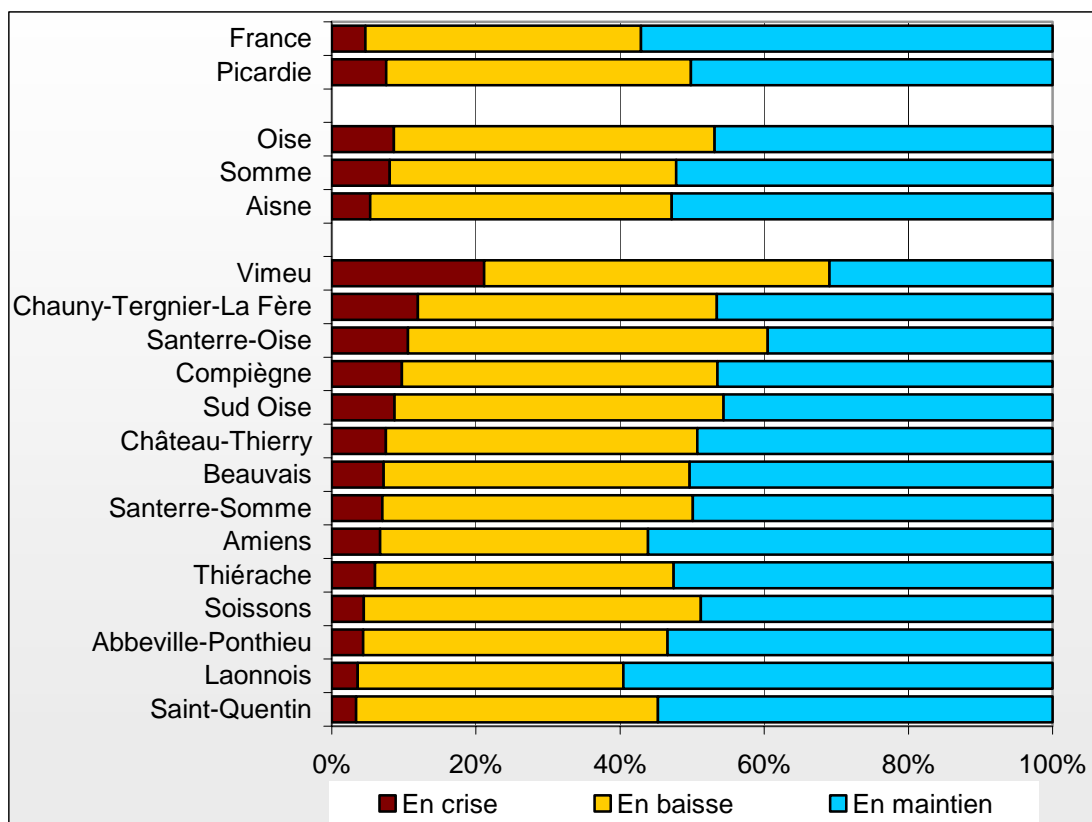
	Laonnois	Picardie
Création d'établissements en 2008	<b>324</b>	7 321
Taux de créations	<b>11,0</b>	11,6
Part des nouveaux établissements dans l'emploi salarié	<b>13,4</b>	13,6

Source : Insee, REE Sirene - CLAP

Raison sociale	Commune	Activité principale exercée	Effectif salarié au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	Observations
<b>Etablissements du secteur privé</b>				
CROWN EMBALLAGE FRANCE SAS	Laon	Fabrication d'emballages métalliques légers	250 à 499	
WILLIAM SAURIN	Pouilly-sur-Serre	Préparation industrielle de produits à base de viandes	250 à 499	
SNC DOMAINE DU LAC DE L AILETTE	Chamouille	Autre hébergement touristique	250 à 499	
NOIROT	Laon	Fabrication d'appareils électroménagers	250 à 499	
MANUFACTURE TRANSFORMATION TEXTILE	Montcornet	Fabrication de pièces techniques	250 à 499	Des difficultés ont été annoncées en avril 2009
BAYER CROPS SCIENCE France	Marle	Conditionnement à façon	250 à 499	
LAONDIS	Chambry	Hypermarchés	250 à 499	
EIFFAGE CONSTRUCTION AISNE	Laon	Construction de bâtiments divers	250 à 499	
CONTINENT 2001	Laon	Hypermarchés	100 à 249	
SINKA VOLUTE	Bruyères-et-Montbérault	Activités de nettoyage	100 à 249	
SOCIETE ANIZIENNE DE CONSTRUCTION	Anizy-le-Château	Construction de bâtiments divers	100 à 249	
CAISSE REGION CREDIT AGRIC MUTUEL N-EST	Laon	Banques mutualistes	100 à 249	
<b>Etablissements du secteur public</b>				
CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE LAON	Laon	Activités hospitalières	1 000 à 1 999	
ETS PUBLIC SANTE MENTALE DE L' AISNE	Prémontré	Activités hospitalières	1 000 à 1 999	
DEPARTEMENT DE L AISNE	Laon	Administration publique générale	500 à 999	
COMMUNE DE LAON	Laon	Administration publique générale	250 à 499	
DEPARTEMENT DE L AISNE	Laon	Administration publique générale	250 à 499	
ETS PUBLIC REINSERTION PAR MEDICO SOCIAL	Liesse-Notre-Dame	Accueil des enfants handicapés	250 à 499	
SCE DEP DE L' EDUCATION NATIONALE	Laon	Tutelle des activités sociales	250 à 499	
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	Laon	Tutelle des activités économiques	100 à 249	

Source : Insee, Clap 2007

**Répartition des emplois selon l'évolution récente du chiffre d'affaires des secteurs**



Note de lecture : Selon l'évolution nationale du chiffre d'affaires entre le 3ème trimestre 2008 et le 1er trimestre 2009, les activités économiques ont été réparties en 3 groupes. Un groupe de secteurs « en crise » avec une baisse de plus de 7% du chiffre d'affaires, comprenant l'industrie automobile, la chimie, caoutchouc, plastique, la métallurgie et transformation des métaux ainsi que la production de combustibles et de carburants, ce dernier en raison de la baisse du prix du pétrole.

Des secteurs classés « en baisse » connaissent une fin d'année 2008 ou un début 2009 difficile, la baisse du chiffre d'affaires est toutefois moins importante que pour le groupe précédent. Il s'agit de la plupart des secteurs industriels, du commerce, des services opérationnels.

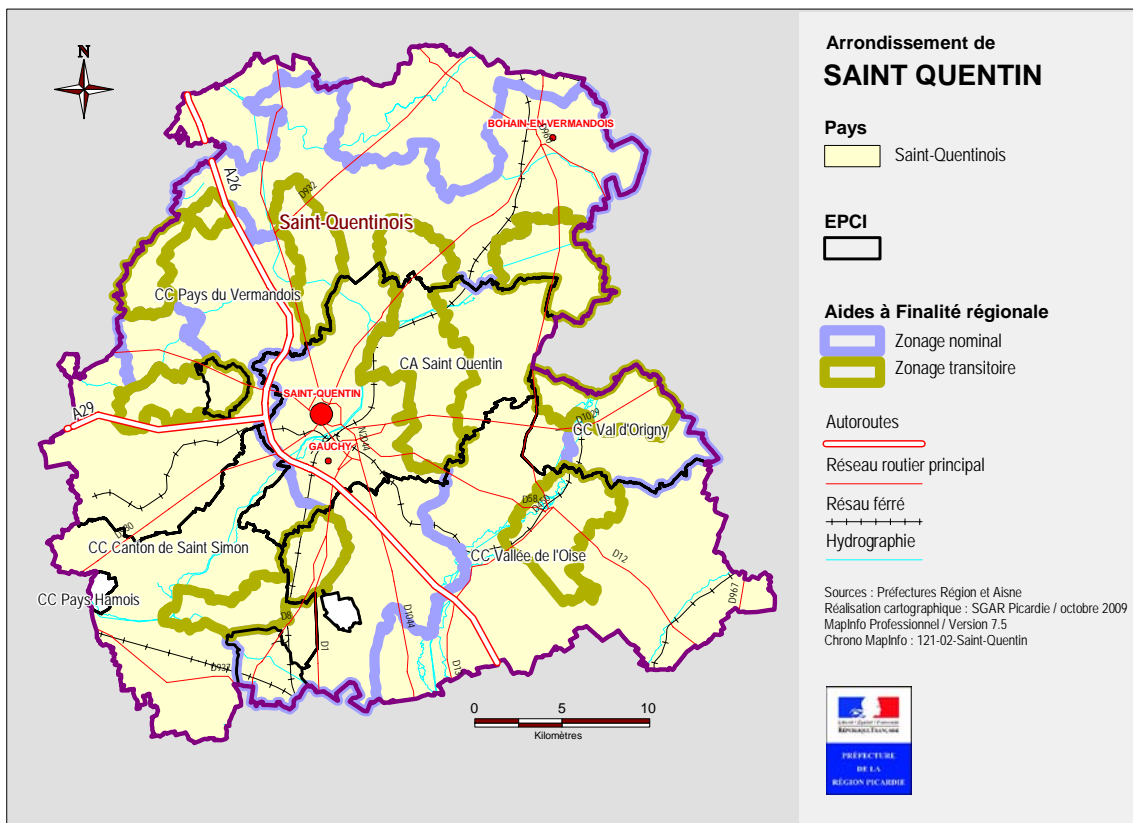
Le troisième groupe comprend les activités dont les chiffres d'affaires se maintiennent au moins l'un des deux trimestres observés : ce groupe compte les IAA, l'aéronautique et la parfumerie-entretien pour l'industrie, les activités de services et les services publics.

Source : Insee - Comptes Nationaux - Estimations d'emplois au 31/12/2007 provisoires



— ARRONDISSEMENT  
 ■ Zone d'emploi  
 ■ St-Quentin Commune

*La zone d'emploi de Saint-Quentin est la plus peuplée de l'Aisne même si elle connaît une baisse continue de sa population. Tournée vers l'industrie, son économie peine à trouver un second souffle. Seule la ville de Saint-Quentin orchestre le marché du travail de ce territoire. Le taux de chômage de la zone s'élève à 12.7%, taux le plus élevé de la région. Cette situation perdure depuis 1999. L'attractivité du Saint-Quentinois pour les nouvelles entreprises est inférieure à ce que l'on pourrait espérer pour une agglomération de cette taille.*



**Arrondissement de SAINT-QUENTIN**

**Pays**  
 ■ Saint-Quentinois

**EPCI**  
 ■

**Aides à Finalité régionale**  
 ■ Zonage nominal  
 ■ Zonage transitoire

Autoroutes  
 Réseau routier principal  
 Réseau ferré  
 Hydrographie

Sources : Préfectures Région et Aisne  
 Réalisation cartographique : SGAR Picardie / octobre 2009  
 MapInfo Professionnel / Version 7.5  
 Chrono MapInfo : 121-02-Saint-Quentin



## DÉMOGRAPHIE

---

### ***Une population toujours en baisse***

En 2006, la zone d'emploi de Saint-Quentin compte un peu plus de 130 000 habitants. Zone d'emploi la plus peuplée de l'Aisne, elle se classe au cinquième rang régional. Première commune du département, avec plus de 60 000 habitants, Saint-Quentin concentre près de 50% de la population totale de la zone d'emploi, en contraste avec le reste du territoire à dominante rurale.

La population de la zone d'emploi a diminué de 3 000 habitants entre 1999 et 2006, au même rythme qu'entre 1990 et 1999. Sous l'effet d'un solde migratoire extrêmement déficitaire et du ralentissement de la croissance naturelle de la population, le Saint-Quentinois connaît une baisse continue de sa population. Les moins de 30 ans fournissent le plus fort contingent de migrants. Les 20 à 49 ans sont relativement moins présents que dans le reste de la région, ce qui contribue au vieillissement de la zone et à une baisse de la natalité.

Plus âgée, la population de la zone est également moins formée. La part des titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme plus élevé est de 3 points inférieure à celle de la Picardie.

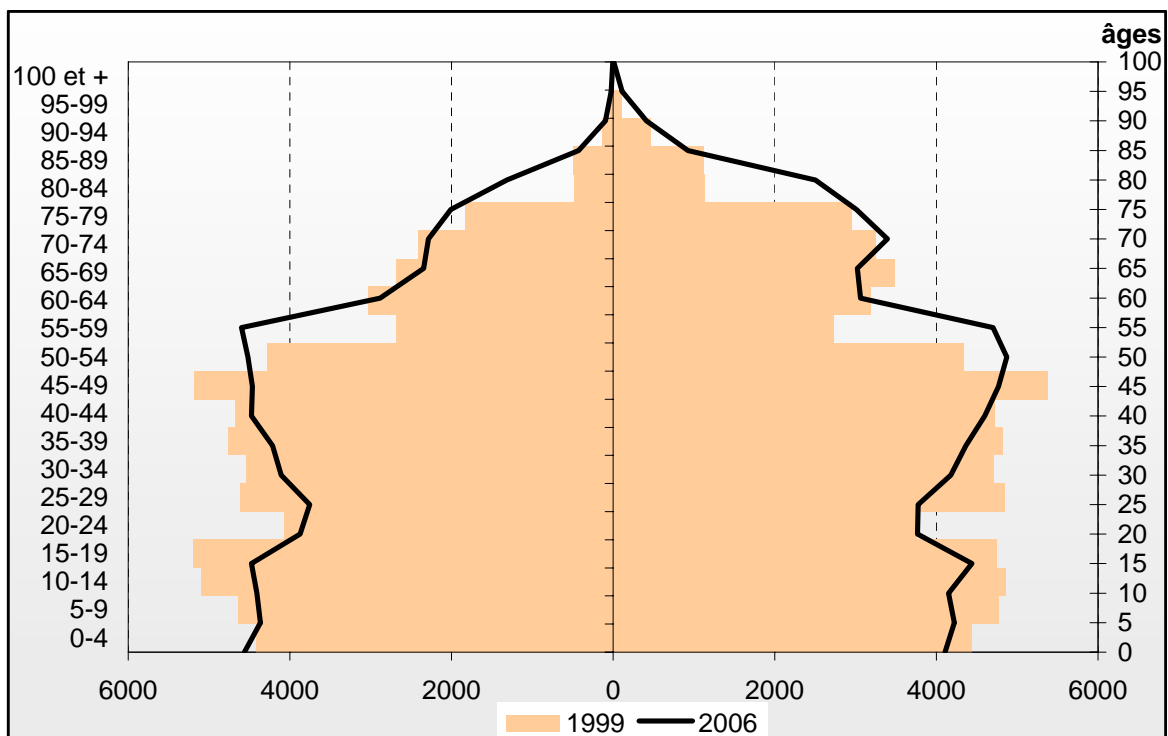
## Démographie

### Evolution de la population depuis 1990

	1990	1999	2006
<b>Population</b>	<b>137 621</b>	<b>134 529</b>	<b>131 665</b>
	1990-1999	1999-2006	
Evolution de la population	<b>-3 092</b>	<b>-2 864</b>	
due au solde naturel	4 526	3 159	
due au solde migratoire	-7 618	-6 023	
Taux d'évolution annuel moyen en %	<b>-0,3</b>	<b>-0,3</b>	
dû au solde naturel	0,4	0,3	
dû au solde migratoire	-0,6	-0,6	

Source : Insee, recensements

### Pyramide des âges de la population en 1999 et 2006



Source : Insee, recensements

### Niveau de formation de la population

Répartition de la population ayant achevé ses études selon le dernier diplôme obtenu

	Saint-Quentin	Picardie	Ecart
Sans diplôme	<b>25,1</b>	24,5	0,6
CEP / BEPC	<b>23,0</b>	20,7	2,4
CAP / BEP	<b>25,0</b>	24,8	0,2
BAC Général	<b>6,2</b>	6,4	-0,2
BAC Professionnel	<b>6,1</b>	7,0	-0,9
Diplôme supérieur au BAC	<b>14,6</b>	16,6	-2,0
Ensemble	<b>100,0</b>	100,0	

Source : Insee, recensement 2006

## SYSTÈME PRODUCTIF

### ***Une économie qui peine à trouver un second souffle***

La structure économique du Saint-Quentinois est aujourd'hui identique à la moyenne régionale, avec une sphère productive un peu plus représentée qu'en moyenne nationale et une sphère résidentielle un peu moins présente.

L'industrialisation ancienne de cette zone d'emploi, fondée sur le textile, le travail des métaux et la mécanique, n'a pas résisté à la crise de ces industries depuis les années soixante-dix jusqu'à récemment. Depuis 1999, les emplois dans l'industrie se sont réduits d'un quart : en 1999, 27% des actifs de la zone travaillaient dans l'industrie, au 1<sup>er</sup> janvier 2008, ils ne sont plus que 20%, au même niveau que la moyenne régionale.

Le Bourget SA à Fresnoy-le-Grand est le dernier fleuron local de l'industrie textile qui compte quelques établissements dans le prolongement du pôle des métiers de la broderie du Cambrésis. Le Saint-Quentinois, associé au Nord-Pas-de-Calais, au sein du pôle de compétitivité Up-Text, investit par cet intermédiaire sur les textiles innovants et la customisation des produits textiles.

La métallurgie et l'industrie mécanique, qui avaient une réputation internationale, ont gardé quelques témoins de ce passé : *ENSIVAL Moret* (pompes industrielles), *Le Creuset* à Fresnoy-le-Grand ou d'implantation plus récente *MBK* à Rouvroy (motocycles).

Ces secteurs industriels perdent régulièrement des emplois au contraire d'une industrie agroalimentaire diversifiée qui bénéficie de l'agriculture intensive locale. Les usines de Nestlé France à Itancourt et Téréos à Origny-Sainte-Benoîte font désormais partie des 10 plus grands établissements industriels de la zone. L'emploi s'y maintient alors qu'il recule au niveau régional, peut être en raison des synergies avec l'agriculture locale.

Depuis 1999, le développement important du secteur de la construction et dans une moindre mesure des services compense presque les pertes d'emplois de l'industrie.

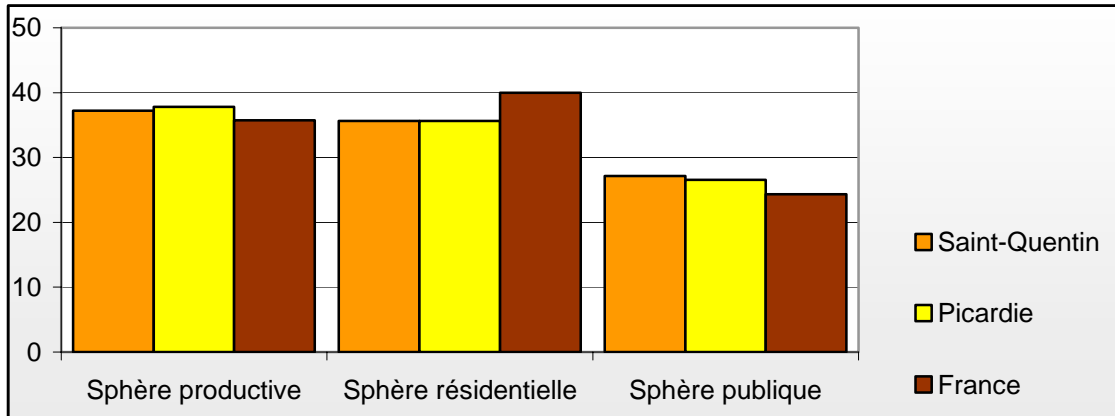
### ***La crise au chevet d'une convalescente***

Avec un appareil productif local en pleine mutation et déjà fortement impacté par les crises économiques précédentes, le Saint-Quentinois est moins spécialisé que les autres zones de Picardie dans les secteurs les plus touchés par la crise économique actuelle : l'industrie automobile ou la chimie-caoutchouc-plastique. Néanmoins, quelques grands établissements sont concernés : *Malhé Filtersystème France* à Seboncourt (filtres à air) ou *MBK* qui connaissent une baisse d'activité, la première envisage un plan social, la seconde a perdu 200 emplois entre décembre 2007 et mars 2009.

Parmi les activités prises dans l'étreinte de la crise, il faut garder l'œil sur le textile qui n'en finit plus de décliner et la mécanique qui a connu trente années de tourmente. Des fermetures d'usines sont déjà annoncées, comme PCI Centrale à Saint-Quentin. La nouvelle spécialisation du territoire dans l'industrie agroalimentaire, qui résiste à la crise jusqu'à présent, constitue une note optimiste dans un avenir bien nuageux.

## Système Productif

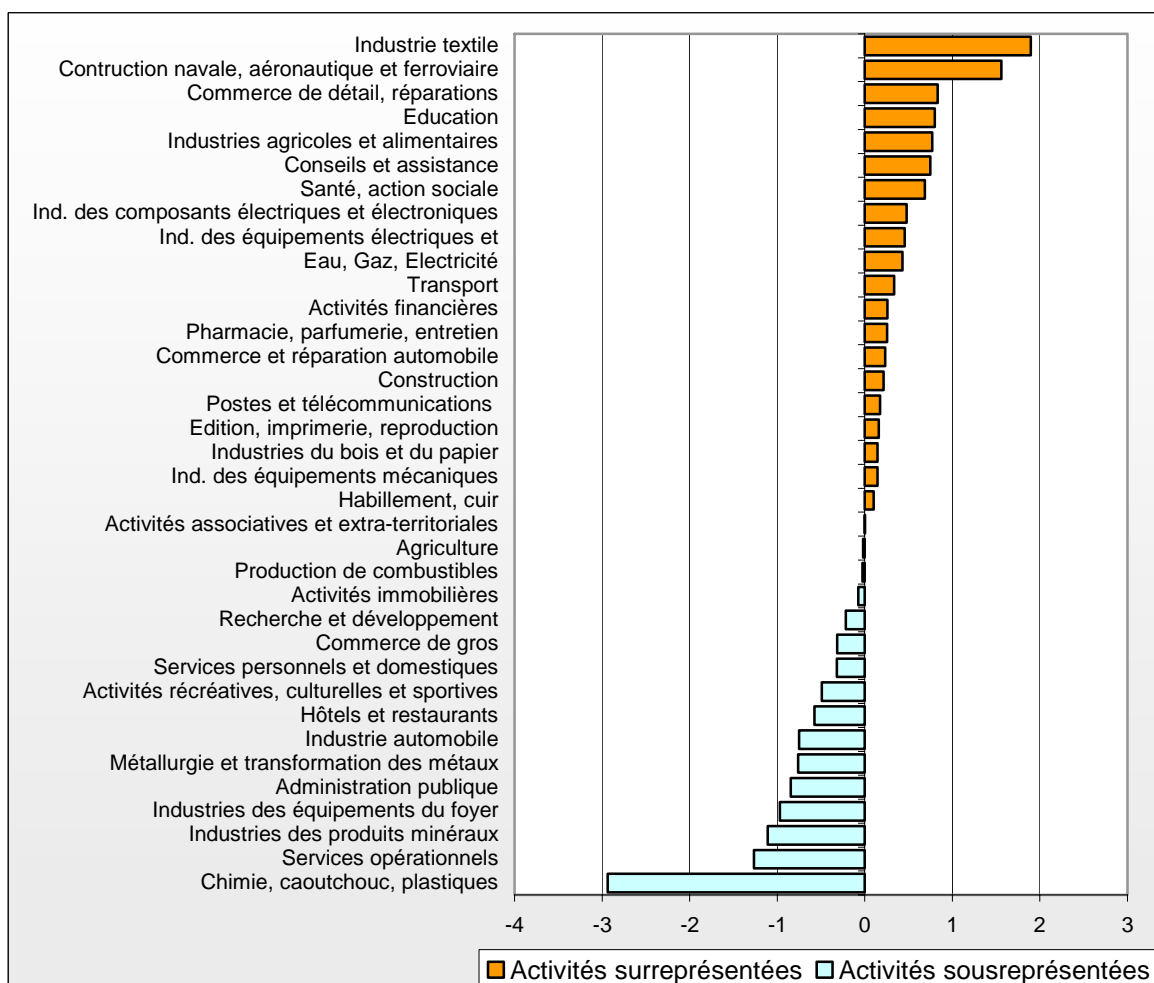
### Répartition de l'emploi salarié par sphère d'activité au 1<sup>er</sup> janvier 2007



Source : Insee, CLAP 2006

### Spécificité des activités économiques de la zone d'emploi

Différence entre la part de l'activité dans la zone et la part dans la région (en %)



Source : Insee, estimations d'emplois

## Marché du Travail

### ***Peu d'ouvertures extérieures pour le marché du travail***

En 2006 la population active du Saint-Quentinois s'élève à 57 000 personnes pour 48 000 emplois. C'est le cinquième plus grand marché du travail de la région et le plus important de l'Aisne. L'écart entre l'emploi et la population active disponible n'est pas compensé par les échanges de travailleurs avec les territoires environnants, aussi c'est le chômage qui constitue la composante d'équilibre. Le taux de chômage élevé provoque l'émigration des actifs à la recherche d'un emploi, ce qui se traduit par une dégradation du solde migratoire et la baisse de la population.

La situation géographique du Saint-Quentinois offre en effet peu de débouchés externes proches des habitants qui voudraient travailler à l'extérieur de la zone d'emploi tout en y gardant leur résidence. Les zones d'emploi environnantes ont traversé des périodes difficiles, Maubeuge et Avesnes au nord, la Thiérache et Chauny dans l'Aisne et le Santerre-Somme à l'ouest. Néanmoins, les navettes sortantes ont augmenté de 1 300 personnes entre 1999 et 2006.

Cette ouverture des échanges est asymétrique, les habitants des zones voisines qui viennent travailler dans le Saint-Quentinois n'ont augmenté que de 600, freinés par la faible croissance de l'emploi. Mais cette croissance, qui met un terme à deux décennies de baisse, a cependant permis de résorber une partie du chômage : le nombre de chômeurs passe de 10 500 à 8 500 entre 1999 et 2006.

Plus grand pôle urbain d'un territoire qui dépasse les limites de la zone d'emploi et même de la Picardie, Saint-Quentin orchestre le marché du travail de ce territoire. En période de croissance de l'emploi, Saint-Quentin offre des débouchés à la population active des environs, comme avant 1975, en période de baisse ou de stagnation, c'est l'attractivité de tout le territoire qui s'en ressent.

### ***Le taux de chômage le plus élevé de la région***

Au quatrième trimestre 2008 le taux de chômage de la zone s'élève à 12.7%, taux le plus élevé de la région. Cette situation perdure depuis 1999. Le taux de chômage est structurellement supérieur de 3.5 points à l'ensemble de la Picardie et supérieur de 4.5 points à la moyenne nationale. L'ensemble de l'Aisne est fortement touché par le chômage, et notamment sa partie nord avec les zones d'emploi de la Thiérache et de Chauny-Tergnier-La Fère. Malgré tout, le chômage recule dans la zone depuis 1999 : le taux passe de près de 15% à un minimum de 11.5% fin 2007, même si sur les dernières périodes la tendance repart à la hausse.

Entre 2002 et 2007, le nombre de demandeurs d'emploi a chuté de plus de 17% sur Saint-Quentin. Cette baisse profite à l'ensemble des chômeurs sans distinction d'âge et de sexe. Mais les premiers bénéficiaires sont les chômeurs de longue durée : 27% de moins en 2007 qu'en 2002. Alors qu'ils représentaient 43% des chômeurs de la zone, ils ne sont plus que 38% en 2007. Saint-Quentin après avoir connu le taux de chômage de longue durée le plus élevé de la région rentre dans le rang et se situe au niveau de la moyenne régionale.



## Marché du Travail

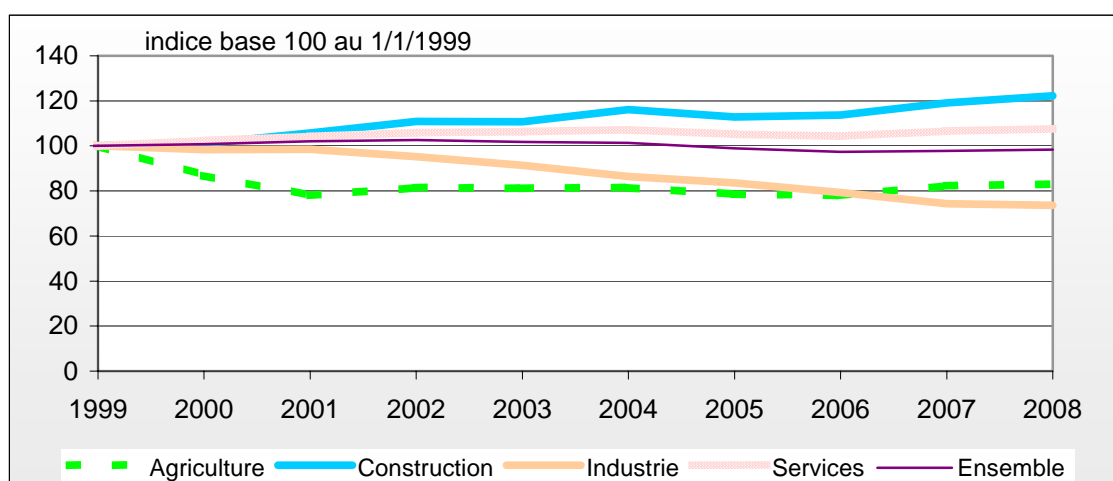
### Equilibrage du marché du travail depuis 1990

	1990	1999	2006
Population active résidente	58 800	58 400	57 500
Actif ayant un emploi dans la zone*	49 000	47 500	47 900
Chômeurs *	8 300	10 400	8 600
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	4 900	6 700	7 300
Habitants travaillant dans une autre zone	5 600	7 100	8 400
<b>Solde des navettes</b>	<b>-700</b>	<b>-400</b>	<b>-1 100</b>

\* selon la situation déclarée au recensement, différente de la situation selon la définition officielle du

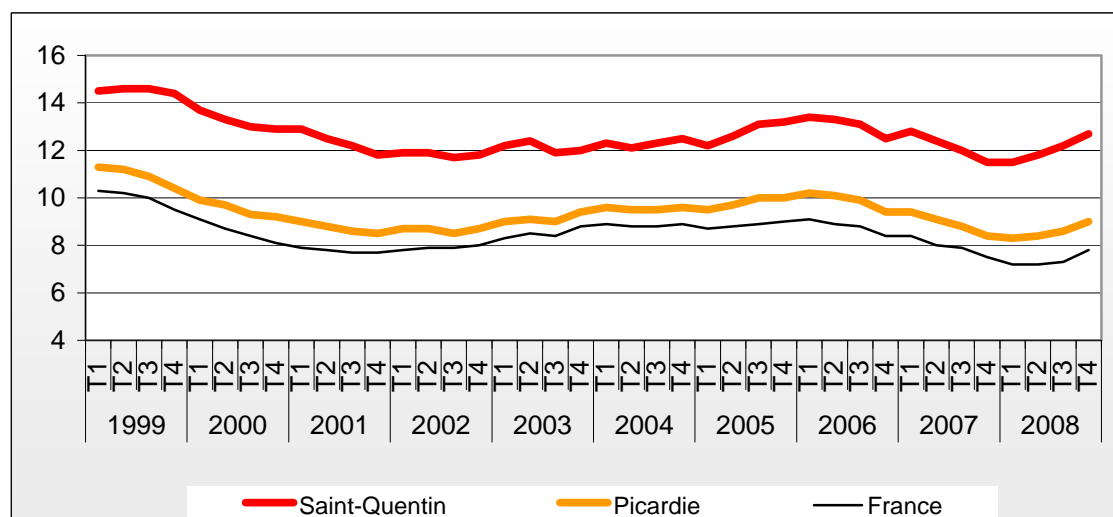
Source : Insee, recensements

### Évolution de l'emploi salarié



Source : Insee, estimations d'emplois

### Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage trimestriels localisés

## Attractivité - Dynamisme

---

### ***L'attractivité du territoire***

Le dynamisme de la création d'établissements du Saint-Quentinois se situe au niveau de la moyenne régionale (11,4% contre 11,6%). Plus de 460 établissements ont vu le jour en 2008 dans la zone d'emploi. Il se crée relativement plus d'établissements dans le commerce (+1 point) et un peu moins d'établissements de services (-1 point) que la moyenne régionale.

Cependant, la part des nouvelles unités dans l'emploi salarié est plus modeste que dans le reste de la Picardie. C'est le cas dans tous les secteurs activités et plus particulièrement dans les services où l'écart atteint trois points en faveur de la région.

Un taux moyen de création d'établissements et une part modeste de ces nouveaux établissements dans l'emploi placent le Saint-Quentinois au neuvième rang des zones d'emplois picardes pour son attractivité économique, juste derrière le Laonnois, zone d'emploi de l'Aisne la mieux placée.

Saint Quentin se classe dans le dernier tiers des 348 zones d'emploi métropolitaines au niveau de Clermont-Ferrand, Rôdez, Cherbourg ou Fécamp. Par rapport aux 40 zones d'emploi dont la commune centre compte entre 50 000 et 100 000 habitants, la zone picarde se retrouve en fin de classement avec des zones comme Colmar-Neuf-Brisach ou la Vallée de la Meuse.

L'attractivité du Saint-Quentinois pour les nouvelles entreprises est inférieure à ce que l'on pourrait espérer pour une agglomération de cette taille. L'histoire et la géographie pénalisent ce territoire :

- l'histoire d'une industrie performante dont les crises successives ont entravé les possibilités de rebondir.
- une situation géographique un peu à l'écart de l'axe nord-sud constitué de l'A1 et de la ligne TGV, axe qui relègue le port fluvial au second plan.

L'autoroute A29 et le projet du canal Seine-Nord replacent, ou replaceront, St Quentin au cœur des voies de communications et peuvent donner un nouvel élan à son développement économique.

## ATTRACTIVITÉ - DYNAMISME

**Dynamisme entrepreneurial**

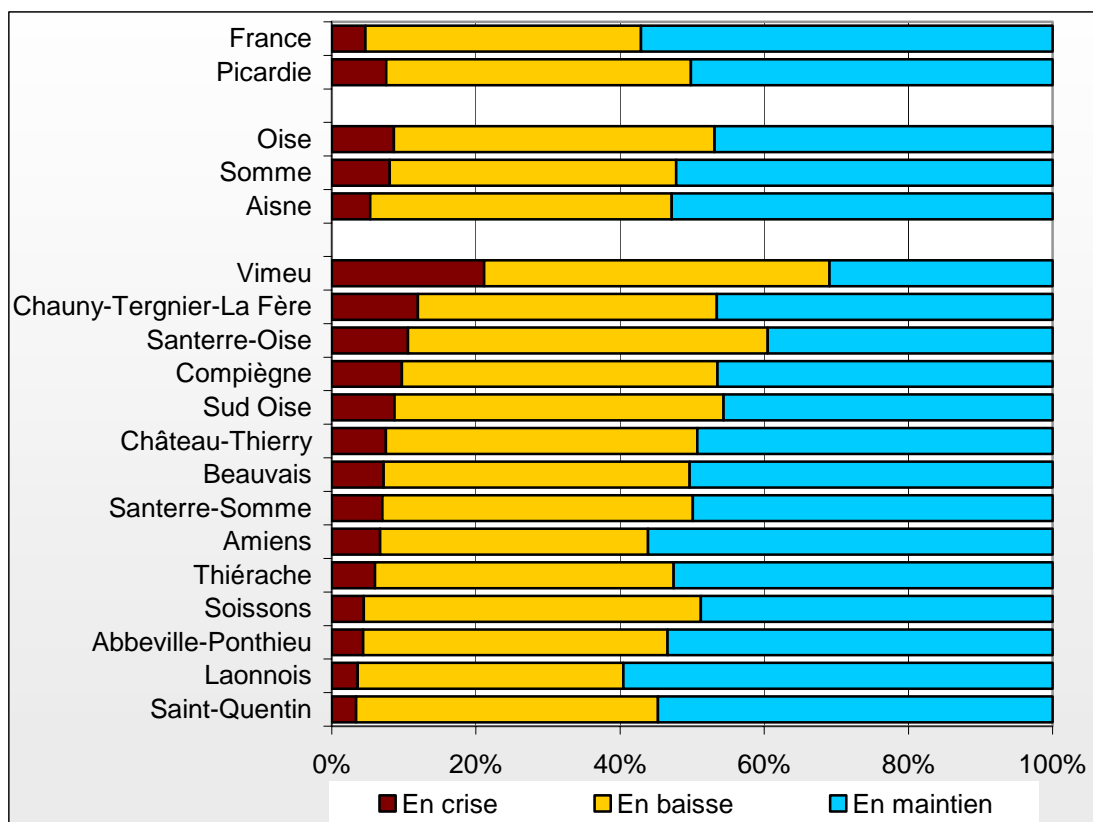
	Saint-Quentin	Picardie
Création d'établissements en 2008	<b>518</b>	7 321
Taux de créations	<b>11,4</b>	11,6
Part des nouveaux établissements dans l'emploi salarié	<b>12,5</b>	13,6

Source : Insee, REE Sirene - CLAP

Raison sociale	Commune	Activité principale exercée	Effectif salarié au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	Observations
<b>Etablissements du secteur privé</b>				
MBK INDUSTRIE	Rouvroy	Fabrication de motocycles	500 à 999	Plan social annoncé, 20% de l'emploi
LE CREUSET	Fresnoy-le-Grand	Fabrication d'articles métalliques ménagers	250 à 499	Activité en plein essor
AUCHAN FRANCE	Fayet	Hypermarchés	250 à 499	
POLYCLINIQUE SAINT-CLAUDE	Saint-Quentin	Activités hospitalières	250 à 499	
SOPROCOS	Gauchy	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	250 à 499	
CORA	Saint-Quentin	Hypermarchés	250 à 499	
FAPAGAU ET COMPAGNIE	Gauchy	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	250 à 499	
NESTLE FRANCE	Itancourt	Industries alimentaires diverses	250 à 499	Chômage partiel en 2009
LE BOURGET SA	Fresnoy-le-Grand	Fabrication de bas et chaussettes	250 à 499	
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE	Saint-Quentin	Activités générales de sécurité sociale	250 à 499	
CEREAL PARTNERS FRANCE	Itancourt	Autres activités de travail des grains	250 à 499	
TEREOS	Origny-Sainte-Benoite	Fabrication de sucre	100 à 249	
<b>Etablissements du secteur public</b>				
CENTRE HOSPITALIER GENERAL ST QUENTIN	Saint-Quentin	Activités hospitalières	2 000 ou plus	
COMMUNE DE SAINT QUENTIN	Saint-Quentin	Administration publique générale	1 000 à 1 999	
COMMUNAUTE AGGLOMERATION ST QUENTIN	Saint-Quentin	Administration publique générale	250 à 499	
LYCEE TECHNIQUE REGIONAL CONDORCET	Saint-Quentin	Enseignement secondaire général	100 à 249	
DIRECTION ZONALE DES CRS NORD	Saint-Quentin	Police	100 à 249	
CENTRE HOSPITALIER GENERAL ST QUENTIN	Saint-Quentin	Activités hospitalières	100 à 249	
SI AIDE A DOMICILE DE SAINT QUENTIN	Saint-Quentin	Aide à domicile	100 à 249	

Source : Insee, Clap 2007

**Répartition des emplois selon l'évolution récente du chiffre d'affaires des secteurs**

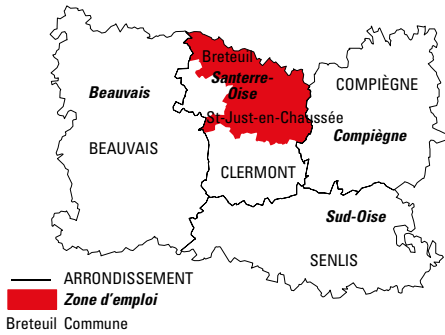


Note de lecture : Selon l'évolution nationale du chiffre d'affaires entre le 3ème trimestre 2008 et le 1er trimestre 2009, les activités économiques ont été réparties en 3 groupes. Un groupe de secteurs « en crise » avec une baisse de plus de 7% du chiffre d'affaires, comprenant l'industrie automobile, la chimie, caoutchouc, plastique, la métallurgie et transformation des métaux ainsi que la production de combustibles et de carburants, ce dernier en raison de la baisse du prix du pétrole.

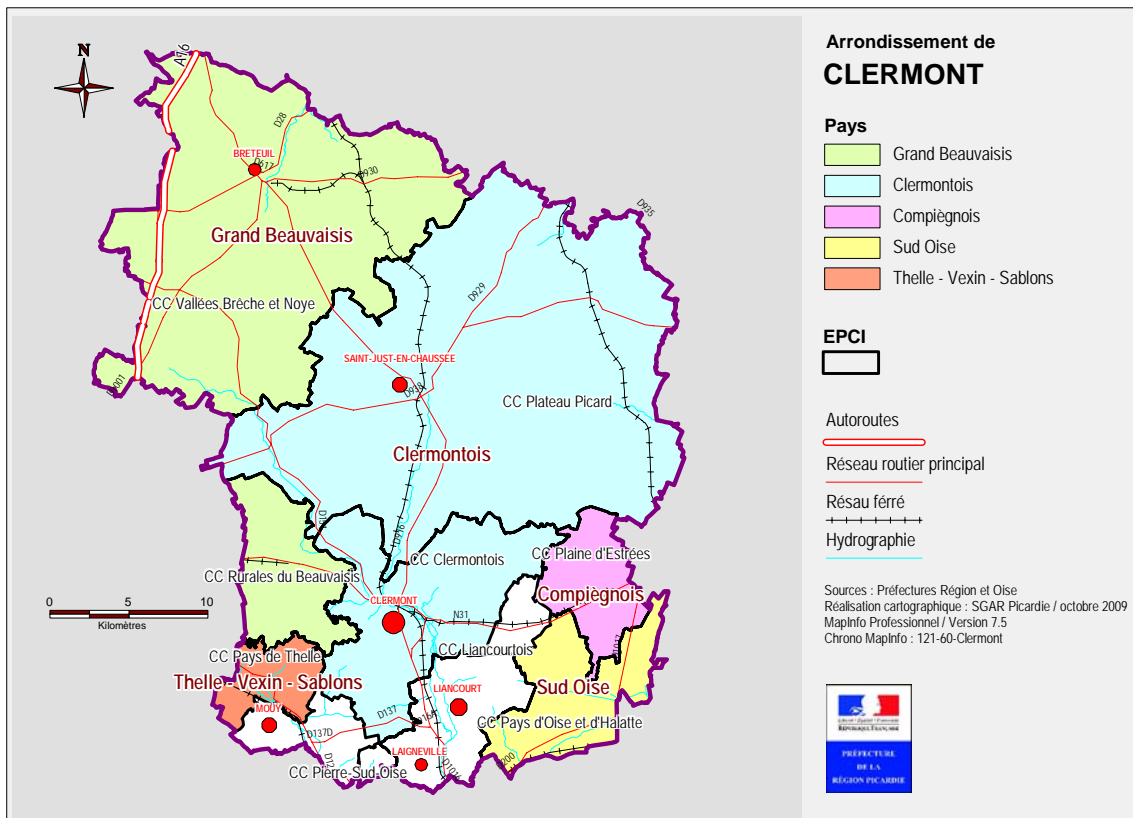
Des secteurs classés « en baisse » connaissent une fin d'année 2008 ou un début 2009 difficile, la baisse du chiffre d'affaires est toutefois moins importante que pour le groupe précédent. Il s'agit de la plupart des secteurs industriels, du commerce, des services opérationnels.

Le troisième groupe comprend les activités dont les chiffres d'affaires se maintiennent au moins l'un des deux trimestres observés : ce groupe compte les IAA, l'aéronautique et la parfumerie-entretien pour l'industrie, les activités de services et les services publics.

Source : Insee - Comptes Nationaux - Estimations d'emplois au 31/12/2007 provisoires



Plus petite zone d'emploi de Picardie, le Santerre-Oise ne représente que 2% des picards. Elle enregistre toutefois la plus forte hausse des zones de la région. Son économie est largement tournée vers la sphère productive (1 emploi sur 2). Plus de la moitié des actifs travaille hors de la zone d'emploi. Son taux de chômage (8,6%) reste inférieur à la moyenne régionale. Le dynamisme économique du Santerre-Oise se situe dans le rayonnement du dynamisme des grandes zones d'emploi proches : Compiègne, Sud-Oise, Beauvais ou même un peu plus loin : Roissy.



## DÉMOGRAPHIE

---

### ***Une croissance démographique soutenue***

Plus petite zone de Picardie, le Santerre-Oise compte 37 300 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2006 et ne représente que 2% des picards. Entre 1999 et 2006, la population s'est accrue de plus de 1 800 habitants, à un rythme annuel de 0,7. Depuis 1982, le Santerre-Oise enregistre la plus forte hausse des zones d'emploi de la région. Cette hausse est principalement due au solde naturel soutenu par une natalité élevée. Le solde migratoire est positif mais moins élevé que lors des années antérieures.

La zone d'emploi ne dispose pas de grande agglomération, 8 communes ont plus de 1 000 habitants et seules trois villes dépassent les 2 000 habitants : St Just-en-Chaussée (5 500), Breteuil (4 300) et Maignelay-Montigny (2 500). La part de la population vivant en zone urbaine est moins élevée que celle rencontrée dans les autres zones de l'Oise : un habitant sur trois vit en milieu urbain.

Le dynamisme démographique de la zone d'emploi contribue à une structure de population jeune : 29% des habitants ont moins de 20 ans en 2006, 2 points de plus qu'en moyenne régionale. Néanmoins, la population est moins diplômée qu'en moyenne régionale. La part des bacheliers dans la zone n'atteint pas 26% tandis qu'elle dépasse 30% en Picardie.

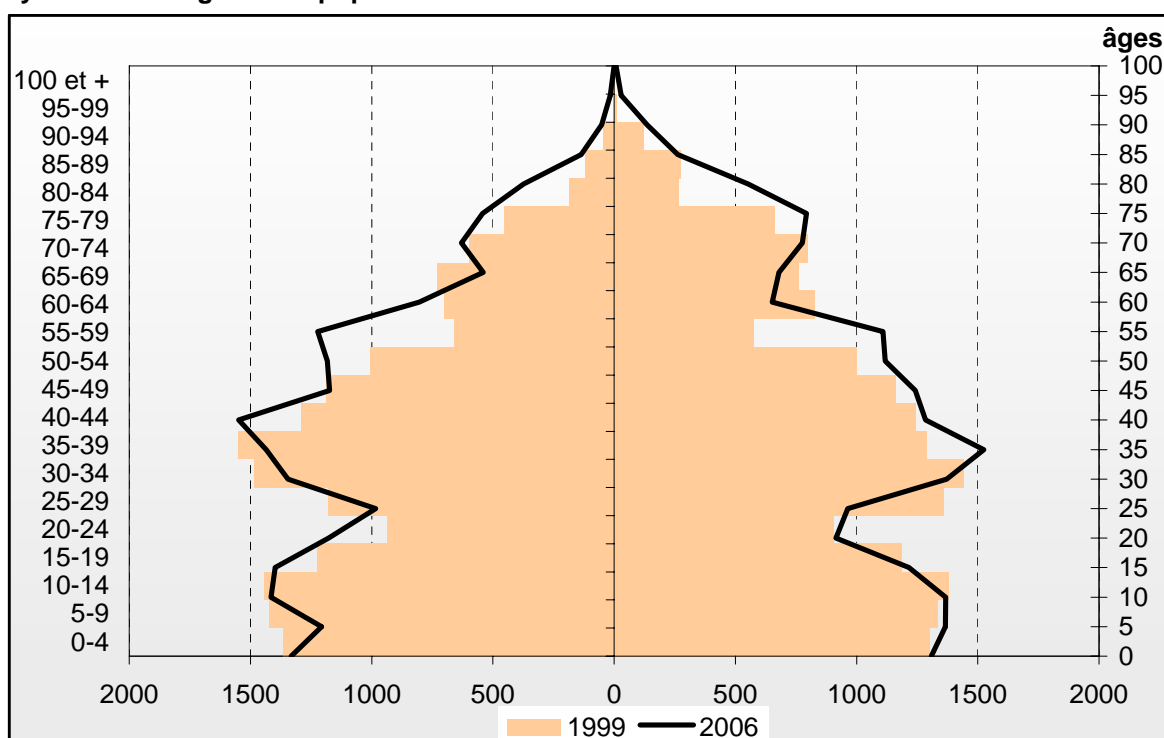
## Démographie

### Evolution de la population depuis 1990

	1990	1999	2006
<b>Population</b>	<b>32 487</b>	<b>35 478</b>	<b>37 271</b>
	1990-1999	1999-2006	
Evolution de la population	<b>2 991</b>	<b>1 793</b>	
due au solde naturel	1 608	1 328	
due au solde migratoire	1 383	465	
Taux d'évolution annuel moyen en %	<b>1,0</b>	<b>0,7</b>	
dû au solde naturel	0,5	0,5	
dû au solde migratoire	0,5	0,2	

Source : Insee, recensements

### Pyramide des âges de la population en 1999 et 2006



Source : Insee, recensements

### Niveau de formation de la population

Répartition de la population ayant achevé ses études selon le dernier diplôme obtenu

	Santerre-Oise	Picardie	Ecart
Sans diplôme	<b>26,3</b>	24,5	1,8
CEP / BEPC	<b>21,2</b>	20,7	0,5
CAP / BEP	<b>26,8</b>	24,8	2,0
BAC Général	<b>5,1</b>	6,4	-1,3
BAC Professionnel	<b>7,0</b>	7,0	0,0
Diplôme supérieur au BAC	<b>13,6</b>	16,6	-3,0
Ensemble	<b>100,0</b>	100,0	

Source : Insee, recensement 2006

## SYSTÈME PRODUCTIF

---

### ***Un emploi sur deux dans la sphère productive***

Au 1<sup>er</sup> janvier 2007, la zone d'emploi compte un peu plus de 1 800 établissements pour environ 6 800 salariés. Ces établissements sont de plus petite taille qu'au niveau régional : 93% d'entre eux n'emploient pas 10 salariés, soit 2,5 points de plus qu'en Picardie.

L'économie de la zone est largement tournée vers la sphère productive qui regroupe près de 50% des emplois. Le Santerre Oise est spécialisé dans les industries du bois et papier : Kaysersberg Packaging, à St Just-en-Chaussée, est la plus grande entreprise de la zone, 400 salariés y fabriquent des emballages en carton ondulé. Les autres secteurs industriels surreprésentés sont les composants électriques et électroniques, l'équipement des foyers ainsi que dans la métallurgie et la transformation des métaux.

La sphère résidentielle demeure sous-représentée malgré le développement de l'équipement commercial qui a accompagné l'expansion démographique depuis 25 ans. Les services à destination des particuliers sont peu représentés à la fois en raison de la faible taille des communes et d'une demande des ménages qui peut être desservie sur le lieu de travail : la moitié des actifs travaille dans une autre zone d'emploi.

La sphère publique n'atteint pas 20% des emplois : le Santerre-Oise ne comporte pas de centre administratif important.

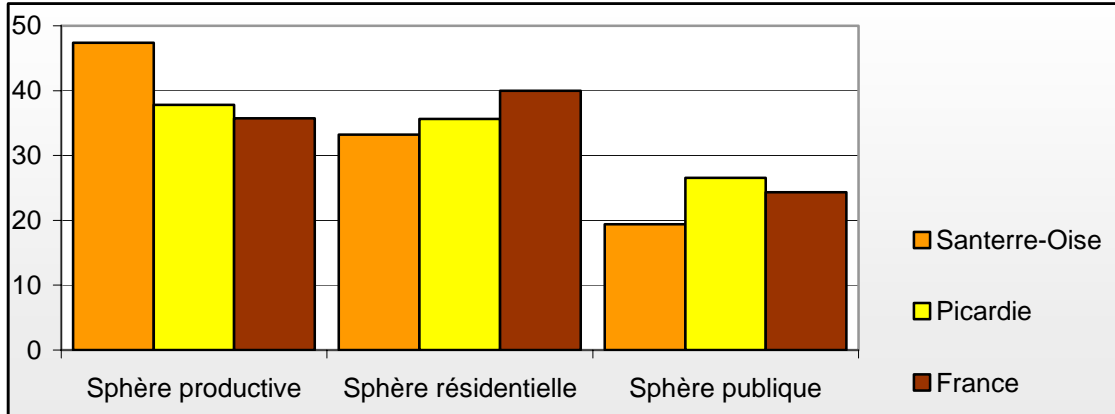
### ***La zone face à la crise***

En raison de l'importance de l'industrie dans son économie, le Santerre-Oise apparaît comme la zone d'emploi la plus menacée de Picardie par la crise, derrière le Vimeu. Au regard de l'évolution nationale récente des chiffres d'affaires des secteurs d'activité, la part des activités en crise représente 11% contre 8% en Picardie. Les autres activités touchées par la crise de 2008 emploient 50% des salariés de la zone d'emploi, sans préjuger de ce qui adviendra, les défaillances d'entreprises ont jusqu'à présent épargné la zone d'emploi.



## Système Productif

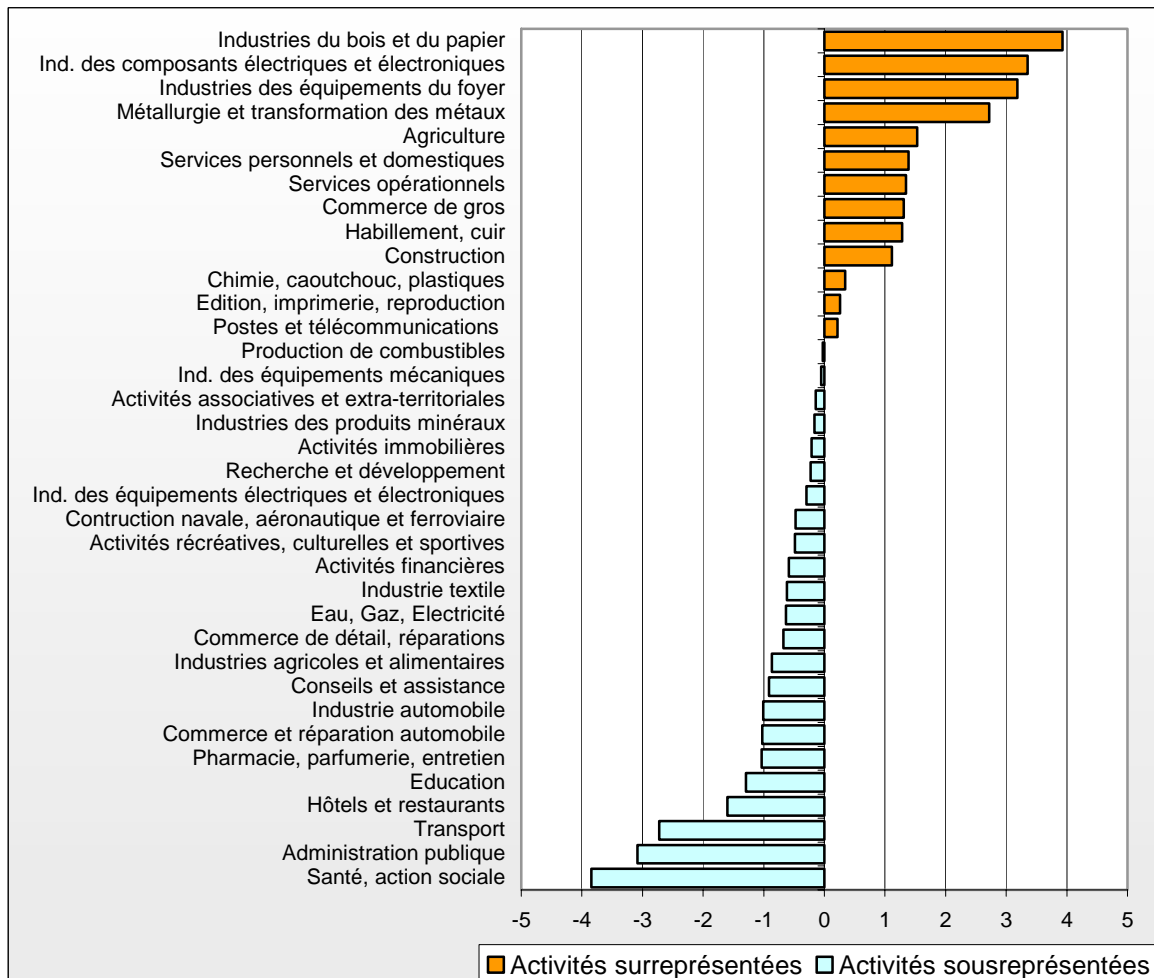
Répartition de l'emploi salarié par sphère d'activité au 1<sup>er</sup> janvier 2007



Source : Insee, CLAP 2006

### Spécificité des activités économiques de la zone d'emploi

Différence entre la part de l'activité dans la zone et la part dans la région (en %)



Source : Insee, estimations d'emplois

## Marché du Travail

---

### ***Un salarié sur deux travaille dans une autre zone d'emploi***

La population active du Santerre-Oise s'élève à 17 500 personnes en 2006 alors que le nombre d'emplois est de 8 900. L'écart s'explique par les déplacements domicile-travail : le marché de l'emploi s'ouvre de plus en plus sur les échanges avec les autres zones du département.

Entre 1999 et 2006, la population active a augmenté de 2 000 personnes, plus rapidement que lors de la période précédente. Cette croissance est entretenue par l'installation d'actifs venant d'autres zones qui y conservent leur emploi : en 2006, 2 400 personnes de plus qu'en 1999 travaillent en dehors de la zone d'emploi. Plus de la moitié des actifs qui habitent dans le Santerre-Oise ( 9 200 ) travaillent à l'extérieur en 2006, principalement dans le Sud-Oise (3 000 personnes), à Beauvais (1 700) et à Compiègne (1 300).

La croissance de la population active s'est accompagnée d'une stabilisation de l'emploi dans la zone. Les emplois occupés par des non-résidents ont peu augmenté. Ce sont surtout des résidents de Beauvais (600), Sud-Oise (500) et Amiens (400) qui exercent dans le Santerre-Oise.

Alors que l'augmentation de la population active dans les autres zones d'emploi du département, s'accompagne d'une croissance de l'emploi, dans le Santerre-Oise, la croissance de la population active repose sur les flux domicile-travail et son attractivité résidentielle sans s'accompagner, jusqu'à présent, d'un développement significatif d'emplois dans l'économie résidentielle. Cette situation est caractéristique de la rurbanisation : l'installation en milieu rural de ménages dont l'activité et les modes de consommation demeurent urbains.

### ***Chômage***

Avec 8,6% au quatrième trimestre 2008, le taux de chômage du Santerre-Oise reste inférieur à la moyenne régionale mais s'en rapproche. Il est le plus élevé du département de l'Oise. Étant donné la petite taille du territoire, une période d'embauche ou de suppression d'emplois dans quelques établissements génèrent des variations relatives importantes du nombre de demandeurs d'emplois.

Entre 2002 et 2007, le nombre de demandeurs d'emplois a diminué de 11%. Cette baisse est plus marquée chez les hommes, les chômeurs de longue durée ainsi que chez les 50 ans et plus.

## Marché du Travail

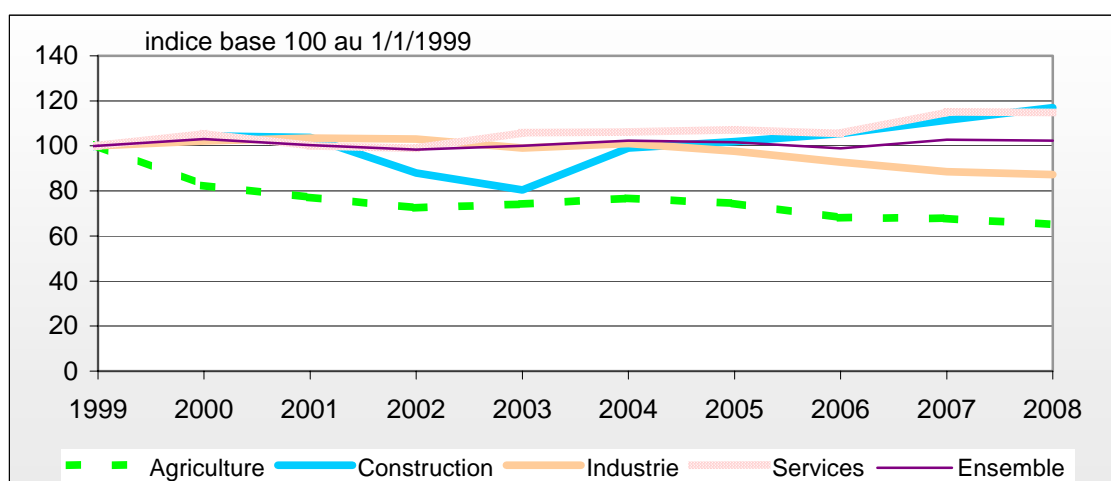
### Equilibrage du marché du travail depuis 1990

	1990	1999	2006
Population active résidente	13 800	15 500	17 500
Actif ayant un emploi dans la zone*	8 800	8 900	8 900
Chômeurs *	1 400	1 900	1 900
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	1 700	2 300	2 500
Habitants travaillant dans une autre zone	5 200	6 800	9 200
<b>Solde des navettes</b>	<b>-3 500</b>	<b>-4 500</b>	<b>-6 700</b>

\* selon la situation déclarée au recensement, différente de la situation selon la définition officielle du

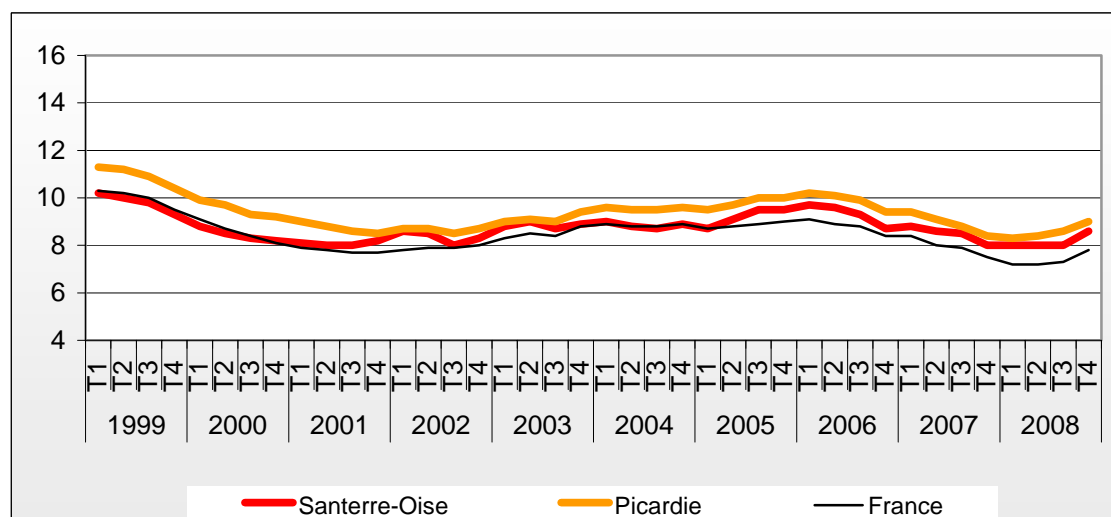
Source : Insee, recensements

### Évolution de l'emploi salarié



Source : Insee, estimations d'emplois

### Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage trimestriels localisés

## Attractivité – Dynamisme

---

### ***Une zone qui s'intègre dans la dynamique économique du département***

Le taux de création d'établissements s'élève à 11,8% dans le Santerre-Oise, taux légèrement supérieur à la moyenne régionale. L'intensité des créations est inférieure à la région sauf dans le secteur des services.

La taille des nouveaux établissements dans la zone est supérieure à la moyenne régionale pour tous les secteurs d'activité. Cette caractéristique contribue à une plus grande pérennité des entreprises : le taux de survie à 5 ans est supérieur de 5 points à la moyenne régionale, 58% des entreprises créées en 2002 étaient toujours en activité en 2007.

La part des nouvelles entreprises dans l'emploi est supérieure d'un point à la moyenne régionale. Même dans les activités peu créatrices d'établissements, le nombre de nouveaux emplois place le Santerre-Oise au-dessus de la région.

Au regard des créations d'entreprises et des nouveaux emplois générés, le Santerre-Oise se classe au cinquième rang des 14 zones d'emploi picardes derrière le Sud-Oise, Compiègne, Soissons et Château-Thierry.

Parmi les 75 zones d'emplois françaises dont la plus grande ville compte moins de 10 000 habitants, le Santerre-Oise se place à la vingt-deuxième place d'un classement dominé par Bordeaux-Médoc ou Sartène-Propriano et très loin devant le Vimeu.

Le dynamisme économique du Santerre-Oise se situe dans le rayonnement du dynamisme des grandes zones d'emploi à proximité : Compiègne, Sud-Oise, Beauvais ou même un peu plus loin Roissy. Au cœur de ces influences, le Santerre-Oise s'intègre de plus en plus dans des marchés d'emplois partagés avec les autres zones d'emploi du département.

## ATTRACTIVITÉ - DYNAMISME

**Dynamisme entrepreneurial**

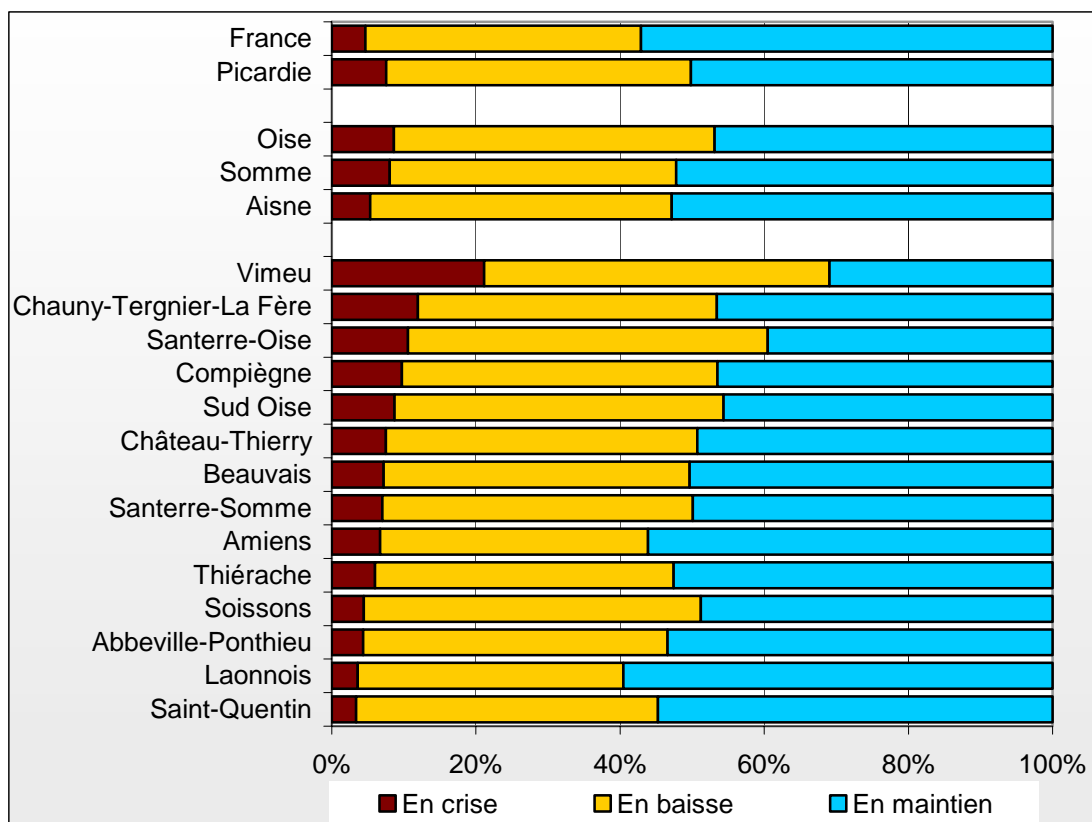
	Santerre-Oise	Picardie
Création d'établissements en 2008	92	7 321
Taux de créations	11,8	11,6
Part des nouveaux établissements dans l'emploi salarié	14,4	13,6

Source : Insee, REE Sirene - CLAP

Raison sociale	Commune	Activité principale exercée	Effectif salarié au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	Observations
<b>Etablissements du secteur privé</b>				
DS SMITH KAYSERSBERG	Saint-Just-en-Chaussée	Industrie du carton ondulé	250 à 499	
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL	Saint-Just-en-Chaussée	Accueil des adultes handicapés	250 à 499	
INOFORGES	Breteil	Forge, estampage, matriçage	100 à 249	
NEXANS FRANCE	Paillart	Fabrication de fils et câbles isolés	100 à 249	
AIRELEC INDUSTRIES	Esquennoy	Fabrication d'appareils électroménagers	100 à 249	
REVOCOAT	Saint-Just-en-Chaussée	Fabrication de matières plastiques de base	100 à 249	
AUDIT QUALITE LABORATOIRE ELECTRONIQUE	Saint-Just-en-Chaussée	Fabrication de composants électroniques actifs	100 à 249	
FLEXICO	Maignelay-Montigny	Fabrication d'emballages en matières plastiques	100 à 249	
CENTRE LECLERC	Saint-Just-en-Chaussée	Hypermarchés	50 à 99	
LA COMPASSION ASS GEST MAISONS RETRAITE	Domfront	Accueil des personnes âgées	50 à 99	
LA CARTERIE	Maignelay-Montigny	Commerce de gros de papeterie	50 à 99	
REALIT	Tricot	Fabrication de matelas	50 à 99	
<b>Etablissements du secteur public</b>				
COMMUNE DE SAINT-JUST-EN-CHAUSSEE	Saint-Just-en-Chaussée	Administration publique générale	100 à 249	
COLLEGE LOUISE MICHEL	Saint-Just-en-Chaussée	Enseignement secondaire général	50 à 99	
COMMUNE DE BRETEUIL	Breteil	Administration publique générale	50 à 99	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PLATEAU PICARD	Plessier-sur-Saint-Just	Administration publique générale	50 à 99	
MAISON DE RETRAITE	Breteil	Accueil des personnes âgées	50 à 99	

Source : Insee, Clap 2007

Répartition des emplois selon l'évolution récente du chiffre d'affaires des secteurs

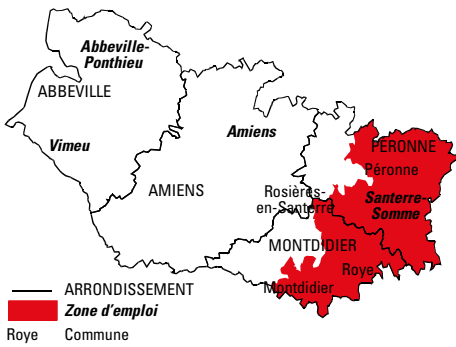


Note de lecture : Selon l'évolution nationale du chiffre d'affaires entre le 3ème trimestre 2008 et le 1er trimestre 2009, les activités économiques ont été réparties en 3 groupes. Un groupe de secteurs « en crise » avec une baisse de plus de 7% du chiffre d'affaires, comprenant l'industrie automobile, la chimie, caoutchouc, plastique, la métallurgie et transformation des métaux ainsi que la production de combustibles et de carburants, ce dernier en raison de la baisse du prix du pétrole.

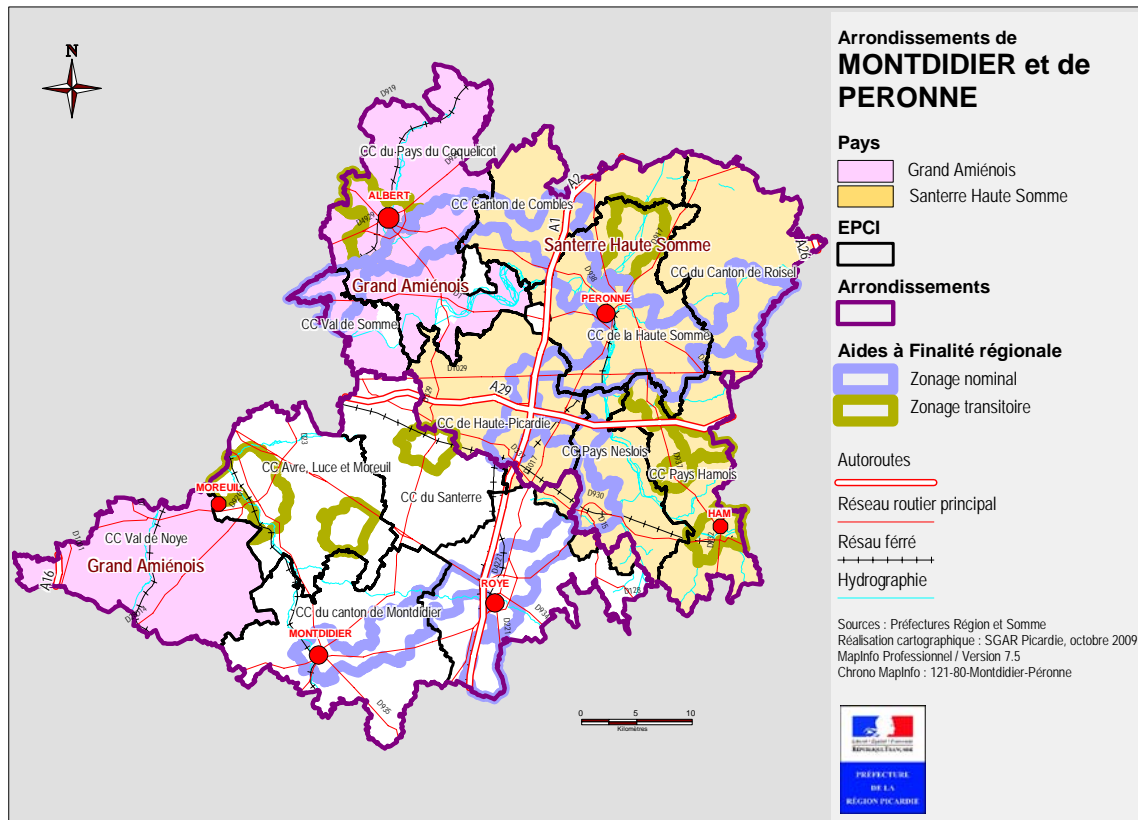
Des secteurs classés « en baisse » connaissent une fin d'année 2008 ou un début 2009 difficile, la baisse du chiffre d'affaires est toutefois moins importante que pour le groupe précédent. Il s'agit de la plupart des secteurs industriels, du commerce, des services opérationnels.

Le troisième groupe comprend les activités dont les chiffres d'affaires se maintiennent au moins l'un des deux trimestres observés : ce groupe compte les IAA, l'aéronautique et la parfumerie-entretien pour l'industrie, les activités de services et les services publics.

Source : Insee - Comptes Nationaux - Estimations d'emplois au 31/12/2007 provisoires



La zone d'emploi du Santerre-Somme est la 8e zone la plus peuplée de Picardie et la 2e de la Somme derrière Amiens. Son économie, tournée vers l'agroalimentaire est surtout industrielle. Elle entretient des échanges domicile-travail relativement limités avec les autres zones : 3 actifs sur 4 vivent et travaillent dans la zone d'emploi. Le chômage (10%) est supérieur d'un point au taux régional. La place du Santerre-Somme apparaît modeste au regard des atouts de ce territoire : pôle de compétitivité « Industries et Agro-Ressources », gare TGV, autoroute A1, projet du Canal Seine-Nord-Europe.



## DÉMOGRAPHIE

---

### ***Un espace rural aux campagnes assez peuplées***

Avec 90 000 habitants en 2006, la zone d'emploi du Santerre-Somme est la 8e zone la plus peuplée de Picardie et la 2e de la Somme derrière Amiens.

La part de la population urbaine est de 42%, c'est la part la plus faible des zones d'emploi picardes après le Santerre-Oise. La zone d'emploi est maillée de plusieurs agglomérations de moins de 10 000 habitants : Péronne, Roye, Montdidier, Ham, Rosières-en-Santerre et Nesle.

Si le Santerre-Somme présente une faible densité urbaine, la densité de la population dans l'espace rural est supérieure à celle des espaces ruraux des zones d'emploi de l'Aisne, mais moindre que dans les zones d'emploi du littoral (Vimeu, Abbeville). La présence de petites villes, la densité d'emplois agricoles et industriels et les infrastructures routières ont contribué à la densification de la campagne du Santerre.

Entre 1999 et 2006, la population de la zone du Santerre-Somme a augmenté de 1 000 habitants, soit une croissance moyenne de 0,2% par an, proche de la moyenne régionale. Cette croissance est soutenue par le solde naturel qui, pour la première fois depuis 1962, n'est pas entamé par un déficit migratoire. Le Santerre-Somme, maillé de petits bourgs, profite des mouvements migratoires des villes picardes vers les campagnes périurbaines.

Comme dans les autres zones rurales de la région, la population du Santerre-Somme est plus âgée qu'en moyenne : 22% des habitants ont plus de 60 ans, contre 19% des picards. La part des personnes de plus de 60 ans est moins élevée que dans les autres zones rurales de la région, elle s'élève à 24% en Thiérache et dans les zones d'emploi du littoral.

Le niveau de formation de la population est faible. Avec le Vimeu, le Santerre-Somme compte la plus forte proportion de personnes ayant terminé leurs études sans diplôme (30%), 5 points de plus qu'en moyenne régionale. Inversement, 11,5% des personnes habitant le Santerre-Somme possèdent un diplôme supérieur au baccalauréat, 5 points de moins qu'en Picardie.

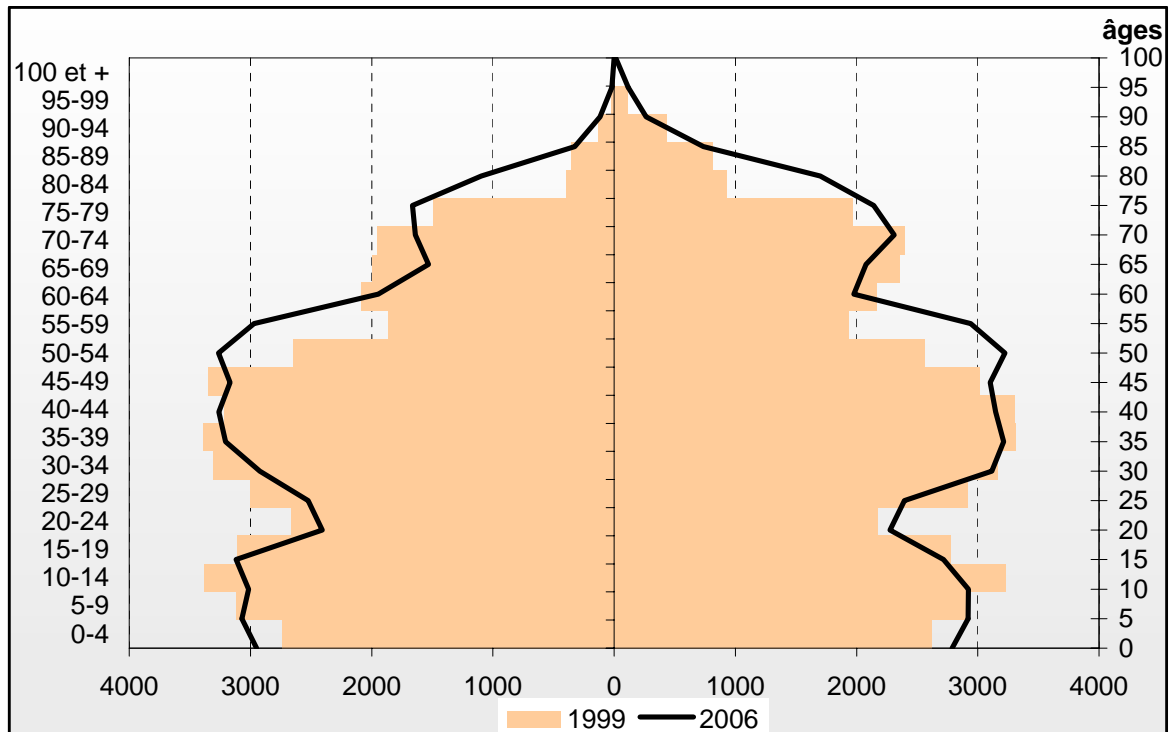


## DÉMOGRAPHIE

**Evolution de la population depuis 1990**

	1990	1999	2006
<b>Population</b>	<b>88 888</b>	<b>89 289</b>	<b>90 237</b>
	1990-1999	1999-2006	
Evolution de la population	<b>401</b>	<b>948</b>	
due au solde naturel	1 395	845	
due au solde migratoire	-994	103	
Taux d'évolution annuel moyen en %	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	
dû au solde naturel	0,2	0,1	
dû au solde migratoire	-0,1	0,0	

Source : Insee, recensements

**Pyramide des âges de la population en 1999 et 2006**


Source : Insee, recensements

**Niveau de formation de la population**

Répartition de la population ayant achevé ses études selon le dernier diplôme obtenu

	<b>Santerre-Somme</b>	Picardie	<i>Ecart</i>
Sans diplôme	<b>30,1</b>	24,5	5,6
CEP / BEPC	<b>23,1</b>	20,7	2,4
CAP / BEP	<b>23,7</b>	24,8	-1,0
BAC Général	<b>5,0</b>	6,4	-1,4
BAC Professionnel	<b>6,5</b>	7,0	-0,5
Diplôme supérieur au BAC	<b>11,5</b>	16,6	-5,1
Ensemble	<b>100,0</b>	100,0	

Source : Insee, recensement 2006

## SYSTÈME PRODUCTIF

### ***Des activités industrielles dominées par l'agroalimentaire***

Au 1er janvier 2007, la zone d'emploi compte 5 800 établissements pour un peu plus de 26 000 salariés.

La taille des établissements est inférieure à la moyenne régionale : moins d'une douzaine d'établissements comptent plus de 250 salariés, ils emploient 18% des effectifs de la zone contre 26% en Picardie. Un tiers des salariés travaillent dans des établissements de 10 à 49 salariés, 5 points de plus que dans la région.

Les établissements industriels emploient 28% des salariés de la zone, taux supérieur de 7 points à la moyenne régionale. C'est la 3ème zone de Picardie derrière le Vimeu et le Santerre-Oise pour le poids de l'industrie dans l'activité économique.

Le paysage industriel du Santerre-Somme est largement dominé par les industries agricoles et alimentaires qui emploient 45% des salariés de l'industrie, contre 14% en région. Les établissements les plus importants sont Bonduelle à Estrées-Mons, Saint Louis Sucre SNC à Eppeville, Dailycer à Faverolles, Tate & Lyle France à Mesnil-Saint-Nicaise.

L'industrie textile représente 11% de l'emploi salarié industriel du Santerre-Somme, soit 4 fois plus que le niveau régional. L'implantation de cette industrie se situe dans le prolongement du Saint Quentinnois. La Lainière de Picardie à Buire-Courcelle et Trocmé Vallart International à Ronssoy sont les plus grands établissements.

En raison de la faiblesse de l'armature urbaine, les activités tertiaires sont moins bien représentées que dans le reste de la région. Elles emploient 61% des salariés de la zone contre 71% en moyenne régionale. L'emploi public (l'éducation, la santé et l'action sociale) est moins présent qu'en moyenne régionale (8 points de moins). Les activités immobilières et de services sont moins visibles (4 points de moins)

### ***La zone d'emploi face à la crise***

Au regard de l'évolution nationale récente des chiffres d'affaires des secteurs d'activité, la part des activités « en crise » représente 7% des emplois salariés contre 8% en Picardie. La part des activités en baisse fin 2008 représente 30% des emplois salariés, soit 3 points de moins qu'en moyenne régionale.

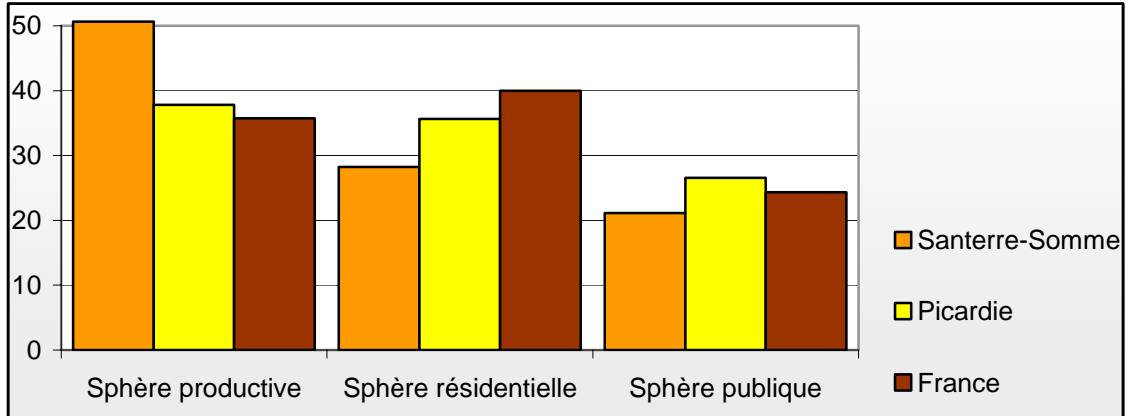
L'économie du Santerre-Somme semble moins menacée par la crise que les autres zones d'emploi, en raison de la plus forte présence de l'industrie agroalimentaire, moins touchée par la crise en 2008 que les autres secteurs industriels. Quelques projets d'embauche émergent sur le territoire : Dailicer à Faverolle, fabricant de céréales, qui investit 24 millions d'euros va embaucher 62 salariés supplémentaires, Som'baker à Rancourt envisage d'embaucher et de doubler sa production.

Toutefois, l'industrie du textile fragilise la zone. La survie de cette filière est une fois de plus mise à l'épreuve. Plusieurs établissements de la zone sont en difficulté : la Lainière de Picardie à Buire-Courcelles supprime 31 postes, le groupe textile Dewavrin fils et Cie annonce la fermeture de Filature Française de Mohair à Péronne.

La métallurgie, moins représentée dans la zone d'emploi, est très touchée par la crise. Certains établissements de la zone connaissent de sérieuses difficultés : La cablerie Berger à Montdidier licencie un tiers de son personnel. La société Pinet, fabricant de serrures, envisage de supprimer 22 postes sur 103 sur le site de Chaulnes.

## SYSTÈME PRODUCTIF

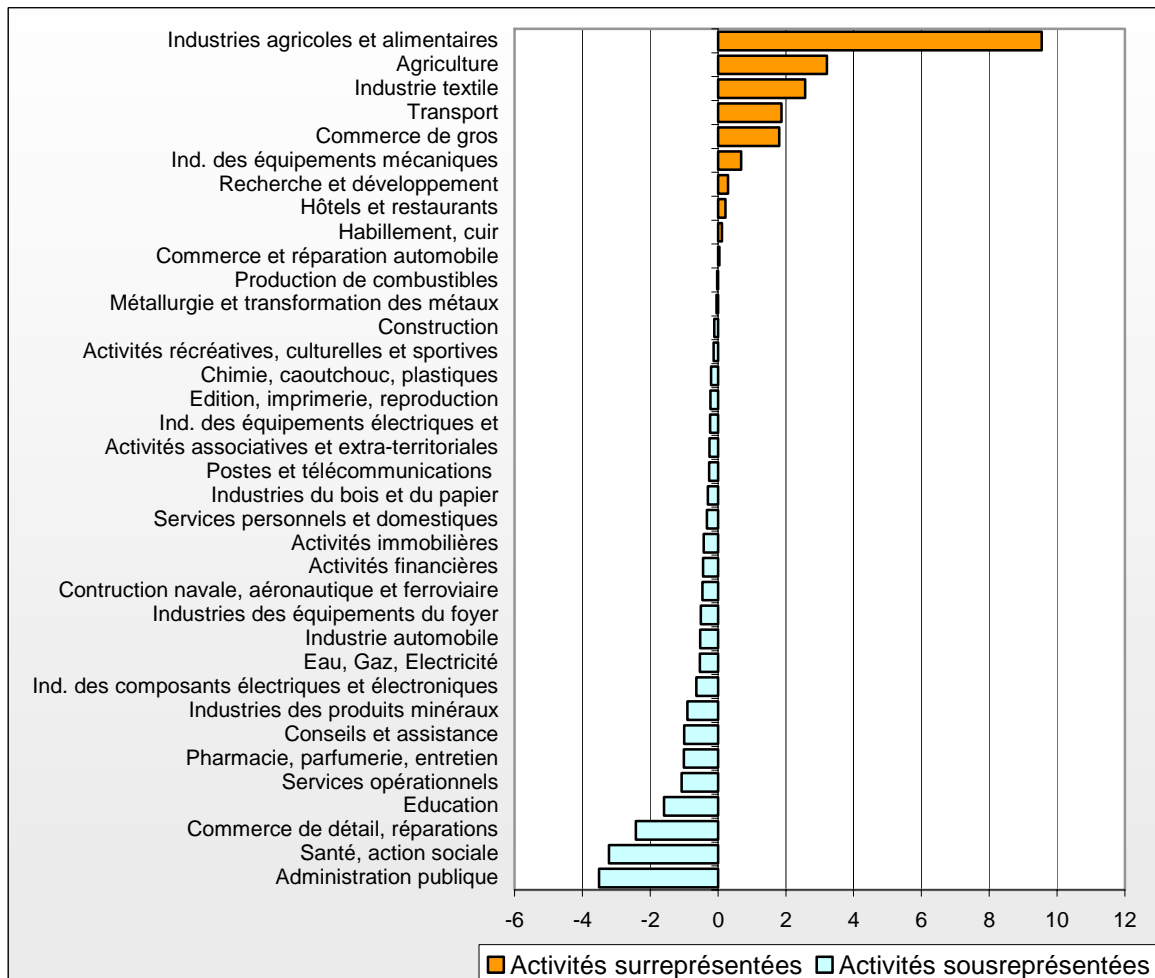
### Répartition de l'emploi salarié par sphère d'activité au 1<sup>er</sup> janvier 2007



Source : Insee, CLAP 2006

### Spécificité des activités économiques de la zone d'emploi

Différence entre la part de l'activité dans la zone et la part dans la région (en %)



Source : Insee, estimations d'emplois

## MARCHÉ DU TRAVAIL

---

### ***Trois actifs sur quatre vivent et travaillent dans la zone d'emploi***

La population active s'élève à 40 300 personnes en 2006, alors que le nombre d'emplois est de 34 100. Au cours de la période 1999 à 2006, le nombre d'emplois offerts dans la zone a augmenté moins rapidement que la population active. L'écart s'explique par l'attractivité de la zone d'emploi pour les personnes qui travaillent dans les grandes villes voisines : Amiens, Saint-Quentin ou Compiègne. La zone d'emploi d'Amiens est la principale zone d'échanges, elle représente 40% des navettes tant en entrées qu'en sorties. Compiègne et Saint-Quentin sont les deux autres zones d'échanges importantes.

Les navettes domicile travail vers l'extérieur de la zone d'emploi se sont accrues de près de 300 par an et ont doublé depuis 1990. En 2006, plus de 25% des actifs travaillent hors de la zone d'emploi, ils n'étaient que 15% en 1990.

Les navettes domicile travail vers l'intérieur de la zone ont augmenté plus faiblement, autour de 200 par an, 50% de plus par rapport à 1990 : 23% des emplois de la zone sont occupés par une personne qui n'y réside pas. Par rapport aux années 1990 et 1999, le solde des navettes domicile-travail est devenu négatif.

Malgré la hausse des flux domicile-travail et en raison de la densité du tissu productif, le Santerre-Somme entretient des échanges domicile-travail relativement limités avec les autres zones : 76% des actifs habitant dans la zone y travaillent.

### ***Un chômage au-dessus de la moyenne régionale***

Avec 10 % au quatrième trimestre 2008, le taux de chômage dans la zone d'emploi du Santerre-Somme est supérieur d'un point au taux régional et de 2,2 points avec la France. En fin d'année 2008, le marché de l'emploi s'est dégradé : le taux de chômage a augmenté de 1,2 point du troisième au quatrième trimestre contre 0,4 point dans la région.

Entre 2002 et 2007, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 16 % dans la zone. Cette baisse touche les femmes et elle est plus marquée chez les chômeurs de longue durée (-23%). Les seniors ont moins bénéficié de la baisse du chômage que les demandeurs d'emploi de moins de 50 ans.

### ***Plus d'ouvriers non qualifiés qu'en moyenne régionale***

Le niveau qualification des emplois dans le Santerre-somme est faible, d'une part le taux d'encadrement est de 5,7% alors que les cadres représentent 8,2% des emplois en région. Le niveau de qualification des emplois de l'industrie est le plus faible des zones d'emploi picardes après le Vimeu : 26% des ouvriers sont non qualifiés contre 16% en moyenne dans la région.

## MARCHÉ DU TRAVAIL

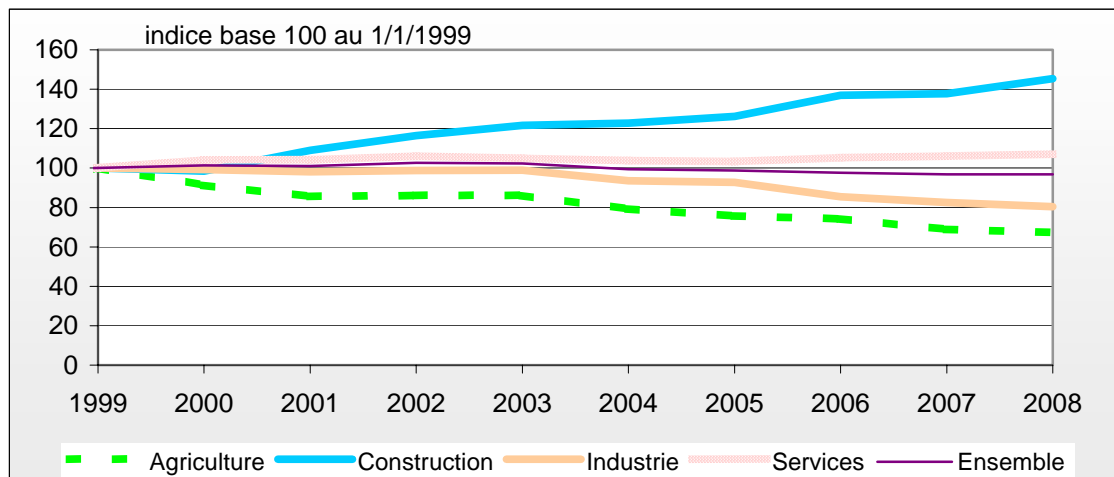
### Equilibrage du marché du travail depuis 1990

	1990	1999	2006
Population active résidente	37 800	38 800	40 300
Actif ayant un emploi dans la zone*	32 800	33 200	34 100
Chômeurs *	5 000	5 900	5 200
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	5 300	7 100	8 000
Habitants travaillant dans une autre zone	4 800	6 500	9 000
<b>Solde des navettes</b>	<b>500</b>	<b>600</b>	<b>-1 000</b>

\* selon la situation déclarée au recensement, différente de la situation selon la définition officielle du

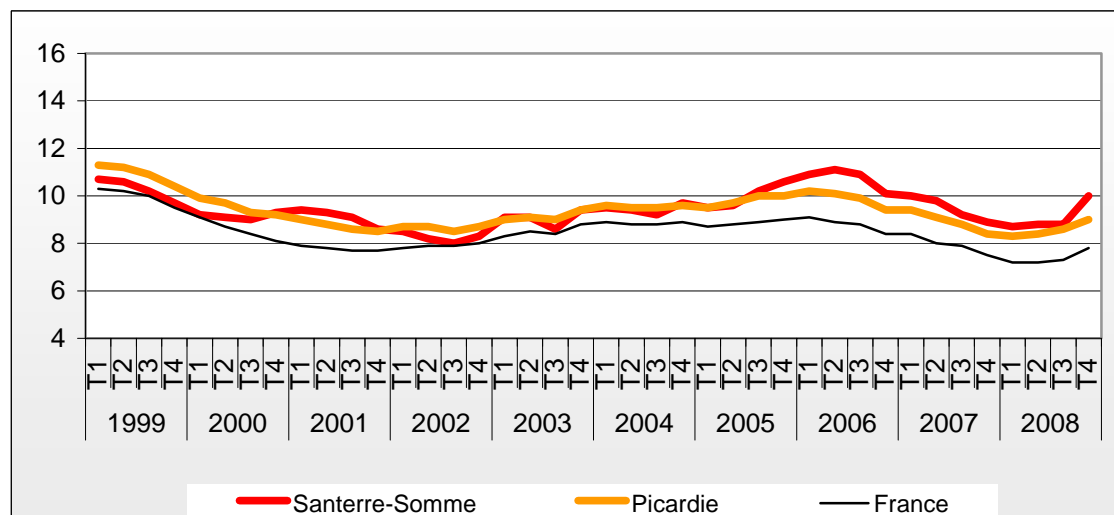
Source : Insee, recensements

### Évolution de l'emploi salarié



Source : Insee, estimations d'emplois

### Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage trimestriels localisés

## ATTRACTIVITÉ - DYNAMISME

---

### ***Faible attractivité de la zone d'emploi***

Le taux de création d'établissement est le plus faible des zones d'emploi après celui du Vimeu (2,2 points de moins que le taux régional). En 2008, elle ne représente que 4% de l'ensemble des créations d'établissements enregistrées en Picardie.

La part des nouvelles entreprises dans l'emploi est comparable à la région. Cependant, les services créent moins d'emplois que dans le reste de la région alors que l'industrie et le commerce sont plus générateurs d'embauches.

En considérant les créations d'entreprises et les nouveaux emplois générés, comme indicateurs de l'attractivité économique, le Vimeu se classe à la onzième place des zones d'emploi de Picardie et se positionne à la 281ème place des 348 zones de métropole.

La place du Santerre-Somme apparaît modeste au regard des atouts de ce territoire : D'une part, le Santerre-Somme bénéficie des actions du pôle de compétitivité « Industries et Agro-Ressources » entre les régions Picardie et Champagne-Ardenne concernant notamment les valorisations non alimentaires du végétal.

D'autre part, la Santerre-Somme occupe une place stratégique sur les axes de transports multimodaux qui relient Paris au Nord de l'Europe :

- la gare TGV Haute Picardie
- l'autoroute A1
- le projet du Canal Seine-Nord-Europe

## ATTRACTIVITÉ – DYNAMISME

**Dynamisme entrepreneurial**

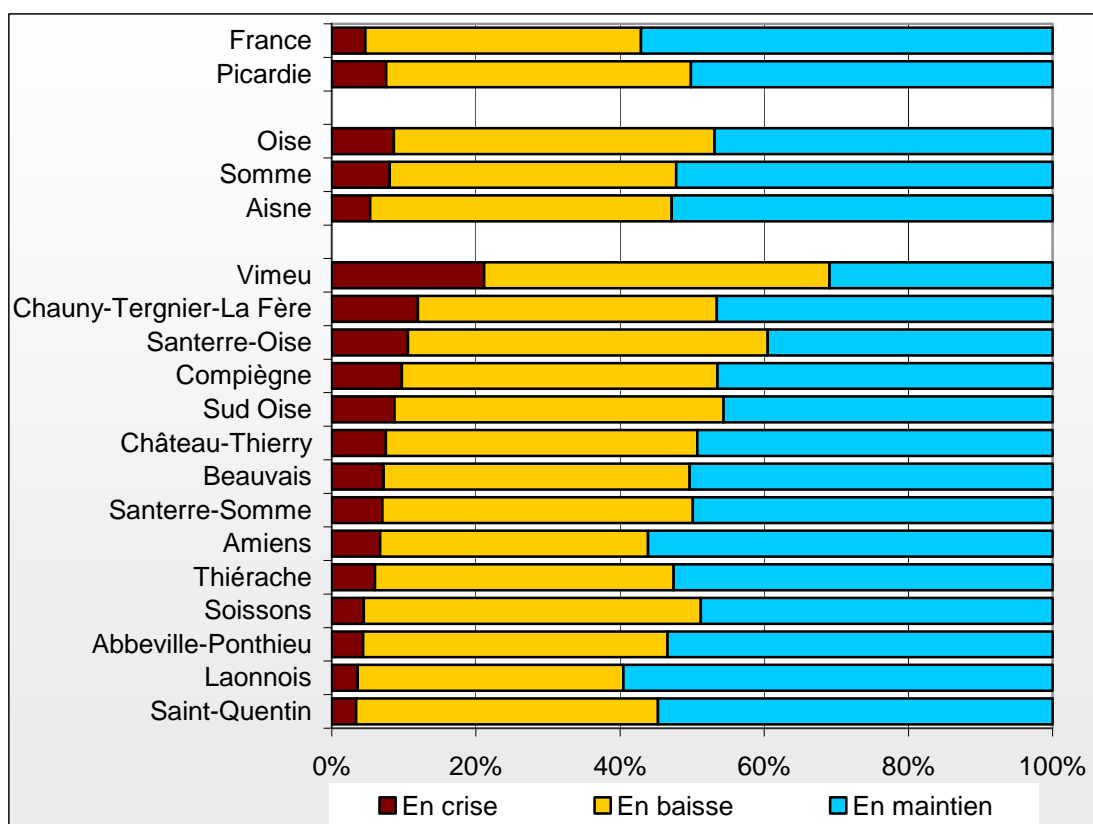
	Santerre-Somme	Picardie
Création d'établissements en 2008	316	7 321
Taux de créations	9,4	11,6
Part des nouveaux établissements dans l'emploi salarié	13,4	13,6

Source : Insee, REE Sirene - CLAP

Raison sociale	Commune	Activité principale exercée	Effectif salarié au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	Observations
<b>Etablissements du secteur privé</b>				
BONDUELLE SURGELE INTERNATIONAL	Estrées-Mons	Transformation et conservation de légumes	500 à 999	
BONDUELLE CONSERVE INTERNATIONAL	Estrées-Mons	Transformation et conservation de légumes	250 à 499	
DAILYCER	Faverolles	Autres activités de travail des grains	250 à 499	Création de 50 emplois
SAINTE LOUIS SUCRE SNC	Eppeville	Fabrication de sucre	250 à 499	
EVONIK REXIM	Ham	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	250 à 499	
SYRAL	Mesnil-Saint-Nicaise	Fabrication de produits amylacés	250 à 499	
LAINIERE DE PICARDIE BC	Buire-Courcelles	Industries textiles diverses	250 à 499	Suppression de 30 postes
ITM LOGISTIQUE INTERNATIONAL	Chaulnes	Entreposage non frigorifique	250 à 499	
ALCAN SOFTAL	Ham	Première transformation de l'aluminium	100 à 249	
DARFEUILLE SERVICES	Roye	Transports routiers de marchandises interurbains	100 à 249	
SCREG NORD PICARDIE	Ham	Construction de chaussées routières et de sols sportifs	100 à 249	
TROCME VALLART INTERNATIONAL	Ronssoy	Moulinage et texturation de la soie et des textiles artificiels ou synthétiques	100 à 249	
<b>Etablissements du secteur public</b>				
CENTRE HOSPITALIER	Montdidier	Activités hospitalières	250 à 499	
CENTRE HOSPITALIER DE PERONNE	Péronne	Activités hospitalières	250 à 499	
CENTRE HOSPITALIER	Ham	Activités hospitalières	250 à 499	
COMMUNE DE PERONNE	Péronne	Administration publique générale	100 à 249	

Source : Insee, Clap 2007

Répartition des emplois selon l'évolution récente du chiffre d'affaires des secteurs



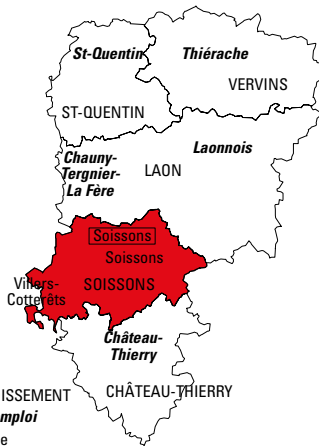
Note de lecture : Selon l'évolution nationale du chiffre d'affaires entre le 3ème trimestre 2008 et le 1er trimestre 2009, les activités économiques ont été réparties en 3 groupes. Un groupe de secteurs « en crise » avec une baisse de plus de 7% du chiffre d'affaires, comprenant l'industrie automobile, la chimie, caoutchouc, plastique, la métallurgie et transformation des métaux ainsi que la production de combustibles et de carburants, ce dernier en raison de la baisse du prix du pétrole.

Des secteurs classés « en baisse » connaissent une fin d'année 2008 ou un début 2009 difficile, la baisse du chiffre d'affaires est toutefois moins importante que pour le groupe précédent. Il s'agit de la plupart des secteurs industriels, du commerce, des services opérationnels.

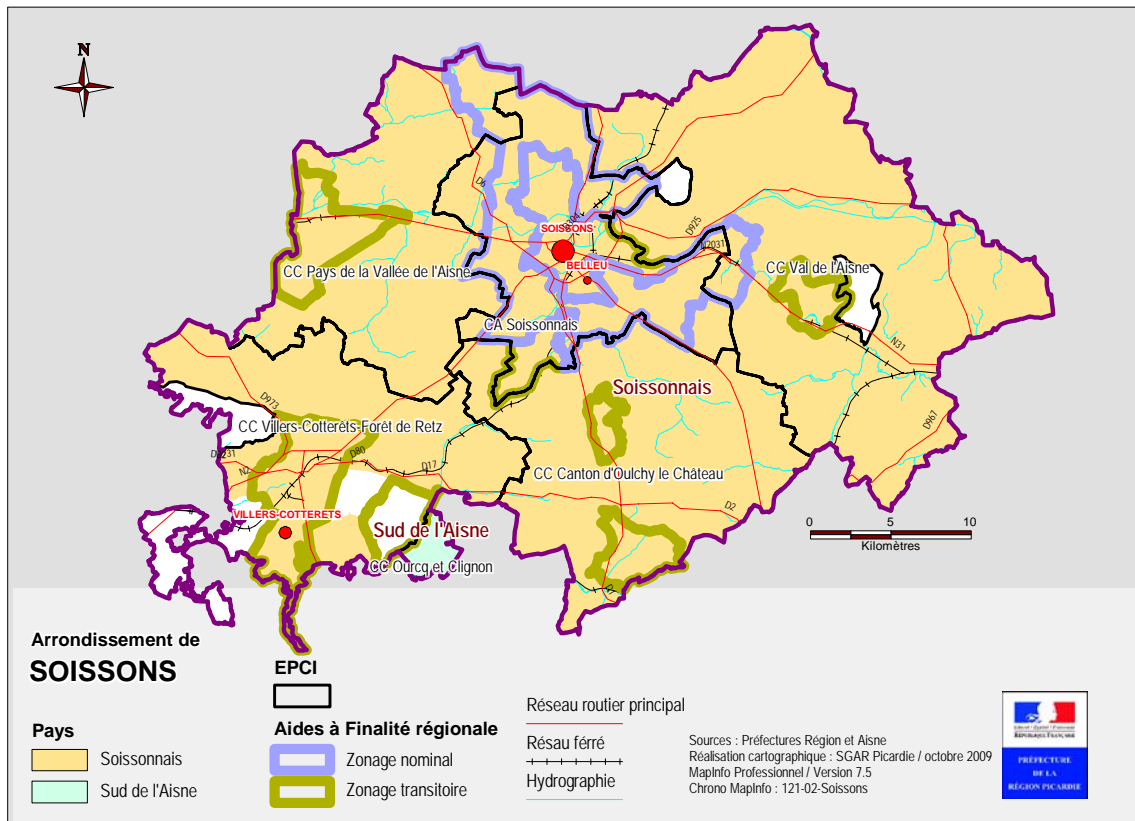
Le troisième groupe comprend les activités dont les chiffres d'affaires se maintiennent au moins l'un des deux trimestres observés : ce groupe compte les IAA, l'aéronautique et la parfumerie-entretien pour l'industrie, les activités de services et les services publics.

Source : Insee - Comptes Nationaux - Estimations d'emplois au 31/12/2007 provisoires





La zone du Soissonnais représente près de 20% de la population de l'Aisne. La population a augmenté de 25% depuis 1962, c'est la plus rapide du département après Château-Thierry. L'économie résidentielle, dont l'activité est destinée à la population, y est plus représentée qu'en Picardie. Le marché du travail est de plus en plus tourné vers l'extérieur. Le dynamisme économique de la zone demeure modeste malgré la proximité du Sud-Oise et de Compiègne, elles-mêmes bénéficiaires de l'influence francilienne.



## DÉMOGRAPHIE

---

### ***Des évolutions démographiques contrastées pour les deux pôles urbains***

Peuplée d'un peu plus de 100 000 habitants, la zone du Soissonnais représente près de 20% de la population de l'Aisne et environ 5% de la population picarde. Comme celle du département, la croissance de la population a été faible entre 1999 et 2006 (0,1% par an). Depuis 1962, le Soissonnais a cependant connu une augmentation de sa population de plus de 25%, progression la plus rapide du département derrière la zone d'emploi de Château-Thierry : contrairement à cette dernière, le Soissonnais souffre d'un solde migratoire déficitaire et doit sa croissance uniquement à son excédent naturel.

Soissons et Villers-Cotterêts sont les deux villes de plus de 10 000 habitants de la zone et regroupent 40% de la population. Ces deux agglomérations ont des évolutions opposées : Soissons a perdu plus de 3% de ses habitants depuis 1999 alors que Villers-Cotterêts en gagne autant. Le reste du territoire est parsemé de petites communes dont 80% comptent moins de 500 habitants. Quelques-unes comptent plus de 2 000 habitants : Belleu, Crouy, Villeneuve-Saint-Germain en périphérie de Soissons, Braine et Vailly-sur-Aisne à l'est.

La structure par âge de la zone est semblable à celle de la Picardie : une personne sur quatre a moins de 20 ans et une sur cinq à 60 ans ou plus.

Le niveau de formation de la population est moindre qu'en moyenne régionale. Les titulaires d'un diplôme supérieur au baccalauréat sont moins nombreux d'environ 2 points. Cet écart se reporte essentiellement sur les formations techniques de niveau Cap/Bep, alors que dans les autres zones, le faible niveau de formation porte davantage sur les personnes sans diplôme.

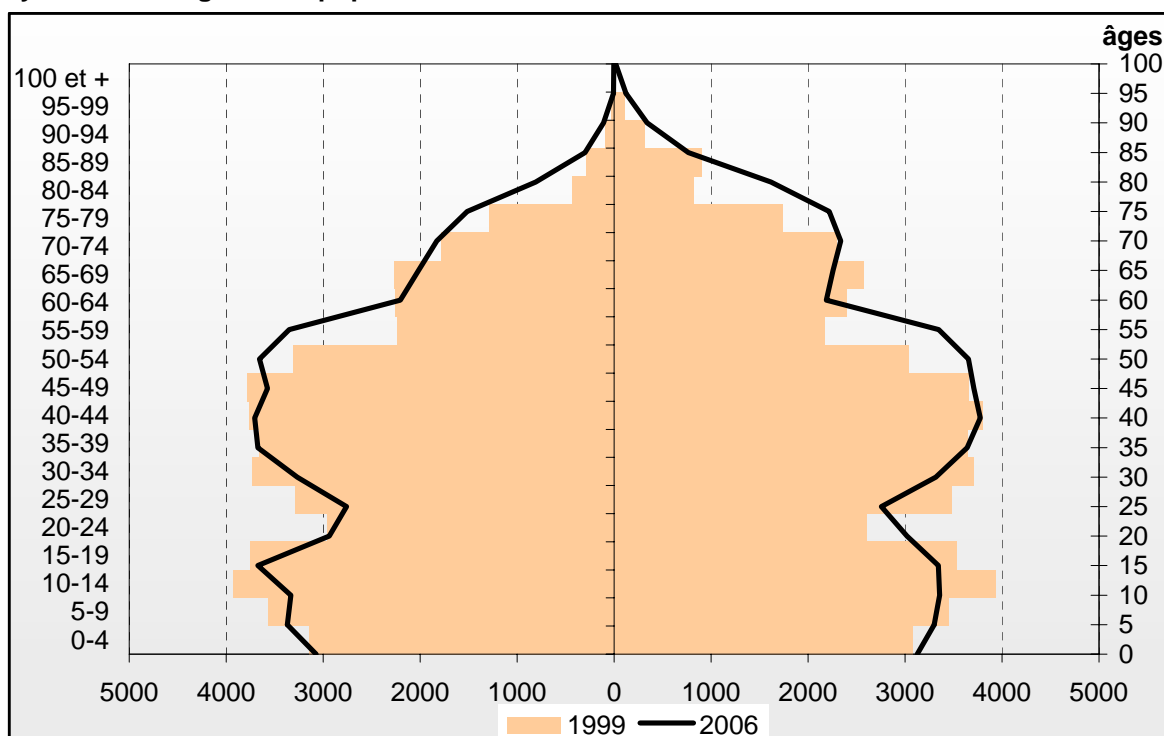
## DÉMOGRAPHIE

## Evolution de la population depuis 1990

	1990	1999	2006
<b>Population</b>	<b>99 362</b>	<b>100 597</b>	<b>101 434</b>
	1990-1999	1999-2006	
Evolution de la population	<b>1 235</b>	<b>837</b>	
due au solde naturel	3 689	2 287	
due au solde migratoire	-2 454	-1 450	
Taux d'évolution annuel moyen en %	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	
dû au solde naturel	0,4	0,3	
dû au solde migratoire	-0,3	-0,2	

Source : Insee, recensements

## Pyramide des âges de la population en 1999 et 2006



Source : Insee, recensements

## Niveau de formation de la population

Répartition de la population ayant achevé ses études selon le dernier diplôme obtenu

	Soissons	Picardie	Ecart
Sans diplôme	<b>25,1</b>	24,5	0,6
CEP / BEPC	<b>20,6</b>	20,7	0,0
CAP / BEP	<b>25,9</b>	24,8	1,2
BAC Général	<b>6,3</b>	6,4	-0,1
BAC Professionnel	<b>7,0</b>	7,0	0,0
Diplôme supérieur au BAC	<b>15,0</b>	16,6	-1,7
Ensemble	<b>100,0</b>	100,0	

Source : Insee, recensement 2006

## SYSTÈME PRODUCTIF

### ***Des activités de services en développement***

Au 1<sup>er</sup> janvier 2007, la zone d'emploi compte un peu plus de 5 500 établissements pour près de 30 000 salariés.

La taille des établissements est inférieure à la moyenne régionale : seul 18% des effectifs de la zone sont employés dans une unité de plus de 250 salariés pour plus de 26% en Picardie. Ce résultat est la conséquence de la moindre implantation des grands groupes. Les grands établissements de la zone sont implantés à Soissons (Centre Hospitalier, Mairie), à Villers-Cotterêts (Volkswagen) ou à Villeneuve-Saint-Germain (Baxa, United Savam). Les très petits établissements (moins de 10 salariés) emploient plus souvent qu'en région au moins un salarié : 40% des établissements sont employeurs, 4 points de plus qu'en région.

L'économie résidentielle, dont l'activité est destinée à la population, est plus représentée qu'en Picardie sans atteindre la moyenne nationale. L'urbanisme du territoire soutient les activités du commerce, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, des services personnels et domestiques ou du transport. Récemment, le Soissonnais a comblé son retard dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, les effectifs ayant augmenté 1,5 fois plus vite qu'au niveau régional. En revanche, le secteur public est sous représenté, le Soissonnais ne comportant pas de centre administratif important.

La hausse des effectifs dans les activités de services aux entreprises a permis à la sphère productive de maintenir une place importante dans la zone malgré une baisse des activités industrielles. Les services opérationnels connaissent la plus forte hausse et comblent leur retard : les effectifs ont augmenté d'un tiers, trois fois plus vite qu'en Picardie.

Le début des années 2000 a été difficile dans l'industrie de la zone d'emploi avec de lourdes pertes d'emplois (A&R Carton, BSL industrie, Wolber et d'autres encore). Aujourd'hui, l'industrie agro-alimentaire est le premier employeur industriel de la zone et représente un emploi industriel sur cinq. De grandes entreprises sont présentes telles Intersnack France, Tereos ou Roquette. Les industries des équipements mécaniques dont les effectifs ont diminué de 40% depuis 2000, ne représentent plus que 17% de l'emploi salarié industriel du Soissonnais. Baxi-SA est le principal employeur à Villeneuve-Saint-Germain. Serimax ainsi que les établissements Groebli font également partie des entreprises de ce secteur. Les industries des équipements du foyer ont connu de nombreuses pertes également, leur effectif a été divisé par deux. Les effectifs des industries des produits minéraux et les activités de pharmacie, parfumerie et entretien ont presque disparu.

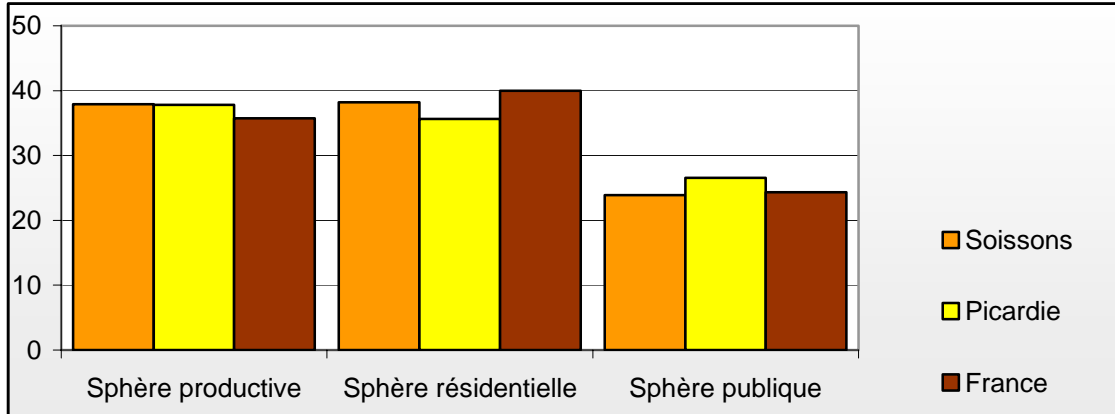
### ***La zone face à la crise***

Les activités industrielles en lien avec l'automobile, premières touchées par la crise, ne représentent que 4% des emplois, nettement moins que la moyenne régionale (8%). Néanmoins, l'extension de la crise 2008 à la sphère industrielle et son prolongement vers toutes les activités économiques liées à l'industrie concerne plus de 51% des emplois du Soissonnais : 1,5 point de plus qu'en région.

Des établissements ont eu recours au chômage partiel : Saint Gobain Emballage à Venizel, Cavatorta à Villeneuve-Saint-Germain ou SAS Fertemis à Mont-Notre-Dame.

## Système Productif

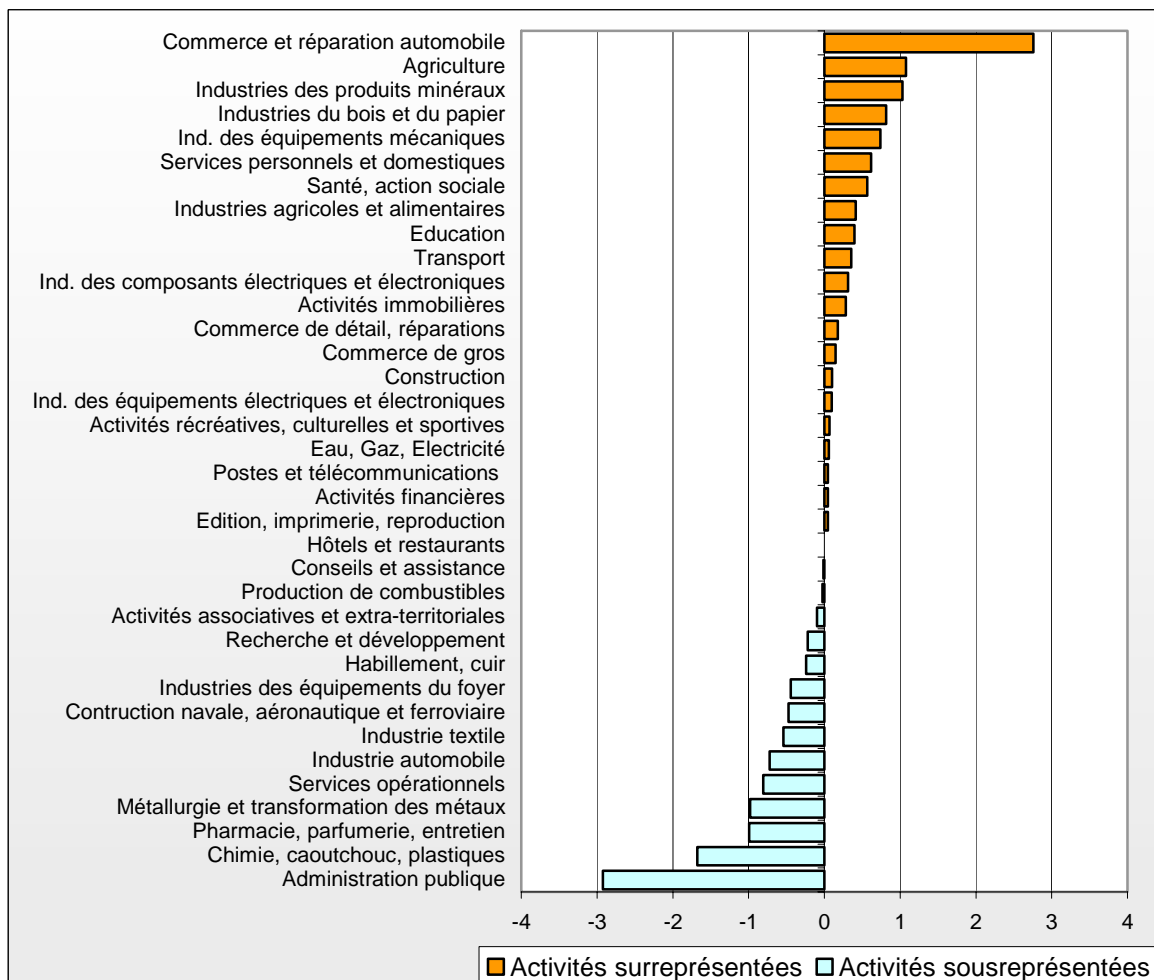
### Répartition de l'emploi salarié par sphère d'activité au 1<sup>er</sup> janvier 2007



Source : Insee, CLAP 2006

### Spécificité des activités économiques de la zone d'emploi

Différence entre la part de l'activité dans la zone et la part dans la région (en %)



Source : Insee, estimations d'emplois

## Marché du Travail

---

### ***Le marché du travail de plus en plus tourné vers l'extérieur***

La population active du Soissonnais s'élève à 47 000 personnes en 2006, alors que le nombre d'emplois est de 35 200. L'écart s'explique par la hausse des déplacements domicile-travail : le marché du travail de la zone d'emploi s'ouvre de plus en plus sur les échanges avec les zones voisines : Chauny, Laon, Château-Thierry, Compiègne; ainsi que des zones hors Picardie : Reims et la région parisienne.

Entre 1999 et 2006, la population active a augmenté de 2 600 personnes, plus rapidement que lors de la période 1990 à 1999. Les navettes domicile-travail vers l'extérieur de la zone d'emploi se sont accrues de près de 500 par an et ont doublé depuis 1990. En 2006, plus de 25% des actifs travaillent hors de la zone d'emploi, ils n'étaient que 14% en 1990. Parmi les grandes zones d'emploi picardes, seule celle du Sud-Oise a des actifs qui se déplacent davantage à l'extérieur de leur zone pour aller au travail.

Les navettes domicile travail vers l'intérieur de la zone ont augmenté plus faiblement, autour de 150 par an, 50% de plus par rapport à 1990 : 18% des emplois de la zone sont occupés par une personne qui n'y réside pas.

### ***Entre 1999 et 2006, une baisse du chômage modérée***

La croissance de la population active s'est accompagnée d'une quasi-stagnation de l'emploi. Le chômage entre 1999 et 2006 a moins baissé que dans les autres territoires de Picardie. Avec 10% au quatrième trimestre 2008, le taux de chômage du Soissonnais est supérieur à la moyenne régionale, comme pour toutes les zones de l'Aisne. Toutefois, l'écart avec la région s'est réduit d'un point depuis 2006.

Entre 2002 et 2007, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 21% dans la zone. Cette baisse est plus marquée chez les chômeurs de longue durée. Le chômage baisse pour tous les demandeurs d'emploi, à l'exception des plus jeunes dont le taux a continué d'augmenter.

## Marché du Travail

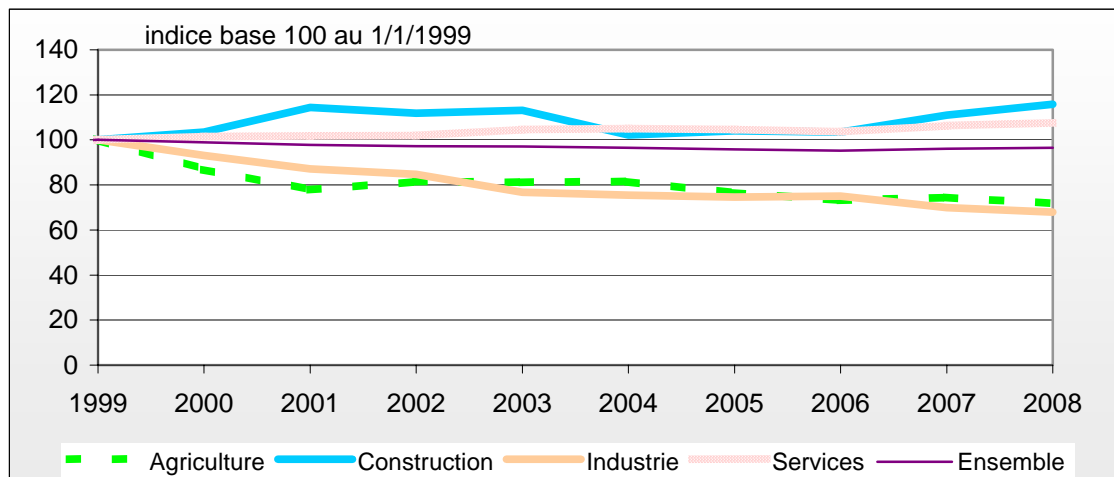
### Equilibrage du marché du travail depuis 1990

	1990	1999	2006
Population active résidente	43 100	44 400	47 000
Actif ayant un emploi dans la zone*	35 800	35 100	35 200
Chômeurs *	4 900	6 600	6 400
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	4 300	5 700	6 400
Habitants travaillant dans une autre zone	6 000	8 300	11 800
<b>Solde des navettes</b>	<b>-1 700</b>	<b>-2 600</b>	<b>-5 400</b>

\* selon la situation déclarée au recensement, différente de la situation selon la définition officielle du

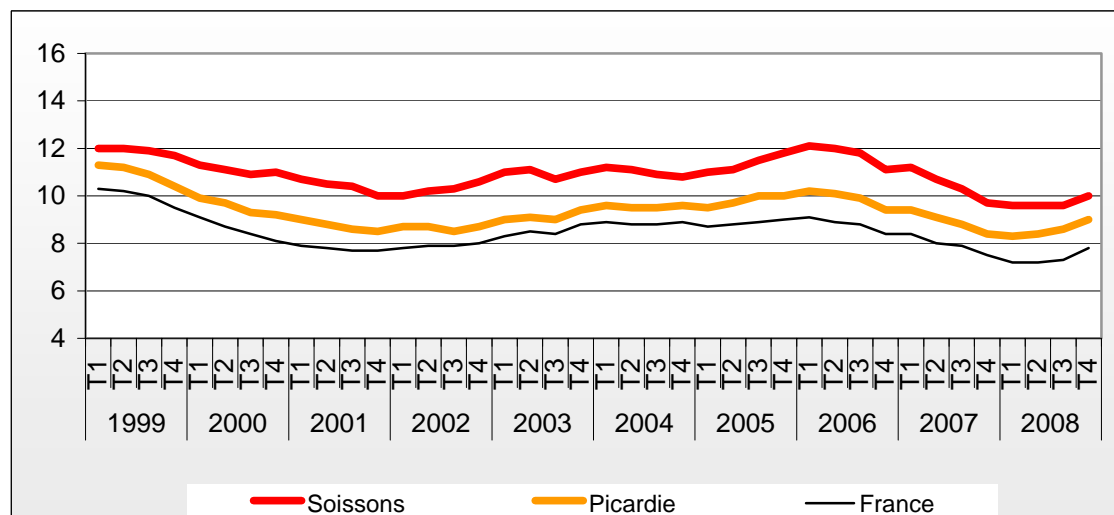
Source : Insee, recensements

### Évolution de l'emploi salarié



Source : Insee, estimations d'emplois

### Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage trimestriels localisés

## Attractivité - Dynamisme

---

### ***Un dynamisme un peu en deçà des espérances***

Les créations d'établissements, proportionnellement inférieures à la moyenne régionale, constituent un premier facteur de moindre dynamisme économique du territoire. Le taux de créations d'établissement est sous la moyenne picarde pour le commerce et les services, activités qui prennent de plus en plus d'importance dans l'économie. En 2008, 460 établissements ont été créés dans la zone d'emploi de Soissons ce qui place la zone au sixième rang des créateurs d'établissements.

La part des nouvelles entreprises dans l'emploi est supérieure à la moyenne régionale. Le dynamisme économique de Soissons apparaît davantage dans les créations de nouveaux emplois que dans le nombre d'entités créées. La taille des nouveaux établissements dans le Soissonnais est supérieure à la moyenne régionale dans la quasi-totalité des secteurs d'activités excepté le commerce.

En considérant les créations d'établissements et les nouveaux emplois générés comme indicateurs de l'attractivité économique, le Soissonnais se trouve au niveau de sa voisine Château-Thierry, derrière le Sud-Oise et Compiègne. Parmi les zones d'emploi de métropole comprenant une ville d'environ 30 000 habitants, Soissons côtoie Agen, Dreux, Périgueux, au milieu d'un classement dominé par Menton, les Mureaux ou le Sud-Oise.

Le Soissonnais bénéficie de la proximité du Sud-Oise et de Compiègne, elles-mêmes bénéficiaires de l'influence francilienne. L'évolution démographique récente montre que le sud-ouest de la zone d'emploi (Villers-Cotterêts), est de plus en plus sous l'influence directe de l'Île-de-France, alors que Soissons, plus éloignée, dépend davantage de sa propre dynamique et des pôles d'emploi de proximité : Compiègne et Reims sur l'axe de la N31 ou Laon sur la N2.



## ATTRACTIVITÉ - DYNAMISME

**Dynamisme entrepreneurial**

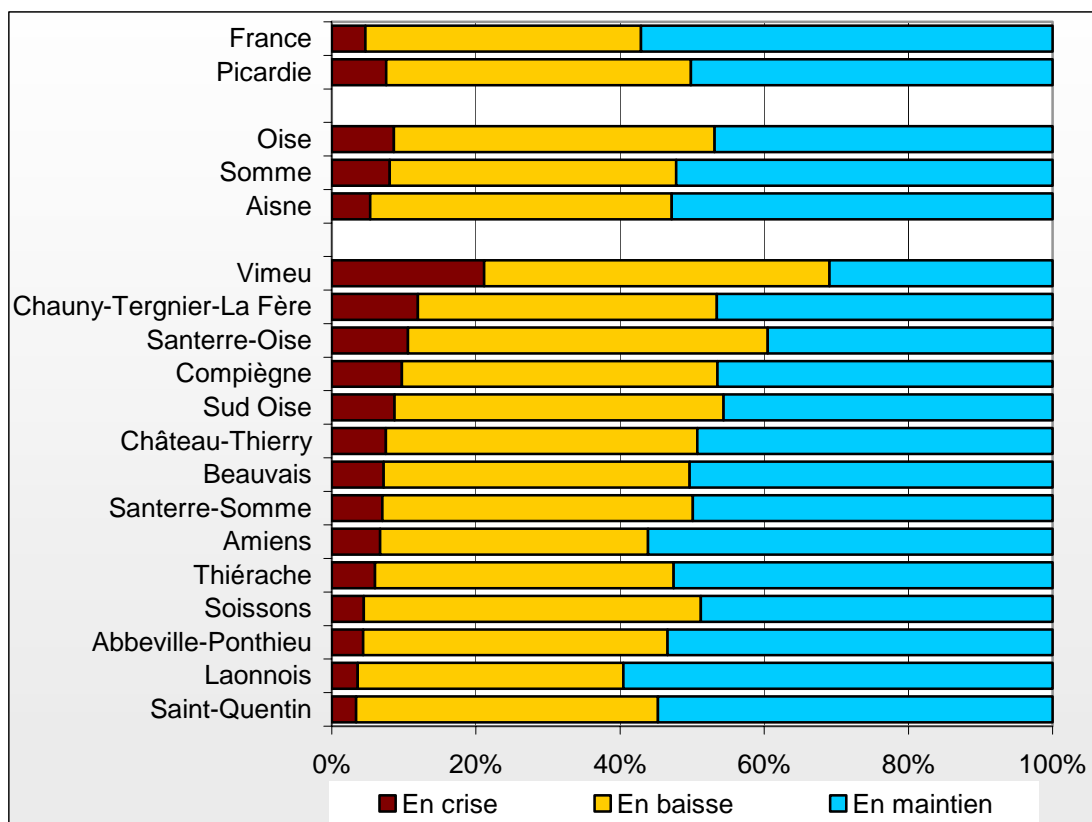
	Soissons	Picardie
Création d'établissements en 2008	<b>456</b>	7 321
Taux de créations	<b>11,4</b>	11,6
Part des nouveaux établissements dans l'emploi salarié	<b>14,1</b>	13,6

Source : Insee, REE Sirene - CLAP

Raison sociale	Commune	Activité principale exercée	Effectif salarié au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	Observations
<b>Etablissements du secteur privé</b>				
GRUPE VOLKSWAGEN FRANCE S.A.	Villers-Cotterêts	Commerce de véhicules automobiles	500 à 999	
CORA	Soissons	Hypermarchés	250 à 499	
ASS MEDICO SOCIALE ANNE MORGAN	Soissons	Activités hospitalières	250 à 499	
BAXI S.A.	Villeneuve-Saint-Germain	Fabrication de radiateurs et de chaudières pour le chauffage central	250 à 499	
UNITED SAVAM	Villeneuve-Saint-Germain	Transports routiers de marchandises interurbains	250 à 499	
INTERSNACK FRANCE	Montigny-Lengrain	Transformation et conservation de pommes de terre	250 à 499	
SAINT GOBAIN EMBALLAGE	Cuffies	Fabrication de verre creux	250 à 499	Établissement touché par le chômage partiel Suppression d'emplois annoncée
LA ROCHETTE VENIZEL	Venizel	Fabrication de papier et de carton	100 à 249	
TRANSCOM WORLDWIDE (FRANCE)SAS	Soissons	Centres d'appel	100 à 249	
TEREOS	Bucy-le-Long	Fabrication de sucre	100 à 249	
BSL TUBES ET RACCORDS	Billy-sur-Aisne	Fabrication de tubes en acier	100 à 249	
ASTEEL ELECTRONIQUE ILE DE FRANCE	Mercin-et-Vaux	Assemblage de cartes électroniques pour compte de tiers	100 à 249	
<b>Etablissements du secteur public</b>				
CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE SOISSONS	Soissons	Activités hospitalières	1 000 à 1 999	
COMMUNE DE SOISSONS	Soissons	Administration publique générale	250 à 499	
CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE SOISSONS	Soissons	Activités hospitalières	100 à 249	
COMMUNAUTE AGGLOMERATION SOISSONNAIS	Cuffies	Administration publique générale	100 à 249	
COMMUNE DE SOISSONS	Soissons	Gestion de salles de spectacles	100 à 249	
OGEC SAINT VINCENT DE PAUL	Soissons	Enseignement secondaire technique ou professionnel	100 à 249	
COMMUNE DE VILLERS COTTERETS	Villers-Cotterêts	Administration publique générale	100 à 249	
LYC GEN TECHNOLOGIQUE GERARD DE NERVAL	Soissons	Enseignement secondaire général	100 à 249	

Source : Insee, Clap 2007

Répartition des emplois selon l'évolution récente du chiffre d'affaires des secteurs

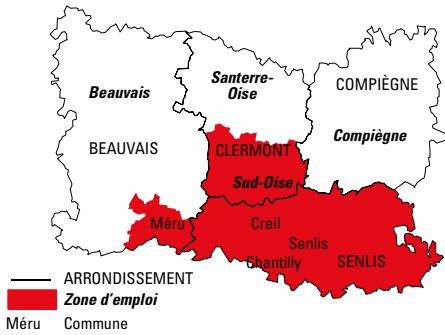


Note de lecture : Selon l'évolution nationale du chiffre d'affaires entre le 3ème trimestre 2008 et le 1er trimestre 2009, les activités économiques ont été réparties en 3 groupes. Un groupe de secteurs « en crise » avec une baisse de plus de 7% du chiffre d'affaires, comprenant l'industrie automobile, la chimie, caoutchouc, plastique, la métallurgie et transformation des métaux ainsi que la production de combustibles et de carburants, ce dernier en raison de la baisse du prix du pétrole.

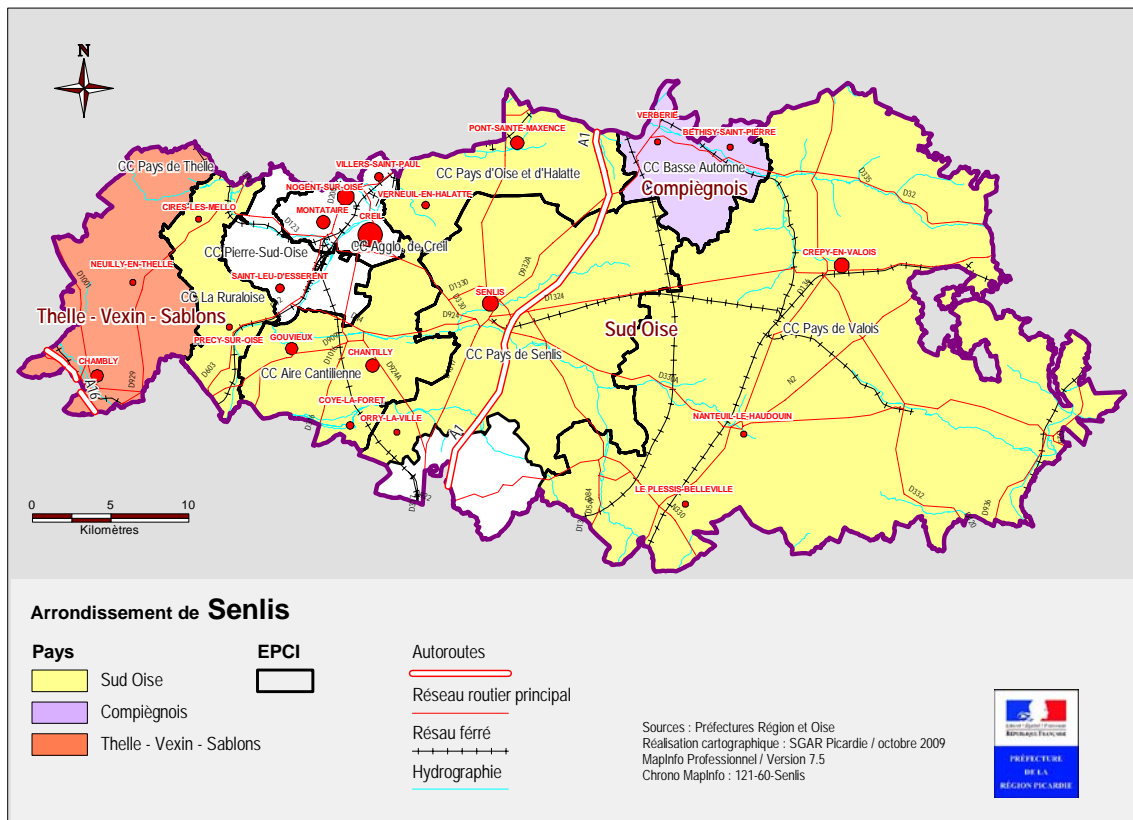
Des secteurs classés « en baisse » connaissent une fin d'année 2008 ou un début 2009 difficile, la baisse du chiffre d'affaires est toutefois moins importante que pour le groupe précédent. Il s'agit de la plupart des secteurs industriels, du commerce, des services opérationnels.

Le troisième groupe comprend les activités dont les chiffres d'affaires se maintiennent au moins l'un des deux trimestres observés : ce groupe compte les IAA, l'aéronautique et la parfumerie-entretien pour l'industrie, les activités de services et les services publics.

Source : Insee - Comptes Nationaux - Estimations d'emplois au 31/12/2007 provisoires



Le Sud-Oise est la plus importante zone d'emploi de Picardie pour sa population. Son économie, industrielle, s'oriente vers les services aux entreprises. Le marché du travail de la zone d'emploi est largement ouvert sur les échanges avec la région parisienne, avec les autres zones de l'Oise ainsi que certaines plus éloignées comme Amiens. Le taux de chômage (7%) est le plus bas de Picardie. Le niveau de dynamisme du Sud-Oise est largement supérieur au niveau attendu en fonction des seules caractéristiques démographiques et économiques du territoire. Son attractivité est soutenue par une position stratégique sur l'A1 qui relie Paris au nord de l'Europe.



## DÉMOGRAPHIE

---

### ***Une zone toujours attractive pour les jeunes ménages actifs***

Le Sud-Oise est la plus importante zone d'emploi de Picardie pour sa population : 383 000 habitants, 40 000 de plus que la zone d'emploi d'Amiens. Elle est également la zone la plus urbanisée de la région, les trois quarts de la population résident dans l'espace urbain composé de 9 agglomérations de plus de 10 000 habitants.

La croissance démographique de la zone d'emploi est soutenue depuis 1945. Pendant une quarantaine d'années, les arrivées de jeunes familles souhaitant acquérir une maison individuelle ont alimenté la croissance de la population tant par un excédent migratoire que par les naissances de leurs enfants. Depuis une vingtaine d'années, la croissance de la population est due à l'excédent naturel, les départs étant plus nombreux dorénavant que les arrivées : l'émigration des jeunes et des actifs arrivant à l'âge de la retraite en est la cause car les nouvelles installations demeurent nombreuses. Entre 1999 et 2006, la population s'est accrue de près de 0,5%, à la même vitesse que durant la période 1990/1999.

La conséquence du dynamisme démographique est une structure par âge plus jeune que la moyenne régionale et nationale. La part des moins de 20 ans dans la population de la zone est proche de 28% et plus de 55% de la population de la zone a moins de 40 ans. Le sommet de pyramide des âges est plus resserré, seul 16% de la population a 60 ans et plus, 3 points de moins que la région.

La population du Sud-Oise, plus jeune, est également mieux formée qu'en moyenne de la région. Parmi la population ayant achevé ses études, la part des bacheliers ou titulaires d'un diplôme supérieurs est 4,5 points au-dessus de la moyenne régionale. Ce sont les plus hauts diplômés qui sont à l'origine de cet écart : ils représentent près de 20% de la population contre 17% au niveau régional.

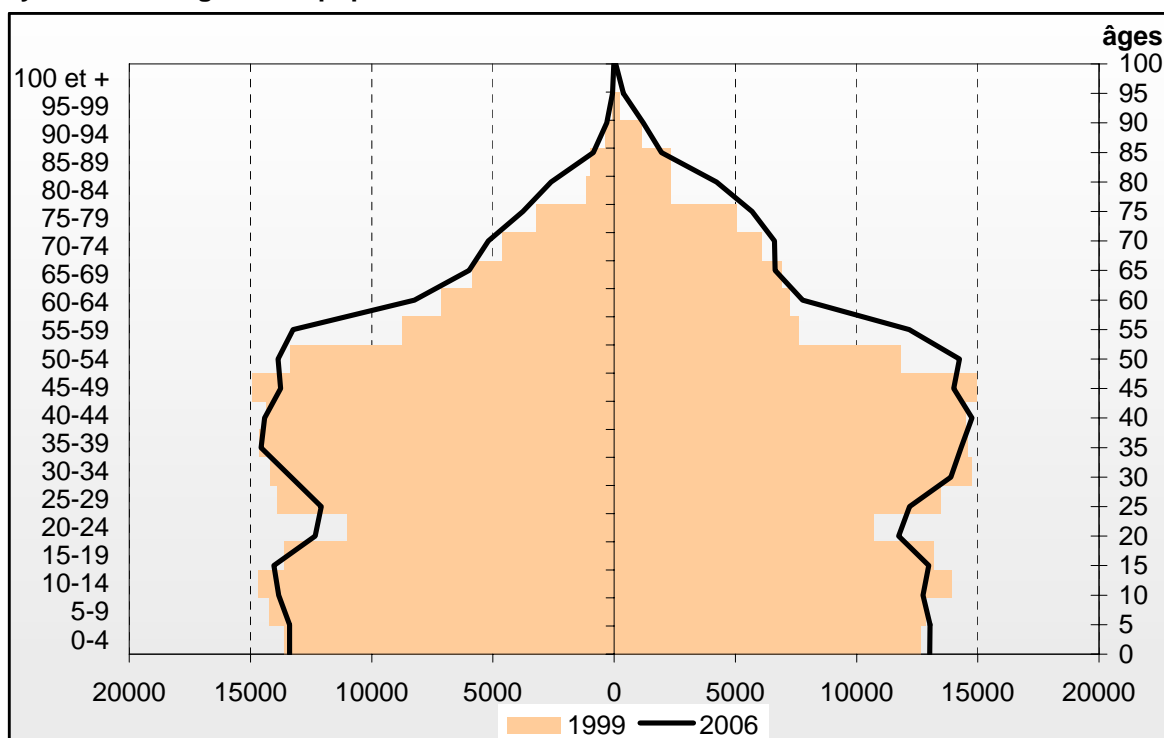
## DÉMOGRAPHIE

## Evolution de la population depuis 1990

	1990	1999	2006
<b>Population</b>	<b>352 848</b>	<b>371 556</b>	<b>383 256</b>
	1990-1999	1999-2006	
Evolution de la population	<b>18 708</b>	<b>11 700</b>	
due au solde naturel	22 984	18 360	
due au solde migratoire	-4 276	-6 660	
Taux d'évolution annuel moyen en %	<b>0,6</b>	<b>0,4</b>	
dû au solde naturel	0,7	0,7	
dû au solde migratoire	-0,1	-0,3	

Source : Insee, recensements

## Pyramide des âges de la population en 1999 et 2006



Source : Insee, recensements

## Niveau de formation de la population

Répartition de la population ayant achevé ses études selon le dernier diplôme obtenu

	Sud-Oise	Picardie	Ecart
Sans diplôme	<b>22,9</b>	24,5	-1,6
CEP / BEPC	<b>18,3</b>	20,7	-2,4
CAP / BEP	<b>24,4</b>	24,8	-0,3
BAC Général	<b>7,3</b>	6,4	0,9
BAC Professionnel	<b>7,4</b>	7,0	0,4
Diplôme supérieur au BAC	<b>19,6</b>	16,6	3,0
Ensemble	<b>100,0</b>	100,0	

Source : Insee, recensement 2006

## SYSTÈME PRODUCTIF

---

### ***Une économie industrielle qui s'oriente vers les services aux entreprises***

L'économie de la zone d'emploi est tournée vers la sphère productive. L'industrie emploie 20% des salariés : la proximité de l'Île de France contribue au maintien d'un tissu industriel dense avec un fort potentiel de création ou transfert d'activité provenant de cette région. La structure de l'emploi salarié du Sud-Oise s'est toutefois « tertiarisée » entre 2005 et 2007. La part de l'industrie recule de 2 points, points qui se sont reportés sur les services aux entreprises. L'externalisation des tâches annexes, comme la comptabilité ou la maintenance informatique, se développe.

Les industries présentes sur le territoire sont diversifiées : pour citer les plus importantes, la chimie en tête avec Faurecia à Méru ou BASF à Breuil-le-Sec, la métallurgie à Montataire ou la construction mécanique (Poclain à Verberie). Malgré la variété de la production, l'activité industrielle est concentrée sur la filière automobile et dépend de la conjoncture de ce marché.

Favorisés par la situation géographique, le transport et le commerce constituent un second pôle d'activités économique du territoire. Secondés par les services aux entreprises de haut niveau en recherche et développement (Cetim à Senlis) ou conseil-assistance, la zone d'emploi est en mesure d'offrir une plate forme d'accueil attractive pour les entrepreneurs.

### ***La zone face à la crise***

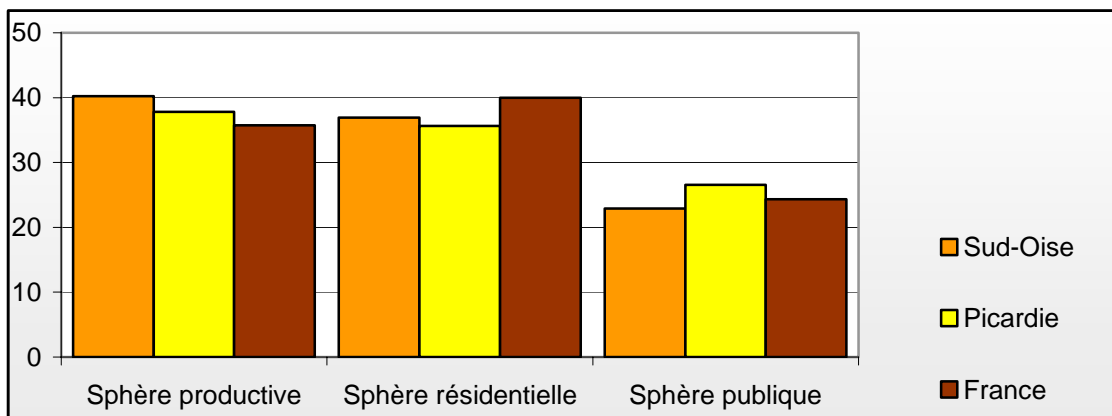
Au regard de la croissance nationale des activités économiques ces dernières années, le positionnement du Sud-Oise est moyen. Les activités en croissance représentent 60% des emplois comme la moyenne régionale. Les activités en baisse sont sous représentées de quelques points qui se reportent sur les activités stables.

En 2008, l'économie de la zone d'emploi est exposée à la crise : 55% des emplois du Sud-Oise appartiennent à des activités en crise ou en baisse sensible sur la fin 2008. De nombreuses entreprises sont en difficultés et ont recours à des mesures de chômage partiel : Arcelor, Goss, Poclain Hydraulics, BASF Coatings.

Les sites de plusieurs entreprises sont menacés : PSM à Pont Sainte Maxence est fermé, à Lagny le Sec, la délocalisation de Lear Corporation vers Cergy-Pontoise est annoncée, ZF Sachs à Mouy pourrait fermer.

## Système Productif

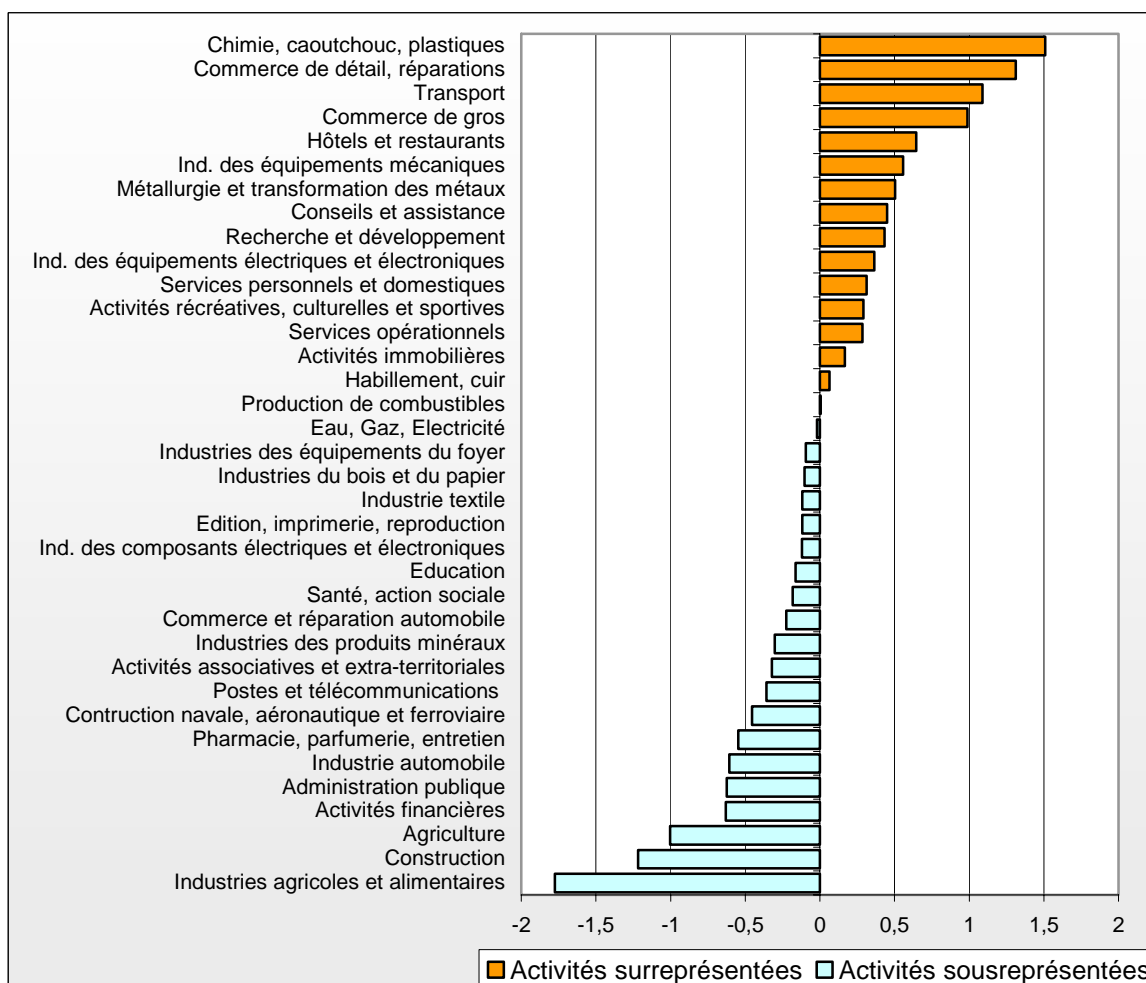
Répartition de l'emploi salarié par sphère d'activité au 1<sup>er</sup> janvier 2007



Source : Insee, CLAP 2006

### Spécificité des activités économiques de la zone d'emploi

Différence entre la part de l'activité dans la zone et la part dans la région (en %)



Source : Insee, estimations d'emplois

## Marché du Travail

### ***Un marché du travail ouvert sur l'Île-de-France***

La population active atteint 189 000 personnes en 2006 soit 11 000 de plus qu'en 1999, croissance aussi soutenue qu'au cours des années 1990 à 1999. Elle s'explique par l'intensité des déplacements domicile travail : le marché du travail de la zone d'emploi est largement ouvert sur les échanges avec la région parisienne, avec les autres zones de l'Oise ainsi que certaines plus éloignées comme Amiens. Les navettes domicile travail vers l'extérieur de la zone d'emploi se sont accrues de plus de 1 000 par an. Près de 37% des actifs travaillent hors de la zone d'emploi : environ 13 000 à Paris, 15 000 à St Denis, 9 000 à Roissy et environ 6 000 à Nanterre et autant à Cergy-Pontoise.

La croissance de la population active s'est accompagnée d'une augmentation de 1 300 emplois par an. Ces emplois ont été pourvus en partie par les réserves locales de main d'œuvre et en partie par l'augmentation des emplois de personnes externes au Sud-Oise. Plus de 20% des emplois de la zone sont occupés par des personnes qui résident en dehors. Par sa densité économique, le Sud-Oise attire des Franciliens mais aussi beaucoup d'autres venant de Beauvais, Compiègne ou de la zone Santerre-Oise. La zone est le premier pôle d'emploi de Picardie, et constitue le cœur des flux avec les territoires voisins.

Par rapport à la période 1990-1999, la dynamique du marché du travail du Sud-Oise a conservé ses qualités : croissance de l'emploi et de la population active (de type cercle vertueux) et ouverture sur les marchés du travail externes qui réduit les risques locaux de chômage ou de pénurie de main d'œuvre.

### ***Le taux de chômage le plus bas de Picardie***

Avec 7 % au quatrième trimestre 2008, le taux de chômage localisé dans la zone d'emploi Sud-Oise est le plus bas de la région malgré une forte augmentation depuis le deuxième trimestre 2008. L'écart avec la région a de nouveau augmenté depuis 2005 alors qu'il s'était réduit entre 2001 et 2005 pour atteindre 2%.

Entre 2002 et 2007, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 18 % dans la zone. Cette baisse est plus marquée chez les hommes (-20%), chez les chômeurs de longue durée (-27%), ainsi que chez les plus de 50 ans (-27%).

La structure des emplois par qualification dans l'industrie du Sud-Oise est différente de celle de la région et montre une modernisation du système productif. Ainsi, on retrouve plus de cadres et techniciens (35% contre 28%) et moins d'ouvriers (58% contre 66%). Comme pour le Compiégnois, ces différences montrent l'évolution de l'activité industrielle pour faire face à la concurrence extérieure. D'une part, les productions de haute technicité et à forte valeur ajoutée nécessitent l'emploi d'un personnel plus qualifié, d'autre part le recours à la sous-traitance pour les activités de gestion génère une réduction des postes d'employés.

Les demandeurs d'emploi sont aussi plus qualifiés que la moyenne régionale : techniciens et cadres représentent 13% des demandeurs d'emploi contre moins de 9% en moyenne régionale. La part des manœuvres et ouvriers non qualifiés est la plus faible de la région, 7 points en dessous de la moyenne picarde.



## Marché du Travail

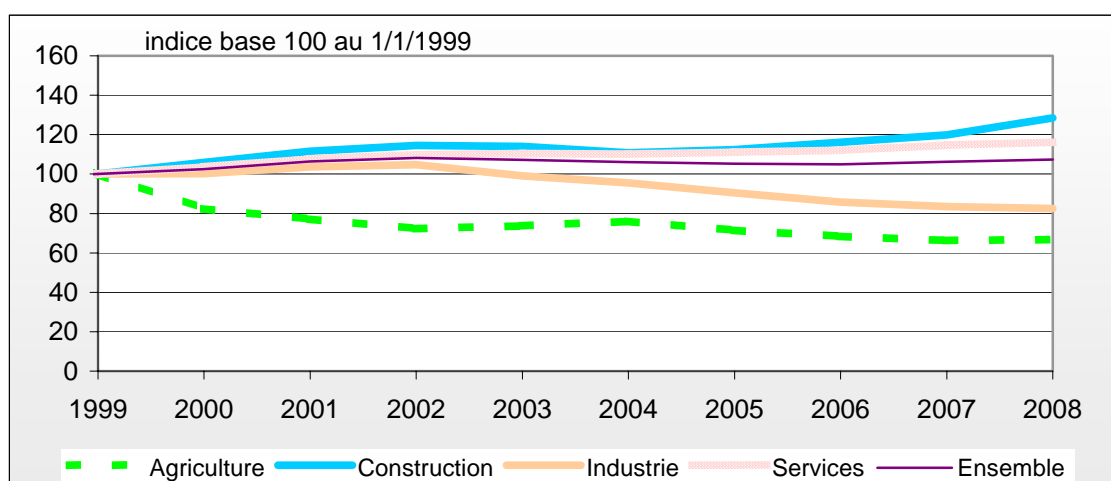
### Equilibrage du marché du travail depuis 1990

	1990	1999	2006
Population active résidente	164 100	177 900	188 900
Actif ayant un emploi dans la zone*	115 100	118 500	126 100
Chômeurs *	15 300	21 400	20 300
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	18 700	23 800	28 100
Habitants travaillant dans une autre zone	50 700	61 300	70 600
<b>Solde des navettes</b>	<b>-32 000</b>	<b>-37 500</b>	<b>-42 500</b>

\* selon la situation déclarée au recensement, différente de la situation selon la définition officielle du

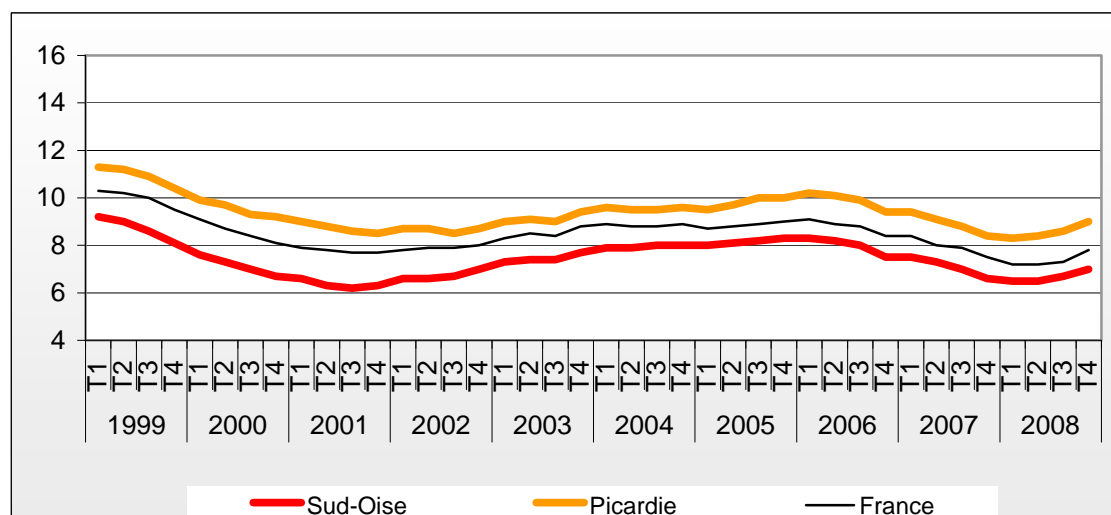
Source : Insee, recensements

### Évolution de l'emploi salarié



Source : Insee, estimations d'emplois

### Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage trimestriels localisés

## Attractivité - Dynamisme

### ***Une place stratégique à proximité de Paris et de Roissy***

Les créations d'établissements constituent la clé du dynamisme de la zone d'emploi : le Sud-Oise cumule un quart des créations de la région au cours des années 2005 à 2008. Le taux de création est supérieur à la moyenne régionale de plus de 2 points, l'écart atteint même 4 points dans le secteur du commerce.

La place des nouvelles entreprises dans l'emploi salarié de la zone est supérieure à la moyenne picarde. Les créations relativement nombreuses dans l'industrie et la construction génèrent davantage d'emplois salariés dès le démarrage de l'entreprise que les activités commerciales et de services.

Au regard des créations d'établissements et des emplois générés dans ces établissements, le Sud-Oise est la première zone d'emploi de la Picardie et se classe dans le premier tiers des 348 zones de métropole. Les premières places sont occupées par des grands centres urbains et les zones de PACA (Draguignan, Sète, Salon-de-Provence) ou du Littoral Atlantique (Arcachon, Saintonge Maritime).

Parmi les 80 zones d'emploi dont la plus grande ville compte entre 20 000 et 40 000 habitants, le Sud-Oise se situe vers la vingtième place entre Orly, Melun, Meaux ou Les Mureaux un peu plus attractives, et Dreux, Etampes ou Poissy qui le sont un peu moins.

Le niveau de dynamisme du Sud-Oise est largement supérieur au niveau attendu en fonction des seules caractéristiques démographiques et économiques du territoire. Son attractivité est soutenue par une position stratégique sur l'A1 qui relie Paris au nord de l'Europe : à la fois à proximité de la région parisienne et du pôle d'emploi de Roissy, qui est la zone qui a connu la plus forte croissance l'emploi au cours des vingt dernières années. Cette situation a favorisé le développement de densité de l'activité économique et de la densité urbaine, éléments qui sont devenus eux-mêmes des facteurs d'attractivité de la zone d'emploi.

### ***Le transport au cœur de la dynamique économique et sociale***

L'imbrication de l'industrie locale avec la filière automobile est une menace immédiate pour la zone d'emploi. Les risques portent sur quelques grosses entités et un tissu de sous-traitants qui travaillent majoritairement pour la filière. Les entreprises locales ont montré une capacité à rebondir suite à la fermeture des établissements Chausson il y a un peu plus de 10 ans. La pression exercée depuis plusieurs années sur les sous-traitants a pu préparer ou entamer leur capacité à faire face.

Les projets dans le domaine du transport, retombées du canal Nord-Sud, ligne SNCF vers Roissy, sont des atouts pour renforcer les secteurs du transport, logistique et commerce dans les prochaines années. Ces secteurs présentent l'avantage d'accroître l'attractivité vis-à-vis des entreprises utilisatrices.

Bien placée, par rapport à la Picardie, en matière de services aux entreprises, la zone d'emploi perd cependant des emplois dans ces domaines stratégiques (R&D, Conseil Assistance)

Sur le plan humain, le Sud-Oise bénéficie d'une population jeune et active et d'un niveau de formation supérieur à la moyenne régionale. La proximité de Paris et de Roissy en sont les atouts, mais aussi les limites : le Sud-Oise ne semble pas attractif pour les personnes qui cessent leur activité.

Ainsi le transport, qui caractérise de l'activité économique du territoire, est aussi un élément clef de la proximité des pôles d'emploi avec lesquels le Sud-Oise trouve un équilibre démographique.

## ATTRACTIVITÉ - DYNAMISME

**Dynamisme entrepreneurial**

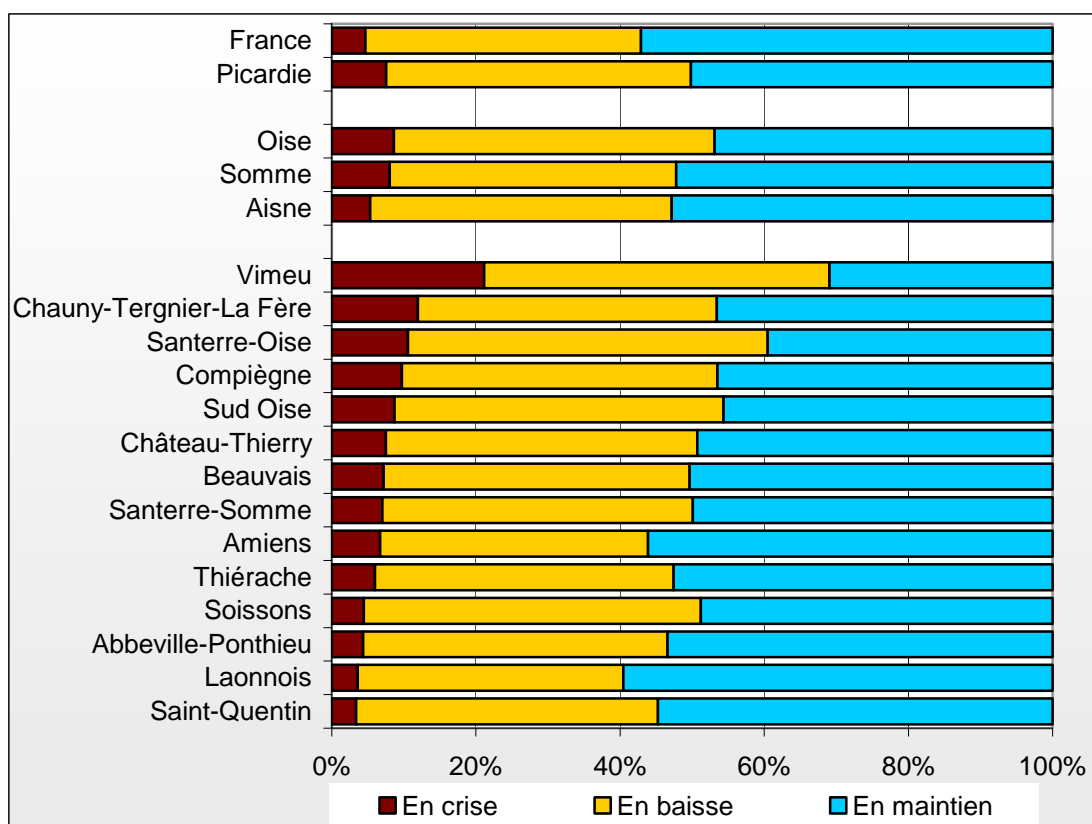
	Sud-Oise	Picardie
Création d'établissements en 2008	1 705	7 321
Taux de créations	13,9	11,6
Part des nouveaux établissements dans l'emploi salarié	14,8	13,6

Source : Insee, REE Sirene - CLAP

Raison sociale	Commune	Activité principale exercée	Effectif salarié au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	Observations
<b>Etablissements du secteur privé</b>				
FAURECIA INTERIEUR INDUSTRIE	Méru	Fabrication de pièces techniques en matières plastiques	1 000 à 1 999	
OFFICE DEPOT BS	Senlis	Commerce de détail de livres, journaux et papeterie	1 000 à 1 999	
GTM TERRASSEMENT	Fleurines	Terrassements en grande masse	500 à 999	
ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE	Montataire	Sidérurgie	500 à 999	Établissement touché par le chômage partiel
GOSS INTERNATIONAL MONTATAIRE SA	Montataire	Fabrication de machines d'imprimerie	500 à 999	Établissement touché par le chômage partiel
BASF COATINGS	Breuil-le-Sec	Fabrication de peintures et vernis	500 à 999	Établissement touché par le chômage partiel
MONTUPET SA	Laigneville	Fonderie de métaux légers	500 à 999	Établissement touché par le chômage partiel
CNH FRANCE SA	Plessis-Belleville	Entreposage non frigorifique	500 à 999	
INST NATIONAL ENVIR INDUS ET DES RISQUES	Verneuil-en-Halatte	Analyses, essais et inspections techniques	500 à 999	
NORFOND	Saint-Crépin-Ibouvillers	Fabrication d'articles métalliques divers	500 à 999	
SOC NAT DES CHEMINS DE FER FRANCAIS	Creil	Transports ferroviaires	250 à 499	
GREVIN ET COMPAGNIE	Plailly	Manèges forains et parcs d'attractions	250 à 499	
<b>Etablissements du secteur public</b>				
CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE INTERDEP	Fitz-James	Activités hospitalières	1 000 à 1 999	
CENTRE HOSPITALIER GENERAL LAENNEC	Creil	Activités hospitalières	1 000 à 1 999	
CENTRE HOSPITALIER DE SENLIS	Senlis	Activités hospitalières	1 000 à 1 999	
CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE INTERDEP	Clermont	Activités hospitalières	500 à 999	
COMMUNE DE CREIL	Creil	Administration publique générale	500 à 999	
ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS	Labruyère	Activités hospitalières	250 à 499	
CENTRE HOSPITALIER DE CLERMONT	Clermont	Activités hospitalières	250 à 499	

Source : Insee, Clap 2007

Répartition des emplois selon l'évolution récente du chiffre d'affaires des secteurs

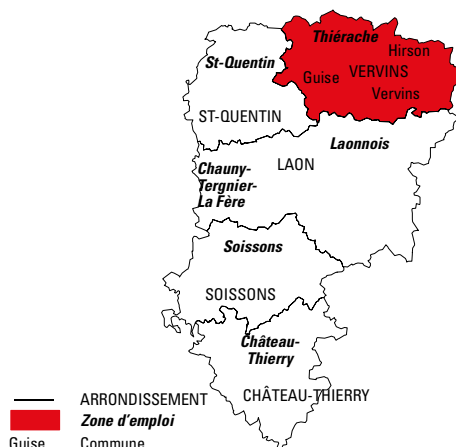


Note de lecture : Selon l'évolution nationale du chiffre d'affaires entre le 3ème trimestre 2008 et le 1er trimestre 2009, les activités économiques ont été réparties en 3 groupes. Un groupe de secteurs « en crise » avec une baisse de plus de 7% du chiffre d'affaires, comprenant l'industrie automobile, la chimie, caoutchouc, plastique, la métallurgie et transformation des métaux ainsi que la production de combustibles et de carburants, ce dernier en raison de la baisse du prix du pétrole.

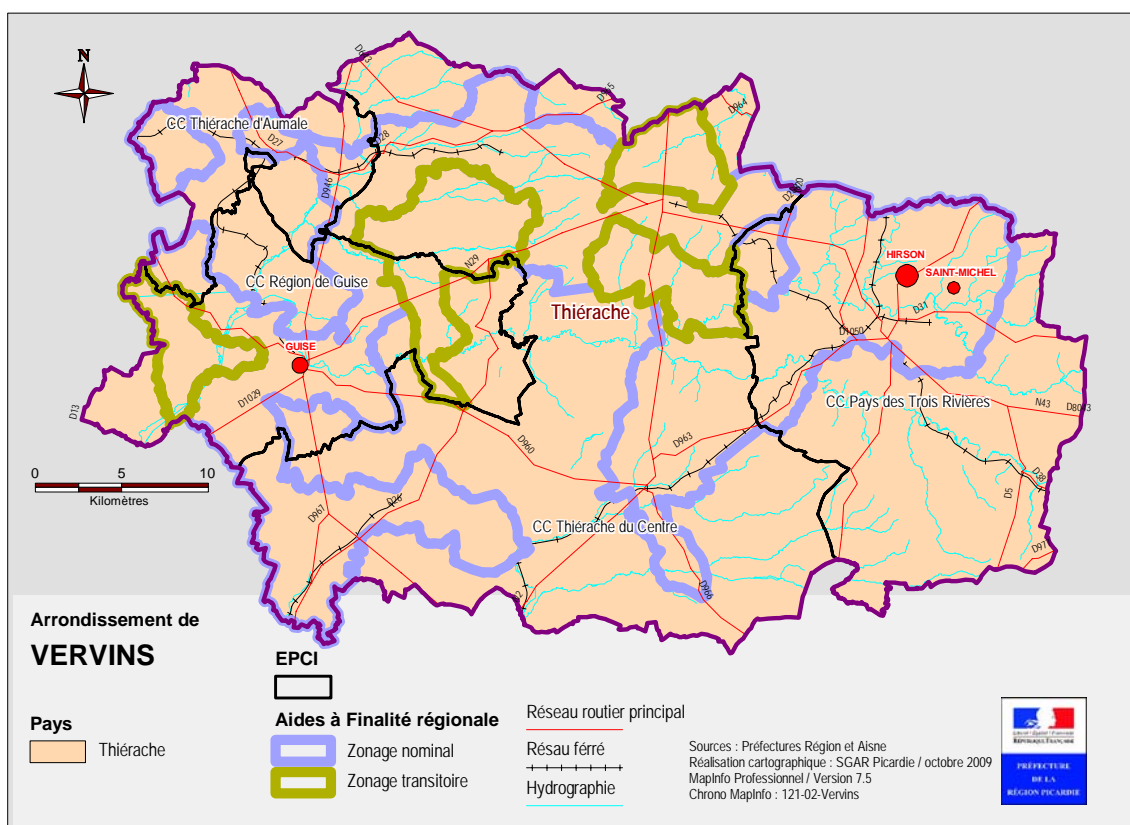
Des secteurs classés « en baisse » connaissent une fin d'année 2008 ou un début 2009 difficile, la baisse du chiffre d'affaires est toutefois moins importante que pour le groupe précédent. Il s'agit de la plupart des secteurs industriels, du commerce, des services opérationnels.

Le troisième groupe comprend les activités dont les chiffres d'affaires se maintiennent au moins l'un des deux trimestres observés : ce groupe compte les IAA, l'aéronautique et la parfumerie-entretien pour l'industrie, les activités de services et les services publics.

Source : Insee - Comptes Nationaux - Estimations d'emplois au 31/12/2007 provisoires



La diminution de la population de la zone d'emploi de la Thiérache est constante depuis 1990. Historiquement présente, l'industrie perd des emplois que le développement d'activités tertiaires a du mal à compenser. C'est la zone dont l'interaction du marché du travail avec les autres territoires est la plus réduite. Son taux de chômage (11.5%) est de 2.5 points au-dessus de la moyenne picarde. Bien qu'entourée de divers pôles d'emplois, la Thiérache demeure relativement isolée : peu de grands axes de liaisons la traversent. Le développement économique du territoire bénéficie peu de son ouverture sur la Belgique.



## DÉMOGRAPHIE

---

### ***La Thiérache face au vieillissement démographique***

En 2006, la Thiérache compte un peu plus de 67 000 habitants, chiffre en constante baisse depuis 1990. L'évolution est la même pour Hirson, principale commune de la zone dont la population est aujourd'hui un peu en dessous de 10 000 habitants. Le reste de la zone est constitué de communes rurales dispersées sur le territoire, dont 2 pôles ruraux : Guise (5 600 habitants) et Vervins (2 800 habitants), et deux autres communes relativement importantes, Le Nouvion-en-Thiérache (3 000 habitants) et la Capelle (2 000 habitants).

La diminution de la population est le résultat d'un déficit migratoire important, plus de 260 personnes par an quittent la Thiérache entre 1999 et 2006. Comme dans d'autres zones rurales isolées, le faible accroissement naturel de la population (+90 personnes par an) ne compense pas ce déficit. L'émigration des jeunes de moins de 30 ans, qui représentent la majorité des migrants, joue dans le sens d'un vieillissement de la population et par voie de conséquence réduit la natalité.

Après les zones du littoral (Vimeu et Abbeville-Ponthieu), la Thiérache est la zone d'emploi picarde la plus âgée de Picardie. Les parts des moins de 20 ans et des 20 à 49 ans sont plus faibles que dans le reste de la région. En Thiérache, 33% de la population à plus de 50 ans contre 29% en moyenne en Picardie.

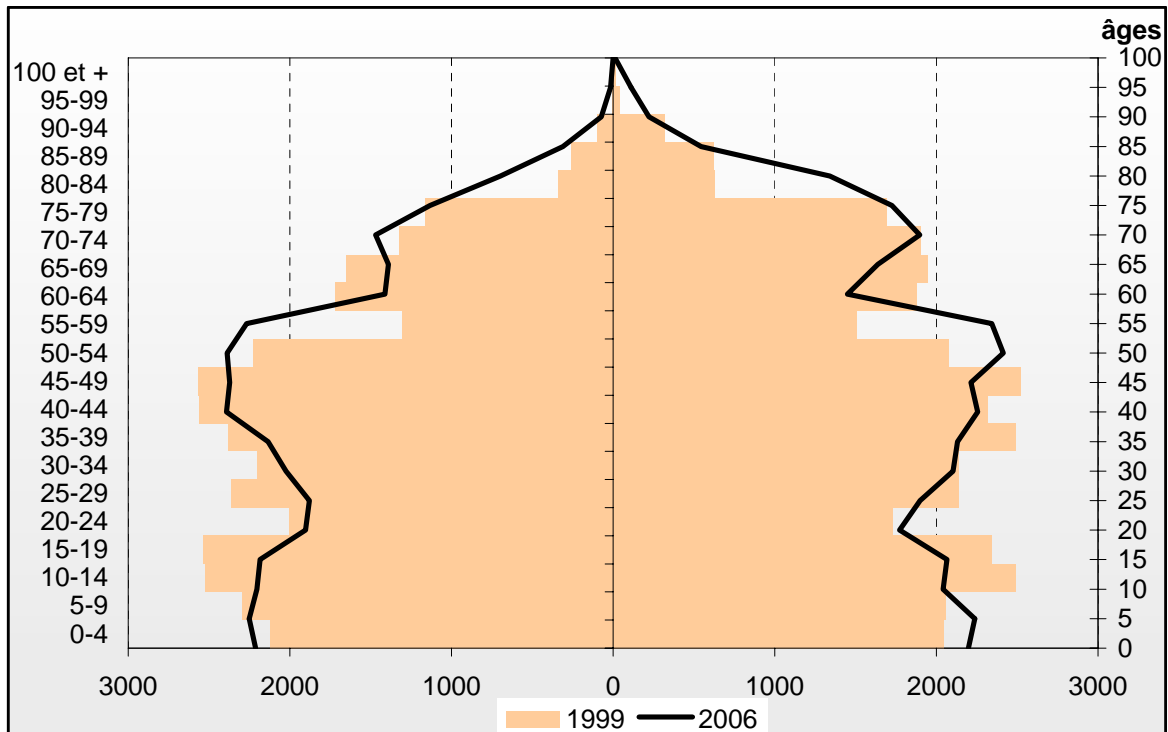
La population de la Thiérache est moins formée que la moyenne régionale : plus de 55% de la population a au plus le BEPC, soit 10 points de plus que la Picardie. Les titulaires d'un diplôme supérieur au baccalauréat sont sous représentés : 10% des habitants de la zone contre 17% en région.

## Démographie

**Evolution de la population depuis 1990**

	1990	1999	2006
<b>Population</b>	<b>70 574</b>	<b>68 814</b>	<b>67 495</b>
	1990-1999	1999-2006	
Evolution de la population	<b>-1 760</b>	<b>-1 319</b>	
due au solde naturel	741	641	
due au solde migratoire	-2 501	-1 960	
Taux d'évolution annuel moyen en %	<b>-0,3</b>	<b>-0,3</b>	
dû au solde naturel	0,1	0,1	
dû au solde migratoire	-0,4	-0,4	

Source : Insee, recensements

**Pyramide des âges de la population en 1999 et 2006**


Source : Insee, recensements

**Niveau de formation de la population**

Répartition de la population ayant achevé ses études selon le dernier diplôme obtenu

	Thiérache	Picardie	Ecart
Sans diplôme	<b>29,6</b>	24,5	5,1
CEP / BEPC	<b>25,6</b>	20,7	5,0
CAP / BEP	<b>23,3</b>	24,8	-1,5
BAC Général	<b>5,1</b>	6,4	-1,3
BAC Professionnel	<b>6,2</b>	7,0	-0,8
Diplôme supérieur au BAC	<b>10,1</b>	16,6	-6,5
Ensemble	<b>100,0</b>	100,0	

Source : Insee, recensement 2006

## SYSTÈME PRODUCTIF

### ***Un territoire rural mais très industriel***

Le système productif local est orienté vers les activités industrielles. En Thiérache, un emploi sur quatre se situe dans l'industrie contre un emploi sur cinq en moyenne régionale. L'importance de l'industrie repose sur un réseau d'établissements de taille moyenne marqué par la prépondérance des unités de 100 à 250 salariés et d'une forte implication des groupes français ou étrangers dans la zone d'emploi.

La Thiérache s'est spécialisée dans trois secteurs industriels. Les industries des équipements du foyer arrivent en première position. La société Godin, fabricant d'appareils ménagers non électriques implantée à Guise, en est un acteur historique. Viennent ensuite les industries agricoles et alimentaires : très présentes dans la zone ; elles dynamisent le milieu rural. Quatre des dix plus gros employeurs industriels de la zone d'emploi font partie de ce secteur, dont en particulier le groupe Nestlé, qui emploie 400 salariés à Boué, et Lu à Vervins, qui emploie 200 salariés, dans la fabrication des produits de petit-déjeuner. Les industries des composants électriques et électroniques arrivent au troisième rang, représentées par Valéo Vision à Hirson dans la fabrication de matériels électriques pour moteurs et véhicules.

Historiquement présente en Thiérache, l'industrie perd des emplois que le développement d'activités tertiaires a du mal à compenser. Seule la part des emplois dans les services aux entreprises a progressé de plus de 4 points entre 2005 et 2008. Ces services représentent près de 13% de l'emploi total dans la zone, 1,5 points de plus que la moyenne picarde. Par contre tous les autres types de services restent sous-représentés.

### ***La zone face à la crise***

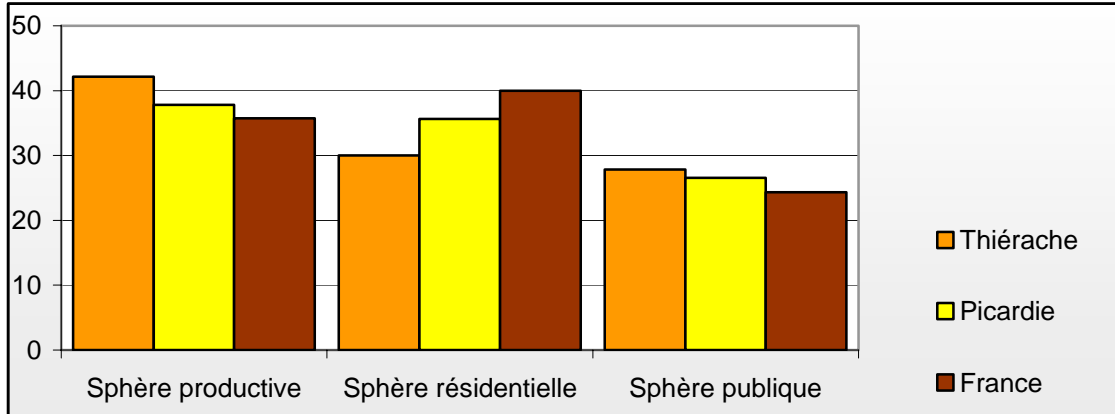
Le ralentissement de l'activité économique en 2008 impacte la Thiérache, même si la spécialisation de ses activités industrielles relativise les risques. Les activités industrielles en lien avec la filière automobile, premières touchées par la crise représentent 6% des emplois contre 7,5% en moyenne dans la région. Mais la présence de sous-traitants du secteur dans la zone comme Valéo Vision à Hirson reste un facteur de risque. L'extension de la crise à la plupart des activités industrielles en fin d'année concerne près de 50% des salariés de la zone d'emploi, tout comme la moyenne départementale.

Déjà fin 2008 l'établissement BARELEC à Etreux spécialisé dans la fabrication de matériel d'installation électrique annonçait 9 licenciements tout comme le négoce de boissons LEFRANC VINOLUX à Hirson. Plus récemment l'usine ANODEL (traitement et revêtement des métaux) à Hirson a supprimé 6 postes



## Système Productif

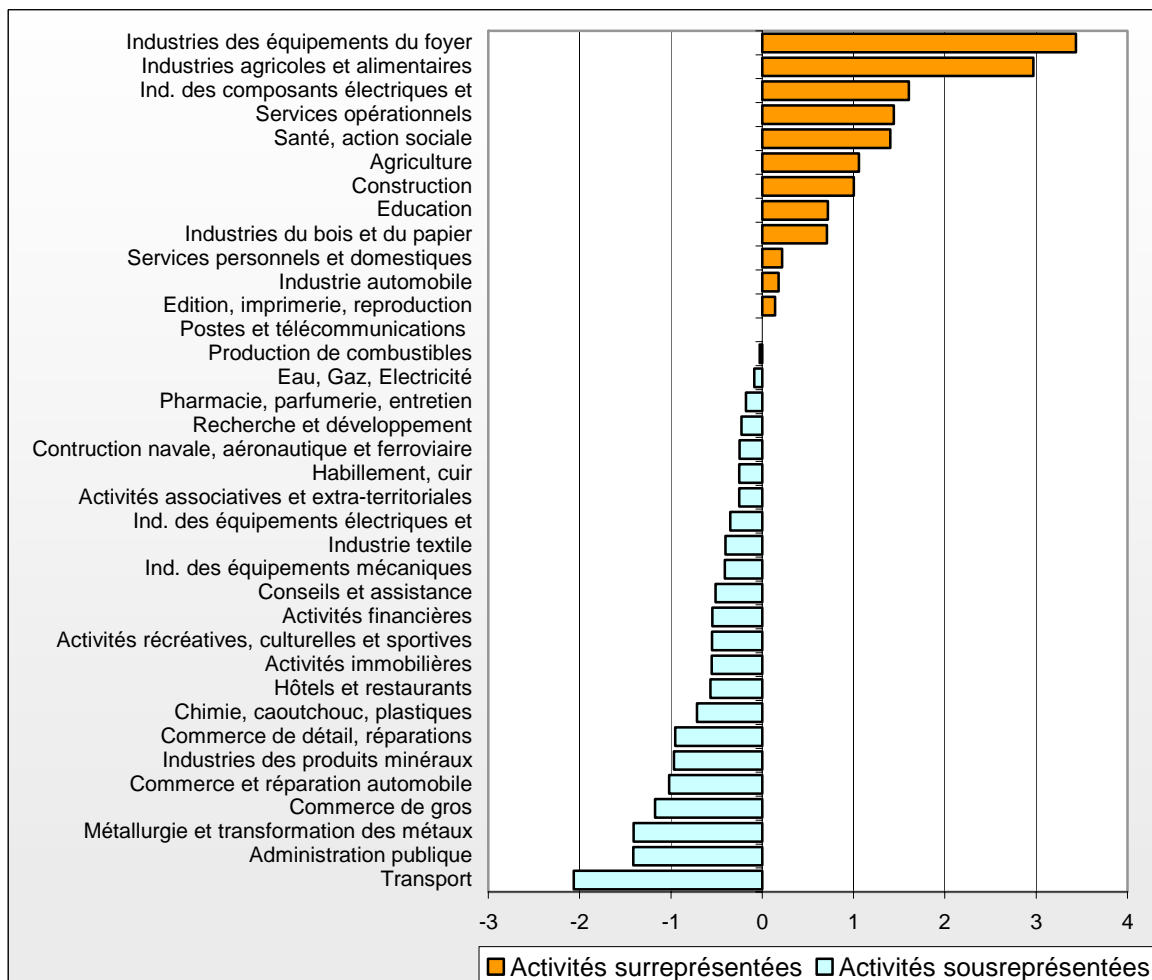
### Répartition de l'emploi salarié par sphère d'activité au 1<sup>er</sup> janvier 2007



Source : Insee, CLAP 2006

### Spécificité des activités économiques de la zone d'emploi

Différence entre la part de l'activité dans la zone et la part dans la région (en %)



Source : Insee, estimations d'emplois

## Marché du Travail

---

### ***Une situation géographique qui limite les déplacements***

Avec une population active de 28 000 personnes et 21 600 emplois dans les entreprises locales, la Thiérache est l'une des plus petites zones d'emploi picarde. Entre 1999 et 2006, la population active a diminué de 400 personnes, à un rythme moins soutenu qu'entre 1990 et 1999, alors que l'emploi est resté stable.

C'est aussi la zone dont l'interaction du marché du travail avec les autres territoires est la plus réduite. La Thiérache a des échanges avec trois zones d'emploi limitrophes et très peu d'échanges avec la Champagne-Ardenne. Avec la Sambre-Avesnois, au nord, les échanges s'équilibrent. En revanche deux fois plus d'habitants de la Thiérache vont travailler dans le Laonnois et dans le Saint-quentinois que l'inverse. L'accroissement de la mobilité de la population de la Thiérache et le maintien du nombre des emplois dans la zone a permis une baisse du nombre des chômeurs de 8% sur la période 1999-2006.

### ***Un niveau de chômage structurellement élevé***

Au quatrième trimestre 2008, le taux de chômage de la Thiérache est de 11,5%, 2,5 points au-dessus de la moyenne picarde et 3,7 points supérieur au niveau national. Depuis 1999 le taux de chômage est plus élevé dans la zone à cause du déclin des industries historiquement présentes et du faible développement des services. Entre 1999 et 2007, la Thiérache a connu une période favorable sur le marché de l'emploi pour atteindre un taux de chômage de 10,7% fin 2007, soit une baisse de presque 3 points en 8 ans. Depuis le début de l'année 2008, la situation sur le marché de l'emploi s'est dégradée et le taux de chômage est remonté de presque un point en fin d'année.

Entre 2002 et 2007, le nombre de demandeurs d'emplois a diminué de 17% dans la zone. Cette forte baisse concerne toutes les catégories, mais ce sont les chômeurs de longue durée qui en profitent le plus (-25%). La situation des jeunes en Thiérache reste préoccupante, ils ne profitent que peu de l'amélioration de la situation sur le marché du travail et représentent 1/4 des chômeurs de la zone en 2007. Leur retour à l'emploi est plus difficile que pour les autres catégories de chômeurs.

## Marché du Travail

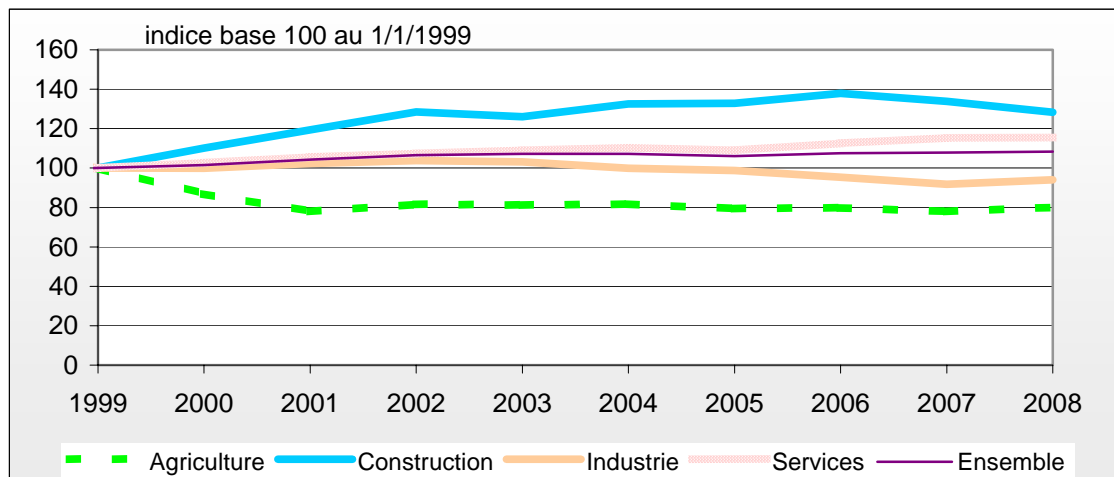
### Equilibrage du marché du travail depuis 1990

	1990	1999	2006
Population active résidente	29 000	28 300	27 900
Actif ayant un emploi dans la zone*	22 700	21 500	21 600
Chômeurs *	4 500	4 800	4 500
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	2 500	3 000	3 700
Habitants travaillant dans une autre zone	3 900	4 800	5 600
<b>Solde des navettes</b>	<b>-1 400</b>	<b>-1 800</b>	<b>-1 900</b>

\* selon la situation déclarée au recensement, différente de la situation selon la définition officielle du

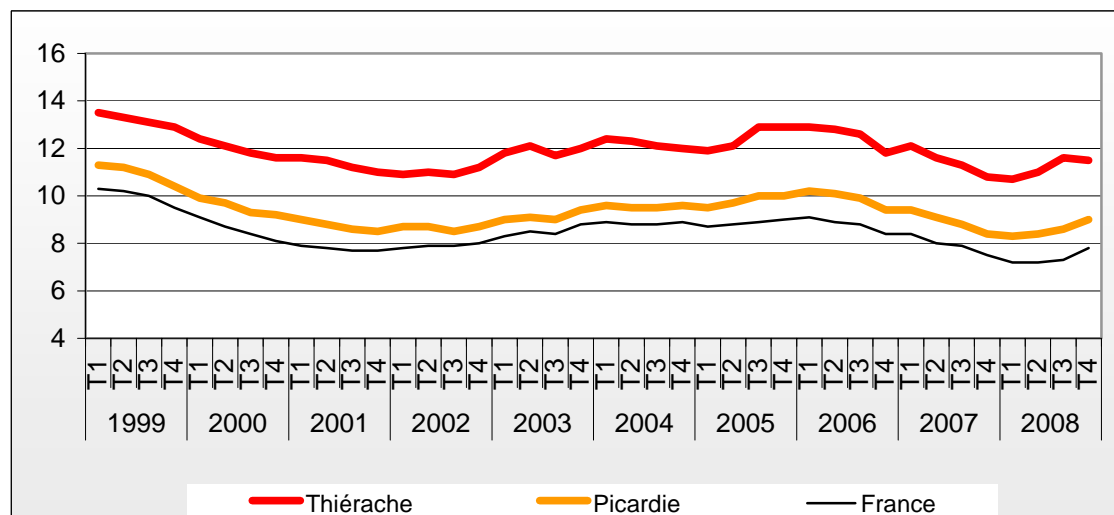
Source : Insee, recensements

### Évolution de l'emploi salarié



Source : Insee, estimations d'emplois

### Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage trimestriels localisés

## Attractivité – Dynamisme

### ***Un faible renouvellement du système productif***

Le renouvellement de l'appareil productif de la zone est moins rapide que dans le reste de la région. Avec seulement 200 créations d'établissements en 2008, les créations en Thiérache ne représentent que 2% du total régional. Le taux de création dans la zone s'élève à 9%, trois points en dessous de la moyenne picarde. De tous les secteurs d'activité seul le taux de création dans l'industrie est supérieur à la moyenne régionale. Le déficit atteint même 6 points dans le secteur de la construction. Ce faible taux de création est en partie compensé par un taux de survie relativement élevé : 60% des entreprises créées en Thiérache sont encore en activité 5 ans après leur démarrage contre 50% en Picardie.

La part de l'emploi des nouvelles unités dans l'emploi total est en dessous de la moyenne régionale. En Thiérache 10% de l'emploi total est le fait des établissements nouvellement créés contre plus de 13% en Picardie. L'écart le plus important se trouve dans la construction, le déficit de la zone atteint 10 points pour ce secteur.

Au regard de la création d'établissements et de nouveaux emplois, la Thiérache est l'un des territoires les moins attractifs de Picardie, situé au 13<sup>ème</sup> rang des 14 zones d'emploi de la région devant le Vimeu. Au niveau national, la Thiérache se situe en queue de peloton (339<sup>ème</sup> sur 348) avec des zones comme la Haute Vallée de la Marne (Champagne-Ardenne), Montbéliard (Franche-Comté) ou Flers (Basse Normandie).

Bien qu'entourée de pôles d'emplois d'une certaine importance, Saint-Quentin, Laon, Sedan, Charleville-Mézières, Cambrai, Valenciennes et Charleroi en Belgique, la Thiérache demeure relativement isolée : les grands axes de liaisons qui relient ces pôles passent autour de la Thiérache et peu la traversent, seul Saint-Quentin (N29) et Laon (N2/SNCF) sont à portée de déplacements quotidiens. Le développement économique du territoire en est réduit à sa dynamique propre et bénéficie peu de son ouverture sur la Belgique.

## ATTRACTIVITÉ - DYNAMISME

**Dynamisme entrepreneurial**

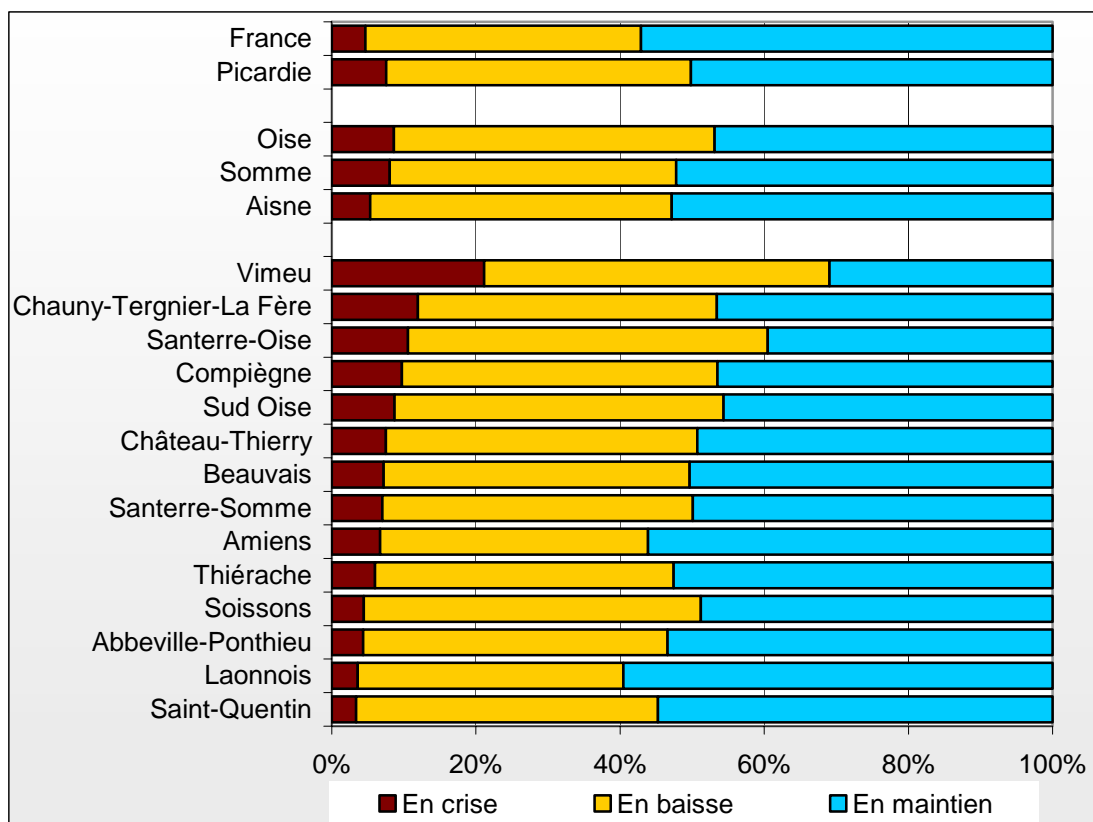
	Thiérache	Picardie
Création d'établissements en 2008	199	7 321
Taux de créations	8,9	11,6
Part des nouveaux établissements dans l'emploi salarié	10,2	13,6

Source : Insee, REE Sirene - CLAP

Raison sociale	Commune	Activité principale exercée	Effectif salarié au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	Observations
<b>Etablissements du secteur privé</b>				
WEST PHARMACEUTICAL SERVICES FRANCE S.A	Nouvion-en-Thiérache	Fabrication d'autres articles en caoutchouc	250 à 499	
SA GODIN	Guise	Fabrication d'appareils ménagers non électriques	250 à 499	
NESTLE FRANCE	Boué	Fabrication d'autres produits laitiers	250 à 499	Chômage partiel prévu
ZEHNDER GROUP VAUX ANDIGNY	Vaux-Andigny	Fabrication de radiateurs et de chaudières pour le chauffage central	250 à 499	
EBERSPACHER SYSTEMES D ECHAPPEMENT SAS	Saint-Michel	Fabrication d'équipements automobiles	250 à 499	
LES FROMAGERS DE THIÉRACHE	Nouvion-en-Thiérache	Fabrication de fromages	100 à 249	
VALEO VISION	Hirson	Fabrication de matériels électriques pour moteurs et véhicules	100 à 249	Établissement touché par le chômage partiel
SOC EXPL TRANSP DELMOTTE	Buironfosse	Transports routiers de marchandises interurbains	100 à 249	
MATERNE	Boué	Transformation et conservation de fruits	100 à 249	
LU FRANCE LF SAS	Vervins	Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation	100 à 249	
AUCHAN FRANCE	Hirson	Hypermarchés	100 à 249	
PARFUMS GIVENCHY	Vervins	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	100 à 249	
<b>Etablissements du secteur public</b>				
CENTRE HOSPITALIER BRISSET GUISE	Hirson	Activités hospitalières	250 à 499	
	Guise	Activités hospitalières	100 à 249	
COMMUNE D'HIRSON	Hirson	Administration publique générale	100 à 249	
INSTITUT MEDICO EDUCATIF SPECIALISE	Proisy	Accueil des enfants handicapés	100 à 249	
CENTRE HOSPITALIER NOUVION-EN-THIÉRACHE	Nouvion-en-Thiérache	Activités hospitalières	100 à 249	
LYCEE POLYVALENT NAT ISE JOLIOT CURIE	Hirson	Enseignement secondaire général	100 à 249	
HOPITAL - MAISON DE RETRAITE	Vervins	Activités hospitalières	100 à 249	
COMMUNE DE GUISE	Guise	Administration publique générale	50 à 99	

Source : Insee, Clap 2007

Répartition des emplois selon l'évolution récente du chiffre d'affaires des secteurs

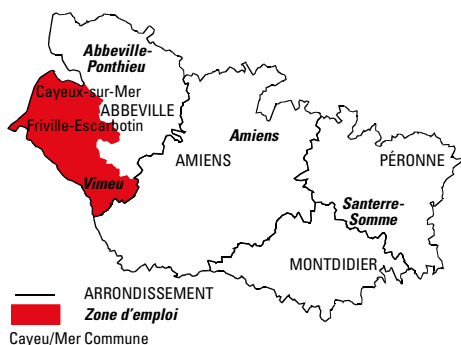


Note de lecture : Selon l'évolution nationale du chiffre d'affaires entre le 3ème trimestre 2008 et le 1er trimestre 2009, les activités économiques ont été réparties en 3 groupes. Un groupe de secteurs « en crise » avec une baisse de plus de 7% du chiffre d'affaires, comprenant l'industrie automobile, la chimie, caoutchouc, plastique, la métallurgie et transformation des métaux ainsi que la production de combustibles et de carburants, ce dernier en raison de la baisse du prix du pétrole.

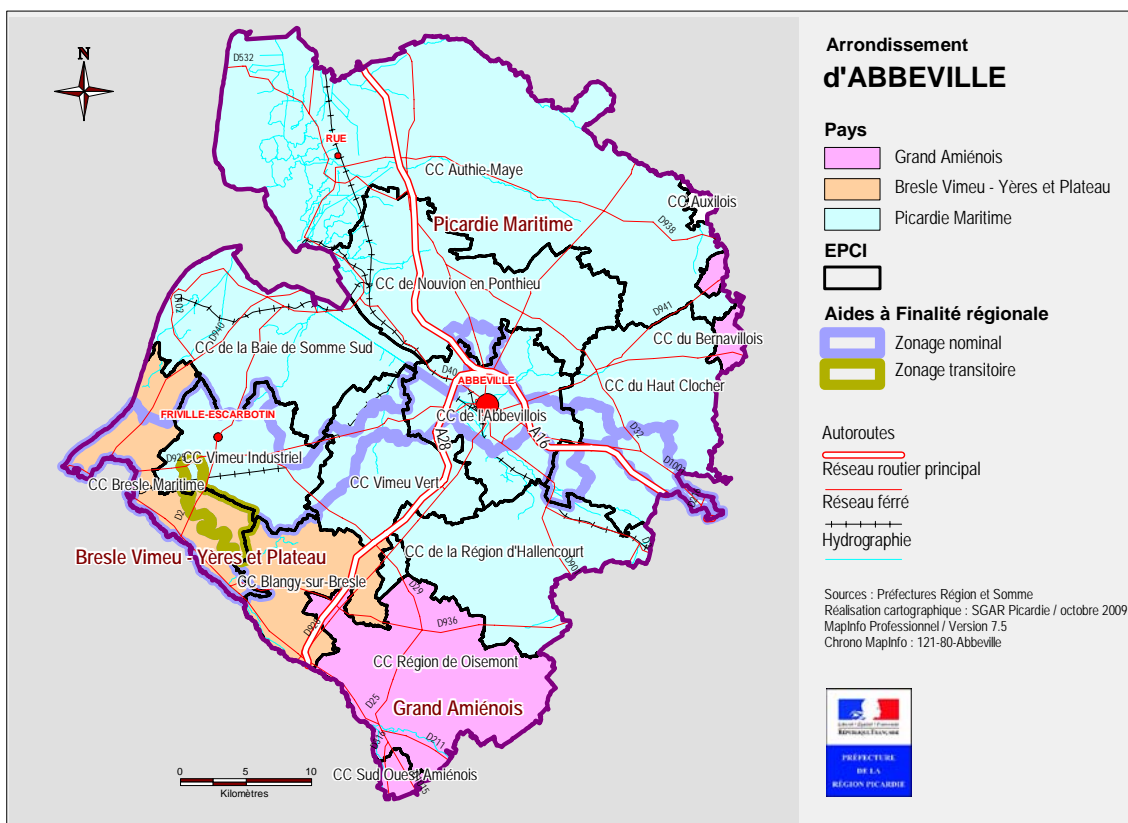
Des secteurs classés « en baisse » connaissent une fin d'année 2008 ou un début 2009 difficile, la baisse du chiffre d'affaires est toutefois moins importante que pour le groupe précédent. Il s'agit de la plupart des secteurs industriels, du commerce, des services opérationnels.

Le troisième groupe comprend les activités dont les chiffres d'affaires se maintiennent au moins l'un des deux trimestres observés : ce groupe compte les IAA, l'aéronautique et la parfumerie-entretien pour l'industrie, les activités de services et les services publics.

Source : Insee - Comptes Nationaux - Estimations d'emplois au 31/12/2007 provisoires



*Le Vimeu est la plus petite zone d'emploi de la Somme, toutefois, sa population augmente à un rythme proche de la moyenne régionale. Son économie est essentiellement industrielle est fortement exposée à la crise. Contrastant avec le reste de la Picardie où l'emploi industriel est concentré dans les implantations de grands groupes, le Vimeu présente un tissu de petites unités disposant d'une autonomie locale de décision. Les échanges domicile-travail avec les autres zones sont relativement développés. La forte et ancienne spécificité industrielle de cette zone d'emploi limite l'arrivée de nouvelles entreprises.*



## DÉMOGRAPHIE

---

### ***Une zone rurale sans grande agglomération***

Le Vimeu est la zone d'emploi la moins peuplée de la Somme avec 62 000 habitants, 2 000 de moins que sa voisine maritime Abbeville Ponthieu.

Entre 1999 et 2006, la population de la zone du Vimeu a augmenté de 1 000 habitants, à un rythme proche de la moyenne régionale. Le taux d'évolution de la population s'élève à 0,3% de la population sur la période 1999-2006 contre -0,2 pour la période 1990-1999. La croissance due au solde naturel (excédent des naissances sur les décès) est faible pour les deux périodes. Le changement de tendance est dû à un excédent des arrivées sur les départs alors que les départs étaient plus nombreux que les arrivées au cours des années quatre-vingt dix. Le changement de comportement concerne la population de plus de 25 ans et plus particulièrement la population sans activité professionnelle. Pour les plus jeunes, le solde migratoire demeure déficitaire comme dans toutes les zones d'emploi dépourvues d'établissements de formation supérieure.

En 2006, les communes rurales regroupent la moitié des habitants. La plus grande agglomération, Friville-Escarbotin ne compte que 7 000 habitants et n'atteint pas les 5 000 emplois minimaux pour constituer un pôle urbain. La petite taille des communes et leur densité distingue la structure urbaine du Vimeu de celle des autres zones rurales de la région : la densité de population atteint 92 hab/km<sup>2</sup>, valeur nettement supérieure à celle du Santerre-Somme (64) ou d'Abbeville-Ponthieu (70).

Comme dans la plupart des zones rurales, la population du Vimeu est plus âgée qu'en moyenne, ici cette caractéristique est renforcée par l'attractivité du littoral pour les séniors : 23% de la population a moins de 20 ans contre 27% en Picardie. Au sommet de la pyramide des âges 24% des habitants du Vimeu ont plus de 60 ans contre 19% des picards.

Plus âgée, la population du Vimeu est également la moins formée de la région : seulement 21% de la population est titulaire du baccalauréat, neuf points de moins que la moyenne régionale.

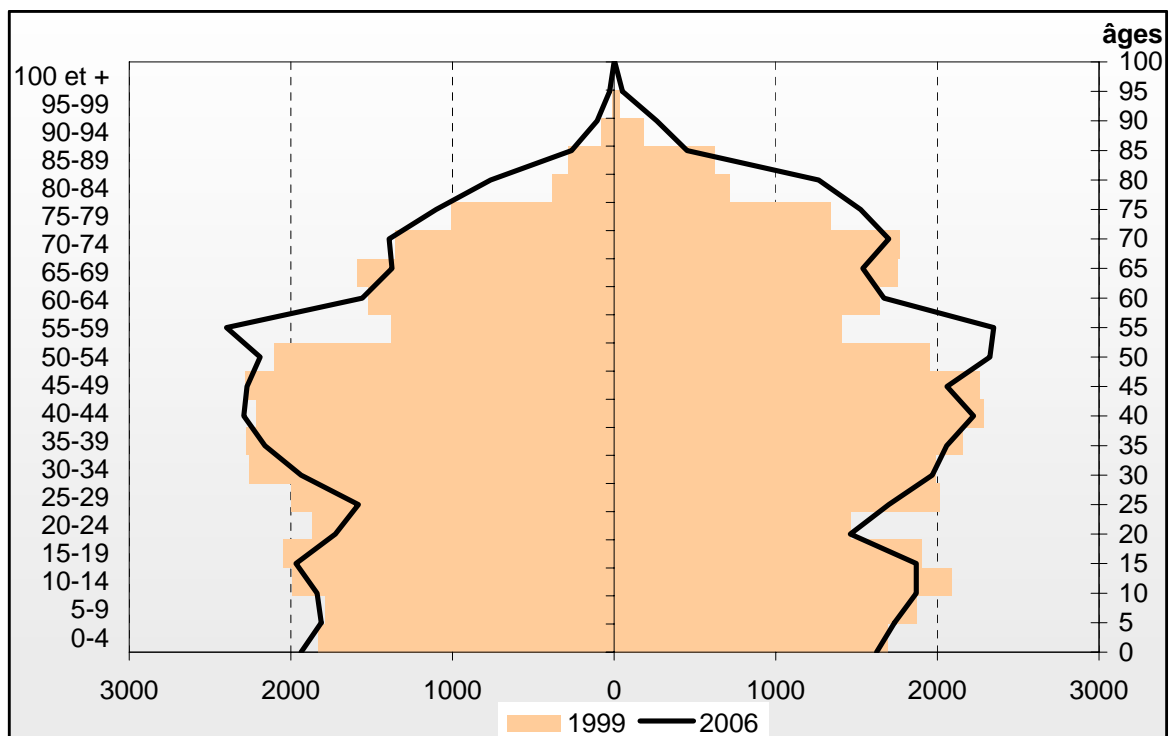


## Démographie

**Evolution de la population depuis 1990**

	1990	1999	2006
<b>Population</b>	<b>62 519</b>	<b>61 366</b>	<b>62 452</b>
	1990-1999	1999-2006	
Evolution de la population	<b>-1 153</b>	<b>1 086</b>	
due au solde naturel	261	224	
due au solde migratoire	-1 414	862	
Taux d'évolution annuel moyen en %	<b>-0,2</b>	<b>0,3</b>	
dû au solde naturel	0,0	0,1	
dû au solde migratoire	-0,3	0,2	

Source : Insee, recensements

**Pyramide des âges de la population en 1999 et 2006**


Source : Insee, recensements

**Niveau de formation de la population**

Répartition de la population ayant achevé ses études selon le dernier diplôme obtenu

	Vimeu	Picardie	Ecart
Sans diplôme	<b>30,2</b>	24,5	5,7
CEP / BEPC	<b>23,7</b>	20,7	3,0
CAP / BEP	<b>24,8</b>	24,8	0,0
BAC Général	<b>4,9</b>	6,4	-1,5
BAC Professionnel	<b>6,3</b>	7,0	-0,7
Diplôme supérieur au BAC	<b>10,1</b>	16,6	-6,5
Ensemble	<b>100,0</b>	100,0	

Source : Insee, recensement 2006

## SYSTÈME PRODUCTIF

### ***Une forte identité industrielle***

Le nombre important d'entreprises produisant de la serrurerie et de la robinetterie donne au Vimeu une forte identité industrielle. Actuellement, 70% de la fabrication française de serrures et 80% de la fabrication française de robinets provient du Vimeu.

En 2008, l'industrie du Vimeu emploie 40% des salariés, contre 16% en moyenne nationale et 21% en Picardie. C'est la quatrième zone d'emploi industrielle de métropole, derrière Oyonnax, Saint-Claude et la Vallée-de-la-Bresle, voisine normande.

La structure industrielle se fonde sur des petites et moyennes entreprises indépendantes ou des groupes locaux. Seuls trois établissements industriels dépassent 250 salariés : VKR France (filiale du groupe danois Velux, fabrication de volets roulants) à Feuquières-en-Vimeu, Caoutchoucs modernes à Gamache et les établissements Thirard fabricant de serrures et ferrures à Fressenneville.

Face à la concurrence internationale, la survie de ces petites unités repose sur des organisations collaboratives qui préservent leur autonomie. La petite métallurgie et le flaconnage verrier, deux spécialités du Vimeu, sont organisés en « districts industriels », qui assurent la réactivité et la coordination du déploiement des savoir-faire locaux. Sur ces bases, deux « Systèmes Productifs Locaux », labellisés par la Délégation Interministérielle à l'Aménagement et à la Compétitivité des territoires (DIACT), ont émergé sur la zone d'emploi. Le premier, autour de la métallurgie légère, est porté par les activités dominantes : serrurerie et robinetterie. Le second est le pôle verrier de la vallée de la Bresle commun avec la Seine-Maritime.

Les activités tertiaires, du fait du poids élevé de l'industrie et de la faiblesse de l'armature urbaine, sont moins bien représentées que dans le reste de la région. Elles ne représentent que 54% des emplois de la zone contre 71% en moyenne régionale. Cependant, depuis 2000, l'emploi tertiaire se développe plus vite qu'en moyenne régionale.

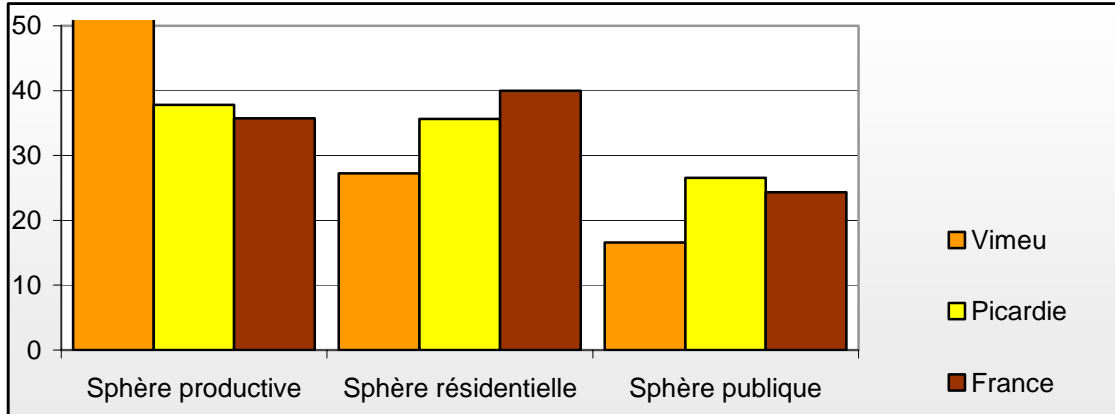
### ***La zone d'emploi face à la crise***

Au regard de l'évolution récente du chiffre d'affaires des secteurs d'activité, l'économie du Vimeu se situerait au cœur de la tourmente : les activités « en crise » représentent 21% des emplois salariés, trois fois plus que la moyenne régionale. Moins liées à la filière automobile que dans le reste de la région, les activités de la métallurgie du Vimeu sont néanmoins sensibles à la baisse plus générale des activités industrielles. La fonderie Capelle, sise à Bourseville ferme ses portes, seuls 20 salariés rejoindront le site Capelle Injection à Saint Quentin-Lamotte, site lui même repris par Bréa Système en perdant une cinquantaine d'emplois. Le Suédois Assa Abloy ambitionne de fusionner quatre de ses établissements picards dont Fichet Serrures Bâtiment et Laperche, qui emploient 340 salariés dans la zone du Vimeu.

D'autres activités dans la zone souffrent également du contexte économique. Ainsi les établissements Piole Parolai Équipement, fabricant de meubles à Feuquières en Vimeu, ont supprimé 26 postes, un cinquième des effectifs. La sensibilité de la zone d'emploi à la crise s'est traduite par une forte augmentation du chômage fin 2008.

## Système Productif

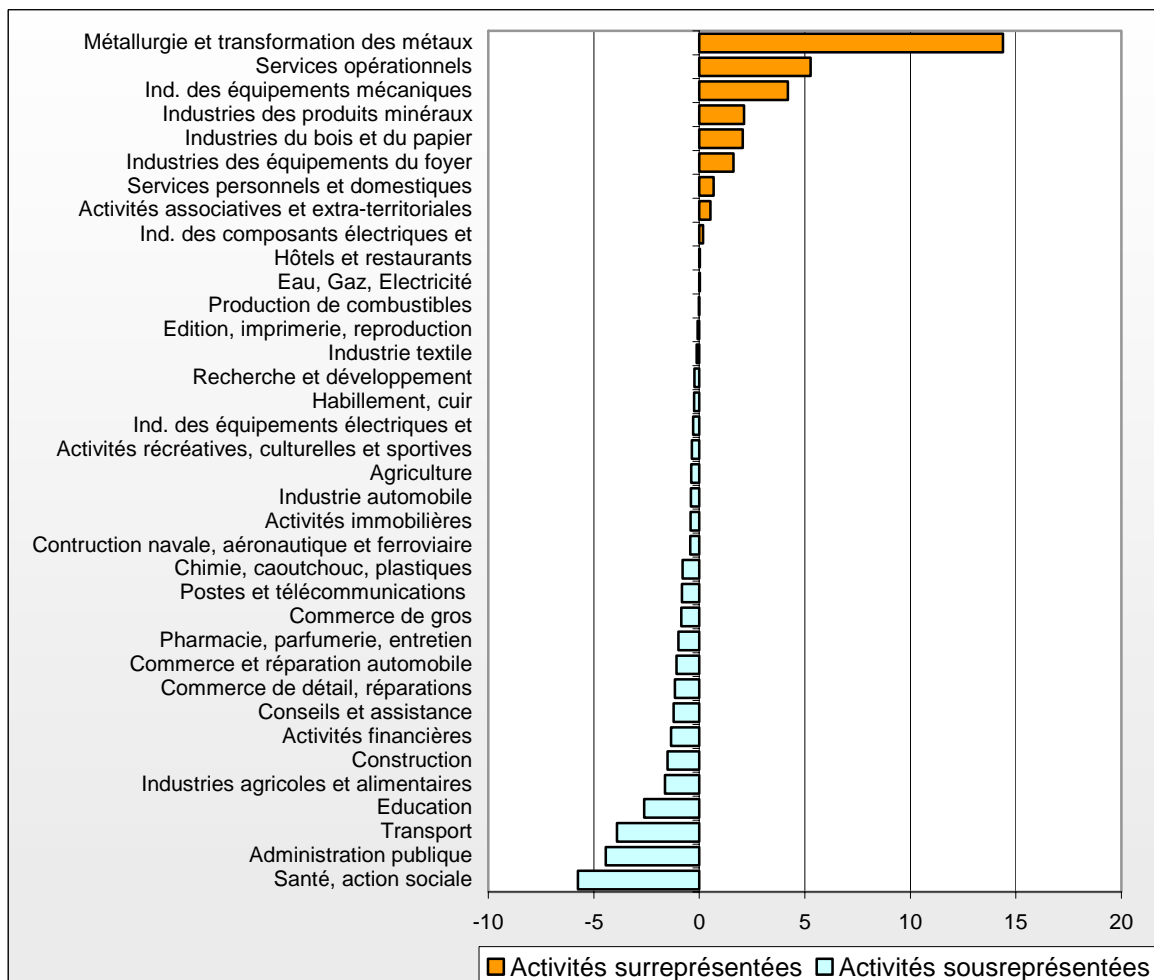
### Répartition de l'emploi salarié par sphère d'activité au 1<sup>er</sup> janvier 2007



Source : Insee, CLAP 2006

### Spécificité des activités économiques de la zone d'emploi

Différence entre la part de l'activité dans la zone et la part dans la région (en %)



Source : Insee, estimations d'emplois

## Marché du Travail

---

### ***Des flux domicile travail relativement importants avec les zones voisines***

La population active s'élève à 27 800 personnes en 2006, alors que le nombre d'emplois est de 22 200. Au cours de la période 1999 à 2006, le nombre d'emplois offert dans la zone a augmenté d'un millier, plus rapidement que la population active. Cette double évolution a permis de résorber une partie du chômage : 3 300 personnes déclarent rechercher un emploi en 2006 contre 3 700 en 1999. Entre 2002 et 2007, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 23 % dans la zone.

Les échanges domicile-travail avec les autres zones sont relativement développés : 8 000 personnes habitants du Vimeu partent travailler dans une autre zone, 5 600 personnes viennent travailler dans le Vimeu. L'intensité des échanges s'est accrue, mais le solde net est demeuré le même : 2 300 sorties de plus que d'arrivées.

La vallée de la Bresle, voisine normande du Vimeu, capte la moitié des sortants et fournit la moitié des entrants. L'intensité des échanges est moindre avec les zones d'emploi de Picardie, Abbeville-Ponthieu et Amiens. La zone d' Abbeville-Ponthieu reste la plus attractive ( 30% des entrants et 22 % des sortants)

### ***Un chômage en dessous de la moyenne régionale***

Le taux de chômage dans le Vimeu est de 8,3% au quatrième trimestre 2008, 0,7 point de moins que la région et 0,5 point de plus que la France. Le niveau du chômage est resté en dessous du niveau régional grâce à l'augmentation de l'emploi tertiaire et à la modération salariale. Cependant en fin d'année 2008, le marché de l'emploi s'est dégradé : le taux de chômage a augmenté d'un point du troisième au quatrième trimestre contre 0,4 point dans la région.

Dans la zone du Vimeu, la structure par âge des demandeurs d'emploi n'est pas très différente de celle de la région, toutefois quatre demandeurs d'emploi<sup>1</sup> sur dix travaillaient dans l'industrie : proportion la plus élevée de la région.

Parmi les demandeurs d'emploi, les titulaires d'un BEP ou CAP sont les plus nombreux, presque la moitié des effectifs. Seulement un quart des chômeurs est bachelier, 6 points de moins que la région.

### ***Plus d'ouvriers non qualifiés qu'en moyenne régionale***

Les emplois sont moins qualifiés dans la zone du Vimeu qu'en moyenne régionale, 5% des actifs occupent un emploi de cadres contre 8% des Picards, 12% un poste de professions intermédiaires contre 19% en région. Le niveau de qualification des emplois de l'industrie est le plus faible des zones d'emploi picardes. Les ouvriers non qualifiés représentent 28% de l'emploi contre 16% en moyenne dans la région.

---

<sup>1</sup> DEFM de catégorie 1,2,3

## Marché du Travail

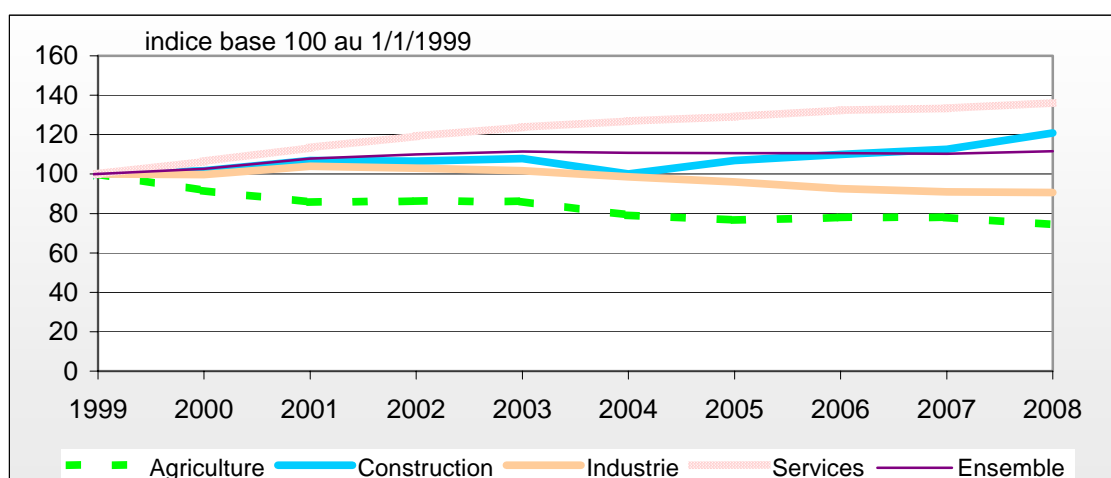
### Equilibrage du marché du travail depuis 1990

	1990	1999	2006
Population active résidente	27 100	27 200	27 800
Actif ayant un emploi dans la zone*	21 600	21 200	22 200
Chômeurs *	3 800	3 700	3 300
Navettes domicile travail			
Emplois occupés par des non résidents	4 000	4 500	5 600
Habitants travaillant dans une autre zone	5 400	6 800	7 900
<b>Solde des navettes</b>	<b>-1 400</b>	<b>-2 300</b>	<b>-2 300</b>

\* selon la situation déclarée au recensement, différente de la situation selon la définition officielle du

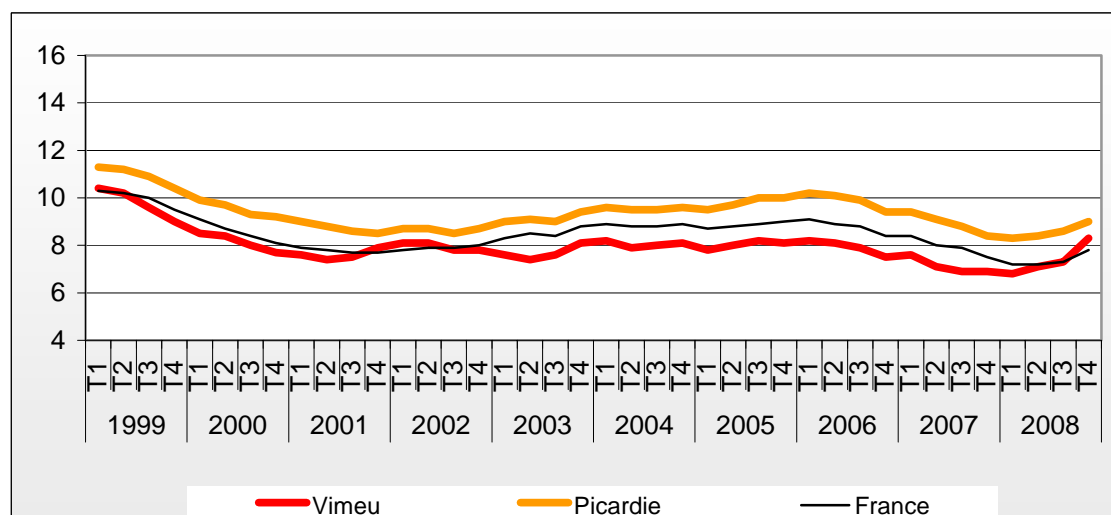
Source : Insee, recensements

### Évolution de l'emploi salarié



Source : Insee, estimations d'emplois

### Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage trimestriels localisés

## Attractivité - Dynamisme

---

### ***Faible attractivité économique de la zone d'emploi***

Le taux de création d'établissements de 9,2%, 2,4 points de moins que la moyenne picarde. C'est le faible taux des zones d'emploi de la région après la Thiérache. La part des nouvelles entreprises dans l'emploi est faible, inférieure de 6 points au niveau régional.

En considérant les créations d'entreprises et les nouveaux emplois générés comme indicateurs de l'attractivité économique, le Vimeu se classe à la dernière place des zones d'emploi de Picardie et se positionne à la 347<sup>e</sup> place parmi les 348 zones de métropole, juste devant la zone de Decize (dans la Nièvre).

Le maintien des activités traditionnelles de la petite métallurgie et du verre démontre le dynamisme économique des industriels locaux. Ce dynamisme soutient seul l'économie du Vimeu car le développement d'autres activités, tertiaires en particulier, est freiné par un manque d'attractivité de cette zone du littoral. Le dynamisme économique des 14 zones d'emploi de métropole dont la plus grande ville compte moins de 6 000 habitants est très variable. Certaines sont très attractives, d'autres comme le Santerre-Oise occupent une place moyenne (198<sup>e</sup>) tout en ayant comme le Vimeu une structure productive tournée vers l'industrie (32%). La 347<sup>e</sup> place du Vimeu sur 348 zones d'emploi de métropole apparaît donc bien modeste au regard des atouts de ce territoire : la forte et ancienne spécificité industrielle de cette zone d'emploi limite l'arrivée de nouvelles entreprises.

## ATTRACTIVITÉ - DYNAMISME

**Dynamisme entrepreneurial**

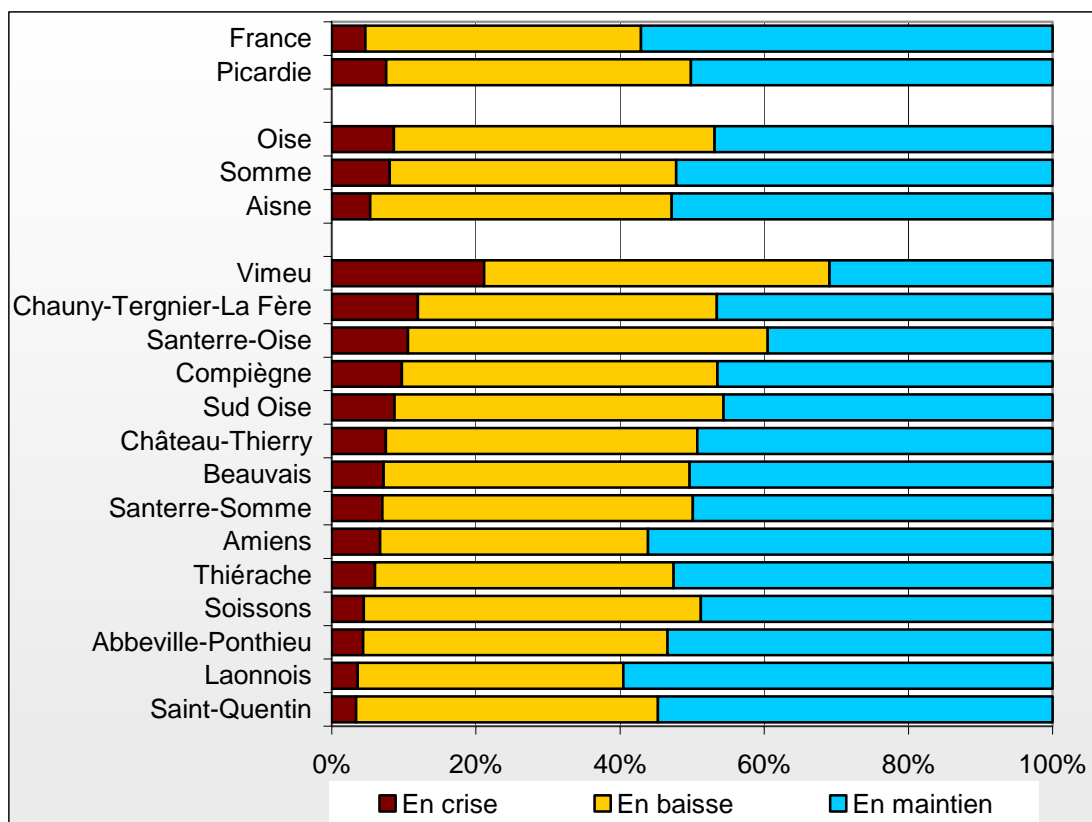
	Vimeu	Picardie
Création d'établissements en 2008	175	7 321
Taux de créations	9,2	11,6
Part des nouveaux établissements dans l'emploi salarié	7,6	13,6

Source : Insee, REE Sirene - CLAP

Raison sociale	Commune	Activité principale exercée	Effectif salarié au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	Observations
<b>Etablissements du secteur privé</b>				
VKR FRANCE	Feuquières-en-Vimeu	Fabrication de charpentes et de menuiseries	250 à 499	
CAOUTCHOUCS MODERNES	Gamaches	Fabrication d'autres articles en caoutchouc	250 à 499	
AUCHAN FRANCE	Mers-les-Bains	Hypermarchés	250 à 499	
ETABLISSEMENT THIRARD	Fressenneville	Fabrication de serrures et de ferrures	250 à 499	
VERRERIES DU COURVAL	Gamaches	Fabrication de verre creux	100 à 249	
BRICARD	Feuquières-en-Vimeu	Fabrication de serrures et de ferrures	100 à 249	
ETS TETARD HAUDIQUEZ GRISONI	Béthencourt-sur-Mer	Fabrication d'articles de robinetterie	100 à 249	
NOYON ET THIEBAULT	Vaudricourt	Fabrication d'articles de robinetterie	100 à 249	
ETABLISSEMENTS DECAYEUX	Feuquières-en-Vimeu	Fabrication de serrures et de ferrures	100 à 249	
DELABIE	Friville-Escarbotin	Fabrication d'articles de robinetterie	100 à 249	
SOCIETE INDUSTRIELLE AUER	Feuquières-en-Vimeu	Fabrication d'appareils ménagers non électriques	100 à 249	
FICHET SERRURERIE BATIMENT	Oust-Marest	Fabrication de serrures et de ferrures	100 à 249	Fusion envisagée avec Laperche
<b>Etablissements du secteur public</b>				
HOPITAL LOCAL	Saint-Valery-sur-Somme	Activités hospitalières	100 à 249	
COMMUNAUTE COMMUNES	Friville-Escarbotin	Administration publique générale	100 à 249	
VIMEU INDUSTRIEL	Friville-Escarbotin	Administration publique générale	100 à 249	
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE DU VIMEU	Friville-Escarbotin	Enseignement secondaire général	100 à 249	
COMMUNE DE MERS LES BAINS	Mers-les-Bains	Administration publique générale	50 à 99	

Source : Insee, Clap 2007

**Répartition des emplois selon l'évolution récente du chiffre d'affaires des secteurs**



Note de lecture : Selon l'évolution nationale du chiffre d'affaires entre le 3ème trimestre 2008 et le 1er trimestre 2009, les activités économiques ont été réparties en 3 groupes. Un groupe de secteurs « en crise » avec une baisse de plus de 7% du chiffre d'affaires, comprenant l'industrie automobile, la chimie, caoutchouc, plastique, la métallurgie et transformation des métaux ainsi que la production de combustibles et de carburants, ce dernier en raison de la baisse du prix du pétrole.

Des secteurs classés « en baisse » connaissent une fin d'année 2008 ou un début 2009 difficile, la baisse du chiffre d'affaires est toutefois moins importante que pour le groupe précédent. Il s'agit de la plupart des secteurs industriels, du commerce, des services opérationnels.

Le troisième groupe comprend les activités dont les chiffres d'affaires se maintiennent au moins l'un des deux trimestres observés : ce groupe compte les IAA, l'aéronautique et la parfumerie-entretien pour l'industrie, les activités de services et les services publics.

Source : Insee - Comptes Nationaux - Estimations d'emplois au 31/12/2007 provisoires